



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

### Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

### About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



## A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

## Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

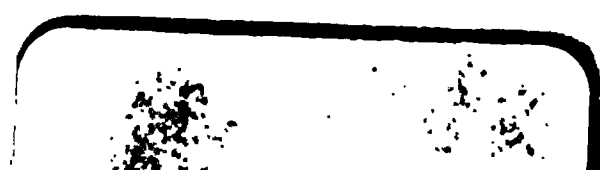
Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

## À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>











**REVUE**

**MILITAIRE SUISSE**

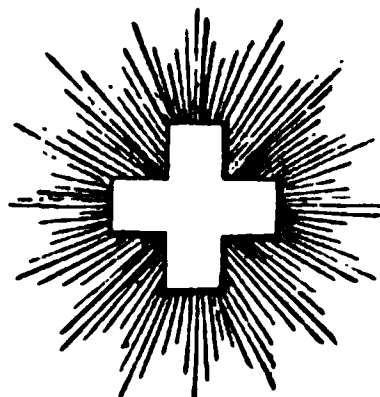


# REVUE MILITAIRE SUISSE

~~~~~  
DIRIGÉE PAR

**F. LECOMTE**, colonel-divisionnaire ; **CURCHOD**, capitaine d'artillerie ;  
**GUIGUER DE PRANGINS**, 1<sup>er</sup> lieutenant d'artillerie de position.

~~~~~



VINGT-TROISIÈME ANNÉE

~~~~~

LAUSANNE  
IMPRIMERIE ADRIEN BORGEAUD, CITÉ-DERRIÈRE, 26

—  
1878



STANFORD UNIVERSITY  
LIBRARY

STACKS  
DEC 3 1973

112

541

123

1878







## N° 21. — 9 NOVEMBRE

L'Autriche en Bosnie et en Herzégovine, p. 455. — De l'enseignement de la gymnastique (*suite et fin*), p. 469. — Circulaires et pièces officielles, p. 476. — Nouvelles et chronique, p. 480.

## N° 22. — 27 NOVEMBRE

L'Autriche en Bosnie et en Herzégovine (*suite*), p. 481-496.

**ARMES SPÉCIALES.** — De l'artillerie de position en Suisse (*suite*), p. 497. — La Croix rouge à l'Exposition universelle, p. 501. — Société des officiers de la Confédération suisse (*section vaudoise*), p. 506. — Revue de la presse étrangère, p. 507. — Circulaires et pièces officielles, p. 508. — Nouvelles et chronique, p. 509. — Annonces, p. 512.

## N° 23. — 10 DÉCEMBRE

La guerre en Afghanistan, p. 513. — L'Autriche en Bosnie et en Herzégovine (*suite*), p. 518. — Les chemins de fer français et allemands, p. 522. — Bibliographie, p. 525. — Société des officiers suisses, p. 526. — Nouvelles et chronique, p. 527. — Annonce, p. 528.

## N° 24. — 23 DÉCEMBRE

La guerre en Afghanistan, (*suite*), p. 529. — Mission de M. le colonel Ott, sur le théâtre de la guerre russo-turque, p. 539. — J.-J. Scherer †, p. 541. — Nouvelles et chronique.

---











promulguées et qu'il faut les étudier. Au service suivant, ces officiers n'ont pas encore oublié l'ancien régime, ils n'ont pas encore appris le nouveau et au lieu de diriger avec assurance leurs subordonnés, au lieu de s'imposer à eux par leur savoir, ils doivent eux-mêmes prendre rang comme écoliers et s'attirent des observations qui ne contribuent pas à augmenter leur autorité.

Nous pourrions vivre encore, s'il plaît à Dieu, avec nos règlements d'exercice. Ils sont adaptés à la nouvelle organisation, ils répondent également à toutes les exigences de la tactique actuelle et l'on peut espérer qu'ils seront bientôt suffisamment compris par tous.

Mais il ne paraît pas en être de même pour les règlements de service de campagne. De différents côtés, on propose des changements qui détruisent les prescriptions existantes et introduisent de nouvelles désignations, de nouvelles dénominations.

Depuis l'année dernière on s'est servi dans les écoles préparatoires d'officiers d'un guide pour l'instruction tactique, dans lequel le service de sûreté est traité tout autrement que dans les règlements. Cette année, les troupes de la V<sup>e</sup> division ont reçu des instructions relatives à ce même service de sûreté qui ne s'accordent pas davantage avec les prescriptions réglementaires. L'année prochaine le commandant de la II<sup>e</sup> division agira-t-il de même ? émettra-t-il lui aussi sa manière de voir sur la matière et éditera-t-il des ordonnances particulières ? Si oui, nous aurons déjà dans l'armée trois règlements différents sur le même objet.

On voit clairement qu'un pareil état ne peut être toléré plus longtemps.

L'on se demande maintenant : nos prescriptions ne suffisent-elles plus et doivent-elles être remplacées par d'autres meilleures ? A cette question nous répondons par un *non* absolu.

Les expériences faites lors des dernières guerres ne nous ont apporté rien de nouveau dans le service de sûreté, dont les principes n'ont subi aucun changement. Qu'on nous prouve le contraire, alors nous nous inclinerons et nous nous déclarerons d'accord avec les innovations.

Nous restons à cette affirmation que les dernières guerres n'ont rien apporté de nouveau en ce qui concerne le service de sûreté, à moins qu'on ne considère comme une innovation l'emploi, sur une grande échelle, de la cavalerie pour le service d'éclaireurs et pour la protection de l'armée. Napoléon I<sup>er</sup> n'a-t-il pas, le premier, organisé cette arme en grands corps et ne l'a-t-il pas chargée du service en question ? Si les Français négligent les grandes leçons de leur maître, leurs adversaires les ont recueillies et employées avec succès ; mais cela ne veut pas dire qu'ils aient fait une découverte. Ils ont seulement appris ce que les autres ont oublié.

En 1862, lorsque nos ordonnances actuelles furent établies, on savait bien que la cavalerie pouvait être employée au service d'éclaireurs ; seulement, en considération de l'effectif restreint et des aptitudes insuffisantes de notre cavalerie, on ne lui attribua



















venir en leur nom collectif une adresse à l'Assemblée fédérale pour lui exprimer leurs désirs.

Agréez, Monsieur le Président et Messieurs, l'assurance de notre dévouement et nos sincères salutations.

Pour la Section de Genève de la Société fédérale des Officiers :

*Le Président,*  
J. BURKEL, major.

*Le Secrétaire,*  
C. FAVRE, capitaine.

---

Au Département militaire fédéral, à Berne.

Lausanne, le 20 décembre 1877.

Nous avons l'honneur de vous transmettre ci-joint par copie une lettre de la Société militaire du canton de Genève demandant une démarche auprès de l'Assemblée fédérale pour lui exprimer les craintes que causent certaines économies faites actuellement par le haut Conseil national sur le budget militaire.

Vu l'urgence, nous prenons la liberté de vous transmettre cette pièce avant de l'avoir soumise à nos diverses Sections cantonales et divisionnaires, et, en attendant la manifestation de l'opinion des dites sections, nous nous faisons un devoir de recommander à votre sollicitude les conclusions de nos frères d'armes de Genève, qui nous semblent dictées par une juste appréciation des vrais intérêts de l'armée et de la patrie.

Agréez, Tit, l'assurance de notre haute considération.

Au nom du Comité central :

*Le Président,*  
LECOMTE, col.-div.

*Le Secrétaire,*  
NEY, capit.

---

### BIBLIOGRAPHIE

Etudes d'histoire militaire d'après la méthode appliquée, par *Verdy du Vernois*, général-major de l'armée prussienne, chef d'état-major du 1<sup>er</sup> corps d'armée ; traduit de l'allemand par le commandant Grandin. Paris, Dumaine 1877. 1 vol. in-8 de 187 pages, avec une carte.

Nous avons ici la 1<sup>re</sup> livraison d'un ouvrage qui aura nécessairement une grande étendue. Elle comprend des « détails tactiques tirés de la bataille de Custozza livrée le 24 juin 1866 ». C'est un récit vivant et détaillé des opérations de la division autrichienne de réserve Rupprecht. On la montre chargée soit d'agir isolément, soit de combattre en liaison avec d'autres corps. On la fait marcher et manœuvrer sur le terrain où elle a opéré et combattu réellement, en donnant heure par heure les mouvements de cette division et des diverses troupes avec lesquelles elle a été en rapport. Après cela l'auteur suppose une division prussienne sur le même terrain et dans quelques-unes des situations où s'est trouvée la division Rupprecht. De cette confrontation ressortent d'instructives critiques et des enseignements tactiques lumineux.

L'auteur, connu déjà fort avantageusement par l'excellent ouvrage « Etudes sur l'art de conduire les troupes » traduit en français par le capitaine d'état-major belge Masson, rend un nouveau service aux amis de l'art militaire par le présent volume. La traduction française de M.



La bélière de derrière est semblable à son extrémité inférieure à celle de devant, c'est-à-dire pourvue d'une double boucle et d'un contre-sanglon; son extrémité supérieure est repliée de manière à former un passant qui est mobile sur la ceinture, dans les limites d'une courroie d'arrêt fixée à l'intérieur de la ceinture.

**Le ceinturon des officiers non montés sera en outre muni, à l'anneau carré, d'une chaînette avec crochet pour suspendre le fourreau du sabre à son anneau inférieur.**

**Dimensions :**

|                                                                                         | Millimètres.       |
|-----------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|
| Largeur de la ceinture . . . . .                                                        | 32                 |
| Largeur du cuir de Russie de la ceinture. . . . .                                       | 30                 |
| Longueur de la pièce à boucle . . . . .                                                 | 175                |
| Longueur du contre-sanglon. . . . .                                                     | suivant le besoin. |
| Distance de l'anneau carré à la courroie d'arrêt. . . . .                               | 140                |
| Longueur de la courroie d'arrêt. . . . .                                                | 160                |
| Largeur des bélières . . . . .                                                          | 20                 |
| Largeur du cuir de Russie des bélières . . . . .                                        | 18                 |
| Longueur de la bélière de devant, raccourcie. }<br>} 6 trous.<br>} allongée.            | 220<br><br>270     |
| Longueur de la bélière de derrière, bouclée . . . . .                                   | 620                |
| Longueur du contre-sanglon des bélières, mesurée depuis le pontet de la boucle. . . . . | 100                |
| Distance du trou d'ardillon au pontet de la boucle. . . . .                             | 50                 |
| <b>Double boucle, carrée, angles et coins à chanfreins :</b>                            |                    |
| Longueur extérieure . . . . .                                                           | 35                 |
| Largeur                 ' . . . . .                                                     | 28                 |
| Epaisseur du métal . . . . .                                                            | 4                  |
| Longueur totale de la chaînette pour suspendre le fourreau.                             | 100                |
| Longueur du crochet . . . . .                                                           | 40                 |

**N. B.** La bélière de devant doit être bouclée de telle sorte que le fourreau du sabre ne touche pas terre.

**DRAGONNE.**

**La dragonne se compose de la courroie, du coulant et du gland.**

La courroie est en maroquin écarlate (peau de chèvre), elle est ornée de fil d'argent suivant le dessin ci-contre :



**Le coulant, également en maroquin, est entrelacé de fil d'argent.**

**Le gland ovale est recouvert de torsades (bouillons) fixes, en fil d'argent ; la tête en feuille d'argent est recouverte d'un tissu en treillis, le bord supérieur fermé par un bouillon faisant le tour.**

### ***Dimensions de la dragonne :***

|                                                  | Millimètres. |
|--------------------------------------------------|--------------|
| Longueur apparente de la courroie pliée en deux. | 450          |
| Largeur de la courroie . . . . .                 | 18           |
| Largeur du coulant . . . . .                     | 10           |
| Hauteur totale du gland . . . . .                | 75           |
| Hauteur de la tête . . . . .                     | 25           |
| Longueur apparente des bouillons . . . . .       | 35           |
| Largeur de la tête . . . . .                     | 25           |
| Épaisseur de la tête. . . . .                    | 14           |
| Largeur du gland . . . . .                       | 43           |
| Épaisseur du gland . . . . .                     | 35           |
| Nombre des bouillons au gland . . . . .          | 41           |

La dragonne s'attache par un nœud coulant à la garde du sabre, la courroie passant deux fois autour de la garde, son extrémité avec le gland est suspendue en dehors.

### ***Ordonnance sur le ceinturon et la dragonne des adjudants-sous-officiers.***

(Suivant l'ordonnance du 27 avril 1868.)

**Ceinturon** en cuir de Russie foncé (sans doublure), ceinture large de 25 millimètres, les trous d'ardillon à œillets métalliques, avec simple boucle à rouleau. **Béliers**, également en cuir de Russie, larges de 19 millimètres, la bélière antérieure









en furent célébrées avec grande pompe le 13 avril 1842. Bien que princesse autrichienne l'archiduchesse Marie-Adélaïde avait, par sa mère Elise de Carignan, un bon sang italien dans les veines et était italienne de naissance et de cœur.

Arrivèrent les événements de la guerre suisse du Sonderbund qui émurent l'Europe et l'Autriche notamment, en risquant de de provoquer son intervention en Suisse ; puis les insurrections de Sicile et de Milan, en hiver 1848. — Le 8 février, le roi Charles-Albert octroya une constitution, le Statut, et le 23 mars suivant la guerre à l'Autriche fut déclarée. Dans les combats qui suivirent aussitôt, le jeune duc de Savoie déploya un brillant courage, entr'autres à la journée de Pastrengo, le 30 avril, à la bataille de Sainte-Lucie, sous Vérone, le 6 mai, et à celle de Goïto, le 30 mai, où il fut blessé à la tête de la brigade Reine. L'année suivante, quand la guerre recommença, il combattit également avec la plus grande valeur aux côtés de son malheureux père, qui pour faciliter l'armistice, lui remit la couronne au lendemain du désastre de Novare, le 23 mars 1849.

Le premier acte du nouveau roi fut d'envoyer des délégués à Radetzky ; mais le vainqueur refusa de traiter avec eux, déclarant ne vouloir conclure la paix qu'avec le roi lui-même. Victor-Emmanuel remonta à cheval, et à travers la plaine encore jonchée de cadavres, il se rendit à Vignale, où il entra en conférence avec le généralissime autrichien.

On ne sait pas précisément ce qui se passa dans ce tête-à-tête, dit l'*Italia Militare*, à qui nous empruntons ces renseignements, mais il est certain que le vieux maréchal proposa les conditions suivantes : abolition du Statut, suppression de la bannière italienne et restauration du régime de Charles-Félix avec alliance intime entre l'Autriche et le Piémont, moyennant quoi le Piémont serait libéré d'indemnité de guerre et de troupes d'occupation.

Victor-Emmanuel, qui avait écouté en silence ces ouvertures, répondit avec indignation : « Maréchal, je rejette vos propositions vraiment infâmantes, et plutôt que d'y souscrire je renoncerais non à une, mais à mille couronnes. Ce que mon père a juré de maintenir, son fils le maintiendra aussi. Est-ce une guerre à mort que vous voulez ? Eh bien ! vous l'aurez. Je ferai appel à la nation et vous verrez ce que sera un soulèvement général du Piémont. S'il faut succomber, nous succomberons au moins sans honte. La maison de Savoie connaît le chemin de l'exil, non celui du déshonneur. »

Ces paroles fières et fermes firent impression sur Radetzky et il changea ses conditions, de manière à laisser au moins au Piémont sa bannière et ses libertés.

Tel fut le premier acte du jeune roi constitutionnel, que sa conduite n'a jamais démenti depuis lors.

Rentré à Turin dans ces pénibles et difficiles circonstances, il se mit courageusement à l'œuvre pour relever du naufrage l'organisation et l'administration du royaume, et il y réussit,



raire du 3<sup>e</sup> zouave. Vinrent les batailles de Magenta, de Mélégnano, enfin de Solferino-San Martino, où les troupes piémontaises, sous la direction personnelle de Victor-Emmanuel, rendirent d'éclatants services par la tenacité et le courage avec lesquels elles tinrent les positions de l'aile gauche alliée contre les efforts répétés du corps d'armée de Benedeck.

La paix subite de Villafranca, s'imposant à la France par les menaces de plus en plus significatives de l'Allemagne, fut un coup de foudre dans le ciel resplendissant de l'Italie, arrêtée au milieu de ses triomphes bien avant d'avoir atteint l'Adriatique. La mauvaise humeur fut grande dans tous les rangs des Italiens, mais ils surent se contenir et tourner les nouvelles difficultés qui se présentaient. On se rappelle que le traité de Villafranca organisait une espèce de confédération italienne sous la présidence du pape, idée élevée et juste au fond, qui a pour elle l'avenir, sous une forme différente sans doute, mais qui ne convenait nullement à l'Italie dans les circonstances du moment. Il aurait fallu tout d'abord rappeler les souverains impopulaires de l'Italie centrale, ce qui était impossible; puis sanctionner les gouvernements plus impopulaires encore de Naples et de Rome, ce qui était plus que dérisoire dans l'état des esprits. Et avec des éléments aussi hétérogènes, comment aurait-on pu arriver à former un gouvernement qui eût quelques chances de stabilité !

Le projet fédératif resta donc à l'état de lettre morte. La diplomatie en délibérait gravement à Zurich tandis que les populations de l'Emilie s'annexaient régulièrement au Piémont. La France se consola de son échec diplomatique en s'annexant le comté de Nice et la Savoie, de commun accord avec tous les intéressés, sauf avec la Suisse, qui avait élevé le désir bien légitime de voir rattacher à son faisceau la zone savoisiennne faisant partie de la neutralité suisse, ou au moins le Chablais.

On sait les événements qui suivirent en 1860 et 1861 : la mutinerie et le licenciement des régiments suisses à Naples, la chevaleresque et brillante entreprise de Garibaldi dans les Deux-Siciles, arrêtée seulement devant Capoue; enfin l'entrée en campagne de l'armée de Victor-Emmanuel sous Fanti et Cialdini, qui défit les troupes papales de Lamoricière à Castelfidardo, le 20 septembre 1860, et arriva devant Capoue juste à point pour relever Garibaldi qui commençait à succomber à la tâche. Le siège de Gaëte fut le dernier acte de cette rapide campagne, en somme plus politique que militaire, mais où les gros calibres employés à Gaëte et à Ancone signalèrent un progrès d'armement qui ne devait pas tarder à en amener de bien plus notables. Les Marches et tout le royaume des Deux-Siciles passèrent sous le sceptre de Victor-Emmanuel, dont la suprématie s'étendit sur l'Italie entière moins Rome avec sa région occidentale et la Vénétie. Le royaume d'Italie était constitué en fait. Il en prit le titre par décrets des 17 mars et 5 mai 1861.

Mais Garibaldi était mécontent. Le vainqueur de la Sicile et de Naples aurait voulu ne s'arrêter que dans Rome même. Obligé



qui n'assistait pas sans anxiété à cette nouvelle « partie de chasse au faucon, » selon l'expression pittoresque de Thiers, dut se résigner et attendre une occasion favorable, qui se présenterait en tout cas et au plus tard à la mort du vieux Pie IX.

L'occasion vint plus tôt. La guerre franco-allemande de 1870 éclata, plaçant le gouvernement italien et surtout le roi Victor-Emmanuel entre deux alliés qui avaient toutes ses sympathies. Son penchant naturel le portait vers la France, mais les intérêts supérieurs de la nation italienne, ceux du moment au moins, pesaient plutôt dans le sens opposé. L'Italie garda la neutralité, tout en assistant frémissante aux désastres répétés et inouïs de l'armée française. En août 1870 la garnison française évacua Rome, et le 20 septembre les troupes italiennes du général Cadorna y entrèrent, après un combat sans gravité contre les forces papales du général Kanzler. L'annexion fut régulièrement votée par le peuple le 2 octobre suivant, et en décembre le roi Victor-Emmanuel s'installa dans sa nouvelle capitale, laissant le Vatican et ses alentours en la pleine et entière possession du pape.

Ainsi s'accomplit, sous l'énergique et persévérante volonté du roi Victor-Emmanuel, l'œuvre de l'indépendance et de l'unité de l'Italie. D'ardents patriotes auraient voulu qu'il la poussât plus loin et plus rapidement encore, en arrivant à s'annexer le canton du Tessin, le Trentin, la Corse, Nice, Malte, des côtes de l'Adriatique le plus possible. Victor-Emmanuel eut le bon sens de résister à ces suggestions et de ne pas confondre les exigences de la restauration nationale avec des fantaisies du domaine de l'aventure. Les campagnes militaires, qui étaient dans ses goûts et dans son tempérament d'homme d'action, furent sagement remplacées par la chasse au chamois et au bouquetin, chasse noble et digne des rois, digne surtout d'un roi comme lui, au bras ferme, aux jarrets d'acier, à la tête sûre, au cœur courageux.

Des montagnes d'Aoste ou de l'Apennin il suivait plus calmement, mais non moins soigneusement la politique de son gouvernement, laissant toute liberté à ses ministres jusqu'au moment où quelque émotion exceptionnelle des Chambres appelait forcément son attention et exigeait une action plus immédiate de sa part. Alors, d'une main à la fois sûre et souple, il savait ramener les choses au droit chemin, sans faire violence à personne et en paraissant obéir plutôt que commander.

Puisse son successeur, Humbert I<sup>er</sup>, apporter sur le trône les mêmes qualités et les mêmes vertus qui ont fait de son auguste père un modèle de roi constitutionnel ! Déjà la promesse en a été solennellement donnée dans les proclamations par lesquelles le nouveau souverain a annoncé le changement de règne au peuple et à l'armée, pièces qui sont de la teneur suivante :

*Proclamation.*

Humbert I<sup>er</sup>, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, roi d'Italie.

Italiens,

Le plus grand des malheurs nous a subitement frappés.

Victor-Emmanuel, le fondateur du royaume d'Italie et de son unité,









juger par les communications reçues du commandant d'une patrouille que nos troupes auraient rencontrée, se seraient dirigés contre Pirot, qu'elles auraient déjà pris, dit-on. Si cette nouvelle est exacte, le corps de Horvatovich, auquel s'est ralliée une partie de notre cavalerie, a la route de Sophia ouverte devant lui, cette ville ne se trouvant qu'à soixante verstes de Pirot, soit quatre jours de marche. Les troupes turques du camp de Sophia peuvent, il est vrai, entraver la marche des Serbes ; mais comme elles sont très peu nombreuses, elles ne pourront probablement pas le faire d'une manière sérieuse. En tout cas, la chute de Pirot et la marche en avant de Horvatovitch ne seront pas sans exercer une influence sérieuse sur la situation des Turcs dans la vallée de la Komartsa et à Arabkonack.

Le but principal de l'action du corps de la Morava est naturellement la forteresse de Nisch, qui ne se trouve qu'à dix-huit verstes de la frontière serbe. Ayant occupé sans résistance les hauteurs de Setchénitza, et de Topolnitsa, sur les deux rives de la Morava bulgare, le colonel Leschanine s'est dirigé sans être inquiété sur Mramor, à sept verstes à l'ouest de Nisch, et a occupé cette importante position le 6/18 décembre après son évacuation par les Turcs. Le lendemain un détachement du corps de la Morava a pris d'assaut la ville de Prokopliè, puis celle de Kourschoumlié, afin d'établir une communication avec le flanc droit du corps du Yavor. Le corps de la Morava ne s'est pas borné à cela : s'il faut en croire une nouvelle reçue vendredi, les Serbes se seraient avancés jusqu'à Letkovatz, localité située à trente-six verstes au-sud de Nisch, et auraient ainsi coupé les communications de cette forteresse avec Ouskioub, c'est-à-dire avec le chemin de fer de Salonique.

Nisch peut maintenant être considéré comme entièrement isolé, d'autant plus que les troupes du corps de la Schoumadia se trouvent déjà à l'est de cette place, Bélimarkovitch, qui les commande, les ayant fait sortir de la ligne de réserve et portées sur la ligne d'opérations, afin de faciliter la marche en avant de Horvatovich sur Pirot et sur Sofia. Depuis que Bélimarkovitch s'est emparé d'Ak-Palanka, à vingt verstes à l'ouest de Pirot, toute la vallée de la Nischava se trouve au pouvoir des Serbes.

Pour ce qui est des opérations du corps du Yavor, commandé par le colonel Nicolitch, elles se sont bornées quant à présent à la prise des hauteurs de Raschka et de Yankova, près de la frontière. Les opérations se heurtent à de grandes difficultés dans cette contrée montagneuse et couverte en ce moment d'une épaisse couche de neige. Aussi les troupes serbes s'occupent-elles principalement à fortifier les positions qu'elles ont occupées sur le territoire ottoman et auxquelles il faut encore ajouter Klanitsa, entre Novavarosch et Siénitsa.

A l'entrée du corps du Yavor dans la Vieille-Serbie, la population locale, qui avait reçu des armes du gouvernement serbe, a forcé les faibles garnisons turques à évacuer le pays et à se concentrer dans les principaux points fortifiés, tels que Novibazar, Siénitsa et Novavarosch. Dès que les obstacles physiques disparaîtront sur ce point, on peut s'attendre à ce que les Serbes marchent d'une part sur le Kossovo-Polié, que traverse le chemin de fer de Mitrovitsa à Salonique, et de l'autre vers la plaine de la rivière Lima pour se rallier aux Monténégrins.

Les succès que les Serbes viennent d'obtenir en si peu de temps s'expliquent jusqu'à un certain point par le moment favorable de leur entrée en campagne. Le blocus de Plevna et le mouvement de notre corps d'armée sur la route de Sofia ont obligé la Turquie à retirer des frontières de la Serbie toutes ses forces disponibles, si bien que les garnisons de Nisch, de Pirot, d'Ak-Palanka et de plusieurs autres points ne







Les Turcs, s'étant aperçus de ce mouvement, n'attendirent pas l'attaque et se retirèrent pendant la nuit au Sud-Ouest, dans la direction de Kustendil, emmenant avec eux les Bulgares les plus riches et les plus influents, après avoir pillé la ville et y avoir laissé leurs blessés.

Le 22 décembre/3 janvier, au point du jour, on s'aperçut de la retraite des Turcs, et nos troupes entrèrent immédiatement à Sofia tout en envoyant une avant-garde sur la route de Kustendil à Bady-Effendi et un détachement pour donner la main aux Serbes qui s'approchaient de Sofia en venant de Pirot.

La 3<sup>e</sup> division d'infanterie de la garde, poursuivant les Turcs qui battaient en retraite d'Arabkonak, de Schandornik et de Tatchkissen, a déjà occupé Pétritchévo. La cavalerie se dirige sur Kalofer, Otlukioï, Ikhtiman et Samakovo.

Les détails de la poursuite ne sont pas encore connus; mais on sait qu'il y a eu à Mirkovo une fusillade avec les Turcs le 21 décembre/2 janvier. Malheureusement, la première balle tirée a tué le général Katalei, commandant de la 3<sup>e</sup> division de l'infanterie de la garde; le général Philosoph, commandant de la 3<sup>e</sup> brigade de la même division a été blessé.

En Asie-Mineure, les opérations offensives contre Erzeroum, interrompues par des neiges profondes et par les difficultés de communications régulières avec la base par le Saganlong, sont entrées maintenant dans une nouvelle phase, qui semble indiquer comme prochain l'investissement de cette place. Le 9/21, l'aile droite russe a occupé plusieurs villages au nord-est d'Erzeroum, sur la route d'Olti, qui, par le défilé de Ghin, descend dans la vallée d'Erzeroum. Ce mouvement a pour les Russes une haute importance à deux points de vue: en premier lieu, il a pour objet de tourner les forts détachés du Top Dag, qui constituent la principale défense d'Erzeroum, et on peut, en se développant, menacer de couper les communications de cette place avec Trébizonde; en second lieu, en descendant des hauteurs de Deveboyoun dans la plaine, le détachement russe prend, sous le rapport du climat, une position avantageuse, dans laquelle il peut, avec moins de souffrances, supporter une campagne d'hiver. En occupant les villages situés sur le versant nord-ouest de Deveboyoun, les troupes russes n'ont rencontré qu'une résistance insignifiante et n'ont eu que 12 hommes hors de combat. — Mouktar-pacha a été rappelé à Constantinople.

Un correspondant de la *République française*, qui paraît fort expérimenté, et qui a été en relation avec l'attaché militaire français à Constantinople, M. de Torcy, apprécie comme suit les dernières opérations des Turcs en Bulgarie:

« Plevna est tombée! » dit le correspondant, en date de Péta (hôpital français). 18 décembre, et avec la chute de cette forteresse importante, la défense du nord de la Bulgarie a perdu l'est-est. L'armée turque a subi des désastres désespérants et désespérés qui en résultent... la présomption intervention des créatures du sultan... les hommes qui par leurs entreprises militaires et leur appétit d'ambition ont participé aux opérations militaires.

« Les succès des Turcs ont commencé avec la prise de... M... dans des circonstances... et... pour... — Sur... la... — les... »









lièrement sur l'influence considérable que peut exercer sur le réglage de son tir une connaissance insuffisante des lois de la probabilité.

Il dégage, entre autres, avec beaucoup de clarté cette conséquence d'un principe de la théorie des erreurs, que, dans un tir difficile, une simple erreur sur des corrections qu'on serait tenté de négliger, diminue parfois la précision, de la presque certitude d'atteindre le but à la certitude de le manquer. Puis, que de deux pièces d'inégale justesse, la supériorité relative de la pièce précise est d'autant plus faible que les corrections des causes d'erreurs indépendantes de la pièce sont moins exactes ; en d'autres termes, que l'effet des bouches à feu n'augmente pas proportionnellement à leur justesse.

La loi des erreurs fournit en effet la relation :

$$E = \sqrt{r^2 + e^2 + e_1^2 + e_{11}^2 + \text{etc.}}$$

en désignant par E, l'écart probable total en fonction des différents écarts probables partiels sur la portée (donné par les tables de tir) l'appréciation de la distance, vent, mobilité du but, durée du trajet, pointage, etc. C'est-à-dire que l'écart probable total est donné par la racine carrée de la somme des carrés des écarts probables que chacune des causes produirait en agissant isolément.

L'on en conclut que l'écart personnel  $r$  de la pièce a une importance relative très-amointrie si les causes d'erreur fortuites, particulièrement celle de la distance, n'ont point été réglées. L'auteur compare, à ce propos, un tir de polygone, comportant l'élimination des principales causes d'écart, avec un tir, n'offrant que des méthodes correctives grossières, d'une batterie de côte contre le pont d'un navire en marche.

Dans le cas particulier de cette application numérique, qui suppose des données usuelles et deux pièces d'égale justesse, l'effet utile s'est trouvé être, malgré les corrections normales, cinq fois plus faible dans le second cas ; c'est-à-dire qu'il faudrait cinq fois plus de projectiles et de temps pour arriver au même résultat.

II. Une application heureuse de la méthode est celle des formules (3) et (4) au tir contre une batterie de puits Moncrieff<sup>1</sup>, formée de cinq puits de six mètres d'ouverture, disposés en quinconce, les centres des puits formant les angles et le centre d'un carré de dix mètres de côté.

Pour un écart moyen latéral de trois mètres et en portée de vingt mètres, le calcul donne une probabilité :

$P = 4,8 \%$  pour le puits central.

$P = 4,1 \%$  pour chacun des autres puits.

Les deux probabilités diffèrent peu, par suite de la grandeur

<sup>1</sup> On nomme « puits Moncrieff, » un système de défense proposé par le major anglais Moncrieff, consistant à remplacer des batteries casematées par des séries de puits coniques en maçonnerie, reliés souterrainement entre eux et armés d'un système d'affût proposé par le même inventeur.



ciété nous informent que l'assemblée générale qui a eu lieu le 4 novembre écoulé, à Olten, où le cinquième de tous les officiers de carabiniers étaient présents et toutes les sections de bataillons représentées, s'est occupée entr'autres longuement de la question importante du mode de recrutement des carabiniers.

On sait que ce mode, prescrit par l'ordonnance fédérale du 1<sup>er</sup> mars 1876, soulève des critiques à divers points de vue, et surtout à celui des économies à réaliser sur l'uniforme des carabiniers. Les uns voudraient revenir au recrutement des carabiniers comme des armes spéciales, en rejetant plus tard dans l'infanterie les recrues qui montreraient une inaptitude qui n'aurait pas été reconnue assez tôt. D'autres voudraient maintenir le système actuel, de choisir les carabiniers au milieu des écoles de recrues d'infanterie, parmi les meilleurs tireurs et les hommes les plus agiles, en leur donnant la même tenue bleue qu'à l'infanterie, avec quelques petites distinctions de plus, soit en passepoils à la tunique, soit à la coiffure ou aux boutons. D'autres enfin veulent maintenir l'uniforme vert traditionnel. C'est dans ce dernier sens que l'assemblée générale d'Olten s'est prononcée, en décidant aussi, pour tenir compte des exigences des économies, que le port de la tunique serait interdit à toutes les recrues d'infanterie avant le recrutement des carabiniers.

Cette assemblée a décidé encore de demander à l'autorité fédérale la participation de tous les sous-officiers aux cours de répétitions.

Les sujets de concours, décidés dans cette circonstance, ont déjà été publiés par la *Revue militaire suisse*, mais il est bon de les répéter d'après l'avis officiel ci-dessous du Comité :

*Travaux de concours.* — Dans l'assemblée générale du 4 novembre les deux sujets pour le concours primé ont été fixés pour 77/78 comme suit, et il est recommandé à chaque officier de s'en occuper :

1<sup>o</sup> Les dispositions prises par des règlements et des plans d'instruction pour les exercices de tir d'infanterie atteignent-elles leur but ?

Est-il désirable que le tir conditionnel soit encore continué, au moins pour les carabiniers, après les écoles des recrues et de quelle manière ?

2<sup>o</sup> Exposition des principes qui doivent diriger le combat actuel de l'infanterie.

Il sera délivré pour les meilleures solutions de chaque sujet un premier prix de fr. 150 et un second de fr. 75, dont en tout fr. 450. Le concours est libre pour MM. les officiers de toutes les armes. Le terme pour la présentation des travaux est fixé à fin mars 1878; ils doivent être scellés, munis d'une devise, et adressés au Président du comité central qui les remettra au jury.

Wangen, 6 novembre 1877.

(Signatures.)

#### *Section bernoise.*

Cette section aura sa réunion générale annuelle à Berne le 20 courant. Elle s'occupera entr'autres des projets d'économies dans l'exécution de l'organisation militaire et de diverses affaires administratives. Elle entendra aussi un rapport de M. le lieutenant-colonel Walther sur les exercices de campagne du 14<sup>e</sup> corps d'armée allemand en automne 1877. Un banquet terminera la réunion, qui aura lieu en tenue de service avec la casquette.

#### *Comité central.*

La circulaire transmettant aux sections la proposition de la section de Genève, relative aux projets d'économies pendants devant les Chambres, a provoqué jusqu'à présent six réponses : St-Gall, Zurich, Bâle, Vaud,

























Supplément à la *Revue militaire suisse*.

---

# ÉCOLES MILITAIRES

POUR

LE PREMIER TRIMESTRE DE L'ANNÉE 1878.

(Arrêté du Conseil fédéral du 18 janvier 1878.)

---

## I. Etat-major général.

### A. *Travaux de subdivision.*

Du 2 janvier au 31 décembre, à Berne.

### B. *Ecole d'état-major général.*

Une section de l'état-major général, du 4 février au 17 mars, à Berne.

## II. Infanterie d'équipement

(Reste à fixer.)

## III. Cavalerie.

### A. *Ecole de cadres.*

Du 6 mars au 11 avril, à Berne.

### B. *Cours de remonte.*

Chevaux de recrues et de rechange.

- I. Cours du 24 octobre 1877 au 8 février 1878, à Berne.
- II. Cours du 27 décembre 1877 au 13 avril 1878, à Winterthour.

### C. *Ecole de recrues.*

Ecole pour les recrues des escadrons n<sup>os</sup> 1—6, et recrues de dragons de langue française de Berne (Jura), du 11 février au 13 avril, à Berne.

## IV. Artillerie.

### *Ecole de sous-officiers.*

Pour toute l'artillerie de campagne (batteries et colonnes de parc), les artificiers et le train d'armée, du 13 mars au 16 avril, à Thoune.

## V. Génie.

### *Cours préparatoire et école de recrues.*

Ecole de recrues de pontonniers n<sup>o</sup> 1 pour les recrues des arrondissements de division I et II, du 26 mars au 22 mai, à Brugg.

## VI. Service sanitaire.

### *Section médicale.*

#### A. Ecole préparatoire d'officiers

Pour médecins et pharmaciens de langue allemande, du 30 mars au 26 avril, à Zurich.

#### B. Cours préparatoire et école de recrues.

Recrues des III<sup>e</sup> et VI<sup>e</sup> arrondissements de division, du 12 mars au 26 avril, à Zurich.

## VII. Troupes d'administration.

### A. *Ecole d'instructeurs.*

Du 10 au 24 janvier, à Thoune.



*B. Ecoles préparatoires d'officiers.*

- I. Ecole, du 26 janvier au 1<sup>er</sup> mars, à Thoune.
- II. Ecole, du 5 mars au 8 avril, à Thoune.

**VIII. Ecole centrale.**

Ecole centrale II, pour capitaines d'infanterie, du 7 mars au 17 avril, à Thoune.

**Cours rangés dans l'ordre des places d'armes.**

(Le jour d'entrée est le jour avant et celui du licenciement le jour après.)

*Place d'armes de Berne.*

- 1. Cours de remonte (I) pour chevaux de recrues et de rechange, du 24 octobre 1877 au 8 février 1878.
- 2. Etat-major général. Travaux de subdivision, du 2 janvier au 30 décembre.
- 3. Première école de l'état-major général, du 4 février au 17 mars :  
Une section du corps de l'état-major général.
- 4. Ecole de recrues de cavalerie, du 11 février au 13 avril :  
Recrues des escadrons n<sup>os</sup> 1 à 6 et recrues de langue française de Berne (Jura).
- 5. Ecole de cadres de cavalerie, du 6 mars au 11 avril :  
Un certain nombre de brigadiers de dragons et de maréchaux-des-logis de guides.

*Place d'armes de Brugg.*

- 6. Cours préparatoire et école de recrues pour troupes du génie (I), du 26 mars au 22 mai :  
Pontonniers des arrondissements de division I et II :  
Cadres, du 26 mars au 22 mai.  
Recrues, du 4 avril au 22 mai.

*Place d'armes de Thoune.*

7. École d'instructeurs des troupes d'administration, du 10 au 24 janvier.
8. École préparatoire d'officiers (I) des troupes d'administration, du 26 janvier au 1<sup>er</sup> mars.
9. École préparatoire d'officiers (II) des troupes d'administration, du 5 mars au 8 avril.
10. École centrale (II), du 7 mars au 17 avril :  
Un certain nombre de capitaines d'infanterie.
11. École de sous-officiers d'artillerie (I), du 13 mars au 16 avril :  
Sous-officiers de toute l'artillerie de campagne. (Batteries et colonnes de parc de toutes les divisions.)  
Sous-officiers des compagnies d'artificiers, sous-officiers du train d'armée. (Bataillons du train et train de ligne.)

*Place d'armes de Winterthour.*

12. Cours de remonte (II), pour chevaux de recrues et de rechange, du 27 décembre 1877 au 13 avril 1878.

*Place d'armes de Zurich.*

13. Cours préparatoire et école de recrues pour troupes sanitaires, du 12 mars au 26 avril :  
Recrues des III<sup>e</sup> et VI<sup>e</sup> arrondissements de division.
  14. École préparatoire d'officiers sanitaires, du 30 mars au 26 avril :  
Médecins et pharmaciens de langue allemande.
-















16. Le Conseil fédéral est invité à chercher à diminuer les frais d'impression de l'administration fédérale dans son ensemble.

... 18. Le Conseil fédéral examinera la question de savoir s'il n'y aurait pas lieu de faire choix pour l'habillement militaire d'étoffes plus solides et à meilleur marché, de manière à obtenir une réduction de dépenses.

19. Pour toutes les fournitures, on appliquera le principe des soumissions publiques, avec contrôle.

Projet de loi fédérale concernant la suspension de l'exécution de diverses dispositions de la loi sur l'organisation militaire fédérale, du 13 novembre 1874.

L'Assemblée fédérale de la Confédération suisse, dans le but de rétablir l'équilibre dans les finances de la Confédération, *arrête* :

Art. 1. La durée des écoles de recrues est réduite des 2 jours du grand congé ; il ne sera accordé de congés qu'à des militaires isolés et dans des cas urgents, l'inspection se bornant au strict nécessaire.

Art. 2. Les cadres de cavalerie ne seront pas appelés avant la troupe pour les écoles de répétition (art. 108 de l'organisation militaire) ; en revanche, la durée des écoles de recrues de cette arme est fixée à 64 jours.

Art. 3. Les exercices de tir prévus par l'avant-dernier alinéa de l'art. 104 et par le 1<sup>er</sup> alinéa de l'art. 139 de l'organisation militaire, auront lieu dans les sociétés volontaires de tir, avec un nombre de coups déterminé.

Les militaires qui ne rempliront pas cette obligation seront retenus un jour de plus au service, lors du prochain cours de répétition, pour tirer le nombre de coups réglementaire, sans avoir droit à la solde et à la subsistance. Ce jour-là, on appellera aussi, aux mêmes conditions et sans droit à l'indemnité de route, les sous-officiers et soldats des 2 et des 4 années les plus anciennes de l'élite et de la landwehr, qui n'ont pas tiré dans une société le nombre de coups prescrit.

Art. 4. Il est fait abstraction de l'acquisition de voitures d'ordonnance pour le transport des approvisionnements et des bagages.

Art. 5. La solde prévue au tableau XXIX de l'organisation militaire pour les troupes fédérales, n'est payée que pendant le service de campagne, lors des occupations dans l'intérieur et pour porter secours dans le pays.

Pour le service d'instruction, la solde est fixée comme suit, sous réserve des dispositions des articles 217, alinéa 2, 218 et 219 :

*Solde des troupes fédérales au service d'instruction :*

|                                                            | FR. C. |
|------------------------------------------------------------|--------|
| Colonel . . . . .                                          | 17 —   |
| Auditeur en chef . . . . .                                 | 16 —   |
| Lieutenant-colonel . . . . .                               | 13 —   |
| » Grand-juge. . . . .                                      | 12 —   |
| Major . . . . .                                            | 11 —   |
| » Grand-juge . . . . .                                     | 10 —   |
| Capitaine, monté . . . . .                                 | 9 —    |
| » non monté. . . . .                                       | 8 —    |
| Premier lieutenant, monté . . . . .                        | 6 50   |
| » non-monté. . . . .                                       | 5 50   |
| Lieutenant, monté . . . . .                                | 5 50   |
| » non monté . . . . .                                      | 4 50   |
| Aumônier. . . . .                                          | 8 —    |
| Secrétaire d'état-major (adjudant sous-officier) . . . . . | 4 —    |

























Les troupes dispersées de Soleyman pacha se retiraient sur Philippopoli en deux colonnes : l'une, sous le commandement de Soleyman pacha en personne, forte d'environ 40 bataillons, par une ligne directe, en suivant les vallées du Guiebsou et de la Topolnitsa ; l'autre, sous les ordres de Fuad pacha par une route détournée, sur Samakovo et Tatar-Bazardjik. Soleyman Pacha réussit, en se retirant précipitamment, à éviter une bataille et, après avoir dépassé Philippopoli, il s'arrêta pour attendre Fuad pacha et se replier avec lui sur Andrinople ; mais pendant ce temps Fuad pacha était atteint et attaqué par nos colonnes à Philippopoli, ce qui reteint Soleyman près de cette ville. Un brillant combat de trois jours sous Philippopoli acheva de disperser l'armée turque.

Lorsque le général Véliaminof eut occupé Samakovo (30 décembre), après une lutte opiniâtre, et que la colonne du centre eut franchi Skh-timan et les portes de Troyan, nos troupes occupèrent Bazardjik, s'avancèrent par la rive gauche de la Maritzsa sur Philippopoli et, à 20 verstes de cette ville, atteignit Fuad pacha, campé sur la rive droite ; Philippopoli était occupé à ce moment par l'arrière-garde de Soleyman pacha. Le 3 janvier, nos troupes se mirent en marche sur trois colonnes pour attaquer les positions turques ; les colonnes des généraux comte Schouvalof et Schilder-Schuldner, traversant à gué la Maritza, qui charriait des glaces, attaquèrent l'ennemi et le rejetèrent sur les montagnes (sur Dermendéré), tandis que la colonne du général baron de Krüdner s'avancait par la rive gauche et entra à Philippopoli, que l'arrière-garde de Soleyman pacha, saisie de panique, abandonnait précipitamment.

Ce premier succès permettait de couper entièrement l'armée de Soleyman ; dans ce but, la 3<sup>e</sup> division d'infanterie, sous les ordres du général Dandeville, avec de la cavalerie, fut dirigée le lendemain 4/16 janvier sur Stanimaki pour barrer la retraite à l'ennemi : les généraux comte Schouvalof, Schilder-Schuldner et Véliaminof furent chargés d'attaquer les Turcs à Demendéré ; ceux-ci, se maintenant à Dermendéré, gagnèrent par les montagnes Stanimaki ; mais là ils se heurtèrent au général Dandeville qui les dispersa et leur enleva presque toute leur artillerie. Le lendemain matin les colonnes de Dermendéré opérèrent leur jonction avec les troupes du général Dandeville et réunies à celles-ci attaquèrent les Turcs, qui, abandonnant leurs positions et leurs canons, s'enfuirent en désordre dans les profondeurs du Despoto-Dagh, sur Emikioï et Laskovo.

Pendant cette même nuit du 5 au 6, le reste de l'armée de Soleyman pacha fuyait par les montagnes dans la direction de Haskioï ; le 7, il fut atteint et attaqué par notre cavalerie, et les cosaques du colonel Grékof, chargeant avec impétuosité son arrière-garde, lui enlevaient de vive force presque tous ses canons (40 pièces) ; les débris de l'armée turque, en se réfugiant à Haskioï, devaient se heurter aux troupes du général Radetzki, qui s'avancait sur la route d'Andrinople. Ainsi arriva-t-il en effet, et ces débris furent dispersés le 7/19 par les troupes du général Skobélef II. Dans les combats du 2, du 4 et du 5, nous avons pris 110 bouches à feu et fait un grand nombre de prisonniers ; le chiffre de ceux-ci n'est pas encore connu.

Pendant qu'avaient lieu ces opérations, le général Radetzky, ayant en avant-garde le général Skobelef II, que précédait la cavalerie du général Strenkof, s'avancait rapidement par Andrinople. Dans la nuit du 2 au 3, la cavalerie avancée détruisit les chemins de fer de Philippopoli et de Yamboli ; le 3/15 elle s'empara de la station de Ternovo, lieu de jonction de ces voies ferrées, et le 8/20 elle entra à Andrinople, abandonné précipitamment par les troupes d'Eyoub pacha, qui avait préala-



côtes maritimes sont mises à la dispositions des troupes russes dans la mer Noire : depuis notre frontière jusqu'à Baltchik inclusivement, puis de Misevra jusqu'à Derkioï exclusivement, et les troupes russes n'occupent que les ports de Bourgas et de Midia. Dans la mer de Marmara : de Biok-Tchekmendji jusqu'à Scharkioï inclusivement. Dans l'archipel : d'Ourcha à Makri. Le trafic commercial est libre sur les chemins de fer turcs, à l'exception des munitions de guerre. Le gouvernement ottoman a donné des ordres pour l'ouverture du télégraphe entre Constantinople et Odessa. Des ordres analogues sont donnés de notre côté.

Par suite d'une entente avec le gouvernement ottoman, des mesures ont été prises pour le rétablissement immédiat de l'entière liberté de commerce sur terre et sur mer.

Je viens de recevoir un rapport du général Zimmerman sur la chaude affaire du 14/26 janvier, près de Bazardjik.

L'ennemi, sortant de cette ville en forces supérieures, a attaqué notre flanc droit, c'est-à-dire la brigade Nilsson et les cosaques de Schamschef. Le général Zimmerman a immédiatement porté secours avec la brigade Dondourof, venant de Tchaïr-Orman, et les généraux Manzey et Joukof sont arrivés sur la gauche avec le reste des troupes. Après une lutte très-vive de quatre heures, l'ennemi a été rejeté dans les murs de Bazardjik, laissant sur le champ de bataille plus de 150 cadavres, parmi lesquels celui du général égyptien Zakharia pacha. Nos troupes ont poursuivi l'ennemi jusqu'à la ligne des fortifications.

Se sont le plus distingués : le général Nilsson et le colonel Elets, avec le régiment de Taroutino, qui a le plus souffert. L'enseigne Brodyinsky, de ce régiment, est tué. Blessés : le colonel Elets, commandant du régiment de Taroutino (à la jambe, dangereusement) ; l'enseigne Tserkof, aide de camp du général Nilsson ; le capitaine en second Pomansky, grièvement, et le cornette Oultchnine, grièvement. Contusionnés : l'aide de camp général Manzey, légèrement, d'un éclat de bombe à l'épaule ; le lieutenant Popof et le lieutenant Pakhomof. Nous avons eu 30 hommes tués, 166 blessés et 20 contusionnés. Le général Nilsson a eu son cheval tué sous lui.

Le même jour, 14/26, le capitaine Rockafuchs, à la tête d'un escadron de hussards de la Russie-Blanche, a coupé le télégraphe entre Bazardjik et Varna et a attaqué un convoi de vivres turc escorté par une compagnie d'Égyptiens. Il a sabré 25 hommes, a fait 20 prisonniers et a dispersé le reste.

#### *Télégramme du lieutenant-général Zimmermann.*

Bazardjik, mardi 25 janvier/5 février — L'aide de camp général Mansey, que j'avais envoyé le 21 janvier/2 février avec les dragons de Kinburn, les hussards de la Russie Blanche, le 18<sup>e</sup> régiment de cosaques et de l'artillerie, a occupé avant hier Zozloudja et Pravody. Les habitants l'ont reçu avec le pain et le sel et lui ont présenté les clefs de la ville de Pravody.

Quatre ponts du chemin de fer à Pravody et à Ventchany ont été détruits, ainsi que deux stations, le télégraphe et les rails sur quatre points.

L'ennemi s'est enfui. Nous nous sommes emparés de 40 hommes, fantassins et cavaliers. Les magasins de l'Etat ont été incendiés à Pravody.

Ayant appris, dans la nuit du 22 au 23 janvier-3 au 4 février, par dépêche de S. A. I. le commandant en chef, la conclusion de l'armistice, j'en ai immédiatement informé le général Mansey, qui a reçu notification à Baladji, à quinze verstes de Bazardjik, alors qu'il venait me rejoindre.

---





Des cas semblables se présentent presque dans chaque concentration. Ce zèle intempestif empêche souvent les corps, même lorsqu'ils sont très fractionnés, de se mettre en mouvement sans-à-coup sur la ligne de marche.

Si un bataillon, une batterie ou un escadron est rassemblé trop tôt, que ce soit au cantonnement ou au bivouac, ou que ce soit au lieu du rendez-vous, il est obligé d'attendre debout, sur la route, que sa place se présente dans la colonne. La troupe se fatigue et son moral en souffre; le commandant doit en être rendu responsable. Qui n'a pas vu ces troupes dont la moitié est debout et l'autre couchée dans les fossés de la route; une partie a même, naturellement sans ordre, déposé le sac, et quant l'attente est trop longue parce que d'autres troupes en marche interceptent la route, chacun est de mauvaise humeur.

Verdy-Duvernois, dans son ouvrage sur la conduite des troupes, insiste beaucoup sur les heures de départ, car aucun commandant ne peut, dit-il, affirmer le matin quelles seront les marches que sa troupe devra supporter dans la journée et c'est pour cela qu'il doit veiller le plus consciencieusement possible à éviter toute fatigue inutile.

On peut dire qu'en campagne tout ce qui est inutile est nuisible.

Après avoir indiqué l'importance de ces deux méthodes, c'est-à-dire de représenter avec clarté les mouvements d'un corps de troupes et les marches des subdivisions isolées, nous allons essayer la pratique.

I. *Représentation graphique des mouvements d'un corps de troupes sur la ligne de marche de la colonne principale* (Voir planche I).

Préparation de la table.

Dans la partie supérieure de la feuille de papier on tire une ligne horizontale et on divise cette ligne, à une échelle quelconque, à partir du point O, en lieues suisses (ou bien si l'on veut être plus exact, en kilomètres).

A gauche du point O, on indique sur cette ligne l'unité de distance (lieue ou kilomètre) et de la gauche à la droite les unités sont numérotées.

Sur une perpendiculaire abaissée du point O on indique le point de départ, et en avançant sur la droite, on fixe les lieux d'étape sur l'horizontale, indiquant les distances après les avoir mesuré sur une carte. De chaque endroit indiquant une étape, cantonnement ou bivouac, on abaisse une perpendiculaire et sur cette perpendiculaire on inscrit le nom correspondant.

Lorsque les localités sont situées en dehors de la route principale, on l'indique au moyen de couleurs ou en soulignant les noms (par exemple en rouge ou en soulignant une fois le nom des localités qui se trouvent à droite de la route, et en bleu ou deux fois souligné pour les localités à gauche de la route).

Une ligne horizontale ferme la colonne des étapes.

Les lignes horizontales qui suivent indiquent le jour de marche



Avec ce système il est possible de se rendre compte d'un seul coup d'œil de la position de toutes les troupes, des marches faites et de celles à faire, à un moment donné; et dans un cas grave il présentera surtout l'avantage de permettre à l'officier monté de donner des ordres immédiats sans l'obliger à consulter les divers ordres de dislocation pour se rendre compte de la position des différents corps.

Dans l'exécution des marches que nous allons décrire nous avons changé quelques ordres de dislocation pour augmenter les exemples, ce qui n'a du reste aucune importance pour notre sujet.

Le corps du nord était composé de :

|                        |       |
|------------------------|-------|
| Dragons : compagnie 19 | } Dr. |
| » » 20                 |       |
| » » 11                 |       |

Carabiniers : batail. n° 12 — 12 C.

II. Brigade d'infanterie :

|                     |         |       |
|---------------------|---------|-------|
| Bataillon n° 74     | — 74 B. | } II. |
| 1/2 Bataillon n° 75 | — 75 B. |       |

III. Brigade d'infanterie :

|                     |         |        |
|---------------------|---------|--------|
| Bataillon n° 13     | — 13 B. | } III. |
| Bataillon n° 32     | — 32 B. |        |
| 1/2 Bataillon n° 77 | — 77 B. |        |

Artillerie

— A.

Batterie n° 3

— 3 Br.

Batterie n° 12

— 12 Br. } A.

Génie : train de pontons — G. Pt. (n'a pas passé le Gothard)

Etat-Major de division — E. M.

Chevaux de régie — R. p. f.

Le corps du sud était formé par :

Infanterie : Batail. n° 25 — 25 B.

Carabiniers : Bat. n° 13 — 13 C.

I. Brigade d'infanterie :

|                 |         |      |
|-----------------|---------|------|
| Bataillon n° 2  | — 2 B.  | } I. |
| Bataillon n° 8  | — 8 B.  |      |
| Bataillon n° 12 | — 12 B. |      |

Artillerie : Batter. n° 21. — 21 Br.

Génie : Compagnie de

sapeurs n° 6 — 6 Sp.

Le 23 août, l'état-major de la division, la II<sup>e</sup> et III<sup>e</sup> brigade d'infanterie et le 12<sup>e</sup> bataillon de carabiniers se sont rencontrés à Altorf, la 3<sup>me</sup> batterie à Erstfeld et la 12<sup>e</sup> batterie à Amsteg, pendant que les 3 escadrons de dragons ainsi que les chevaux de régie s'avançaient le même jour jusqu'à Andermatt. Toutes ces subdivisions de troupes doivent être portées à l'intersection de la ligne horizontale du 23 août avec les verticales des étapes correspondantes.



avance jusqu'à Moleno. (Ligne de marche indiquée au moyen de croix, étape soulignée une fois.

Le corps sud se retire: le bataillon de carabiniers n° 13 à Arbedo et le gros à Bellinzone où se rendent directement, de Faido, l'état-major de la division et les chevaux de régie.

Enfin le 29 août toutes les subdivisions se réunissent à Bellinzone.

Le graphique de marche préparé comme nous l'avons vu donne une vue d'ensemble sur toutes les troupes en mouvement et offre le grand avantage pour le commandant de la troupe et ses officiers d'état-major d'avoir sous les yeux, en chiffres, les distances que doit parcourir chaque subdivision.

Pour les exercices de paix, la préparation de ce graphique peut se faire d'avance, en campagne, au contraire, il devra être établi chaque soir après l'arrivée des troupes au bivouac puisqu'on ne peut savoir, le matin, si les troupes auront réellement atteint le soir le but qui leur était assigné. *(A suivre.)*

### **Influence de la fatigue du tireur sur le tir au fusil.**

*(Reproduction du Bulletin de la Réunion des officiers.)*

Le fusil, l'arme de l'infanterie, a été depuis vingt à trente ans l'objet de perfectionnements tels qu'il ne semble pas aux hommes compétents qu'il soit susceptible, de longtemps, de recevoir une de ces modifications qui apportent une révolution véritable dans la tactique. Mais si les résultats obtenus dans les polygones semblent démontrer qu'il n'y a pour ainsi dire pas de comparaison à établir entre l'ancien fusil à canon lisse et celui que nous avons aujourd'hui dans les mains, puisque, d'après les chiffres donnés par le colonel Capdevielle, la justesse du premier à 300 mètres, est à peine comparable à celle du dernier à 1000, il ne faut pas perdre de vue que l'arme actuelle, comme tous les instruments de précision, n'est susceptible de donner tout l'effet qu'on en peut attendre qu'en se mettant dans des conditions satisfaisantes.

C'est dans cet ordre d'idées que partout on redouble de soin aujourd'hui dans l'instruction individuelle du tireur, car un des éléments les plus importants de succès dans les guerres à venir, sera certainement le plus ou moins d'habileté des tireurs à se servir de leurs armes. Mais ce n'est pas sur les résultats qu'on aura obtenus au polygone qu'on peut compter à la guerre. Ces résultats seront diminués par des causes de deux natures: les unes morales, qui ne sont certes pas les moins importantes, mais dont nous ne nous occuperons pas pour le moment; les autres, purement physiques, et dont il est possible dès à présent de mesurer l'importance. Tel est le but des expériences faites au 10<sup>e</sup> de ligne, et sur lesquelles nous croyons devoir appeler l'attention de nos camarades. Par suite de diverses circonstances, les expériences n'ont pas assez duré pour que les chiffres qu'elles ont fournis puissent avoir une exactitude mathématique; néan-









que jamais en face de la situation politique actuelle. Voudrions-nous ne pas tenir compte de cette circonstance et aller même jusqu'à prendre un mouvement rétrograde?

L'armée suisse ne se verra pas déçue dans son attente, et les hauts Conseils législatifs de la Confédération trouveront les voies et moyens pour rétablir l'équilibre financier sans nuire à la force défensive de notre pays.

Agréez, Monsieur le Président et Messieurs, l'assurance de notre haute considération.

Berne, le 2 février 1878.

Au nom de l'assemblée des délégués de la Société suisse des officiers,

Le comité central :

*Le Président,*  
VIGIER, lieut.-colonel.

*Le Secrétaire,*  
STAMPFLI, lieutenant.

---

### CIRCULAIRES ET PIÈCES OFFICIELLES

*Du Conseil fédéral.* 8 janvier. Ordonnance concernant la nomination et la promotion des officiers et sous-officiers. Brochure de 25 pages, soit 33 articles, avec 5 tableaux-formulaires.

*Du Département militaire suisse.* — N° 25/3 du 1<sup>er</sup> février. Notifie que dans ses séances des 25 et 29 janvier écoulé, le Conseil fédéral a nommé au grade de capitaine dans le corps de l'état-major général 14 officiers (voir nominations déjà données).

— N° 26/33, 4 février. Informe que dans sa séance du 1<sup>er</sup> courant, le Conseil fédéral a confié le commandement de la 1<sup>re</sup> division de l'armée à M. le colonel d'artillerie Cérésolle, Paul, à Lausanne, en remplacement de M. le colonel Philippin, qui n'a pas accepté sa nomination. <sup>(1)</sup>

— N° 60/3, 4 février. Huit questions soumises aux colonels divisionnaires concernant les inspections d'armes.

— N° 66/15, 5 février. Demande aux cantons jusqu'à fin février un rapport sur l'exécution de la défense faite par les circulaires des 13 novembre 1875 et 31 mars 1876 de délivrer des armes à répétition ou de petit calibre se chargeant par la culasse à d'autres personnes qu'à la troupe.

— N° 12/2, 7 février. En date du 1<sup>er</sup> février, l'artillerie de position est composée et numérotée à nouveau comme suit :

I<sup>re</sup> division : C<sup>ie</sup> n° 8, 9 et 10.

II<sup>e</sup> » » 2 et 3.

III<sup>e</sup> » » 4 et 7.

IV<sup>e</sup> » » 1, 5 et 6.

<sup>(1)</sup> A l'occasion de ces nominations, critiquées par divers journaux, ceux-ci ont avancé des faits erronés qu'il n'est pas inutile de rectifier.

On a dit que M. Philippin avait été nommé sans avoir été présenté par les divisionnaires. C'est une erreur.

On demande pourquoi M. Cérésolle a passé sur le dos d'officiers plus anciens que lui, notamment de M. le colonel-brigadier Grand?... Ces journaux oublient qu'ils ont annoncé eux-mêmes la démission de M. le colonel Grand comme donnée le 6 décembre 1877. Le fait est qu'après les démissions constatées, M. Cérésolle se trouvait en tête, par l'ancienneté, des colonels disponibles de la Suisse romande, et qu'il n'y a eu, dans sa nomination, ni faveur ni passe-droit.

---







masse dépasse celle des plus gros canons construits jusqu'à présent en Europe. <sup>1</sup>

|                                    |                    |
|------------------------------------|--------------------|
| Poids de la fonte coulée . . . . . | 90 tonnes.         |
| Poids de la pièce finie . . . . .  | 58 tonnes.         |
| Longueur de la pièce . . . . .     | 6 <sup>m</sup> ,80 |
| Diamètre à la culasse . . . . .    | 1 <sup>m</sup> ,62 |
| — à la bouche . . . . .            | 0 <sup>m</sup> ,87 |

Les documents officiels des Etats-Unis sur le service de l'artillerie navale ne comprennent pas le canon de 20 pouces parmi les pièces en service, ce qui démontre que les deux échantillons de ce calibre sont considérés comme des exceptions isolées.

Les canons-obusiers énumérés dans ces documents (pour l'année 1870) sont les suivants :

Canons-obusiers de 15 pouces, de 11 pouces, de 10 pouces, de 9 pouces, de 8 pouces et 63 quintaux, de 8 pouces et 56 quintaux.

Mais les canons-obusiers de 10 pouces, qui d'ailleurs ont toujours été très-rares, tendent à disparaître ; la suppression de ce calibre, qui simplifiera un peu la liste nombreuse des pièces en usage, peut être déjà considérée comme effectuée, car, dès l'année 1873, il n'entrait plus un seul canon de 10 pouces dans l'armement de la flotte américaine.

Les canons-obusiers de 9 et 11 pouces sont au contraire très-communs.

Les canons-obusiers de 15 pouces sont destinés à l'armement des tourelles des monitors cuirassés. Ils sont montés sur des affûts spéciaux et peuvent être manœuvrés par 6 hommes seulement, bien que leur équipe en comprenne 14.

Les canons-obusiers de 9 et 11 pouces sont montés sur des affûts à châssis avec pivot ; les autres sont généralement montés sur affûts à roulettes ou à échantignolles.

Les projectiles lancés par ces canons-obusiers sont de diverses espèces : obus sphériques, shrapnels, grappes de raisin et boîtes à mitraille. Les canons-obusiers peuvent aussi, dans des circonstances exceptionnelles, tirer des boulets pleins sphériques qui figurent en petite proportion dans leur approvisionnement ; mais on ne charge jamais ces canons à boulets pleins que sur l'ordre spécial du capitaine.

L'obus sphérique à parois d'épaisseur constante est rempli de poudre dite à mousquet et muni d'une fusée à temps. Il est ensabotté dans un sabot en bois auquel il est relié par des bandes en fer blanc.

La grappe de raisin (grape-Shot) est généralement formée de neuf petits boulets et d'un plateau en fer dont le poids total équivalent à celui du boulet plein sphérique de même calibre que le canon. Les balles sont groupées autour d'une tige portée par le plateau et enveloppées dans une poche en chanvre goudronné. L'emploi d'un valet en arrière de la grappe de raisin améliore les conditions de son tir.

<sup>1</sup> L'étude que nous publions date de 1876 ; depuis lors les canons de 100 tonnes ont fait leur apparition et prouvé que le dernier mot de l'artillerie de marine était loin d'être dit.  
(Note de la rédaction).

















Le tir a de nouveau été subordonné à des conditions déterminées comme dans les exercices des écoles de recrues et des écoles de tir de l'année dernière, c'est-à-dire qu'aucun élève n'a été admis à un exercice suivant sans avoir rempli dans le précédent les conditions prescrites par le règlement.

Les exercices prescrits sont les suivants :

*III<sup>e</sup> classe :*

|                  |    |          |                    |       |    |                       |
|------------------|----|----------|--------------------|-------|----|-----------------------|
| N <sup>o</sup> . | 1. | Distance | 150 <sup>m</sup> . | Cible | I. | Debout, arme appuyée. |
| »                | 2. | »        | 150 <sup>m</sup> . | »     | I. | » à bras franc.       |
| »                | 3. | »        | 225 <sup>m</sup> . | »     | I. | A genou, » »          |
| »                | 4. | »        | 300 <sup>m</sup> . | »     | I. | A terre, » »          |

*II<sup>e</sup> classe :*

|                  |    |          |                    |       |      |                       |
|------------------|----|----------|--------------------|-------|------|-----------------------|
| N <sup>o</sup> . | 1. | Distance | 225 <sup>m</sup> . | Cible | I.   | Debout, à bras franc. |
| »                | 2. | »        | 300 <sup>m</sup> . | »     | I.   | A genou, » »          |
| »                | 3. | »        | 150 <sup>m</sup> . | »     | III. | » » »                 |
| »                | 4. | »        | 225 <sup>m</sup> . | »     | III. | A terre, » »          |
| »                | 5. | »        | 400 <sup>m</sup> . | »     | I.   | » » »                 |
| »                | 6. | »        | 200 <sup>m</sup> . | »     | V.   | A genou, » »          |

*I<sup>re</sup> classe :*

|                  |    |          |                    |       |     |                                     |
|------------------|----|----------|--------------------|-------|-----|-------------------------------------|
| N <sup>o</sup> . | 1. | Distance | 225 <sup>m</sup> . | Cible | V.  | Debout, à bras franc.               |
| »                | 2. | »        | 400 <sup>m</sup> . | »     | I.  | A genou, » »                        |
| »                | 3. | »        | 250 <sup>m</sup> . | »     | V.  | » » »                               |
| »                | 4. | »        | 200 <sup>m</sup> . | »     | VI. | A terre, » »                        |
| »                | 5. | »        | 300 <sup>m</sup> . | »     | VI. | } A genou ou à terre, à bras franc. |
| »                | 6. | »        | 600 <sup>m</sup> . | »     | II. |                                     |

Le tir doit commencer avec le 1<sup>er</sup> exercice de la III<sup>e</sup> classe et doit être continué par chacun, tant que le nombre des cartouches à tirer (recrues 100) le permet.

Les conditions à remplir pour passer à l'exercice suivant, consistent en séries de 5 coups et elles sont les mêmes pour toutes les distances et pour toutes les classes, savoir :

10 points (maximum 20) sur la cible I (1<sup>m</sup>80/1<sup>m</sup>80) et sur la cible III (1<sup>m</sup>/1<sup>m</sup>).

3 coups touchés dans les figures des cibles.

Pour les carabiniers armés de carabines les conditions sont rendues plus sévères en ce qu'ils doivent faire douze points sur les cibles I et III et avoir 4 coups touchés dans les figures des cibles. Si toutefois un carabinier obtient dans deux séries successives, le double des résultats fixés pour les fusiliers — soit en 10 coups 20 points ou 6 coups touchés, — il passe à l'exercice suivant.

Les résultats obtenus dans les écoles de recrues sont récapitulés dans le tableau ci-après :

| DIVISIONS. | Restés dans la<br>III <sup>e</sup> classe %. | Restés dans la<br>II <sup>e</sup> classe %. | Avancés dans la<br>I <sup>re</sup> classe %. |
|------------|----------------------------------------------|---------------------------------------------|----------------------------------------------|
| I          | 37                                           | 55                                          | 8                                            |
| II         | 25                                           | 63                                          | 12                                           |
| III        | 8                                            | 74                                          | 18                                           |
| IV         | 9                                            | 71                                          | 20                                           |
| V          | 19                                           | 69                                          | 12                                           |
| VI         | 12                                           | 66                                          | 22                                           |
| VII        | 13                                           | 75                                          | 12                                           |
| VIII       | 43                                           | 40                                          | 17                                           |
| En moyenne | 21                                           | 64                                          | 15                                           |





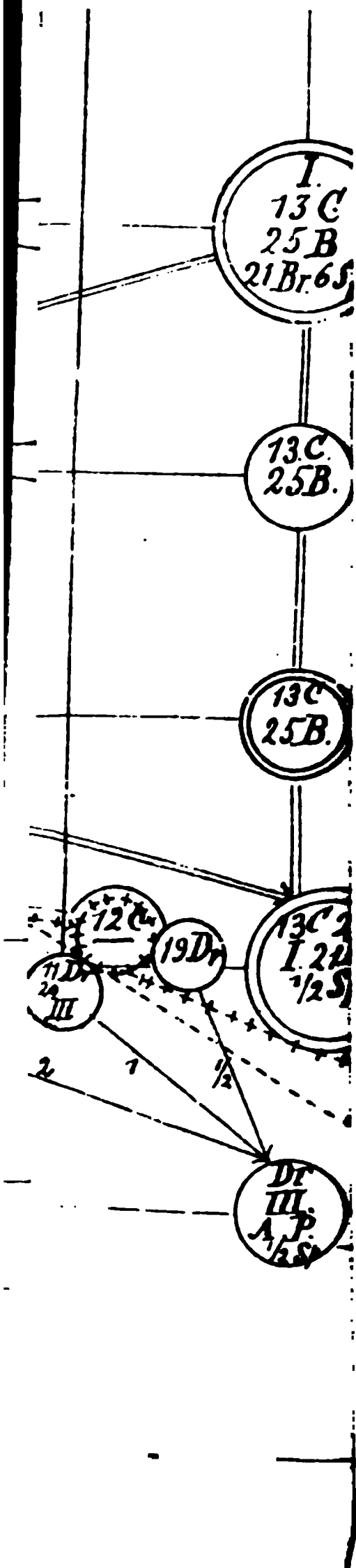








# MILITARY SIGNAL





# REVUE MILITAIRE SUISSE

N° 5.

Lausanne, le 4 Mars 1878.

XXIII<sup>e</sup> Année

**SOMMAIRE.** — Guerre d'Orient. p. 97. — Représentation graphique de la marche d'un corps de troupe combiné et de ses subdivisions, par von Scriba (planche). p. 100. — Les voies ferrées et la défense de l'Etat, p. 107. — Société des officiers suisses, p. 109. — Nouvelles et chronique, p. 111. — Avis, p. 112.

## GUERRE D'ORIENT

Le *Journal de St-Petersbourg* publie comme ci-dessous le protocole sur l'acceptation des bases préalables de paix, et la convention de l'armistice signées à Andrinople, le 19/31 janvier, avec les commentaires préalables que nous reproduisons aussi.

C'est seulement vendredi 3/15 février que, par suite des difficultés des communications, ces pièces sont parvenues à S. M. l'empereur.

Quelques dates ne seront pas inutiles pour éclaircir la marche de cette négociation, retardée par la nécessité du transfert du quartier-général et par les interruptions des lignes télégraphiques dans une contrée à peine évacuée par l'ennemi.

Le 16/28 janvier, les plénipotentiaires turcs n'ayant pas reçu la réponse de la Porte à la demande d'instructions définitives qu'ils avaient adressée à Kazanlyk, sollicitèrent la permission d'envoyer à Constantinople une lettre par un messenger spécial, à travers nos lignes d'avant-postes. Cette permission leur fut accordée, mais en même temps on les invita à donner une réponse pour le 21 janvier/2 février. Le 18/30, ces plénipotentiaires ayant reçu un télégramme de Constantinople, daté du 12/24, demandèrent une entrevue à S. A. I. le grand-duc commandant en chef. C'est alors qu'ils déclarèrent que la Turquie, n'ayant plus les moyens de résister, souscrivait à toutes nos conditions.

Ils témoignèrent en même temps le désir ardent d'une prompte conclusion qui permit d'arrêter les hostilités. S. A. I., le grand-duc, commandant en chef, désigna immédiatement des plénipotentiaires militaires chargés de régler avec les plénipotentiaires turcs les détails de la ligne de démarcation et des conditions d'armistice. Le jour même, les pourparlers commencèrent sur le protocole d'acceptation des bases préalables et sur la convention d'armistice, et le 19/31 janvier, à 6 heures du soir, ces deux actes furent revêtus des signatures qui les rendent définitifs. Les ordres furent immédiatement donnés de suspendre les opérations sur toute la ligne; le général Skobelev, dont le détachement se trouvait le plus rapproché de Constantinople, reçut cet ordre le soir même.

Ce n'a pas été sans peine que les plénipotentiaires turcs ont apposé leur signature au bas de ces actes. Ils ont compris que, dans la situation que la guerre avait faite à la Turquie, la paix était son seul salut.

En prenant la plume pour tracer son nom, le vieux Namyk pacha ne put retenir ses larmes, et lorsque S. A. I. Mgr le grand-duc lui tendit la main en lui exprimant l'espoir que désormais la Russie et la Turquie resteraient amies, Namyk pacha pressa longtemps cette main loyale sans pouvoir articuler une parole.

L'avenir prouvera que la réalisation de cette espérance serait conforme aux vrais intérêts de la Turquie aussi bien qu'à ceux de la Russie et de l'Europe.









tale appelée *ligne des temps* (ordonnée) sur laquelle on porte les temps en unités de 5 minutes en 5 minutes, dès l'heure du départ jusqu'à l'heure à laquelle la marche doit se terminer.

Du point O de l'horizontale on abaisse une perpendiculaire *ligne des distances* (abscisse), sur laquelle est tracée une division kilométrique telle que la longueur du kilomètre soit égale à la mesure d'un quart d'heure sur la ligne des temps.

Après avoir tracé des parallèles passant par chaque quart-d'heure et par chaque kilomètre, on obtient un système de coordonnées, au moyen duquel on peut, sans peine et sans calcul, fixer la marche d'un corps par une ligne qui est la résultante du temps écoulé et du chemin parcouru.

L'espace à gauche de la ligne de distance sert à indiquer l'itinéraire : localités, ponts, passages difficiles, pentes, défilés, etc.

A droite se trouve la colonne pour les observations, comme : départ retardé, avec indication de motif, arrêt dans la marche, croisement de colonnes, etc. Il est difficile d'éviter ces rencontres des colonnes, mais elles causeront une perte de temps d'autant moins grande que ces rencontres seront prévues et que même le lieu où elles doivent se produire sera connu d'avance.

Après avoir reporté la marche de chaque subdivision de la place de rendez-vous à la place de halte, puis au bivouac ou au cantonnement suivant, la table permet, non-seulement de désigner à chaque instant la position de la tête et de la queue de la colonne de chaque corps, mais donner encore bien des renseignements utiles, comme l'heure à laquelle il faut partir d'un point quelconque pour arriver à un autre point à heure fixe, les haltes nécessaires à la cavalerie pour ne pas gêner sa propre marche, et, cependant, rester en colonne en contact avec l'infanterie.

Il est évident que ces tabelles doivent être lithographiées à l'avance, à une échelle qui ne doit pas être trop petite, pour des distances d'environ 30 kilomètres et un espace de temps de 10 à 12 heures. La représentation de la marche des troupes a lieu une fois que la longueur des colonnes et la vitesse de marche sont connues; cela doit se faire promptement et, en tous cas, avant l'expédition des ordres qui se rédigent facilement avec l'aide du tableau et en tenant compte des circonstances afférentes à la troupe.

Nous reviendrons sur ce point par des exemples.

Pour l'exemple suivant nous avons admis comme suit la longueur des colonnes :

1 *bataillon* d'infanterie ou de carabiniers : 171 files doubles à 2 pas = 350 pas = 260 mètres, avec 40 mètres de distance = 300 mètres.

1 *escadron* : 50 files à 4 pas = 200 pas = 150 mètres, avec 40 mètres de distance = 190 mètres.

1 *batterie* : 18 voitures à 20 pas = 360 pas = 260 mètres, distance 20 mètres = 280 mètres.

Il va de soi que ces distances varient souvent et qu'elles doivent être fréquemment vérifiées par le chef d'état-major, il serait même



du point de départ *a*. Sa ligne de marche est la résultante de 1 kilomètre et de 15 minutes, elle atteint l'abscisse sur l'ordonnée 5 en *d*. Ce bataillon devra partir du cantonnement à 5 h. 15 m. pour arriver au rendez-vous à 6 heures 3 minutes et entrer dans la colonne de marche.

Lorsqu'il s'agira de grandes distances, il faudra en tenir compte et ordonner sur la place du rendez-vous un repos de 5 à 10 minutes; en général, plus ces détails seront prévus, plus la troupe marchera facilement.

Lorsque les lignes de marche des colonnes se rendant à la place du rendez-vous se coupent, il en résulte de petits dérangements ou arrêts; mais, comme ces colonnes seront généralement de petites subdivisions cela en diminue l'importance. La cavalerie qui joindra de l'infanterie pendant sa marche au rendez-vous se trouvera en arrière, et il n'y aura pas d'inconvénient, s'il s'agit de petites subdivisions, à ce que la cavalerie dépasse au trot. Pour cela, l'infanterie fera halte pendant une minute ou deux, ou même continuera à marcher en laissant une partie de la route libre. S'il s'agit de deux subdivisions importantes, de chaque arme on fera partir la cavalerie assez tôt ou assez tard pour que l'infanterie arrive à la place du rendez-vous avant ou après la cavalerie.

Les ordres devront être donnés dans l'une ou l'autre de ces alternatives.

Par l'examen de tableau, on voit que les ordonnés (*ligne des temps*) qui passent par les chiffres kilométriques permettent de se rendre compte si chaque partie de la colonne se trouve sur un point donné de la route, ponts, bois, etc.; et que par contre on peut trouver sur les abscisses (*ligne des distances*) où se trouve chaque partie de la colonne à une heure quelconque.

Les avantages d'un tel tableau pour des officiers d'état-major et des adjudants sont indiscutables.

Que le lecteur nous pardonne d'avoir traité si longuement ce sujet dont l'exécution pratique a lieu bien plus facilement qu'il ne pourrait le croire en suite de cet exposé. Persuadé que nous sommes de l'utilité de ce tableau surtout pour des officiers de milices qui sont ainsi dispensés d'écrire et de calculer et qui ont pour ainsi dire toujours sous les yeux la marche de leur colonne, nous nous permettrons encore de développer quelques points.

Il va de soi que les tableaux quadrillés préparés pour 10 à 12 heures et des distances de 30 à 35 kilomètres doivent être distribués à tous les états majors, avant le commencement des exercices ou de la campagne; sans cela leur préparation prendrait du temps précieux outre qu'ils seraient souvent établis à des échelles différentes.

La marche devrait être vérifiée chaque jour par le chef d'état-major qui joindrait chaque tableau, au journal des opérations. Ces tableaux fournissent en outre, un moyen de contrôle facile pour le chef qui peut ainsi vérifier sans difficulté si les diverses colonnes exécutent ses ordres exactement. S'il se présentait





















*Désignation*  
*de la*    *du corps*  
*Route. # 1875. -*

*Observations.*

*Altorf*

3540455055

VIII

*Bürglen*

*Schattdorf*

*L'Infanterie fait  
halte et se laisse  
devancer par un  
escadron de ca-  
valerie au trot.*

Nour  
 de capit  
 Gœr  
 Eugène  
 Au g  
 Math  
 Fonds  
 6 jan  
 Edoua  
 rang d  
 Edoua  
 vier. -  
 Baillo  
 Gœ  
 tenant  
 MM. l  
 de Be  
 d'élite

—  
 été n  
 VA  
 de m  
 fondé  
 le sy  
 activ  
 le br  
 nère

—  
 L  
 RE  
 ma  
 J  
 jou

1  
 1







































































































|                             | Officiers |
|-----------------------------|-----------|
| Thurgovie . . . . .         | 7         |
| St-Gall. . . . .            | 16        |
| Appenzell, Rh.-Ext. . . . . | 7         |
| Rh.-Int. . . . .            | —         |
| Glaris. . . . .             | 1         |
| Schwyz (VIII) . . . . .     | 1         |
| Uri . . . . .               | 1         |
| Grisons . . . . .           | 2         |
| Zurich . . . . .            | 6         |
|                             | <hr/> 41  |

Le canton des Grisons tachera de choisir les officiers pour cette école dans les bataillons qui n'ont pas en même temps le cours de répétition.  
1 armurier de St-Gall pour toute la durée.

### 3. Ecole pour officiers.

Entrée au service le 19 juin.  
Licenciement le 18 juillet.

|                                                                            | Officiers |
|----------------------------------------------------------------------------|-----------|
| Grisons (des officiers qui n'ont pas en même temps le cours de répétition) | 2         |
| Valais (de langue allemande) . . . . .                                     | 2         |
| Soleure . . . . .                                                          | 8         |
| Bâle-Campagne . . . . .                                                    | 7         |
| Bâle-Ville . . . . .                                                       | 2         |
| Argovie . . . . .                                                          | 13        |
| Schaffhouse. . . . .                                                       | 1         |
| Zurich . . . . .                                                           | 7         |
| Schwyz (VI) . . . . .                                                      | 1         |
|                                                                            | <hr/> 43  |

1 armurier de Soleure pour toute la durée.

### 4. Ecole pour officiers et sous-officiers.

Entrée au service des officiers le 2 août.  
                  "                  sous-officiers le 16 "  
Licenciement des officiers le 31 "  
                  "                  sous-officiers le 14 septembre.

|                               | Officiers | Sous-officiers |
|-------------------------------|-----------|----------------|
| Berne (III) . . . . .         | 13        | —              |
| " (IV) . . . . .              | 10        | 22             |
| Lucerne . . . . .             | 13        | 30             |
| Unterwalden-le-Haut . . . . . | 1         | 4              |
| "          le-Bas . . . . .   | 2         | 3              |
| Zoug . . . . .                | 3         | 8              |
|                               | <hr/> 42  | <hr/> 64       |

Pour le 16 août 1 tambour de Berne (sera licencié avec les sous-officiers).  
Pour la 1<sup>e</sup> moitié 1 armurier de Berne, entrée au service le 2 août.  
          "          II          "          1          "          de Lucerne,          "          "          le 24 "

### 5. Ecole pour sous-officiers.

Entrée au service le 17 septembre.  
Licenciement le 16 octobre.

|                             | Sous-officiers |
|-----------------------------|----------------|
| Soleure . . . . .           | 15             |
| Bâle-Campagne . . . . .     | 10             |
| Bâle-Ville. . . . .         | 8              |
| Argovie . . . . .           | 32             |
| Thurgovie. . . . .          | 18             |
| St-Gall. . . . .            | 32             |
| Appenzell Rh.-Ext. . . . .  | 8              |
| "          Rh.-Int. . . . . | 2              |
|                             | <hr/> 122      |





# REVUE MILITAIRE SUISSE

N° 8.

Lausanne, le 22 Avril 1878.

XXIII<sup>e</sup> Année

---

SOMMAIRE. — La guerre en Algérie, extrait du *Journal of the Royal United Service Institution* (Suite et fin), p. 161. — De la mobilisation en Suisse, p. 169. — Circulaires et pièces officielles, p. 173 — Nouvelles et chronique, p. 175.

---

## LA GUERRE EN ALGÉRIE.

(Suite et fin.)

Jusqu'à présent on a admis que les indigènes, Arabes ou Kabyles, ignoraient l'art de manœuvrer régulièrement, ne pouvant se plier à l'obéissance même pendant quelques minutes, de plus, ils étaient mal armés; maintenant il ont prouvé qu'ils sont de redoutables ennemis.

Le Kabyle, particulièrement, est intelligent, robuste, agile, connaissant parfaitement la contrée dans laquelle il se bat, et possède une grande aptitude naturelle à se servir, pour la défense, de tous les accidents du sol. Les tribus Kabyles ne tolèrent pas les *impedimenta*, de façon à être sans préoccupations si leur ligne de retraite est menacée.

Une colonne qui attaque les Kabyles trouvera un tireur embusqué derrière chaque rocher, fort en avant de la position principale; il faudra donc qu'elle livre toute une série de petites escarmouches et qu'elle déploie ses forces avant de pouvoir atteindre le but réel qu'elle cherche.

Quoique les Kabyles se rencontrent rarement sur la ligne principale de la marche, ils attaquent souvent les troupes pendant leurs mouvements. Ils évitent d'assaillir de vive force une position pendant le jour, mais ils essaient, la nuit, de surprendre le camp. Ils apprécient beaucoup les attaques de flanc, surtout quand ils voient les troupes forcées de quitter la colonne pour se mettre à leur poursuite.

L'Arabe des plaines est encore plus difficile à attraper. Les troupes qui s'avancent ne trouvent que des *guerilleros* qui se replient devant elles; le gros des soldats arabes, caché et hors de portée, surveille cependant chaque mouvement de l'ennemi, et s'il voit apparaître chez lui des signes de découragement ou de fatigue, il fond sur les troupes comme un orage du haut des montagnes. Si l'ennemi continue à avancer, les tirailleurs arabes sont renforcés, quoique leur feu soit, en général, assez inoffensif.

L'Arabe, à l'encontre du Kabyle, a un point faible en commun avec ses ennemis civilisés, c'est un convoi ou (*smala*) comprenant ses tentes, son bétail, ses femmes, ses enfants et ses trésors. Il place ses combattants entre l'ennemi et cette *smala*. C'est pourquoi le corps expéditionnaire ne doit pas se diviser, sous le prétexte de combattre, mais doit se porter en avant directement sur ce point vulnérable et vital de l'ennemi.

On a souvent, dit l'auteur, posé en fait que les qualités militaires des officiers français avaient été amoindries par les campagnes en Algérie, et il combat cette assertion. Il prétend, au contraire, que ces campagnes ont développé chez les conquérants la science des marches, celle des formations pour l'attaque et la défense, et l'habitude de compter sur l'initiative des officiers commandant des corps relativement faibles; et que les conditions de la guerre moderne, dépendant beaucoup de l'effet meurtrier d'un tir rapide, ressemblent de plus en plus à celles des combats en Afrique.

On peut, en effet, admettre que cette école doit être fort utile en ce sens qu'elle développe l'esprit d'initiative et d'entreprise, et que l'application pratique, dans une contrée difficile, des théories sur la direction des colonnes d'attaque, doit être d'une grande valeur dans des opérations faites sur une plus vaste échelle. Disons cependant que ces succès obtenus sur des ennemis aussi mal armés peuvent être une source de déceptions pour des officiers appelés à combattre des adversaires mieux armés; ce fait a été pleinement démontré, et cela récemment, en Bulgarie et en Arménie.

La pratique des reconnaissances est fortement recommandée, dans le double but d'acquérir des renseignements et de distraire l'attention de l'ennemi sur le point réel de l'attaque; en outre, il a été prouvé que le service de reconnaissance détruit la folle confiance des troupes qui ne voient que rarement l'ennemi, et apprend aux hommes à se rendre compte de leurs propres qualités comme de celles de leurs adversaires; mais, il faut admettre que pour le point réel de l'attaque, les informations obtenues par de simples espions, ont plus de valeur que celles provenant des reconnaissances.

L'auteur passe en revue les opérations militaires qui se font en Kabylie et dans les plaines. Elles comprennent :

- 1<sup>o</sup> Marches en présence de l'ennemi.
- 2<sup>o</sup> Combat de rencontre. (*Chance engagement.*)
- 3<sup>o</sup> Attaque d'une position.
- 4<sup>o</sup> Abandon d'une position.
- 5<sup>o</sup> Incendie d'un village.

#### OPÉRATIONS EN KABYLIE.

1<sup>o</sup> *Marche en présence de l'ennemi.* — L'expérience de la guerre en Algérie a prouvé qu'il ne fallait jamais séparer le convoi de la colonne, même dans l'attaque d'une position. M. Villot cite l'exemple d'un officier jeune et énergique qui essaya d'entreprendre une opération sans prendre la précaution dont nous venons de parler, et qui essuya une défaite; il voulait, muni de rations pour peu de jours, surprendre l'ennemi par une marche rapide et, d'un seul coup, finir la révolte.

Comme on l'a dit précédemment, la nature du pays coupé de ravins profonds et tortueux, rend impossible de protéger le convoi par des flanqueurs en ordre ouvert; le seul moyen d'être en sécurité est celui recommandé par le maréchal Bugeaud : oc-







Randon l'a signalé dans un ordre général. Au point de vue stratégique, les indigènes auraient agi sagement en plaçant leurs villages sur des emplacements qui ne peuvent être dominés, mais ils en ont été empêchés par les nécessités de la vie de chaque jour.

Quand on doit détruire un village inoccupé, les troupes sont divisées en deux corps, l'un destiné à garder et à couvrir la position, et l'autre composé de travailleurs ; ces derniers doivent cependant avoir les fusils chargés, car les habitants du village ne sont pas éloignés et veillent en attendant une occasion de vengeance. Les troupes destinées à ce travail de destruction doivent emporter leurs rations cuites et être sans bagages. Elles doivent quitter le camp d'aussi bonne heure que possible, afin de ne pas être prise par la nuit à leur retour. Le détachement désigné pour une pareille expédition doit comprendre au moins un bataillon, une demi-section d'artillerie, une réserve de munitions, des mulets avec cacolets, et quelques cavaliers et guides. Le retour doit se faire avec de grandes précautions.

L'auteur termine ce chapitre par la remarque que fait le maréchal Bugeaud sur le mauvais effet produit sur la discipline par de telles expéditions si elles sont mal menées. « Ne jamais faire jouer par des troupes régulières le rôle de partisans ; vous ne manquerez pas de vous en repentir si cela vous arrive ; le moindre mal sera la prompte et complète désorganisation de vos forces. »

### *Opérations dans les plaines (Hauts-Plateaux et Sahara).*

Les opérations dans les plaines diffèrent seulement de celles dans la Kabylie par l'extrême mobilité de l'ennemi et les longues distances à parcourir. De lourds convois retardent les mouvements des troupes, l'ennemi se retire toujours et sa soumission ne sera causée que par la capture de sa famille, de ses chevaux et de ses troupeaux. Les Arabes du Tell ou des Plateaux commencent une révolte en se réunissant et en cherchant de surs refuges. On peut les considérer comme nomades sur une surface restreinte du pays, car ils n'osent se retirer dans le sud par peur de leurs soi-disant alliés qui, comme les sauterelles qui dévorent tout (ainsi qu'ils le disent eux-mêmes), ne manqueraient pas de les piller. Les environs du refuge de leurs familles doivent être le premier objectif de toute campagne dirigée contre eux.

Après les nomades du Tell, viennent ceux du Sahara (1<sup>re</sup> zone). Ils courent sans cesse du nord au sud, sont extrêmement mobiles, connaissent parfaitement le désert et peuvent vivre partout pourvu qu'ils trouvent de l'eau. Mais ils ont aussi leurs points faibles : les oasis et les *K'sours*, et certaines lignes de puits qu'ils n'osent abandonner ; en outre, ils sont forcés de retourner de temps en temps dans le Tell pour se procurer du grain. L'auteur fait remarquer que suivre ces Arabes dans le désert n'est pas toujours prudent et même praticable. Dans les premiers jours d'une révolte, un coup vigoureux et rapide peut être tenté ; de pareilles



les chevaux de leurs ennemis en provoquant ceux-ci à charger : ils se dispersent alors pour reparaitre de nouveau sur les flancs ou la queue de la colonne.

« Le rôle de la cavalerie, dit le colonel Laure, n'est pas de préparer une action en causant du désordre dans le camp ennemi, mais bien d'affermir un succès, de poursuivre l'ennemi et de rétablir un combat. »

4<sup>o</sup> *Fourrager*. — « De telles expéditions sont dangereuses, elles donnent naissance à la maraude, et tendent à faire gaspiller les ressources, elles sont une cause de relâchement dans la discipline et on ne doit les permettre que quand la distribution régulière des provisions est compromise. » Telle est l'opinion du maréchal Bugeaud.

Dans cette zone de l'Algérie, le fourrage est très rare, et il est dans les habitudes des chefs de la cavalerie de profiter des haltes pour remplir les filets à fourrage ; cela évite de la fatigue en arrivant au camp et la nécessité de détacher de l'infanterie pour garder les cavaliers qui fourragent. Il est, dans la règle, seulement nécessaire en Algérie d'avoir recours à ces expéditions quand on fait une halte prolongée avec un gros convoi. Un détachement (infanterie sans bagages) est désigné comme garde pendant que la cavalerie fait l'office de fourrageurs.

5<sup>o</sup> *Poursuite d'une tribu*. — On a déjà dit que les objectifs des expéditions françaises (*razzias*) doivent être dirigés sur le point où les Arabes ont caché leurs familles et leurs trésors ; ce but ne peut être atteint que par des colonnes convergentes ; une poursuite directe a rarement du succès.

Il peut arriver que le parti ennemi soit supérieur en nombre et à portée de nombreux renforts ; le chef des troupes, en pareil cas, prendra de suite une position défensive ; il arrêtera les progrès de l'ennemi en semant le désordre dans ses rangs, mais ne l'attaquera pas. Si les insurgés changent leur ligne de retraite et s'il est assez fort, il peut les suivre et les fatiguer.

D'un autre côté, si les colonnes convergentes sont à portée, le chef peut attaquer, gardant une partie de ses hommes en réserve ; il fera tous ses efforts pour augmenter le désordre dans la *smala*, l'engageant à se rendre, plutôt que d'engager un combat de vive force : car, les indigènes, une fois aux abois, sont capables de faire une résistance redoutable.

Dans un autre cas on suppose que la combinaison des colonnes convergentes n'a pas réussi et qu'on veut atteindre l'ennemi par une poursuite directe.

Aucune colonne accompagnée par un convoi ne peut espérer d'atteindre les Arabes en fuite dont (quoique souvent embarrassée par leurs troupeaux) la marche est merveilleusement rapide. Une colonne, cependant, peut par chance, trouver leur ligne de retraite et les cerner dans leur asile dont on découvre les traces par les cadavres d'animaux semés sur le passage.

La colonne sera divisée et la partie désignée pour la poursuite marchera aussi rapidement que possible. La cavalerie laissera



fants sont gardés par une escorte, les hommes par une autre ; à l'aube on les amène tous au camp.

L'auteur anglais termine cette intéressante étude par quelques applications du système de guerre suivi en Algérie aux campagnes dans l'Inde ; nous nous dispenserons de les reproduire vu qu'elles concernent seulement les troupes britanniques.

G. P.

## DE LA MOBILISATION EN SUISSE.

*Sivis pacem, para bellum.*

A. Personne n'ignore l'importance capitale d'une prompte et complète mobilisation.

De son succès dépend en bonne partie, non-seulement celui des opérations subséquentes, concentrations, marches stratégiques, etc., mais aussi, et surtout l'aptitude des troupes à faire campagne (*Feldtüchtigkeit*, comme disent fort bien les Allemands).

Cette nécessité, banale à force d'être vraie, est plus inexorable encore dans une armée de milices, sans longs services antérieurs, dépourvue de cadres permanents, où l'homme brusquement transformé en soldat a besoin de plus de temps pour se remettre, quel que soit son grade, au métier des armes.

Or, chaque heure, gagnée sur le début, pour être employée à donner de la cohésion et resserrer les rouages multiples qui forment un corps, augmente certainement sa valeur intrinsèque.

Avant d'entrer dans le détail de ce qui se pratique en Suisse à cet égard, il importe de rappeler rapidement les principaux moments d'une mobilisation.

Nous disions en commençant que cette opération doit être rapide et complète. Ce dernier point mérite plus d'attention qu'on ne lui en accorde généralement, témoin, quelques mises sur pied de 1870-71. — Le proverbe « Hâte-toi lentement » n'est jamais plus vrai que dans cette circonstance. — A quoi servent, en effet, — et nous en avons vus — des corps entrés en ligne avec une avance de quelques heures, mais à demi organisés, incomplètement approvisionnés, encombrés d'hommes et de chevaux malingres ou mal équipés, qu'il faudra laisser en arrière ou renvoyer dès la première étape ? — Pense-t-on que, dans l'encombrement inévitable d'une entrée en campagne et une fois en marche, les dépôts parviendront à compléter ce qu'un peu moins de précipitation aurait permis de faire à sa source ? Il faut donc une limite à la rapidité lorsqu'elle s'exerce aux dépens d'une bonne organisation.

Toute mise sur pied comprend deux périodes principales :

L'intervalle entre le départ, depuis l'autorité compétente, de l'ordre de convocation, et l'arrivée des hommes au point de rassemblement. — En second lieu, le temps nécessaire pour la formation et l'organisation jusqu'à l'entrée en ligne.

La dernière phase se décomposant forcément, à son tour, en un certain nombre d'opérations plus ou moins longues, suivant les armes, et presque indépendantes des autres circonstances, on ne peut songer à la réduire beaucoup.

Il n'en est pas de même de la première dans laquelle tout doit tendre à la plus prompte réunion des hommes au point fixé. — C'est de cette partie que nous nous occuperons surtout.

La loi militaire de 1874 et les développements qu'elle a reçus jusqu'ici ont fort sagement compris que, dans un pays morcelé politiquement et géographiquement comme la Suisse, avec la diversité de races et d'habitudes, la différence de densité des populations résultant de leur industrie et de la nature du sol, une réglementation minutieuse et absolument uniforme serait impraticable, voire même dangereuse.

Chacun sait que l'ordonnance du 31 mars 1875, a divisé la Confédération en arrondissements de recrutement, comprenant le territoire nécessaire à la formation de 1 à 3 bataillons d'infanterie d'élite et d'autant de landwehr. — A la tête de l'arrondissement se trouve un commandant chargé entr'autres de la tenue des contrôles pour les hommes de toute arme, du recrutement, convocations, surveillance des armes et effets, etc. — Chaque canton forme, suivant son étendue, un ou plusieurs arrondissements. — Ceux-ci se subdivisent en sections, d'étendue variable, dont le chef exerce, dans une sphère restreinte, les mêmes fonctions que le commandant d'arrondissement, son supérieur immédiat.

Tout ce système relève des directions militaires cantonales, sous la surveillance et le contrôle de la Confédération. En dehors de l'organisation que nous venons d'esquisser, — organisation un peu compliquée, il est vrai, mais dans laquelle il a fallu tenir compte d'autres facteurs que ceux purement techniques, — l'action de l'autorité fédérale s'est exercée par une dislocation plus conforme aux éventualités du matériel des corps et des réserves, jusqu'ici entassés dans trois ou quatre dépôts; par la fixation de points de rassemblements pour les diverses unités; et surtout par la remise à chaque homme, d'une manière permanente, de l'équipement et de l'armement complets. — Cette mesure, — meilleure peut être en théorie qu'en pratique, (le système de petits dépôts par sections ou districts, tel qu'il se pratique, sauf erreur, en Allemagne pour la landwehr, eût été préférable, à notre avis,) et dont le plus grave défaut est d'exiger la possession d'une réserve d'armes et d'équipements considérable, toutes choses impossibles à obtenir de longtemps dans l'état actuel des finances fédérales, — cette mesure, disons-nous, a cependant l'avantage de raccourcir considérablement les mises sur pied, puisqu'il ne s'agit plus alors que de remplacer ou compléter les effets confiés aux hommes et de toucher le matériel, munitions et équipement des corps. — Comme, de plus, l'autorité fédérale a encore un vaste champ d'activité dans les mesures à prendre pour la conscription des chevaux, les réquisitions de ma-



tériel de transport, etc., il est à croire qu'elle se bornera, comme jusqu'à ce jour, en ce qui concerne le personnel, à quelques règles générales assez élastiques pour pouvoir être appliquées aisément partout, ainsi qu'à un contrôle sévère de l'exécution, par les cantons, des prescriptions édictées.

Ceci prémis, passons à l'examen des différents modes de convocation actuellement en usage.

La plupart des cantons employent des « ordres de marche » personnels écrits, remis aux intéressés par les chefs de section. Ce mode est indispensable lorsqu'il s'agit de la convocation d'hommes isolés, appelés en dehors de leur corps à des services spéciaux. Il a l'avantage, outre la sécurité, de faciliter la tenue à jour des contrôles de corps et de communes. Il présente, en revanche, surtout lorsqu'il n'est pas convenablement organisé, l'inconvénient d'être assez lent.

Dans d'autres cantons les appels ont lieu par affiches et publications officielles.

Quoique plus rapide que le précédent, ce système est moins exact et ne peut s'appliquer que dans des contrées où la population est très condensée (pays industriels, villes, etc.) et d'une culture intellectuelle supérieure. Il deviendrait sinon impraticable, au moins très aléatoire, non seulement en montagne mais dans la plupart des contrées essentiellement agricoles, dont la population, répartie dans une infinité de hameaux et de fermes, devient même peu stable à certaines époques de l'année (par exemple, à l'alpage, à la fenaison, etc.)

D'autres cantons encore combinent, suivant le temps disponible et le motif de la convocation, les deux systèmes. Nous citerons entr'autres le canton de Fribourg, médiocrement doté au point de vue des communications, d'une étendue de 1670 kilomètres carrés, mixte quant à la langue, à population très disséminée, presque entièrement agricole ou montagnarde.

Ce canton est divisé en deux arrondissements, l'un fournissant trois bataillons à l'infanterie d'élite et autant à la landwehr ; l'autre deux dans chaque classe, plus ensemble une quantité d'hommes aux autres armes, dans la proportion de 1 à 5,6. Les appels au service y ont lieu, en général, au moyen de la remise *personnelle* aux hommes, par le chef de section, d'un ordre de marche à souche, du modèle ci-dessous.

|                                                                      |              |               |                         |                                                                                |           |           |           |            |           |           |           |
|----------------------------------------------------------------------|--------------|---------------|-------------------------|--------------------------------------------------------------------------------|-----------|-----------|-----------|------------|-----------|-----------|-----------|
| Année . . . . .                                                      | N° . . . . . | Corps . . . . | C <sup>ie</sup> . . . . | Année                                                                          | N°        | Noms.     | Prénoms.  | Filiation. | Grade.    | Corps     | Compagnie |
| NOM                                                                  | PRÉNOMS      | FILIATION     | Grade                   |                                                                                |           |           |           |            |           |           |           |
| . . . . .                                                            | . . . . .    | . . . . .     | . . . . .               | . . . . .                                                                      | . . . . . | . . . . . | . . . . . | . . . . .  | . . . . . | . . . . . | . . . . . |
| de . . . . . domicilié à . . . . . reçoit l'ordre de se présenter à  |              |               |                         | de . . . . . domicilié à . . . . . reçoit l'ordre de se présenter à            |           |           |           |            |           |           |           |
| a reçu l'ordre d'entrer au service . . . . .                         |              |               |                         | . . . . . le . . . . . 18 . . . . . à . . . . . heure . . . . . midi . . . . . |           |           |           |            |           |           |           |
| . . . . . le . . . . . 18 . . . . . à . . . . . heure . . . . . midi |              |               |                         | Tenue de route : Sac complet.                                                  |           |           |           |            |           |           |           |
| (Signature :) . . . . .                                              |              |               |                         | . . . . . arrondissement. . . . . section. Le Chef de section,                 |           |           |           |            |           |           |           |
| Observations . . . . .                                               |              |               |                         | . . . . .                                                                      |           |           |           |            |           |           |           |
| . . . . .                                                            |              |               |                         | NB. L'apport du livret de service est indispensable.                           |           |           |           |            |           |           |           |
| Souche.                                                              |              |               |                         | Coupon.                                                                        |           |           |           |            |           |           |           |

La souche, munie de la signature de l'intéressé, est immédiatement retournée au commandant d'arrondissement, auquel elle sert à la fois d'accusé de réception et de moyen de contrôle. L'autre partie, restée en mains de l'homme, est produite à son entrée au service.

En cas d'absence le chef de section ou l'autorité communale mentionne le nouveau domicile présumé ou connu de l'homme, sur l'ordre de marche, lequel est renvoyé intact au commandant d'arrondissement. Celui-ci avise aux recherches ou transmission ultérieures.

Pour remédier aux longueurs inhérentes à ce système, dans un moment donné, le commandant d'arrondissement est tenu d'avoir constamment en réserve autant d'ordres de marche déjà remplis, — sauf la date et le lieu de rassemblement, — qu'il compte d'hommes dans ses contrôles.

Ces ordres, classés par unités et séries d'années, sont, pour chaque corps, répartis en paquets, portant le nom et l'adresse des chefs de section chargés de les distribuer. Il suffit d'une simple transposition ou rectification pour les tenir en concordance exacte avec les mutations survenues. Des expériences faites dans ces conditions, prouvent que le travail, pendant quatre heures, de quatre employés, suffit amplement pour compléter et expédier tous les ordres nécessaires à la convocation d'un bataillon de force réglementaire.

Ce système pouvant, en certain cas, devenir insuffisant, par exemple lors d'un appel simultané de plusieurs corps, ou de deux bans de la milice, on y ajoute l'emploi des autorités civiles de district et locales, ainsi que de la gendarmerie.

Quelques expériences, notamment en 1870-71 et 75, permettent de compter, avec ce système, sur une réunion, en moins de 24 heures, de corps entiers, sur un point quelconque du canton.

(A suivre.)

---

### CIRCULAIRES ET PIÈCES OFFICIELLES.

*Département militaire fédéral. Du 27 mars. Prescriptions sur la remise exceptionnelle de fusils.*

§ 1. Les sous-officiers d'armement et les armuriers actuellement dans l'élite, ainsi que les recrues armuriers recevront des fusils à répétition (dans les carabiniers des carabines à répétition et dans le génie des fusils Peabody), avec les accessoires et la buffleterie.

Les numéros des fusils et des effets d'équipement seront inscrits dans le livret de service des intéressés.

Les sous-officiers d'armement et les armuriers ont, quant à l'entretien et à l'inspection de leurs armes et de la buffleterie, les mêmes obligations que les hommes portant fusil. En conséquence, les fusils doivent être présentés aux inspections d'armes par communes et les intéressés doivent en outre les prendre avec eux, ainsi que les accessoires, dans tous les cours d'instruction auxquels ils seront appelés, à l'exception des cours de répétition des bataillons.

§ 2. Les sous-officiers d'armement et les armuriers conservent à leur passage dans la landwehr les fusils et les accessoires qu'ils ont reçus dans l'élite, de manière que les mêmes charges de la landwehr soient également pourvues successivement de fusils.

§ 3. Les officiers de toutes armes de l'élite et de la landwehr recevront des fu-

sils s'ils en font la demande à l'autorité militaire cantonale. On remettra en conséquence des fusils à répétition aux officiers d'infanterie et à ceux qui ne sont pas mentionnés ici, des carabines à répétition aux officiers de carabiniers, des mousquetons à répétition aux officiers de cavalerie et des fusils Peabody aux officiers d'artillerie et du génie.

Les numéros des fusils doivent être inscrits dans le livret de service des intéressés.

Quant à l'entretien des fusils, les officiers ont les mêmes obligations que les hommes portant fusil.

Ils doivent présenter leurs fusils aux inspections d'armes par communes. En revanche, ils ne les prendront avec eux au service d'instruction que dans le cas où l'ordre de marche le prescrirait.

§ 4. Les commandants des écoles dans lesquelles des officiers doivent se rendre avec leurs fusils, se procureront à l'arsenal le plus rapproché les fusils nécessaires pour les officiers qui n'en auraient pas reçu au préalable.

§ 5. Les sociétés de tir subventionnées par la Confédération ne peuvent recevoir que des fusils d'infanterie et des fusils de chasseurs transformés et cela à la condition que l'armement de l'armée n'en souffre pas et que l'on soit garanti que les armes seront restituées en bon état et à première réquisition aux magasins par les soins des autorités militaires fédérales ou cantonales et que ce qui serait défectueux soit réparé ou remplacé aux frais des sociétés.

§ 6. Les fusils ne sont remis qu'à titre de prêt. Les officiers, les sous-officiers d'armement, les armuriers et les sociétés de tir que cela concerne, n'acquièrent en conséquence aucun droit de propriété sur ces armes dont le Département militaire suisse peut ordonner en tout temps la restitution partielle ou générale.

§ 7. Les fusils avec équipement doivent être rendus à l'arsenal par les officiers, sous-officiers d'armement et armuriers et cela sans invitation spéciale :

a. Toutes les fois que le corps dont ils font partie est appelé à un service effectif ou qu'il a été mis de piquet ;

b. Lorsque le porteur sort du service ou qu'il est transféré dans une autre position que l'une de celles prévues par la présente ordonnance.

§ 8. En cas de changement de domicile à l'intérieur de la Suisse, les officiers, sous-officiers d'armement et les armuriers emportent avec eux les fusils avec équipement (§ 25 de l'ordonnance du 31 mars 1875) et dans les cas prévus aux §§ 6 et 7 ci-dessus, ils doivent les restituer à l'administration du canton dans lequel ils sont incorporés au moment où ils rendent leurs effets (§ 7 de l'ordonnance du 30 janvier 1877). Dans le cas où un fusil aurait été remis par un autre canton, l'administration qui reçoit les effets le renverra sans délai avec la brosse, le lavoir et le tourne-vis, au canton qui a fourni le fusil. Cet envoi sera accompagné des indications nécessaires concernant le porteur de l'arme (circulaire du Département militaire suisse du 14 novembre 1877).

§ 9. En ce qui concerne :

a. L'entretien défectueux des fusils,

b. L'état dans lequel ils se trouvent lors de la restitution,

c. La perte de l'arme par suite d'accident,

d. La perte de l'arme par la faute du porteur,

on observera à l'égard de ces fusils les mêmes prescriptions que celles applicables à ceux rendus par la troupe portant fusil.

§ 10. Les autorités militaires cantonales compétentes feront établir des contrôles des fusils remis aux officiers, aux sous-officiers d'armement, aux armuriers et aux sociétés de tir.

Sur leur demande, les divisionnaires, la section administrative du matériel de guerre et les contrôleurs d'armes pourront prendre connaissance en tout temps de ces contrôles.

§ 11. A l'exception des cas prévus par cette ordonnance, on ne pourra remettre aucun fusil pris sur les approvisionnements du matériel de guerre, à des militaires ne portant pas fusil ou à des hommes non astreints au service, sans une autorisation spéciale du Département militaire suisse.

---

*Du Département militaire fédéral. 5 avril, n° 1/22.* On a soulevé la question de savoir qui devait remplir les fonctions de remplaçant du commandant de bataillon,

en cas d'empêchement de ce dernier, si c'était l'adjudant de bataillon ou le plus ancien chef de compagnie.

A teneur du § 10 du règlement général de service, cette question doit être résolue en ce sens que dans toutes les armes réunies en bataillons et si le chef de bataillon est empêché de faire son service, c'est le plus ancien capitaine du bataillon qui doit en prendre provisoirement le commandement, qu'il soit adjudant de bataillon ou chef de compagnie.

Du 4 avril, n° 66/133. Afin de fournir aux officiers l'occasion de se procurer leur équipement au plus bas prix possible et exactement à l'ordonnance actuelle, la section administrative du matériel de guerre a, comme l'on sait, un dépôt des effets suivants qu'elle a reçu l'ordre de remettre aux officiers sur leur demande et aux prix de revient ci-après :

|                                                         |  | <i>Prix des effets pris à Berne.</i> |                               |
|---------------------------------------------------------|--|--------------------------------------|-------------------------------|
|                                                         |  | <i>I<sup>re</sup> qualité</i>        | <i>II<sup>e</sup> qualité</i> |
| Equipement de selle complet pour officiers de cavalerie |  | fr. 285 —                            | fr. 270 —                     |
| » » » » autres officiers                                |  | » 275 —                              | » 260 —                       |
| Sabre d'officier monté                                  |  |                                      | fr. 24 50                     |
| » » non monté                                           |  |                                      | » 23 —                        |
| Brides de lieutenants de toutes armes, argent, la paire |  |                                      | » 15 80                       |
| » » » » or, »                                           |  |                                      | » 17 90                       |
| Lunette de campagne avec étui en cuir et boussole       |  |                                      | » 30 —                        |

Les officiers qui, conformément aux prescriptions du 5 mars 1876, ont droit à une indemnité d'équipement, recevront les objets commandés, à valoir sur cette indemnité. Les autres officiers les recevront, dans la règle, contre remboursement, de la section administrative du matériel de guerre fédéral.

*Conformément à leur destination, tous les effets d'équipement ci-dessus mentionnés, ne seront remis qu'aux officiers.*

Il nous importe spécialement que les armes blanches des officiers ne soient pas seulement à l'ordonnance quant à leur forme, mais que leur solidité soit vérifiée et qu'elles soient revêtue d'un poinçon de contrôle.

Comme nous avons pu nous convaincre que la plupart des officiers n'ont jusqu'à présent fait aucun usage de cette faveur accordée par l'administration et qu'au contraire ils préfèrent se procurer quelques uns de ces objets, même à des prix trop élevés, auprès de fournisseurs particuliers qui se les procurent eux-mêmes aux prix de revient auprès de l'administration du matériel de guerre, nous croyons devoir attirer de nouveau votre attention sur cet état de choses et vous inviter par la même occasion à le porter à temps et de la manière qui vous paraîtra le plus convenable, à la connaissance des officiers et des élèves des écoles préparatoires d'officiers de votre arme.

Nous vous invitons en même temps à ne tolérer aucun sabre d'officier qui ne porterait pas le poinçon de contrôle. Si des fournisseurs particuliers se permettaient d'imiter ce poinçon, ce à quoi on veillera strictement, nous nous réservons de prendre des mesures ultérieures à leur égard.

Il serait opportun d'établir dans les écoles préparatoires d'officiers des listes que les intéressés revêtiraient de leur signature et au moyen desquelles ils commanderaient en quelques mots les objets dont ils ont besoin à l'administration du matériel de guerre. A la clôture de l'école, ces listes seraient adressées au chef de l'arme qui, à son tour, et après avoir constaté les droits des intéressés, les ferait parvenir au Commissariat des guerres central.

## NOUVELLES ET CHRONIQUE

D'après le rapport de gestion du Conseil fédéral pour 1877, l'élite de l'armée fédérale se compose de 120,077 hommes. La première division compte 17,079 hommes, la seconde 14,695, la troisième 12,439, la quatrième 11,915, la cinquième 15,843, la sixième 14,964, la septième 15,228 et la huitième 15,490.

Il y a, en outre, 2223 officiers et soldats, ainsi que 201 officiers et secrétaires d'état-major qui ne sont pas attachés aux divisions.

L'effectif des différentes armes est le suivant : Infanterie 94,235 hommes, artillerie 16,414, génie 3506, troupes sanitaires 2728, cavalerie 2504, troupes d'administration 409, état-major général 55, justice 37.

Quant à la landwehr, elle compte 91,919 hommes dont 78,226 dans l'infanterie, 8,073 dans l'artillerie, 2,483 dans la cavalerie, 2,233 dans le génie, 893 dans les troupes sanitaires et 3 dans les troupes d'administration.

L'effectif réglementaire est pour l'élite de 103,378 hommes et pour la landwehr de 97,019 hommes, de sorte que si la landwehr n'est pas au complet, en revanche l'élite a environ 13,000 hommes de trop.

---

MM. le colonel Ott et le lieutenant Brüstlein sont de retour de leur excursion militaire en Bulgarie. Bien que leur mission ait été désagréablement contrariée par les mauvais temps, ils sont, dit-on, fort satisfaits de leur voyage ; ils adresseront un rapport au Conseil fédéral sur les fortifications de campagne visitées par eux, et en feront probablement le sujet de conférences militaires.

---

Fribourg. — Ce canton aurait décidé de mettre à la disposition du Conseil fédéral les locaux dont il dispose, à condition qu'en échange des sacrifices que Fribourg est prêt à faire pour devenir place d'armes de second rang, on lui garantisse l'emploi de 60,000 journées en cours et écoles d'infanterie ou d'autres armes.

---

ANGLETERRE. — Le gouvernement des Indes a reçu l'ordre d'envoyer à Malte deux régiments de cavalerie européenne et deux de cavalerie indigène, deux régiments d'infanterie européenne et deux de fantassins indigènes, deux batteries d'artillerie et quatre compagnies de sapeurs et de mineurs. L'amirauté a expédié, le 16, à Malte, 40 embarcations à vapeur, pour protéger les cuirassés contre les torpilles.

---

FRANCE. — Le ministre de la guerre vient de nommer une commission chargée d'étudier, à l'exposition universelle de 1878, ce qui peut intéresser l'armée. En voici la composition :

Président : le général de division Arnaudéau, commandant de la 16<sup>e</sup> division d'infanterie ; membres : MM. Cholleton, colonel au 113<sup>e</sup> de ligne ; Humann, lieutenant-colonel au 12<sup>e</sup> régiment de dragons ; Galemard de Ginestoux, lieutenant-colonel d'artillerie ; Julliard, capitaine d'artillerie ; Hellot, lieutenant-colonel du 4<sup>e</sup> régiment d'artillerie territoriale ; Laussedat, colonel du génie ; Mencier, colonel du génie ; Prudent, capitaine du génie ; Bugnot, lieutenant-colonel d'état-major, chef du 3<sup>e</sup> bureau d'état-major général au ministère de la guerre ; Rouby, chef d'escadron d'état-major ; de Lorroin, chef d'escadron d'état-major ; Penel, capitaine d'état-major ; Mony, intendant militaire ; Keller, sous-intendant militaire ; Peruy, médecin principal ; Monnac, Desantis et Cabanon, officiers d'administration.

---

A Paris, chez TANERA ; à Lausanne, chez B. BENDA, éditeurs ;

# GUERRE D'ORIENT

EN 1876-1877

Esquisse des événements militaires  
et politiques

par

**Ferdinand LECOMTE,**

colonel-divisionnaire.

Tome I<sup>er</sup>, in-8° avec 3 cartes, 6 francs.

**Le Tome II<sup>me</sup> paraîtra prochainement.**

---

LAUSANNE. — IMPRIMERIE A. BORGEAUD. — CITÉ-DERRIÈRE, 26.

# REVUE MILITAIRE SUISSE

N° 9.

Lausanne, le 4 Mai 1878.

XXIII<sup>e</sup> Année

**SOMMAIRE.** — De la Mobilisation en Suisse (*Suite et fin*), p. 177. — Rassemblement de la II<sup>e</sup> division en 1878, p. 182. — L'administration actuelle de l'armée fédérale et le rassemblement de la V<sup>e</sup> Division (1877), p. 184. — Circulaires et pièces officielles, p. 190 — Nouvelles et chronique, p. 192.

## DE LA MOBILISATION EN SUISSE.

(*Suite et fin.*)

Une récente instruction du Directeur militaire, M. le major de Techtermann, que nous reproduisons intégralement, nous dispensera de plus amples détails. Elle précise les dispositions existantes et en prévoit l'usage répété, de façon à les rendre familières, soit à l'administration, soit aux milices elles-mêmes. Voici cette pièce :

*Instruction aux Préfets concernant les convocations extraordinaires des troupes.*

Monsieur le Préfet,

L'article 35 de la Loi cantonale du 18 décembre 1858 statue que :

« Les Conseils communaux et la gendarmerie peuvent également être chargés de la transmission des avis, ordres du jour et convocations adressées aux troupes.

» Ils sont, dans ce cas, responsables de l'exécution des ordres reçus. »

En conséquence, et jusqu'à mise en vigueur d'autres dispositions sur le service territorial dans le canton, vous voudrez bien, cas échéant, régulariser cette transmission comme suit :

Outre l'appel normal par les soins des commandants d'arrondissement et chefs de section, les convocations de troupes peuvent avoir lieu extraordinairement, de différentes manières :

1<sup>o</sup> Par avis verbal, aux intéressés ;

2<sup>o</sup> Par ordre de marche personnel, écrit :

3<sup>o</sup> Par affiches et publications.

Dans les trois cas, les hommes doivent se rendre à l'endroit désigné, complètement armés et équipés (et montés pour les corps et officiers que cela concerne.)

1<sup>o</sup> L'avis verbal se donne ensuite d'un ordre de la Direction militaire (par dépêche télégraphique ou autre) d'appeler au service tous les hommes appartenant à des corps déterminés, domiciliés dans le district.

Si le jour et l'heure ne sont pas formellement indiqués, il est toujours entendu que l'entrée au service doit avoir lieu immédiatement et toute affaire cessante.

Tout homme qui n'aurait pas rejoint dans les 24 heures, dès la convocation, serait puni. — Sont seuls exceptés les cas de force majeure résultant de la distance à parcourir, de la saison ou de l'état des chemins.

Aussitôt l'avis reçu, la Préfecture prend les mesures nécessaires pour que la gendarmerie, renforcée ou remplacée au besoin par un nombre suffisant d'auxiliaires civils, transmette, dans le plus bref délai, l'ordre de convocation aux autorités communales et chefs de section. Pour éviter toute confusion, chaque courrier sera pourvu d'un ordre écrit de la



Préfecture, dont il ne peut se dessaisir, contenant la désignation exacte du corps à convoquer et du point de réunion.

Les autorités locales, à leur tour, avisent verbalement et sur-le-champ les hommes que cela concerne du lieu et de l'urgence du rassemblement.

Dans les localités où cela est possible, l'avis est aussi donné par le crieur public.

Le télégraphe doit également être employé, mais sans que son usage dispense de l'envoi d'un exprès pour confirmation de l'ordre donné.

Lorsque le temps le permet, et qu'il s'agit d'une convocation à jour et heure déterminés, un avis écrit indiquant en outre ces dates doit être transmis, contre quittance, de la même manière que ci-dessus, à chaque commune en particulier.

Les journées de gendarmes et auxiliaires, frais de travail extraordinaire de la Préfecture, dépêches, etc., sont bonifiés par la direction militaire sur bordereau détaillé.

*2° Convocations par ordres de marche écrits.* — Dans ce cas la gendarmerie remet les ordres personnels déjà complétés par les commandants d'arrondissement, aux autorités communales, lesquelles sont responsables du retour immédiat des souches signées à la Préfecture. — Elles lui retournent aussi, sans délai, les ordres concernant des hommes ayant quitté la commune avec indication de leur nouveau domicile. — La Préfecture les fait parvenir aux intéressés, soit directement, s'ils se trouvent encore dans le district, soit par l'entremise du Préfet dans le ressort duquel ils sont fixés.

Les communes ont droit à l'émolument réglementaire pour chaque souche rentrée, et les exprès à une indemnité convenable.

*3° Convocations par affiches et publications.* — Elles ont lieu, sous la responsabilité des autorités communales, non-seulement aux endroits et dans la forme accoutumés, mais encore dans tous les débits de vin, auberges, stations de chemins de fer et dépôts de poste du district.

S'il n'y a pas d'urgence, leur transmission s'effectuera comme celle des autres actes officiels. — En cas contraire elle aurait lieu par exprès rétribués ainsi qu'il est dit plus haut.

Ces modes de convocation devant probablement être employés lors du prochain rassemblement de troupes et en tous cas, très fréquemment à l'avenir, il est urgent que vous en donniez connaissance au Lieutenant de Préfet et à tout le personnel placé sous vos ordres, par exemple, à l'occasion de l'assermentation des Conseils communaux ou de toute autre manière.

Un exemplaire de la présente instruction sera en outre affiché dans les Bureaux de Préfecture et déposé au Secrétariat de toutes les communes de votre ressort.

Croyez, M. le Préfet, etc.

Telles sont en résumé les dispositions qui, susceptibles encore de beaucoup de perfectionnements, nous paraissent, jusqu'ici, les plus appropriées aux éléments si disparates dont le groupement s'appelle la Confédération.

Si du personnel nous passons aux autres facteurs d'une mobilisation, nous voyons que la plus grande difficulté pour l'armée suisse git actuellement dans la fourniture des chevaux nécessaires et des moyens de transport destinés à combler les lacunes du matériel existant.

Seule, la cavalerie d'élite, comprenant 24 escadrons de dra-



gons et 12 compagnies de guides, est pourvue de montures d'une manière permanente. La Confédération fournit aux hommes de cette arme un cheval dressé qu'ils emploient en dehors du service et qui devient leur propriété absolue au bout de 10 ans, soit à leur passage dans la landwehr.

Tout le reste, batteries, colonnes de parc, train d'armée et des corps, officiers, cavalerie de landwehr, etc., doit être remonté complètement à chaque mise sur pied. En dehors de la régie fédérale pouvant disposer d'une centaine de chevaux d'officiers et de cinq à six cents chevaux d'artillerie employés six mois de l'année à l'instruction des recrues de cette arme, il ne reste que la voie du louage ou celle de la réquisition pour faire face aux besoins de l'armée.

La première, bonne pour des mises sur pied partielles et dans des conditions normales, devient impossible en cas d'urgence, et la seconde demande une réglementation à laquelle on travaille sans doute actuellement. Sans compter les remplacements, l'élite absorbe 12,585 chevaux de trait et 7,022 de selle. La landwehr en exigerait 4,768 des premiers et 5326 des seconds. Total 29,701, ou 30,000 en nombre rond.

Les premiers travaux dans cette direction ont consisté dans le recensement général des chevaux. Cette opération, faite en automne 1877, a constaté la présence en Suisse de 83 132 chevaux et mulets âgés de plus de quatre ans, dont 55 324, soit le 66,5 pour %, ont été reconnus aptes aux différents services de l'armée.

Malheureusement, la plupart des chevaux plus ou moins qualifiés pour la selle, en dehors des montures fournies par la Confédération à la cavalerie d'élite, ne sont pas ou sont imparfaitement dressés. De plus, la production chevaline étant fort inégalement répartie, tel territoire de division manque de bons chevaux d'artillerie, tandis que tel autre en a en excès et qu'un troisième enfin n'en possède d'aucune catégorie, pour suffire à la moitié seulement de ses besoins, etc. Tout autant de nouvelles complications pour une période déjà si fertile en mécomptes, telle que l'est une mobilisation, même dans des circonstances favorables.

Nous n'avons pas la prétention de traiter ici la question sous toutes ses faces. A ceux qui tenteront de le faire nous conseillons l'étude préalable des procédés suivis dans les pays voisins, l'Italie notamment, aux prises avec des difficultés semblables aux nôtres.

A notre avis une loi sur ces prestations devrait contenir les règles suivantes :

1<sup>o</sup> Fixation d'une indemnité journalière équitable pour les chevaux réquisitionnés, indemnité calculée en raison des services auxquels ils sont jugés aptes.

Nous admettons en effet qu'il serait matériellement impossible à la Confédération d'acheter à beaux deniers comptants les trente mille chevaux nécessaires à l'armée.

2<sup>o</sup> Désignation des places de rassemblement pour les diffé-

rentes divisions et catégories, et, pour chaque place, d'une commission mixte chargée de l'estimation des chevaux à l'arrivée et au licenciement. Les dépréciations résultant du service seraient bonifiées sur le pied actuel.

3<sup>o</sup> Recensement et classement dans les communes, par le vétérinaire de cantonnement et un ou deux officiers de troupes montées, de tous les chevaux se trouvant au territoire des divisions qui n'ont point de cours de répétition, soit, alternativement, dans quatre divisions par an. Un tableau, certifié par le président de la commission, indiquant le signalement des animaux, leur classification et le nom de leurs propriétaires, serait adressé à la direction militaire cantonale.

Un double de ce tableau resterait déposé à la commune jusqu'au classement suivant ou à la prochaine mobilisation s'il y en avait une dans l'intervalle.

4<sup>o</sup> Sauf les cas de mise de piquet, liberté absolue pour les propriétaires de disposer des chevaux ainsi classés.

Les certificats de santé requis pour la vente de chaque animal, seraient simplement augmentés d'une rubrique portant sa classification militaire.

Les registres tenus par les inspecteurs du bétail seraient également pourvus des colonnes nécessaires à l'inscription des mutations survenues dans l'intervalle des recensements. Ces employés délivrant déjà d'office les certificats de santé au départ, et recevant ceux des animaux introduits dans la commune, il n'y aurait aucun surcroît de besogne pour eux dans cette adjonction.

En cas de mise de piquet ou de mobilisation, ils rectifieraient le tableau déposé à la commune et celle-ci l'enverrait, sans retard, à l'autorité militaire.

5<sup>o</sup> Le contingent des animaux à fournir dans chaque canton serait déterminé d'avance par l'autorité fédérale, sur la base du dernier recensement. Pour parer à toute éventualité, assurer un meilleur choix et au besoin créer une première réserve, ce contingent serait supérieur d'un tiers ou d'un quart aux chiffres réglementaires.

L'insuffisance des ressources d'une division serait comblée par l'excédant d'une autre.

6<sup>o</sup> La répartition du contingent entre les différentes communes du canton, ressortirait de l'autorité militaire cantonale, sauf recours au Conseil d'Etat. Elle serait basée sur la combinaison des ressources en chevaux avec l'ensemble de la fortune mobilière et immobilière contenue dans la commune. En cas d'insuffisance les chevaux dûs par une commune seraient remplacés par des réquisitions dans d'autres localités, moyennant bonification par la première d'un surcroît d'indemnité journalière à déterminer en faveur des propriétaires mis à contribution.

Sauf recours à l'autorité cantonale les communes répartiraient ces prestations entre leurs administrés, autant que possible à tour de rôle et en proportion de leurs ressources, d'un recensement à l'autre.

7° Lorsqu'une mobilisation est ordonnée, l'autorité communale, sur l'avis du préfet, et de la même manière qu'il a été dit plus haut pour le personnel, inviterait les propriétaires des animaux désignés, ou en l'absence de ces derniers les possesseurs d'autres animaux de même catégorie, à les conduire au jour et heure fixés, avec ferrure en bon état, au point de rassemblement indiqué.

En y ajoutant quelques autres détails concernant l'exécution, la faculté de remplacement, pénalités, etc., on obtiendrait ainsi une équitable répartition des charges, sans porter atteinte en temps normal à la liberté individuelle.

Il serait facile aussi de compenser le surcroît de prestations imposées dans ce cas aux contrées de production chevaline par des allègements sur d'autres points.

Un autre point noir, quoiqu'à un moindre degré, se trouve dans l'insuffisance des moyens de transport dont dispose l'administration.

Un message du Conseil fédéral du 2 juin 1877, en constatant qu'il manque 858 fourgons ou chars d'approvisionnement, sans compter le chiffre nécessaire à la formation des étapes de vivres, indiquait comme solution la fourniture par les communes au-dessus de deux mille âmes de population d'un nombre suffisant de charriots construits sur un modèle donné, mais pouvant s'employer aussi dans la vie civile.

L'Assemblée fédérale n'est pas entrée en matière sur cette proposition, admettant ainsi qu'il serait procédé, cas échéant, par voie de réquisition. Raison de plus, si l'on songe aux déboires causés dans les dernières campagnes par l'emploi de train auxiliaire tardivement organisé, pour fixer d'avance, en tenant compte des usages des différentes contrées, les types de véhicules à un ou plusieurs chevaux, pouvant être utilisés pour le service de l'armée.

Il importerait aussi de déterminer leur répartition entre les cantons ou communes, leur mode et le maximum de chargement, suivant les espèces, les points de réunion de ce matériel, etc. A cet égard encore les prescriptions italiennes, où l'on se souvient des expériences de 1866, mériteraient d'être étudiées.

Tels sont, en négligeant encore bien des points très importants, les plus grandes difficultés auxquelles se heurte ce moment de crise qui s'appelle « mobilisation, » difficulté qu'il importe de prévoir et d'aplanir en temps utile.

Nous pourrions nous étendre encore sur l'emploi rationnel de la période comprise entre l'arrivée de tous les éléments, hommes, chevaux, matériel, etc., au point de réunion et le moment où, l'organisation achevée, les corps sont prêts à entrer en ligne; période échappant aussi à une réglementation préventive pour laquelle les normes générales peuvent seules être indiquées, mais qui, par cela même, constitue la pierre de touche par excellence des commandants d'unités.

Nous nous contenterons, pour le moment, d'avoir engagé la

discussion sur cet important problème, auquel tout officier, quelque position qu'il occupe, est directement intéressé, et qui cependant, par une fatalité inexplicable, est resté jusqu'ici l'apanage exclusif d'un très petit nombre. A.

## **RASSEMBLEMENT DE LA II<sup>e</sup> DIVISION EN 1878.**

CIRCULAIRE AUX OFFICIERS DE LA II<sup>e</sup> DIVISION.

Messieurs les Officiers,

Le tour de rôle fixé par Arrêté du Conseil fédéral du 11 décembre 1875, sur les manœuvres de corps de troupes combinés, attribuant à la II<sup>e</sup> division d'armée le rassemblement de division de 1878, j'ai l'honneur de vous transmettre ci-dessous un résumé du programme de ce cours d'instruction et de vous engager à vous y préparer, à l'avance, de votre mieux. Vous le pourrez d'abord en relisant vos principaux règlements (Règlement de service, les trois parties, notamment le service de sûreté; règlements d'exercices des diverses armes, surtout l'emploi des tirailleurs en fortes unités), lesquels, à moins de déviations spécialement autorisées, serviront de base au service; puis en étudiant le terrain au moyen de reconnaissances volontaires et de la feuille XII de la carte Dufour, dont un extrait sera envoyé plus tard à chaque officier avec l'ordre général.

Lausanne, avril 1878.

*Le Divisionnaire,*  
LECOMTE.

### RÉSUMÉ DU PROGRAMME.

#### *Zone et durée.*

Le Rassemblement aura lieu dans la zone de Fribourg-Payerne-Morat et environs, du 5 au 20 septembre pour la plupart des troupes, et avec le concours de la 5<sup>e</sup> brigade d'infanterie (III<sup>e</sup> division) pour les manœuvres de division des 16-20 septembre.

#### *Dislocation.*

Pour les cours de répétition préalables des corps de troupes, voir le Tableau des Ecoles militaires de 1878, d'où ressortent les indications ci-après :

- Infanterie : 5<sup>e</sup> régiment, du 5 au 13 septembre, *Fribourg-Hauterive.*  
» 6<sup>e</sup> régiment, du 5 au 13 septembre, *Payerne-Avenches.*  
» 7<sup>e</sup> régiment, du 5 au 13 septembre, *Neuchâtel-Colombier.*  
» 8<sup>e</sup> régiment, du 5 au 13 septembre, *Morat-Ins.*  
» 2<sup>e</sup> bataillon de carabiniers, du 5 au 13 septembre, *Bulle.*  
Cavalerie : 2<sup>e</sup> régiment de dragons, du 11 au 13 septembre, *Berne.*

Cavalerie : 2<sup>e</sup> compagnie de guides, du 11 au 13 septembre, Colombier.

Artillerie : 2<sup>e</sup> brigade, 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> régiment, du 3 au 13 septembre, Bière.

» 3<sup>e</sup> régiment, du 3 au 13 septembre, Thoune.

» Parc de division N<sup>o</sup> 2, colonnes 3 et 4, du 5 au 13 septembre, Fribourg.

» Bataillon du train N<sup>o</sup> 2, du 7 au 13 septembre, Fribourg.

Génie : 2<sup>e</sup> bataillon, du 5 au 13 septembre, Arberg.

Troupes sanitaires et ambulances n<sup>os</sup> 6, 8, 9, du 5 au 13 septembre, Fribourg.

Troupes d'administration, 2<sup>e</sup> compagnie, du 5 au 20 septembre, Fribourg.

Le 14 septembre, tous les corps entrent en ligne dans la zone sus-indiquée, d'après des ordres de marche émanant de la Division, qui préciseront les cantonnements du 14 au soir et les dispositions pour le 15.

*NB.* Les corps de la III<sup>e</sup> division, destinés à représenter l' « ennemi », ont leurs cours comme suit :

Le 3<sup>e</sup> bataillon de carabiniers et les six bataillons de fusiliers n<sup>os</sup> 25-30, formant la 5<sup>e</sup> brigade d'infanterie, cours de répétition de brigade du 5 au 20 septembre, à Berne et environs. Le 3<sup>e</sup> régiment de dragons et la 3<sup>e</sup> compagnie de guides, à Berne et environs, du 11 au 20 septembre. Le 3<sup>e</sup> régiment de la III<sup>e</sup> brigade d'artillerie, à Thoune, du 3 au 20 septembre.

### *Emploi du temps.*

Pour les cours de répétition des armes spéciales, l'emploi du temps sera réglé d'après les instructions de MM. les chefs d'armes.

Pour l'infanterie et les états-majors, il sera fixé par le divisionnaire, après approbation du plan général d'instruction par le Département militaire suisse, et sur les bases suivantes :

Du 5 au 11 septembre. — Troupes : Exercices préparatoires gradués par unités tactiques, avec inspection par bataillon le dimanche 8 septembre.

Du 5 au 11 septembre. — Etats-majors : En partie, reconnaissance du terrain des manœuvres, en tant que la surveillance des corps, le service et la direction des troupes par leurs états-majors n'y mettent pas d'obstacles.

Les 12 et 13 septembre. — Exercices de régiments.

Le 14 septembre. — Exercices de brigades.

Le 15 septembre (Jeûne fédéral). — Inspection de la division près Fribourg-Grolley.

Les 16, 17, 18, 19 et 20 septembre. — Manœuvres de division, dans la zone Fribourg-Morat-Berne, limitée au nord par l'Aar, avec le concours de troupes de la III<sup>e</sup> division et sur les données ci-après :

### *Idée générale.*

La II<sup>e</sup> division, comme avant-garde d'une armée dite du Sud, marche sur Berne, dès la ligne Fribourg-Avenches, en une co-

bonne principale ou en plusieurs colonnes à portée les unes des autres, suivant itinéraire à dresser ultérieurement.

Un « ennemi, » représenté par des troupes de la III<sup>e</sup> division établies sur la ligne Bümplitz-Könitz, s'oppose à cette marche.

*Idée spéciale.*

L'Idée spéciale sera précisée plus tard ; elle sera ordinairement donnée chaque jour pour le jour suivant.

Les 16, 17 et 18 septembre, l'« ennemi » sera simulé par le 3<sup>e</sup> bataillon de carabiniers, qui prendra son cantonnement de combat le 15 septembre et auquel seront adjoints les corps nécessaires de la II<sup>e</sup> division.

Le 18 septembre la 5<sup>e</sup> brigade d'infanterie, III<sup>e</sup> division, se rendra dans ses cantonnements de combat pour prendre part, du côté « ennemi », aux opérations des 19 et 20 septembre.

---

**L'administration actuelle de l'armée fédérale et le rassemblement de la V<sup>e</sup> Division (1877.)**

Depuis la nouvelle organisation militaire, l'administration de l'armée fédérale a été sensiblement modifiée en ce qui concerne son personnel et son système d'approvisionnement en campagne.

Précédemment les bataillons avaient un quartier-maître pris dans les officiers de troupe, lequel était chargé de tout le service d'administration du bataillon, comptabilité, logement et subsistance ; tous les autres services administratifs de l'armée se faisaient soit par les officiers du commissariat fédéral (commissaires de place ou ancien état-major du commissariat) soit par les commissariats des guerres cantonaux.

Aujourd'hui il ne reste de ce personnel que quelques rares commissaires de place et les commissariats cantonaux dont le rôle est, à notre avis, devenu trop passif. Par contre est intervenue la création des troupes d'administration dont le corps d'officiers remplace l'ancien état-major du commissariat et fournit tous les quartier-maîtres, et dont les troupes proprement dites forment les compagnies d'administration, destinées à pourvoir, suivant les circonstances, aux services des subsistances et des distributions.

La différence saillante qui existe entre le nouveau système et l'ancien consiste dans ce fait que tout ce qui est administration de l'armée fédérale forme un tout organisé tendant à éliminer autant que possible l'élément civil, qui avait fourni jusqu'ici un contingent important, surtout dans le transport et la distribution des vivres.

Le rouage nouveau qui est à la base de la nouvelle organisation relative à la subsistance des troupes est la compagnie d'administration, qui a un service essentiellement technique, unité qui a été mise en œuvre pour la première fois lors du rassem-



blement de troupes de la V<sup>e</sup> division. Cette compagnie est chargée non-seulement de l'organisation des magasins, mais aussi de pourvoir, par son propre travail, à la fourniture de la viande, en établissant des boucheries de campagne, et à la fabrication du pain, au moyen de fours militaires et civils. Par conséquent le travail que l'on demandait autrefois uniquement à des fournisseurs est entré dans le domaine militaire et il en résulte une large augmentation de responsabilité pour l'administration de l'armée.

Il n'est pas permis de dire que le système des fournisseurs n'ait plus sa raison d'être, car il sera toujours employé dans les écoles, les cours de répétition et certains services spéciaux ; mais il est incontestable que la concurrence que viennent lui faire, pour le service de campagne, les troupes d'administration, ne produise un bon effet ; on verra de plus près les lacunes à combler et les économies à réaliser.

Il serait prétentieux aussi de porter dès maintenant un jugement définitif sur le système qu'on vient de créer. L'expérience sera la meilleure conseillère à ce sujet et il faut attendre qu'elle puisse parler, pour se prononcer d'une façon équitable et utile.

Cependant il résulte des rapports sur le service de la subsistance des troupes pendant le rassemblement de la V<sup>e</sup> division :

1<sup>o</sup> Que la compagnie d'administration a pu fournir pendant les opérations d'ensemble :

a) la viande à la division complète (soit à 9500 hommes) ;

b) le pain à la moitié de la division (soit à 4500 hommes.)

2<sup>o</sup> Que ces aliments ont été de bonne qualité.

3<sup>o</sup> Qu'il y a eu économie sur les fournisseurs.

4<sup>o</sup> Que la compagnie d'administration a su, par son zèle et ses aptitudes, prouver son utilité.

5<sup>o</sup> Que le personnel prévu par le règlement est tout à fait insuffisant et qu'il a fallu, pour obtenir les résultats ci-dessus, recourir à des aides pris dans la troupe, au nombre de 12 hommes pour la boucherie, et de 14 hommes pour la boulangerie. Or cette dernière ne fournissait que 4500 portions.

6<sup>o</sup> Que le matériel de transport et spécialement celui qui doit servir à former la colonne de vivres doit être absolument en rapport avec le nombre des hommes à nourrir.

7<sup>o</sup> Que le service entre les corps, la colonne de provision et les magasins doit pouvoir se faire régulièrement, avec le matériel qui leur est destiné par le règlement et conjointement avec le service même de la compagnie d'administration.

8<sup>o</sup> Que les ordres de dislocation et tous les ordres relatifs aux changements des corps doivent être donnés avec une régularité parfaite et si possible directement aux officiers responsables des divers services, de façon à éviter :

a) tout retard dans les distributions ;

b) des fourvoiements ;

c) des encombrements ;

d) en un mot afin de ne pas paralyser ou amoindrir les opérations de la compagnie d'administration.

9° Enfin, que la compagnie d'administration doit, autant que faire se peut, être indépendante, en ce sens qu'elle doit posséder dans son personnel et dans son matériel tous les éléments nécessaires pour être à même d'établir elle-même toutes ses constructions, sans avoir recours pour cela à d'autres corps, comme cela a eu lieu à Brugg lors du service dont nous parlons.

Nous nous permettrons d'entrer dans quelques détails sur l'ensemble de la subsistance pendant le dernier rassemblement. La compagnie d'administration recevait, ensuite de contrats passés avec des fournisseurs :

- a) le nécessaire en farine;
- b) le nécessaire en bétail;
- c) le pain pour la moitié de la division qu'elle ne pouvait pas servir directement;
- d) le bois à brûler dont elle avait besoin.

Les légumes, le café, le sucre et le sel étaient supportés par l'ordinaire de chaque corps; mais ensuite d'un contrat conclu par le commissaire de la division avec un fournisseur unique, pour tous ces articles, celui-ci servait les troupes directement, ce qui, dans certains cas, a donné lieu à des complications vu les fréquentes dislocations.

Quant au foin, des fournisseurs spéciaux le livraient par l'intermédiaire de la compagnie d'administration aux corps et pourvoyaient aux colonnes de fourrage.

La boulangerie avait le caractère de boulangerie d'étape et est restée continuellement à Brugg. La boucherie a été d'abord à Brugg et dès le 3<sup>me</sup> jour transférée à Olten à proximité des troupes.

La section des magasins de la compagnie d'administration, qui faisait l'expédition et le chargement des rations pour les différents corps, a transféré successivement ses magasins, suivant la marche des opérations, de Brugg à Olten et à Läfelfingen.

Pendant ce rassemblement de troupes bien des lacunes ont été remarquées, lacunes qui, dans un service de campagne sérieux, auraient pu avoir des conséquences très fâcheuses. Sous l'influence de la situation financière critique du pays on a, évidemment dans un bon but, cherché à faire des économies partout. Mais hélas, aujourd'hui et non-seulement pour la Suisse, les exigences militaires sont forcément considérables; les progrès dans l'art de la guerre ont amené aussi une progression de dépenses. Cela est triste à dire, et il est également pénible de reconnaître que les économies sont moins facile à introduire qu'on ne le suppose à première vue. Ce besoin d'économies eut d'abord pour effet de faire réduire la colonne de provision réglementaire de 36 voitures à 4 chevaux à 20 voitures à 2 chevaux; il est vrai que l'effectif de la division était lui-même réduit d'un quart, mais pour rester dans l'esprit de la loi, il aurait, dans tous les cas, fallu 27 voitures à 4 chevaux. Nous admettons que dans le cas particulier, où les opérations avaient lieu à proximité d'un beau réseau de



chemins de fer, on pouvait réduire les équipages de 4 à deux chevaux, mais cela à titre d'exception. Les 20 voitures accordées pour former la colonne de vivres de la division étant trouvées insuffisantes, on imagina un correctif assez ingénieux, celui de leur adjoindre les chars à approvisionnements des corps, ce qui formait un total d'environ 70 voitures, dont on fit trois groupes, A, B et C, correspondant chacun à un jour. On désignait alors, à tour de rôle, la subdivision qui devait aller toucher des vivres au magasin, celle qui était chargée de suivre la division pour la subsistance de la journée et enfin celle qui devait marquer la place de la colonne de vivres réglementaire. Mais ainsi les différents corps n'avaient plus leurs chars à leur disposition immédiate; aussi cette combinaison, admissible en temps de paix, aurait-elle dû être écartée en temps de guerre, étant prévus les cas d'isolement des sources d'approvisionnement.

On cite comme une des causes de retard dans les distributions l'arrivée tardive des ordres, ensorte que des chars de vivres, qui auraient pu être dirigés plus tôt sur les divers détachements, ne partaient que longtemps après la troupe, laquelle dans ce cas ne trouvait, en arrivant à destination, rien pour commencer à cuire la soupe.

Quant aux économies qui paraissent avoir été réalisées et qui se chiffrent par environ :

fr. 2000 pour la boucherie de campagne et par

» 900 pour la boulangerie » »

solde et entretien de la compagnie d'administration compris, il ne faut pas se faire d'illusion à ce sujet, car il y a eu des frais d'installation qui sont coûteux, surtout quand on ne peut les répartir que sur un petit nombre de jours de service. Mais nous nous empressons d'ajouter qu'il est incontestable que beaucoup de personnes ont été trompées en bien sur les résultats obtenus et que ceux-ci peuvent, surtout au premier essai, être considérés comme très favorables.

Nous avons lieu de croire qu'avec la persévérance la compagnie d'administration arrivera à rendre de bons services. Des hommes intelligents et dévoués vouent une sollicitude particulière à cette nouvelle institution et, s'ils sont utilement secondés, ils la développeront et la populariseront toujours davantage. En même temps, il ne faut pas perdre de vue que des fournisseurs seront toujours et par la force des choses appelés à rendre des services utiles.

Le service des quartier-maitres s'est naturellement ressenti de tous les changements introduits par la nouvelle organisation militaire. Ils ont eu l'occasion de se rendre compte durant le dernier rassemblement de troupes du travail considérable et de l'initiative qui leur sont demandés s'ils veulent remplir convenablement leur mission.

A ce sujet nous croyons que, dans l'intérêt du service, les quartier-maitres doivent être complètement en dehors de ce qui a trait à la fabrication elle-même des aliments, puisqu'il s'agit



La tâche de l'administration d'une armée est grande et tous les événements militaires auxquels nous assistons depuis 20 ans l'ont surabondamment prouvé. On a dû donner de plus en plus d'importance à cette branche de service, et cependant on a toujours à se plaindre d'une activité encore insuffisante ensuite de la rapidité actuelle des opérations.

Il est heureux qu'on rende aujourd'hui à l'administration les égards qui lui sont dus et qu'on reconnaisse la nécessité du contact constant qui doit exister entre celle-ci et les commandants des différents corps.

L'armée souffrira toutes les fois que l'administration ne fera pas son devoir, comme aussi lorsque les commandants de troupes et les commandants supérieurs négligeront de faire connaître à temps, les premiers, les besoins de leur troupe, les seconds, la direction qui doit être donnée aux colonnes de vivres.

Nous ne devons pas oublier la position géographique de notre pays et les caractères des opérations militaires auxquelles nous pouvons être appelés. On est frappé, lorsqu'on y réfléchit, de la diversité des situations dans lesquelles nous pouvons nous trouver. Pour tout ce qui touche aux approvisionnements, la plus ou moins grande facilité des communications, la saison, la température sont autant de facteurs dont il faut tenir compte; c'est pourquoi il nous paraît nécessaire de savoir combiner l'ancien système des fournitures par les entrepreneurs avec la nouvelle institution dont nous avons maintenant fait l'essai, la compagnie d'administration.

Essayons de nous reporter à la dernière occupation du Jura, dans les mois de janvier et de février 1871, et de nous rappeler combien les approvisionnements y étaient difficiles, tandis que, s'il s'était agi de ravitailler ces mêmes troupes sur le plateau suisse, à proximité des chemins de fer, que de difficultés levées, que d'économies réalisées sur plusieurs points, que de peines et de pertes évitées! Lorsque l'armée de Bourbaki arriva en Suisse, que seraient devenus les approvisionnements sans le concours généreux et patriotique de tous les citoyens? Ces faits nous montrent combien nous sommes peu prêts aux grands événements et combien il nous faut avoir de cordes à notre arc si nous voulons être à la hauteur de notre tâche et pouvoir parer à toutes les éventualités. Pour cela il faut des hommes, du matériel et du dévouement de la part de tous dans les moments difficiles. Il faut que l'administration soit rigoureuse dans ses choix, car elle a besoin d'hommes intelligents et d'initiative. Il faut que les écoles d'administration soient pratiques et bien dirigées. Il faut que les quartier-maitres aient une très grande sollicitude pour la troupe et qu'ils ne se laissent pas décourager par la tâche pénible et très ingrate qui leur est dévolue. Il faut que les quartier-maitres, tout en se souvenant qu'ils reçoivent des directions de leurs supérieurs hiérarchiques, n'oublient pas qu'ils sont à la disposition et sous les ordres de leur commandant de bataillon, de régiment ou de brigade et qu'il est de leur devoir de concilier tout

cela pour le bien du service et pour la convenance des rapports réciproques entre commandement et administration. Avec de la bonne volonté rien ne s'y oppose et de plus l'esprit militaire l'exige.

Il faut que tous les officiers de l'armée suisse se tendent une main solidaire et confiante et, comme le disait M. le colonel Rothpletz, dans un de ses remarquables ordres du jour de la Ve division, qu'ils poursuivent un but de travail commun et coordonné.

Il faut aussi que les autorités nous donnent ce qui nous est nécessaire pour marcher et avant tout un *règlement d'administration* en rapport avec les besoins actuels. Ce règlement que nous demandons depuis longtemps avec instance ne peut pas être attendu davantage sans qu'il en résulte une situation dangereuse pour le pays; aussi osons-nous espérer qu'en face de cette responsabilité nos réclamations seront enfin entendues.

A. D.-M.

---

### CIRCULAIRES ET PIÈCES OFFICIELLES.

*Du Département militaire suisse. 24 avril, n° 60/31.* Comme le repassage défectueux des canons de fusils à la lime et à l'émeri nuit considérablement à la précision de l'arme, nous nous sommes vus dans le cas de décider, le 13 juin 1876, que les réparations d'armes ne devaient être faites que par la fabrique d'armes et par les arsenaux des cantons installés à cet effet ou par des armuriers privés spécialement autorisés.

De cette manière, nous avons cru que les réparations seraient faites avec soin et que la Confédération et les cantons seraient préservés de tout dommage, qu'en outre le porteur de l'arme qui, à teneur de l'ordonnance du 2 juillet 1875, doit supporter les frais de réparation autres que ceux occasionnés par des défauts de matériel et de construction, ne seraient pas astreint à payer des frais exagérés sous ce rapport, attendu que les armuriers privés autorisés à faire ces réparations sont tenus de ne réclamer que les prix fixés par le tarif fédéral du 3 mai 1876.

Suivant les rapports qui nous sont parvenus à cet égard, il arrive toujours que des militaires remettent leurs armes à réparer à des serruriers, couteliers, etc., qui, manquant des connaissances techniques nécessaires, ne peuvent faire que des réparations défectueuses et risquent même souvent d'abîmer les armes.

Il est donc d'un intérêt général de combattre ces abus, ce qui pourrait avoir lieu avec efficacité si les autorités militaires cantonales portaient les noms des armuriers et des ateliers à la connaissance des militaires et si elles rendaient ces derniers responsables de l'endommagement des armes par suite de réparations défectueuses ou malentendues.

Il serait également urgent d'attirer l'attention des hommes portant fusil sur cet état de choses soit par le moyen des ordres journaliers dans les écoles de recrues et les cours de répétition, soit à l'occasion de l'enseignement théorique de la connaissance des armes ou dans les inspections.

L'importance de la chose nous porte à croire que les autorités militaires cantonales ainsi que les inspecteurs et instructeurs fédéraux chercheront par les voies indiquées à contribuer de tout leur pouvoir à un bon entretien des armes à feu.

---

Le Conseil fédéral a procédé le 18 courant aux promotions et nominations suivantes dans le corps des officiers :

#### I. PROMOTIONS.

*Section des chemins de fer de l'état-major général.*

Au grade de colonel, le lieut.-colonel Zschokke, Olivier, à Aarau.

*Infanterie.*

Au grade de lieutenant-colonel : les majors David, Constant, à Correvon ; Gygax, Jean, à Berne ; Indermuhle, Jean, à Interlaken ; Jakob, Jean, à St-Gall ; Vuille, Paul, à Chaux-de-Fonds ; Greisshusler, Aloïs, à Lucerne.

*Cavalerie.*

Au grade de major : le capitaine Blumer, Othmar, à Freyenstein.

*Troupes d'administration.*

Au grade de major : Veuve, Jules Henri, à Winterthour ; Schürpf, Robert, à St-Gall.

Au grade de capitaine . les 1<sup>ers</sup> lieutenants Cuony, Hippolyte, à Fribourg ; Rufet, Octave, à Genève ; Luscher, Henri, à Oberentfelden ; Kunz, Théodore, à Berne ; Altwegg, Jean, à Frauenfeld ; Schupbach, Adolphe, à Berne ; Brunner, Rodolphe, à Uster ; Gonet, Alexis, à Lausanne.

Au grade de premier-lieutenant, les lieutenants Siegwart, Ferdinand, à Kussnacht ; Strikler, Charles, à Zurich ; Flury, Otto, à Soleure ; Bolliger, Jean, à Bâle ; La Roche, François, à Bâle ; Welti, Godefroy, à Liestal ; Siegfried, Benoni, à Zofingue ; Guinand, François, à Neuchâtel ; Bauler, Emmanuel, id ; Boéchat, Joseph, à Fribourg ; Bauert, Albert, à Aussersihl ; Ernst, Henri, à Hottingen ; Möllinger, Oscar, à Fluntern ; Breithaupt, Marc, à Genève ; de Roguin, Louis, à Lausanne ; Zinggeler, Albert, à Wädenswil ; Leemann, Adolphe, à Zoflikon (Zurich) ; Jenni, Jean, à Morat ; Barrelet, Paul, à Collombier ; Sahli, Frédéric, à Berne ; Gagg, Auguste, à Wald (Zurich) ; Moser, Charles, à Thoune ; Burri, Jules, à Bâle ; Schulthess, Emile, à Zurich ; Weibel, Frédéric, à Aarberg ; Kneubuhler, Emile, à Willisau ; Siegfried, Charles, à Zofingue ; Suter, Hermann, à Berne ; Tritten, Ernest, à Berne ; Leuenberg, J.-U., à Langnau ; Fleury, Albert, à Porrentruy ; Demiéville, Adrien, à Lausanne ; Dietschi, Charles, à Lenzbourg.

II. REMISE DE COMMANDEMENTS.

Comme commandant du

|                                          |                                                                                                                                                            |
|------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Régiment d'infanterie N <sup>o</sup> 2 : | Lieut.-colonel David, à Correvon.                                                                                                                          |
| „ „ 10 :                                 | „ Wirth, à Interlaken, jusqu'ici commandant du 12 <sup>e</sup> régiment.                                                                                   |
| „ „ 11 :                                 | „ Gygax, à Berne.                                                                                                                                          |
| „ „ 12 :                                 | „ Indermuhle, à Interlaken.                                                                                                                                |
| „ „ 15 :                                 | „ Geisshusler, à Lucerne.                                                                                                                                  |
| „ „ 28 :                                 | „ Jakob, à St-Gall.                                                                                                                                        |
| Rég. d'infanterie de landwehr „ 6 :      | „ Vuille, à Chaux-de-Fonds.                                                                                                                                |
| „ „ 13 :                                 | „ Thalmann, J., à Lucerne.                                                                                                                                 |
| Régiment des dragons „ 5 :               | „ Major Blumer, Othmar, à Freyenstein, en remplacement du lieut.-colonel Jb. Wegmann, mis à disposition à teneur de l'art. 58 de l'organisation militaire. |

Les élèves ci-après qui ont pris part aux écoles préparatoires d'officiers des troupes d'administration I et II ont été nommés officiers des troupes d'administration :

Au grade de premier-lieutenant : les 1<sup>ers</sup> lieutenants d'infanterie Krebs, Paul, à Berne ; Biehli, Jean, à Aarau ; Bouchat, Jean, à Saignelégier ; Fahrländer, Arthur, à Laufenburg ; Weber, Xavier, à Munster (Lucerne) ; Liechti, Frédéric, à Berne ; Scherrer, Albert, à Neunkirch.

Au grade de lieutenant, les lieutenants d'infanterie Bach, Conrad, à St-Gall ; Burnier, Jules, à Bière ; Leutwyler, Jacob, à Menzikon ; Burkhard, Charles, à Zurich ; les sous-officiers ci-après : Saugy, Samuel, à Genève ; Meyer, Maurice, à Delémont ; Huber, Henri, à Zurich ; Lugon, Victor, à Martigny ; Ducrey, Alexis, à Martigny ; Töndury, Jean-Baptiste, à Zurich ; Ludi, Théophile, à Thoune ; Luchsinger, Rodolphe, à Glaris ; Kradolfer, Rodolphe, à Berne ; Jaques, Emile, à Echallens ; Conradi, Max, à Neukirch, Thurgovie ; Mottier, François, à Lausanne ; Giroud, Jules, à Morges ; Messerli, Frédéric, à Berne ; Simon, Jakob, à Berthoud ; Ringk, Emile, à Schaffhouse ; Burcher, Joseph, à Brigue ; Stampfli, Jakob, à Yverdon ; Ballmer, Guillaume, à Liestal ; Muff, François-Jos., à Hohenrain ; Oswald, Pierre, à Bâle-Rochat, Lucien, à Lausanne ; Lerch, Godefroi, à Koniz ; Kunz, Charles, à Winterthur ; Jullien, Alexandre, à Genève ; Huguenin, Arnold, à Chaux-de-Fonds ; Steigner, Albert, à Zofingue ; Henry, Oscar, à Lausanne ; Studli, Jean, à Flavyl ; Ochsner, Conrad, à Winterthur ; Binder, Edouard, à Genève ; Monachon, François,

à Cossonay ; Bächler, Charles, à Berne ; Jans, Charles, à Neuchâtel ; Schmidt, Emile à Zoug ; Stähelin, Guillaume, à Wattwyl ; Isoz, François, à Lausanne ; Braunschweiler, Bernard, à Buhler.

## NOUVELLES ET CHRONIQUE

Le Département militaire fédéral s'occupe en ce moment de la publication d'un manuel pour les sous-officiers. Ce manuel, dont le plan est déjà tracé et a été communiqué aux sociétés des sous-officiers, traiterait les points suivants : Constitution fédérale, géographie militaire, lecture des cartes et étude du terrain, théorie de tir et connaissance de l'arme, principes de la tactique élémentaire, rôle du sous-officier dans le combat, travaux des pionniers de campagne, le combat moderne pour les trois armes, la position de l'arme du génie, le service sanitaire et le service administratif dans leurs rapports avec les différentes armes, la position du sous-officier, sa compétence en matière pénale, etc. C'est M. le lieutenant-colonel d'Elgger qui serait chargé de la rédaction de ce manuel.

ZURICH. — La société de gymnastique d'hommes de Winterthur, vient de décider d'ouvrir, pour la durée de l'été, un cours libre et gratuit de gymnastique militaire, auquel pourront assister tous les jeunes gens de Winterthur et des communes avoisinantes, âgés de 16 à 20 ans.

ANGLETERRE. Un récent procès militaire a mis au grand jour une défectuosité du système de recrutement dans l'armée anglaise, provenant de la mauvaise tenue des registres constatant l'état civil ou militaire des personnes, ainsi que du respect exagéré de la liberté individuelle.

Il s'agissait du jugement d'un soldat du 14<sup>e</sup> régiment d'infanterie, James Morrissey, qui commença par être mousse à bord du navire de guerre « l'*Inflexible* » et fut congédié avec déshonneur du service en 1868. Pendant l'été de 1871, il s'engagea dans le 6<sup>e</sup> Lancashire militia, s'enrôla de nouveau, au commencement de 1872, dans le Liverpool militia. Un an après, il s'engagea dans le 2<sup>e</sup> Lancashire militia. En janvier 1874, il rejoignit le Royal artillery ; au printemps de la même année, il entra dans la Durham militia ; dans le courant de septembre, il prit du service comme matelot à bord d'un navire marchand ; il se révolta en pleine mer et fut puni de 18 mois de prison. Aussitôt sorti de prison, il recommence ses engagements frauduleux, et pendant le mois de septembre 1876 il s'enrôle successivement dans le 2<sup>e</sup> Lancashire militia, le 5<sup>e</sup> West-York militia, puis dans le 20<sup>e</sup> régiment d'infanterie. Il déserte deux ou trois jours après pour prendre du service dans le 14<sup>e</sup> d'infanterie, et comme soldat de ce régiment il passe trois fois devant le conseil de guerre.

Il est probable qu'un grand nombre d'hommes sont dans le même cas, beaucoup doivent faire partie de plusieurs régiments de milice et appartenir en même temps à la réserve de l'armée.

Pour remédier à de telles fautes, on marquait jadis les déserteurs, mais cette peine a été supprimée et les abus vont en se multipliant.

---

A Paris, chez TANERA ; à Lausanne, chez B. BENDA, éditeurs ;

# GUERRE D'ORIENT

EN 1876-1877

Esquisse des événements militaires  
et politiques

par

**Ferdinand LECOMTE,**

colonel-divisionnaire.

Tome I<sup>er</sup>, in-8° avec 3 cartes, 6 francs.

**Le Tome II<sup>me</sup> paraîtra prochainement.**

---

LASUANCE. — IMPRIMERIE A. BORGEAUD. — CITÉ-DERRIÈRE, 26.

# REVUE MILITAIRE SUISSE

N° 10. Lausanne, le 18 Mai 1878. XXIII<sup>e</sup> Année

SOMMAIRE. — Rapport du Département militaire fédéral sur sa gestion en 1877, p. 197. — La marche en campagne, p. 201. — Troisième loi d'impôt militaire, p. 203 — Note sur les mesures de longueur, p. 206. — Nouvelles et chronique, p. 207.

SUPPLÉMENT DES ARMES SPÉCIALES. — Emploi de l'artillerie divisionnaire dans le combat, p. 209. — Nouvelles et chronique, p. 224.

## Rapport du Département militaire fédéral sur sa gestion en 1877.

La *Revue* a publié précédemment le texte complet de ces rapports annuels que le développement de notre organisation militaire du 13 novembre 1874 rend chaque année plus volumineux.

Nous nous bornerons pour cette année à en extraire quelques renseignements qui nous paraissent devoir spécialement intéresser nos lecteurs.

### Effectif de l'armée fédérale au 1<sup>er</sup> janvier 1878.

#### A. ELITE

##### 1. Par division :

|                                                                                                       | Effectif réglementaire | 1878    |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------|---------|
| I <sup>re</sup> division . . . . .                                                                    | 13,493                 | 17,079  |
| II <sup>e</sup> » . . . . .                                                                           | 12,717                 | 14,695  |
| III <sup>e</sup> » . . . . .                                                                          | 12,717                 | 12,439  |
| IV <sup>e</sup> » . . . . .                                                                           | 12,717                 | 11,915  |
| V <sup>e</sup> » . . . . .                                                                            | 13,493                 | 15,843  |
| VI <sup>e</sup> » . . . . .                                                                           | 12,717                 | 14,964  |
| VII <sup>e</sup> » . . . . .                                                                          | 12,717                 | 15,228  |
| VIII <sup>e</sup> » . . . . .                                                                         | 11,717                 | 15,490  |
| Officiers et troupes ne faisant pas partie de divisions . . . . .                                     | 2,090                  | 2,223   |
| Officiers et secrétaires de l'état-major, à teneur de l'art. 58 de l'organisation militaire . . . . . | —                      | 201     |
| Total,                                                                                                | 105,378                | 120,077 |

##### 2. Par armes :

|                                    | Effectif réglementaire | 1878    |
|------------------------------------|------------------------|---------|
| Etat-major général (*) . . . . .   | 54                     | 55      |
| Officiers judiciaires . . . . .    | 30                     | 37      |
| Infanterie . . . . .               | 77,580                 | 94,235  |
| Cavalerie . . . . .                | 3,412                  | 2,064   |
| Artillerie . . . . .               | 14,500                 | 16,413  |
| Génie . . . . .                    | 4,898                  | 3,596   |
| Troupes sanitaires . . . . .       | 4,528                  | 2,728   |
| Troupes d'administration . . . . . | 376                    | 409     |
| Total,                             | 105,378                | 120,077 |

(\*) Le chiffre des officiers de la section des chemins de fer de l'état-major général n'est pas fixé par la loi et ne figure dès lors pas ici.



B. LANDWEHR

Par armes :

|                                    | Effectif<br>réglementaire | 1878   |
|------------------------------------|---------------------------|--------|
| Etat-major général . . . . .       | —                         | —      |
| Infanterie . . . . .               | 77,408                    | 78,226 |
| Cavalerie . . . . .                | 3,369                     | 2,485  |
| Artillerie . . . . .               | 7,208                     | 8,075  |
| Génie . . . . .                    | 4,882                     | 2,235  |
| Troupes sanitaires . . . . .       | 3,776                     | 893    |
| Troupes d'administration . . . . . | 376                       | 5      |
| Total,                             | 97,019                    | 91,919 |

Le Département militaire signale à nouveau des lacunes importantes dans le corps des officiers de l'élite et de la landwehr, en les attribuant à l'insuffisance du budget qui ne permet pas d'appeler annuellement le nombre d'élèves voulu aux écoles préparatoires d'officiers.

Les états-majors des corps de troupes combinés de l'élite sont à peu près complets. En revanche, les état-majors des corps de troupes de la landwehr présentent de nombreuses lacunes, surtout en adjudants. En cas de besoin il y aurait lieu de recourir aux officiers mis à disposition du Conseil fédéral, en vertu de l'art. 58 de l'organisation militaire.

*Recrutement.*

Pour se conformer au désir exprimé par les Chambres fédérales, à l'occasion de la discussion sur le rétablissement de l'équilibre financier, le département a cherché à se tenir le plus près possible du chiffre de 13,000 recrues reconnu nécessaire pour maintenir au complet l'armée de campagne à l'effectif réglementaire. A cet effet, on a recommandé aux officiers chargés du recrutement, la plus stricte application des prescriptions sur l'aptitude des hommes pour le service, ces mesures strictement exécutées ont diminué le pour cent des recrues déclarées aptes au service, de 57 % en 1876 à 48,2 % en 1877, ainsi que l'indique par division le tableau suivant :

|                                    | 1876   | 1877   | Différence<br>1876-1877 |
|------------------------------------|--------|--------|-------------------------|
| I <sup>re</sup> division . . . . . | 67,0   | 58,6   | 8,4                     |
| II <sup>e</sup> » . . . . .        | 48,5   | 44,8   | 3,7                     |
| III <sup>e</sup> » . . . . .       | 52,0   | 49,1   | 2,9                     |
| IV <sup>e</sup> » . . . . .        | 61,0   | 44,7   | 16,3                    |
| V <sup>e</sup> » . . . . .         | 56,6   | 44,9   | 11,7                    |
| VI <sup>e</sup> » . . . . .        | 52,2   | 45,2   | 7,0                     |
| VII <sup>e</sup> » . . . . .       | 62,2   | 48,3   | 13,9                    |
| VIII <sup>e</sup> » . . . . .      | 58,9   | 49,3   | 9,6                     |
| Moyenne,                           | 57,0 % | 48,2 % | 8,8 %                   |

Le motif du chiffre surprenant d'hommes aptes au service dans le 1<sup>er</sup> arrondissement de division doit encore faire l'objet de nouvelles investigations, dit le rapport.

Sur 26,286 jeunes gens qui se sont présentés en automne 1877 pour le recrutement de 1878, 12,670 ont été reconnus aptes au service et répartis dans les unités de troupes, — 5,450 ont été dispensés pour plus ou moins de temps, et 8166 ont été déclarés impropres au service.

La répartition des recrues entre les corps se trouve en proportion de l'effectif réglementaire :



|                                    | Recrues | Sur l'effectif réglementaire de: | %    |
|------------------------------------|---------|----------------------------------|------|
| Infanterie . . . . .               | 8,479   | 77,580                           | 10,9 |
| Cavalerie . . . . .                | 459     | 3,412                            | 13,4 |
| Artillerie . . . . .               | 1,942   | 14,622                           | 13,3 |
| Génie . . . . .                    | 833     | 4,898                            | 17,4 |
| Troupes sanitaires . . . . .       | 882     | 4,406                            | 20,0 |
| Troupes d'administration . . . . . | 75      | 376                              | 19,9 |

*Personnel d'instruction.*

L'effectif du personnel d'instruction était à la fin de l'année 1877 de :

|                                    |                  |
|------------------------------------|------------------|
| Infanterie . . . . .               | 118 hommes       |
| Cavalerie . . . . .                | 14 »             |
| Artillerie . . . . .               | 36 »             |
| Génie . . . . .                    | 8 »              |
| Troupes sanitaires . . . . .       | 6 »              |
| Troupes d'administration . . . . . | 3 »              |
|                                    | <hr/> 185 hommes |

Le nombre des instructeurs d'infanterie, de cavalerie et des troupes sanitaires est inférieur à celui de l'année dernière, parce que les places devenues vacantes dans l'intervalle n'ont pas été repourvues en raison de ce que la plupart des cours et des écoles étaient terminés. L'artillerie seule compte 2 instructeurs de plus.

L'effectif général du personnel d'instruction s'est augmenté de trois places d'instructeurs, créées pour les troupes d'administration par la loi fédérale du 16 juin 1877.

*Infanterie.*

Dans chaque arrondissement de division il y a eu pour l'infanterie, 3 écoles de recrues de la durée réglementaire de 45 jours, avec 8 jours de service préparatoire pour les cadres.

On prétend que, depuis la centralisation de l'instruction, l'infanterie est arrivée à un degré de développement plus élevé, surtout en ce qui concerne la discipline, l'aptitude à la marche et au tir, ainsi qu'en général dans l'uniformité de l'instruction. Les rapports d'école et d'inspection relèvent spécialement une plus grande initiative des cadres et surtout des sous-officiers ; mais ces résultats sont encore insuffisants, parce que les écoles de recrues finissent précisément au moment où le succès de l'instruction commence à devenir un fait acquis et durable.

9,007 recrues de carabiniers et de fusiliers ont été instruites en 1877, et 291 sous-officiers et soldats ont été recommandés pour le brevet d'officier à la sortie de l'école d'aspirant-officier.

Les cours de répétition de l'infanterie ont eu lieu pour la première fois en 1877, dans l'ordre fixé, prévoyant l'appel sous les armes, successivement, de deux en deux ans, du bataillon, du régiment, de la brigade et de la division d'armée.

A ces cours ont été appelés :

|                                                                |                |
|----------------------------------------------------------------|----------------|
| La IV <sup>e</sup> division, pour des manœuvres de bataillons, | 13 bataillons. |
| La VII <sup>e</sup> » » régiment,                              | 13 »           |
| La I <sup>e</sup> » » brigade                                  | 14 »           |
| La V <sup>e</sup> » » division                                 | 14 »           |

Total 

---

 54 bataillons.

Le résultat de cet exercice a été généralement satisfaisant, les chefs d'unités de troupes, commandants de bataillons, de régiments et de brigades, ont fait des efforts pour être en mesure de commander les

troupes sous leurs ordres en temps de guerre. Les exercices combinés des différentes armes ont spécialement éveillé l'attention des officiers.

Conformément à l'arrêté du 27 décembre 1875, fixant le tour de rôle des cours de répétition, les corps de la V<sup>e</sup> division de l'armée devaient assister à leur cours de répétition par division. Les manœuvres ont été organisées selon les prescriptions de l'art. 104 de la loi militaire, et elles ont eu lieu du 6/8 au 23 septembre, avec toutes les armes spéciales faisant partie de la division, à l'exception de deux ambulances du lazaret de campagne. Les manœuvres de division ont été exécutées dans l'arrondissement même de la division.

Le Département militaire n'a donné au commandant de la division que des directions générales, et lui a spécialement recommandé de rester dans les limites des crédits alloués à cet effet par les Chambres fédérales. Du reste la direction des exercices a été laissée tout entière au commandant de la division, direction qui s'est étendue également, pour l'infanterie, aux cours préparatoires qui ont précédé les manœuvres de division.

L'effectif général des troupes qui ont pris part au cours de répétition dans l'arrondissement de division s'est élevé à 9397 hommes et 1572 chevaux.

Les états-majors sont entrés au service les 4 et 5 septembre, les troupes les 6 et 7 septembre, à l'exception de la cavalerie, dont la troupe n'a été rassemblée que le 13 et qui n'a pu ainsi recevoir d'instruction préparatoire. A l'exception du détachement marquant l'ennemi, toute la division a été concentrée près de Brugg le 15 septembre et inspectée par le chef du département militaire, après quoi elle a pris ses cantonnements de combat. Les manœuvres de division ont ensuite eu lieu du 16 au 23 septembre. Le retour de la troupe dans ses foyers s'est effectué le 24 septembre.

La V<sup>e</sup> division de l'armée était la première du tour de rôle fixé pour les manœuvres de division ; c'est pourquoi elle s'est trouvée dans une situation exceptionnellement difficile. Elle était nouvellement formée, ensorte qu'il ne pouvait pas être question d'une parfaite homogénéité dans les états-majors et les unités de troupes. Elle manquait en outre des exercices préparatoires de régiment et de brigade, qui, à teneur de la loi, doivent précéder, pour les bataillons d'infanterie, les manœuvres de division, afin de préparer les chefs et les troupes à ces manœuvres importantes. Ces exercices préparatoires ont, en conséquence, dû se faire dans les cours qui ont précédé les manœuvres de division, et, quoique les exercices de tir en aient été éliminés, nombre de places d'armes manquant du reste des installations nécessaires, il n'a cependant pas pu y être consacré le temps absolument indispensable. Un autre inconvénient, qui ne devait pas non plus contribuer à obtenir un bon résultat, provenait de ce que sur les 5 à 6 classes d'âge appelées au cours de répétition, les trois plus jeunes seulement avaient reçu une instruction conforme, et de ce que par suite de l'absence de sous-officiers des plus anciennes classes d'âge, dispensés par la loi du service en temps de paix, les fonctions de sous-officiers de grades supérieurs se sont souvent trouvées entre les mains de novices, qui devaient exercer pour la première fois, dans le service de campagne, des fonctions qui ne leur étaient pas encore connues. Si, néanmoins, les résultats des manœuvres ont été meilleurs qu'on aurait pu s'y attendre, les cours dont il s'agit, et qu'on a reconnus comme une école préparatoire excellente pour les grandes manœuvres, n'y ont pas peu contribué. Les principaux avantages qui en sont résultés sont les suivants : plus grande aptitude de la troupe pour la marche, par suite de la continuité des exercices, bonne

tenue et tranquillité de la troupe sous les armes, une certaine facilité dans les mouvements en ordre serré et une meilleure discipline de feu.

Les manœuvres de division ont été basées sur une supposition du commandant, ensuite de laquelle la division devait dans son ensemble opérer contre un ennemi marqué qui recevait ses ordres directement des officiers chargés de remplir les fonctions de juges de camp. Quoique les opinions soient partagées sur la question de savoir si cette méthode d'opération est exacte ou s'il ne vaudrait pas mieux renoncer au système de faire marquer l'ennemi pour les grandes manœuvres et partager simplement la division, la première méthode a été adoptée pour fournir au commandant l'occasion de conduire la division, et aux états-majors de s'exercer dans le service pratique.

Les exercices de tir d'un jour, pour les troupes de l'élite portant fusil et ne faisant pas de service dans l'année, ont eu lieu pour la première fois en 1877.

Chaque homme était tenu de tirer 25 coups par exercice, à l'exception des militaires qui prouvaient par leurs livrets de tir avoir tiré les 25 coups dans une société de tir, lesquels étaient dispensés.

Cette faveur a été accueillie dans les proportions ci-après :

| Divisions.    | Ont pris part aux exercices<br>de tir obligatoire : | Ont tiré dans<br>les sociétés. |
|---------------|-----------------------------------------------------|--------------------------------|
| I. . . . .    | 4,235                                               | 502                            |
| II. . . . .   | 5,953                                               | 2,400                          |
| III. . . . .  | 3,395                                               | 3,351                          |
| IV. . . . .   | 1,277                                               | 1,050                          |
| V. . . . .    | 3,010                                               | 1,933                          |
| VI. . . . .   | 5,445                                               | 4,989                          |
| VII. . . . .  | 4,127                                               | 951                            |
| VIII. . . . . | 6,704                                               | 3,009                          |
|               | 34,146 hommes.                                      | 18,190 hommes.                 |

Le canton de Lucerne n'est pas compris dans ces chiffres, parce que les exercices n'ont pu y avoir lieu. On ne connaît pas le nombre des hommes qui ont tiré dans les sociétés de tir du canton du Valais.

Les résultats obtenus dans les exercices obligatoires n'ont pas été brillants; la discipline, en quelques endroits, a aussi laissé à désirer.

L'année 1877 a vu s'augmenter le nombre des sociétés de tir; 1356 sociétés, avec 56982 membres, se sont annoncées pour obtenir la bonification de munition prévue par l'ordonnance du 29 novembre 1876, et 58 sociétés ont dû être exclues du subside fédéral pour avoir enfreint les prescriptions réglementaires.

La landwehr a été inspectée dans les II<sup>e</sup>, III<sup>e</sup>, VI<sup>e</sup> et VIII arrondissements de division, et cela autant que possible de manière à ce que les hommes aient pu rentrer chez eux le même jour.

Sur 37,604 officiers, sous-officiers et soldats, inscrits sur les contrôles dans ces quatre arrondissements de division, 32,016 se sont présentés. L'armement a donné lieu à peu d'observations, d'autre part l'habillement est en général très usé. Les rapports s'expriment d'une manière favorable sur la tenue de la troupe.

#### *Cavalerie.*

Comme les années précédentes, les chevaux de cavalerie ont de nouveau été fournis cette année par les recrues, et achetés dans le pays auprès d'éleveurs et de marchands, ainsi qu'à l'étranger. Mais c'est toujours de l'étranger que nous devons en tirer la plus grande partie; quoique les autorités militaires aient constamment encouragé les recrues à se procurer et à fournir des chevaux qualifiés pour leur service par-

ticulier et celui de la cavalerie, il y en a relativement peu qui aient fait usage de ce droit réglementaire.

Les éleveurs et les marchands de chevaux du pays ont eu l'occasion de présenter et de vendre leurs meilleurs produits à une Commission d'achat qui s'était rendue sur plusieurs marchés de remonte, organisés à cet effet dans diverses contrées de notre pays.

Pour les achats à l'étranger on a choisi les mêmes contrées que celles d'où le plus grand nombre des chevaux avait été tiré en 1875 et en 1876, savoir : le Hanovre, l'Oldenbourg et la Frise orientale. Les chevaux de ces pays sont ceux qui nous conviennent le mieux, et le public lui-même apprécie toujours de plus en plus les formes et les qualités de ces chevaux du nord de l'Allemagne, où depuis de longues années on s'occupe exclusivement et systématiquement de l'élevage de cette race de chevaux.

Le prix d'un cheval de remonte remplissant les conditions exigées pour notre cavalerie de milice, c'est-à-dire pouvant être utilisé aussi bien pour le service de cavalerie que pour le service privé, avait été fixé à 1300 fr., par une grande Commission nommée à l'occasion de l'élaboration du projet de la nouvelle organisation militaire. Dans ce chiffre tous les frais étaient compris jusqu'à l'arrivée des chevaux dans les dépôts.

Ce prix a été excédé de quelques francs lors des premiers achats. Il s'est élevé dès lors à fr. 1400, ce qui doit être attribué non-seulement à l'adoption d'un type de cheval un peu plus fort, mais encore aux nombreuses demandes du commerce et aux achats effectués pour le compte d'autres Etats. Il ne serait donc pas possible à la Commission de se procurer, au-dessous du prix actuel, les chevaux nécessaires à nos dépôts de remonte, à moins que l'on ne voulût se contenter d'une race plus légère et d'une qualité inférieure, ce qui ne remplirait pas le but que l'on se propose et ne tiendrait pas compte non plus des préférences de la population.

Il a été acheté en 1877, 67 chevaux dans le pays ;

» » 348 » à l'étranger.

Le prix moyen des achats faits à l'étranger pour 1878 s'élève à 1192 fr. 04 par cheval, auquel il y a à ajouter 25 fr. 83 pour prix moyen des frais de transport.

Le dressage des chevaux de recrues de cavalerie a eu lieu dans quatre cours de 110 jours chacun, et dans deux cours de 20 jours chacun pour les chevaux des cavaliers instruits avant 1875.

Dans les premiers cours de remonte, le travail consacré à chaque cheval a été en moyenne de 80 heures, et, dans les deux derniers cours, de 25 heures. Chaque cheval de recrue a en outre été attelé seul jusqu'à ce qu'il se soit soumis volontairement à cet usage.

Le résultat général du dressage a été plus favorable cette année que précédemment ; l'état de santé des chevaux a de même été assez normal dans tous les cours. Les chevaux remis aux recrues étaient en mesure de satisfaire aux exigences du service de la cavalerie, à l'exception de quelques-uns achetés dans le pays.

Les recrues ont reçu leur instruction dans une école de guides et dans trois écoles de dragons. La première a été suivie par 13 hommes de cadres et par 67 recrues ; les dernières, par 80 hommes de cadres et 283 recrues.

Les cours de répétition ont eu lieu conformément à l'art. 108 de la loi sur l'organisation militaire.

Afin de terminer l'armement uniforme de la troupe des 24 escadrons de dragons, au moyen de mousquetons, on a organisé des cours spé-

ciaux de 10 jours de durée, auxquels on a appelé les sous-officiers et les soldats qui n'avaient pas encore appris le maniement du mousqueton.

### *Artillerie.*

On a instruit 2458 recrues, en totalité, dans les écoles de recrues de cette année; elle se répartissent comme suit entre les diverses parties de l'artillerie et du train d'armée :

1549 recrues d'artillerie de campagne savoir :

369 recrues canonnières de batteries attelées,

544 » de train » » »

30 » d'artillerie de montagne,

124 » canonnières de colonnes de parc,

343 » de train de colonnes de parc,

139 » ouvriers et trompettes,

209 recrues d'artillerie de position, sur lesquelles 5 recrues ouvriers et trompettes,

78 recrues artificiers, sur lesquelles 2 recrues trompettes,

622 » de train d'armée, sur lesquelles 27 recrues ouvriers et trompettes.

En outre, 543 officiers de troupe, sous-officiers, appointés, ouvriers et trompettes ont pris part aux écoles de recrues.

24 batteries attelées, 8 colonnes de parc, 6 compagnies de position, 1 compagnie d'artificiers et 4 bataillons de train ont été appelés à des cours de répétition.

La commission d'artillerie a procédé à de nombreux essais auxquels ont été soumis les canons de montagne de 7,5<sup>cm</sup> et les canons frettés de 8,4<sup>cm</sup> pour l'artillerie de campagne, pièces livrées par la maison Frédéric Krupp, à Essen.

On a continué les essais avec les deux canons d'acier de 8,4<sup>cm</sup>, nos 363 et 364, et chargés de 1120 et 1200 grammes.

Une série d'essais a eu lieu, dans les écoles de l'artillerie de position, avec les canons courts, de 15<sup>cm</sup> rayés, pour constater les vitesses initiales avec diverses charges.

On a continué également les essais faits avec les mitrailleuses de Christophe et de Montigny, ainsi que de Hammann, de Silésie; les deux premières ont spécialement été soumises à des essais approfondis à l'école des cadres.

### *Génie.*

En 1877 il y a eu 5 écoles de recrues, auxquelles ont assisté :

33 officiers

428 sous-officiers et soldats

695 recrues

856 hommes.

La qualité des recrues laisse beaucoup plus à désirer que l'année précédente, où des officiers de l'arme avaient concouru au recrutement.

L'effectif total des troupes du génie qui ont pris part aux cours de répétition s'élève à 1185 hommes.

Les sapeurs du canton de Zurich, des bataillons nos 6 et 7, élite et landwehr, ont été appelés à un service extraordinaire par le gouvernement de leur canton pour reconstruire des ponts provisoires établis dans la vallée de la Töss, et qui avaient été enlevés par les hautes eaux du mois de février. Le gouvernement de Berne a également mis sur pied un détachement d'un officier et de 15 pionniers pour construire un pont de circonstance sur l'Aar, à Thoune. Enfin le Département militaire a appelé la compagnie de sapeurs n° 8 (Tessin) pour se rendre au secours du

village incendié d'Airolo ; la troupe a été occupée au déblaiement des décombres et à l'établissement d'habitations provisoires.

*Armement et munitions.*

L'unité de prix des armes à feu portatives, livrées aux administrations fédérales par la fabrique d'armes, a été en 1877 de :

- Fr. 79 par fusil à répétition
- » 94 par carabine
- » 55 par revolver.

L'inspection de l'armement de la troupe a été faite par les contrôleurs d'armes des divisions ; on a constaté que l'entretien des armes laisse beaucoup à désirer, le nombre des armes retirées pour être réparées s'élève au 19,3 % des armes inspectées.

Quant aux munitions, le laboratoire fédéral a fabriqué :

12,018,765 cartouches pour armes à feu portatives.

35,781 projectiles d'artillerie.

60,650 charges d'artillerie.

7,905,030 cartouches d'infanterie ont été graissées à nouveau.

*Travaux topographiques.*

On a continué dans le canton de St-Gall, la nouvelle triangulation destinée à la révision des feuilles saint-galloises de l'atlas des minutes. La triangulation du canton de Thurgovie a été complétée pour les nouveaux levés de ce canton, ainsi que celle du canton de Zurich pour la révision de la carte cantonale.

Les calculs pour la triangulation cantonale d'Argovie ont de même été complétés.

On a renouvelé les observations sur les stations d'une chaîne de triangles qui rattache le réseau géodésique de la Suisse occidentale avec Tréloz-Collombier, côté commun aux triangulations des trois Etats de la Suisse, de la France et de l'Italie ; il en a été de même dans le canton du Tessin pour rectifier quelques stations de la chaîne de triangles qui rattache le passage géodésique des Alpes avec le second côté commun aux triangulations de l'Italie, Ghiridone-Pizzo Minone ; les mêmes observations ont été renouvelées sur quelques stations de la Suisse centrale.

Enfin les stations astronomiques de Genève, de Neuchâtel et du Simplon ont été rattachées au réseau géodésique.

L'année 1877 a vu se terminer un petit nombre de levés topographiques dans les cantons de Soleure, Argovie, Schaffhouse, Thurgovie et



Schwytz. On a procédé à la révision d'anciens levés dans les cantons de Berne, Zurich, St-Gall, Grisons et Valais.

Les X<sup>e</sup> et XII<sup>e</sup> livraisons de l'atlas des minutes, contenant chacune 24 feuilles ont paru en 1877, la XI<sup>e</sup> livraison était gravée, mais encore en correction au 31 décembre.

---

## LES MARCHES EN CAMPAGNE.

Le 3<sup>e</sup> bureau de l'état-major général du ministre de la guerre, en France, vient de doter l'armée d'une *Instruction sur les marches en campagne*, à l'étude depuis longtemps, et dont l'*Armée française* donne le résumé ci-après :

« L'instruction sur les marches en campagne se subdivise en trois principales, savoir :

Principes généraux de l'organisation des colonnes en marche ;

Ordre normal de marche d'une division d'infanterie ;

Ordre normal de marche d'un corps d'armée, suivi d'un exemple de la formation d'une colonne de corps d'armée. »

Les tableaux contiennent l'évaluation des longueurs des divers éléments qui entrent dans la composition de la division d'infanterie, l'évaluation des longueurs des éléments spéciaux du corps d'armée, la longueur de l'avant-garde et du gros de la division d'infanterie en ordre normal de marche, la répartition des voitures du corps d'armée, la longueur de la brigade de cavalerie, de l'avant-garde, de la colonne de combat et de la colonne des trains régimentaires du corps d'armée en ordre normal de marche.

La première partie traite des principes généraux de l'organisation des colonnes en marche ; elle se subdivise en trois chapitres respectivement intitulés : principes généraux, dispositif de marche, longueur de l'étape.

Sous la rubrique de principes généraux, le premier chapitre de cette partie indique les règles relatives à l'ordre normal de marche, les éléments principaux des calculs de mouvement, puis entre dans des considérations sur la vitesse et l'allongement. La vitesse moyenne est fixée à 72 mètres à la minute, c'est-à-dire 3,600 mètres à l'heure en y comprenant une halte de 10 minutes ; on réduit donc à 96 par minute le nombre de pas qui devrait être de 130 d'après le règlement. Ne craint-on pas que l'introduction de cette nouvelle vitesse, beaucoup plus faible que celles qui sont prescrites par le règlement sur les exercices et par l'instruction pratique sur le service en campagne, n'ait pour inconvénient de jeter le trouble dans l'estimation générale des vitesses de marche et dans le calcul du temps nécessaire pour exécuter les marches ? Si l'expérience a démontré que l'évaluation des longueurs de pas ou des vitesses, faite antérieurement à l'instruction sur les marches en campagne, est exagérée, il nous paraît nécessaire de les diminuer afin de maintenir autant que possible l'uniformité entre les prescriptions contenues dans les divers documents officiels sur ces questions de la plus haute importance. Parmi les moyens de neutraliser ou de restreindre, tout au moins, les effets de l'allongement, l'instruction indique le fractionnement. Ce procédé est aujourd'hui reconnu indispensable. Toutefois, il nous semble qu'on est allé trop loin en adoptant le partage d'une longue colonne en autant d'échelons indépendants qu'il

y a de bataillons, d'escadrons et de batteries ; il eût été peut être préférable à tous égards de prendre comme types des échelons le régiment d'infanterie et de cavalerie ou le groupe de quatre batteries divisionnaires.

Le deuxième chapitre de la première partie est intitulé : dispositif de marche ; il règle l'ordre de marche des diverses armes, les distances à intercaler, les haltes horaires, la formation des colonnes, la préparation de la mise en route, les dispositions pour le départ, la surveillance et la police de la marche, les dispositions en cas d'alerte, le mode d'alimentation pendant les marches. On y trouve la règle suivante : « L'infanterie marche habituellement par le flanc. Selon l'état et la largeur de la route, les quatre rangs en occupent le côté droit, ou bien deux rangs suivent chacun des bas côtés. La moitié de la chaussée ou le milieu de celle-ci doit rester absolument libre. » Il nous semble qu'il eût mieux valu prescrire à l'infanterie de marcher toujours sur quatre files, du moment où le chemin a une largeur suffisante ; en outre, le principe aurait dû être énoncé plus clairement ; on y a d'abord confondu le rang et la file, puis on ne voit pas trop si l'infanterie devra marcher sur les accotements d'une route à chaussée ou sur le bord de cette chaussée même. La clarté dans les indications et un bon choix des termes techniques doivent être les premières qualités d'un document officiel. Nous regrettons, en outre, que l'on ait réduit la distance entre les groupes juste à l'étendue de l'allongement et qu'on ne l'ait pas faite égale à la longueur du chemin qu'un fantassin peut parcourir en cinq minutes. Enfin nous croyons que le système des haltes horaires indépendantes par groupes eût été de beaucoup supérieur à celui des haltes horaires simultanées. Il est vrai que pour donner à la distance entre les groupes la même étendue que celle du chemin parcouru par l'infanterie en cinq minutes et pour adopter le système des haltes indépendantes, il aurait fallu d'abord prescrire le partage des grandes colonnes comme nous le disons plus haut, tandis que l'on en a descendu le fractionnement jusqu'à l'extrême limite inférieure.

Le troisième et dernier chapitre de la première partie est consacré à la longueur de l'étape, à la durée du mouvement, à la comparaison entre la colonne de division et celle de corps d'armée, aux débouchés des colonnes, à la répartition des routes entre les corps d'armée, à la rencontre de deux colonnes, aux dispositions à prendre quand les obstacles arrêtent ou retardent la marche, aux grandes haltes, aux longues étapes, aux marches accélérées et forcées. En premier lieu, nous remarquons le mauvais emploi du mot étape qui, par son étymologie, indique un endroit où sont réunis les vivres nécessaires à une troupe qui vient de faire une marche et non à cette marche même. Il serait à souhaiter que l'on fit enfin un vocabulaire militaire déterminant la valeur précise des termes techniques. Au point de vue des principes, ce troisième chapitre nous paraît, du reste, supérieur aux deux précédents. Cependant, pourquoi dire d'une manière absolue « qu'on ne fait marcher deux corps d'armée sur la même route que quand le corps de queue est destiné à former une réserve », tandis qu'il en sera encore ainsi quand le corps de tête sera une avant-garde et enfin dans les circonstances où il sera impossible de faire autrement ? Quant aux considérations relatives aux marches accélérées et aux marches forcées, elles ont déjà donné lieu à trop de controverses pour que nous y insistions : les uns les trouvent impraticables, leur reprochent d'imposer aux soldats des fatigues qui ne sont pas en rapport avec les résultats obtenus, les autres les admettent comme des exceptions à même de rendre de grands ser-



vices à un moment donné. Nous estimons que l'instruction sur les marches a bien fait de les mentionner, d'en prévoir l'éventualité et d'en régler le mouvement. »

### **TROISIÈME LOI D'IMPOT MILITAIRE**

On se rappelle que la loi fédérale sur la taxe d'exemption du service militaire, adoptée pour la seconde fois par les Chambres fédérales, le 27 mars 1877, a été rejetée, aussi pour la seconde fois, lors de la votation populaire du 21 octobre 1877, par 181,383 voix contre 170,223.

Après cette double épreuve, on pouvait se demander s'il était bien légal de revenir à la charge et opportun de procéder immédiatement à l'élaboration d'une nouvelle loi satisfaisant aux prescriptions de l'art. 18 de la Constitution fédérale. Dans sa dernière séance de février, après avoir pris connaissance du message et du projet d'arrêté fédéral du 4 février 1878, concernant les taxes militaires arriérées, et de la demande dont le canton de Zurich avait pris l'initiative, les Chambres ont cru devoir faire rentrer cette question dans le cadre de leurs délibérations. Le Conseil des Etats a décidé, le 21 février, de continuer à exiger la moitié du produit brut de la taxe militaire perçue par les cantons, conformément aux lois cantonales, et il a invité le Conseil fédéral à présenter pour la session suivante un nouveau projet de loi sur la taxe d'exemption du service militaire.

La décision prise par le Conseil national reposant sur d'autres bases que celles de la décision du Conseil des Etats, la question de savoir si l'on doit réclamer aux cantons pour l'année 1877, et éventuellement pour 1878, la moitié du produit brut de la taxe militaire, perçu par eux, est encore pendante. On a conclu de la discussion au Conseil national, paraît-il, que cette autorité serait disposée à discuter un nouveau projet de loi. C'est dans ces circonstances que le Conseil fédéral soumet aujourd'hui un nouveau projet que nous allons résumer.

Le Conseil fédéral estime qu'il ne lui appartenait pas de réviser toutes les parties de la loi sortie des délibérations censées approfondies des Chambres, en mars 1877. Abstraction faite de quelques changements de rédaction et de quelques rares améliorations au point de vue administratif, il a, au contraire, cru devoir borner son examen à la question de savoir quelles sont les dispositions qui ont engagé la majorité du peuple à refuser deux fois sa sanction à la loi, et cherché à faire disparaître ces pierres d'achoppement, au risque même de voir diminuer considérablement les recettes prévues pour la caisse fédérale.

Quoique les informations du Conseil fédéral ne proviennent pas, dit-il, de sources absolument certaines, elles l'ont néanmoins fait arriver à cette conclusion que, dans le troisième projet de loi, on doit faire abstraction de toute progression pour la taxe à laquelle la fortune et les revenus du contribuable doivent être soumis, et qu'il faut renoncer également à faire contribuer la fortune des parents dans la fixation de la taxe supplémentaire ajoutée à la taxe personnelle. Il croit, d'autre part, qu'il est possible de descendre jusqu'à une taxe de 6 fr. pour les contribuables pauvres; en revanche, il n'a pas jugé à propos de changer les dispositions de la loi rejetée relative à la taxe des citoyens Suisses à l'étranger, et cela d'autant moins que les Chambres ont repoussé, à plusieurs reprises, les demandes de supprimer ou même de restreindre une taxe de ce genre.

Quant aux principes à observer pour évaluer la fortune et le revenu net des contribuables, il n'a pas cru devoir modifier les prescriptions des lois précédentes.

Après cet exposé général de la situation et de la mission qui en résulte pour le législateur, on lit dans le Message du Conseil fédéral, qu'il existe un certain nombre de contribuables qui ne possèdent que peu ou point de fortune ou de revenus personnels, mais qui, soit seuls, soit avec leur famille, vivent sur un pied laissant supposer qu'ils possèdent des moyens d'existence qui échappent à l'appréciation lors de la fixation de la taxe supplémentaire. Le nombre des contribuables de cette catégorie augmentera considérablement, si l'on renonce à mettre à contribution la fortune des parents pour le supplément à la taxe personnelle. Il ne paraît donc pas équitable que ces contribuables, qui, en cas de service personnel, seraient sans doute astreints à des sacrifices de temps et d'argent plus considérables, ne paient que la taxe minimum de 6 fr, (ou de 3 fr. s'il s'agit de la landwehr), comme ceux qui sont obligés de pourvoir, par leur travail seul, à leur entretien et à celui de leur famille. Il est à désirer, en un mot, qu'il soit possible de tenir équitablement compte de la manière de vivre des contribuables, abstraction faite de leur fortune et de leur revenu, dans la fixation de la taxe personnelle; c'est pourquoi l'art. 4 répartit les contribuables en 5 classes. Ce système serait appliqué en ce sens qu'un contribuable qui ne possède pas de fortune personnelle et qui ne gagne rien de son chef, mais qui, ayant des parents riches, mène un genre de vie en rapport avec sa position, serait tout naturellement inscrit dans la plus haute classe. Les différentes classes de taxes personnelles faciliteront aussi l'application de la loi aux contribuables habitant l'étranger, dont il doit être souvent difficile de fixer avec certitude la fortune et le revenu nets.

Tandis que, avec le système de la progression ascendante ou descendante, on peut à volonté alléger proportionnellement la taxe sur les petites fortunes et les faibles revenus, il n'en est plus de même avec le système proportionnel, et cependant ce principe ne devrait pas être complètement laissé de côté, en ce qui concerne du moins les ressources les plus indispensables à l'existence. On en a tenu compte à l'art. 5 du projet de loi, en éliminant les fortunes au-dessous de mille francs et en déduisant 600 fr. de revenu à chaque contribuable.

Le taux de 1 fr. 50 pour chaque mille francs de fortune correspond à la moyenne des chiffres de la loi de 1877 et figure du reste dans les lois d'impôt de divers cantons. Il ne paraît pas possible de descendre au-dessous de ce chiffre, l'art. 6 permettant de dégrever certaines parties de fortune dont la rente est faible ou nulle.

Quant à la mesure par laquelle le revenu doit être mis à contribution le Conseil fédéral croit devoir placer sur un pied d'égalité 100 fr. de revenu et 1000 fr. de fortune, parce que, dans la proportion de 1000 fr. de fortune équivalent de 80 fr. de revenu — déduction faite de 600 fr. — le gros revenu serait par trop dégreuvé en regard de la loi de 1877.

Enfin, si le système proportionnel proposé est strictement appliqué, il va sans dire qu'un maximum de taxe supplémentaire n'est plus admissible avec la taxe personnelle.

Voici le texte du projet de loi présenté :

Art. 1<sup>er</sup>. Tout citoyen suisse en âge de servir, habitant le territoire ou hors du territoire de la Confédération et qui ne fait pas personnellement de service militaire, est soumis, par compensation, au paiement d'une taxe annuelle en espèces.

Les étrangers établis en Suisse sont également soumis à cette taxe, à moins qu'ils n'en soient exemptés en vertu de traités internationaux, ou qu'ils appartiennent à un Etat dans lequel les Suisses ne sont astreints ni au service militaire, ni au paiement d'une taxe équivalente en espèces.

Art. 2. Sont dispensés de la taxe militaire :

a. Les indigents secourus par l'assistance publique, ainsi que ceux qui, par suite

d'infirmités physiques ou intellectuelles, sont incapables de subvenir à leur existence par leur travail et ne possèdent pas une fortune suffisante pour leur entretien et celui de leur famille ;

b. Les militaires devenus impropres au service militaire par suite de ce service ;

c. Les citoyens suisses à l'étranger, s'ils sont astreints à un service personnel régulier ou au paiement d'une taxe d'exemption dans le lieu de leur domicile ;

d. Les employés des chemins de fer et des bateaux à vapeur, s'ils sont dispensés du service personnel, et dans les années où, à teneur de l'art. 2, lettre f, de la loi sur l'organisation militaire, ils font leur service militaire en qualité d'employés pour l'exploitation des chemins de fer et des bateaux à vapeur en temps de guerre ;

e. Les gendarmes et les agents de police, ainsi que les garde-frontière fédéraux (art. 2, lettre c, de la loi sur l'organisation militaire, Rec. off. nouv. série, I. 218).

Art. 3. La taxe d'exemption du service militaire consiste en une *taxe personnelle* et en une *taxe supplémentaire* correspondant à la fortune et au revenu.

Art. 4. Il est établi les classes suivantes pour la *taxe personnelle* :

| Classe | Taxe personnelle |
|--------|------------------|
| 1      | fr. 6            |
| 2      | » 9              |
| 3      | » 15             |
| 4      | » 25             |
| 5      | » 50             |

En inscrivant le contribuable dans l'une de ces classes, on prendra notamment en considération, mais sans avoir égard à la fortune et au revenu personnel :

a. Les ressources et les conditions de famille du contribuable ;

b. Si le contribuable fait ménage commun avec ses parents ou ses grands-parents ou s'il est entretenu par eux ;

c. La fortune et les ressources des parents ou des grands parents.

Art. 5. Pour la taxe supplémentaire (art. 3), on appliquera le taux suivant :

a. Par fr. 1,000 de fortune nette. . . . . fr. 1 50

b. » » 100 de revenu net . . . . . » 1 50

Si la fortune nette d'un contribuable s'élève à moins de fr. 1000, elle ne sera pas soumise à la taxe.

Du revenu net de chaque contribuable, on déduira la somme de fr. 600.

Art. 6. On déterminera la fortune et le revenu nets du contribuable, en se basant sur les principes suivants :

#### A. Fortune.

Par fortune nette, on comprend les biens meubles et immeubles, déduction faite des dettes. Toutefois, la fortune consistant en bâtiments agricoles et propriétés foncières ne sera estimée qu'aux  $\frac{3}{4}$  de sa valeur vénale, déduction faite des dettes hypothécaires.

La valeur des objets mobiliers nécessaires au ménage, celle des outils servant à une industrie et celle des instruments aratoires ne sont pas portées en lignes de compte.

#### B. Revenu.

Est considéré comme revenu net :

a. Le gain que procure l'exercice d'un art, d'une profession, d'un commerce ou d'une industrie, d'une fonction ou d'un emploi.

Les dépenses faites en vue d'obtenir ce gain sont déduites, à l'exception toutefois des frais de ménage et du 5 % du capital engagé dans une industrie.

b. Le produit des rentes viagères, des pensions et des autres revenus analogues.

Art. 7. Les militaires qui ont fait au moins huit ans de service et qui deviennent impropres au service pour le reste du temps pendant lequel ils y seraient astreints, ou qui sont libérés temporairement en vertu de l'art. 2 de la loi sur l'organisation militaire, paient la moitié de la taxe qui leur est applicable selon les articles 4 et 5, à moins qu'elle ne doive leur être remise entièrement, à teneur des dispositions de l'art. 2.

Art. 8. Les militaires incorporés qui, dans le courant d'une année, manquent les cours d'instruction réglementaires prescrits ou les cours supplémentaires qui les remplacent, ou qui ne donnent pas suite à un ordre de marche, ne sont tenus qu'au paiement de la moitié de la taxe qui leur est applicable selon les art. 4 et 5, pourvu que la durée du service manqué ne dépasse pas la moitié des jours de service que le contribuable aurait eu à faire dans la même année.

Art. 9. Dès l'âge de 32 ans révolus à celui de 44 ans révolus, le contribuable n'a plus à payer que la moitié de la taxe qui lui est applicable selon les art. 4 et 8.

Art. 10. L'Assemblée fédérale a le droit d'élever la taxe militaire jusqu'au double de son montant, pour les années dans lesquelles la plus grande partie des troupes de l'élite est appelée d'une manière extraordinaire à un service actif.

Art. 11. Les parents sont responsables du paiement de la taxe pour leurs fils mineurs et pour ceux de leurs fils majeurs qui font ménage commun avec eux.

Art. 12. La taxe d'exemption du service militaire doit être payée dans le canton où le contribuable est domicilié au moment de l'établissement des rôles de la taxe.

Les contribuables absents du pays sont soumis à la taxe dans leur canton d'origine.

Art. 13. Le délai de prescription est fixé :

a. A cinq ans pour les contribuables présents au pays ;

b. A dix ans pour les contribuables absents du pays.

Ce délai commence à courir dès la fin de l'année dans laquelle la taxe est échue.

Les cantons sont autorisés à accorder des délais équitables pour le paiement des taxes arriérées.

Art. 14. Les autorités cantonales sont chargées de l'établissement du rôle annuel de tous les contribuables, ainsi que de la perception des taxes.

Il est institué dans chaque canton une instance chargée de statuer sur les recours contre les décisions de l'autorité qui a établi les rôles.

Art. 15. Le montant de la taxe à faire payer aux Suisses domiciliés à l'étranger est également arrêté chaque année sur des contrôles séparés ; le canton d'origine en donne connaissance au contribuable dans la forme la plus propre à atteindre le but.

Le Conseil fédéral détermine dans quelle mesure les représentants de la Suisse à l'étranger ont à coopérer à la fixation et à la perception des taxes et à prêter à cet effet leur concours aux cantons.

Art. 16. L'année de taxe part du 1<sup>er</sup> janvier.

Les cantons remettent annuellement à la Confédération, au plus tard à la fin du mois de janvier qui suit l'année de taxe, la moitié du produit brut de la taxe perçue par eux, accompagnée des pièces justificatives.

L'Assemblée fédérale fixera la part de ce produit que la Caisse fédérale doit verser comme dotation au fonds des pensions militaires.

Art. 17. Dans le but d'assurer une application uniforme de la présente loi, la Confédération a le droit de haute surveillance et celui de prononcer en dernier ressort sur toutes les opérations concernant la taxe militaire, en particulier sur celles que prescrivent les art. 11, 14 et 15.

Art. 18. Les contestations entre les cantons sur des questions relatives à la taxe militaire sont tranchées par le Conseil fédéral.

Art. 19. Les ordonnances d'exécution rendues par les cantons sur la taxe militaire sont soumises à l'approbation du Conseil fédéral.

Art. 20. La première année de taxe commence le 1<sup>er</sup> janvier 1879 (art. 16). Les taxes que les cantons ont perçues au delà de ce terme doivent être remboursées aux contribuables qui les ont payées, et ces derniers sont dès lors soumis à la taxe, conformément aux dispositions de la présente loi.

Art. 21. Le Conseil fédéral est chargé, conformément aux dispositions de la loi fédérale du 17 juin 1874 (Rec. off., nouv. série, I. 97), concernant la votation populaire sur les lois et arrêtés fédéraux, de publier la présente loi et de fixer l'époque où elle entrera en vigueur.

### **Note sur les mesures de longueur.**

La lecture des cartes et des ouvrages étrangers est souvent rendue difficile par les calculs ou les recherches à faire, pour se rendre compte des distances, lorsque celles-ci sont exprimées autrement qu'en mesures métriques.

Voici les mesures employées dans quelques pays qui ne sont pas encore ralliés au système métrique :

|                         |                |                            |
|-------------------------|----------------|----------------------------|
|                         | <i>Russie.</i> |                            |
| La verste = 500 sagènes | =              | 1066 <sup>m</sup> , 780715 |
| La sagène, unité        | =              | 2 <sup>m</sup> , 133561    |

|                                   |   |                          |
|-----------------------------------|---|--------------------------|
| Le pied = $\frac{1}{7}$ sagène    | = | 0 <sup>m</sup> , 304794  |
| Le pouce = $\frac{1}{81}$ sagène  | = | 0 <sup>m</sup> , 025399  |
| La ligne = $\frac{1}{810}$ sagène | = | 0 <sup>m</sup> , 0025399 |

*Angleterre.*

|                                  |   |                          |
|----------------------------------|---|--------------------------|
| Le mille = 1760 yards            | = | 1609 <sup>m</sup> , 3149 |
| Le yard, unité                   | = | 0 <sup>m</sup> , 914383  |
| Le pas = $\frac{3}{6}$ yard      | = | 0 <sup>m</sup> , 761986  |
| Le pied = $\frac{1}{3}$ yard     | = | 0 <sup>m</sup> , 304794  |
| Le pouce = $\frac{1}{36}$ yard   | = | 0 <sup>m</sup> , 025399  |
| La ligne, = $\frac{1}{432}$ yard | = | 0 <sup>m</sup> , 0021166 |

*Autriche.*

|                                 |   |                          |
|---------------------------------|---|--------------------------|
| Le mille = 24000 pieds          | = | 7585 <sup>m</sup> , 9272 |
| La toise = 6 pieds              | = | 1 <sup>m</sup> , 896484  |
| Le pas = 2,4 pieds              | = | 0 <sup>m</sup> , 758593  |
| Le pied, unité                  | = | 0 <sup>m</sup> , 316080  |
| Le pouce = $\frac{1}{12}$ pied  | = | 0 <sup>m</sup> , 026340  |
| La ligne = $\frac{1}{144}$ pied | = | 0 <sup>m</sup> , 0021950 |

## NOUVELLES ET CHRONIQUE

Le Conseil fédéral a confié à M. le col. div. Emile Rothpletz, à Aarau, l'enseignement des sciences militaires générales (tactique, stratégie, histoire de la guerre, etc.) qui doit être donné à l'école polytechnique de Zurich, en vertu de l'art. 94 de l'organisation militaire de la Confédération.

M. Wænker de Dankenschweil, capitaine d'état-major dans l'armée allemande, attaché militaire de l'empire à Berne, vient de mourir à la Waldau. Ce jeune homme, de 32 à 34 ans, est tombé malade tout récemment ; ces jours derniers, le délire est survenu, on fit venir sa mère et sa sœur, qui arrivèrent samedi de Baden-Baden. Dimanche matin, on le faisait transporter à la Waldau, où il est mort mardi soir sans avoir repris connaissance. C'était un jeune officier, très intelligent, qui suivait avec beaucoup de zèle nos affaires militaires, écoles, rassemblements de troupes, manœuvres et débats parlementaires relatifs aux choses militaires.

Son corps a été transporté dans le grand-duché de Bade, patrie du défunt.

Le Dimanche 5 mai 85 recrues sont entrées en caserne à Lausanno, pour y suivre un cours préparatoire d'une école sanitaire, jusqu'au 17 courant. A cette époque, une moitié de ces recrues ira à l'école sanitaire qui s'ouvrira à Soleure et l'autre fera ici cette école jusqu'au 22 juin. Ce détachement appartient à la II<sup>e</sup> division et les recrues sont des cantons de Fribourg, Neuchâtel et le Jura bernois. M. le docteur capitaine Pâquier commande le cours, assisté de M. le 1<sup>er</sup> lieutenant Witschi, comme instructeur.

**ALLEMAGNE.** — D'après les dernières dispositions arrêtées pour l'armement des principales places fortes, les nouvelles fortifications de Cologne, de Strasbourg et d'Ingolstadt seront renforcées, sur les points les plus exposés, par des tours blindées. A Metz, le fort Kameke (fort de Woippy) sera muni encore dans le courant de cette année de deux tours de ce genre. Ce nouveau système de défense est considéré comme particulièrement important pour le fort en question, parce que ce dernier ne s'élève pas, comme tous les autres forts autour de Metz, sur une hauteur dominant toute la contrée environnante.

L'achèvement du fort Woippy forme la conclusion de l'ensemble des travaux de fortification de la place de Metz. Il n'est pas encore décidé si les principales forteresses de la frontière est d'Allemagne seront également pourvues de tours blindées. Ces tours sont de deux espèces selon qu'elles servent à la défense des ouvrages de terre ferme ou à celle des côtes.

Les premières coûtent 200,000 marks les autres 300,000.

Les unes et les autres consistent en 6 ou 8 grandes places ou cuirasses, solidement réunies entre elles par l'agencement réciproque de leurs bords sans l'emploi de boulons ou d'autres intermédiaires ; ces plaques résistent aux plus gros projectiles.













Nous nous permettrons, pour bien faire comprendre le système, de placer sous les yeux de nos lecteurs l'exemple d'une division de l'armée suisse au combat.

Nous nous représenterons un champ de bataille divisé en trois zones par rapport à la position de l'ennemi<sup>1</sup>. La première zone sera celle qui comprend la distance entre 2400 m. et 1500 m. de l'ennemi. C'est la zone dans laquelle le feu de l'artillerie est seul efficace. La 2<sup>e</sup> zone va de 1500 à 600 m.; c'est celle du feu le plus efficace de l'artillerie et celle où nos troupes commencent à essuyer le feu de l'infanterie ennemie; enfin la 3<sup>e</sup> zone est celle du tir très rapproché de l'artillerie et de la portée normale du tir de l'infanterie.

Nous étudierons d'abord le rôle de l'artillerie dans l'offensive.

Une division de l'armée suisse est en marche contre une position occupée par l'ennemi; les troupes les plus avancées s'approchent jusqu'à la limite extérieure de la 1<sup>re</sup> zone (2400 m. de l'ennemi). Ces troupes sont les têtes du régiment de cavalerie qui précède la division et fait le service d'éclaireurs; derrière le régiment de cavalerie, l'avant-garde proprement dite de la division s'avance sur la route. Elle est composée du 1<sup>er</sup> régiment d'infanterie et du 1<sup>er</sup> régiment d'artillerie, intercalé entre le 1<sup>er</sup> et le 2<sup>e</sup> bataillon du régiment d'infanterie. A la distance de 1500 m. derrière l'avant-garde s'avance le gros de la division dans l'ordre suivant : en tête l'état-major puis le 1<sup>er</sup> bataillon du 2<sup>e</sup> régiment d'infanterie, ensuite les 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> régiments d'artillerie; puis les autres bataillons du 2<sup>e</sup> régiment d'infanterie et enfin la 2<sup>e</sup> brigade d'infanterie.

Les têtes de colonne du régiment de cavalerie se heurtent contre des patrouilles de cavalerie ennemie, les repoussent mais essuient bientôt après le feu de l'infanterie ennemie. Notre cavalerie cherche à se renseigner sur la force et la position des troupes ennemies qui se trouvent en face d'elle : elle reconnaît bientôt qu'elle est en présence de troupes placées en avant de la ligne de défense proprement dite; elle cherche, en passant à travers ces troupes, à pénétrer jusqu'à la position de l'ennemi, observe cette position sur différents points et fait part ensuite au commandant de l'avant-garde de tous les renseignements qu'elle a pu obtenir sur la direction et l'étendue du front ennemi.

Le commandant de l'avant-garde se porte en avant avec les commandants de ses régiments d'infanterie et d'artillerie jusqu'à la hauteur des troupes les plus avancées de sa cavalerie; il reconnaît la position ennemie et donne ensuite au commandant du régiment d'artillerie l'ordre de faire avancer ses deux batteries. Le commandant du régiment d'infanterie reçoit l'ordre de développer son régiment et d'attaquer l'ennemi. Pendant que les ordres sont transmis par des guides à la colonne d'avant-garde, le commandant du régiment d'artillerie reconnaît avec son adjudant la position que devront occuper ses deux batteries. Il est avantageux, et dans bien

<sup>1</sup> Nous suivons en général les idées contenues dans l'ouvrage intitulé « *Studien über Taktik der Feldartillerie*, 1 heft, Berlin, 1877, von A. v. Schnell, major und Abtheilungskommandant, im I. hannoverschen Feld-Artillerie-Regiment.



Au premier coup de canon, le divisionnaire, accompagné du brigadier d'artillerie, s'avance jusqu'à hauteur de l'avant-garde; il se rend compte d'après le maintien général de l'ennemi que celui-ci est décidé à opposer une sérieuse résistance. D'après le nombre des batteries amenées au combat, il calcule la force approximative des troupes qu'il a en présence et combine avec cet élément la direction et l'étendue du front ennemi. — Il se décide à conduire toute sa division au combat. Il s'agit maintenant d'avoir un aperçu exact des circonstances dans lesquelles se trouve l'ennemi. Dans ce but, il faut en premier lieu l'obliger à déployer toute son artillerie, afin que l'on puisse voir ce que l'on a devant soi. En même temps, il faut veiller à ce que la colonne de marche du gros puisse se mettre en formation de combat et s'avancer avec le moins de pertes possible jusqu'à portée du feu utile de l'infanterie à travers la 1<sup>re</sup> et la 2<sup>me</sup> zone du champ de bataille. On ne peut arriver à ce résultat qu'en mettant en action l'artillerie réunie du gros. Le divisionnaire donne donc au brigadier qui se trouve à ses côtés l'ordre de faire avancer les deux régiments d'artillerie du gros et d'engager avec eux le combat contre l'artillerie ennemie. Le divisionnaire décide en même temps le côté de la position de l'infanterie d'avant-garde sur lequel l'artillerie du gros doit se placer. Il est en général très avantageux de placer l'artillerie du gros à l'aile de l'infanterie d'avant-garde sur laquelle se trouve déjà le régiment d'artillerie de l'avant-garde. De cette manière, en effet, on tient compte du principe que l'artillerie doit être concentrée pour une action en masse et que le feu de la brigade doit être placé sous une direction unique.

Par rapport aux mouvements en avant de l'infanterie du gros qui va avoir lieu, la position de l'artillerie dans l'ordre de bataille de la division sera ou une position centrale ou une position sur les ailes. Dans le premier cas l'artillerie aura sa place, dans la disposition générale des troupes, entre l'infanterie d'avant-garde et celle du gros qui marche en avant pour une action décisive contre le point faible de la position ennemie; dans le second cas l'artillerie se trouvera placée sur une des ailes de la division.

Dans la campagne de 1870-1871, l'artillerie divisionnaire a été placée en général au milieu du front de la division; des raisons théoriques fort importantes militent en faveur de ce système. D'un côté, l'artillerie est plus rapidement en place et peut se diriger plus ou moins perpendiculairement contre l'ennemi: elle n'a pour arriver à sa position aucun mouvement de flanc un peu important à exécuter, chose que l'on évitera difficilement, si l'artillerie doit être placée sur une des ailes de la division. D'un autre côté, placée au centre, l'artillerie est reliée des deux côtés à l'infanterie; elle n'a donc pas besoin d'un soutien spécial qui est indispensable si elle se trouve sur des ailes. Non-seulement elle est mieux protégée par les troupes d'infanterie qui sont à ses côtés, mais elle peut aussi soutenir ces dernières mieux qu'il ne lui serait possible de le faire depuis une position sur les flancs.

1<sup>er</sup> régiment entr'autres, observa que son tir exécuté à 5000 pas, et contre de grandes masses réunies aux environs de Colombey, produisait le meilleur effet. Hoffbauer. (Note du trad.)









suivi des soutiens en colonnes serrées, les échelons suivant en colonnes de compagnie en ligne ou en doubles colonnes, s'avance le plus rapidement possible et sans tirer, en utilisant le plus qu'elle peut les accidents du terrain. En commençant elle essuie surtout le feu de l'artillerie ennemie ; mais, à mesure que les distances deviennent plus petites, elle commence à se trouver sous le feu éloigné de l'infanterie ennemie. Dès que l'infanterie quitte les plis de terrain qui la couvrent, la musique et les tambours se font entendre : toute la ligne se trouve en mouvement. A mesure que notre infanterie s'avance, le brigadier d'artillerie concentre de plus en plus le feu de ses trois régiments contre le point d'attaque. Bientôt ses 36 pièces dirigent leur feu contre le même but. Un mouvement en avant de l'artillerie pour occuper des positions plus rapprochées de l'ennemi accompagne la concentration du feu contre le point d'attaque ; ce mouvement s'exécute par échelons. L'artillerie doit accompagner le mouvement de l'infanterie. Tel est un principe en faveur duquel parlent impérieusement les raisons théoriques suivantes : ce mouvement facilite une plus grande précision du tir ; il rend l'espace dangereux plus considérable et enfin il permet d'obtenir un plus grand effet des projectiles et surtout des shrapnels ; dans le cas où ce mouvement ne s'exécuterait pas, l'infanterie du gros en s'avancant masquerait facilement l'artillerie, ou si ce n'était pas le cas d'une manière absolue, elle se trouverait pourtant en une certaine mesure dans la ligne de tir ; l'artillerie se trouverait ainsi dans l'obligation de tirer par dessus l'infanterie ; or c'est là une chose que l'on doit éviter autant que possible par suite de raisons bien connues. — Enfin le principal motif de ce mouvement réside dans le fait qu'une action combinée et efficace de l'artillerie et de l'infanterie vers un seul but ne peut avoir lieu que si ces deux armes restent sur le terrain en relation étroite l'une avec l'autre.

Sans attendre un ordre spécial du divisionnaire, le brigadier d'artillerie fait avancer ses trois régiments dans des positions distantes de l'ennemi de 1500 à 1300 m. — Ce n'est que dans les cas où la position de 1800 m. domine tout le terrain qui est entre elle et l'ennemi, et où il n'est pas possible de trouver plus en avant une bonne position de l'artillerie qu'il est exceptionnellement permis de laisser un régiment dans la 1<sup>re</sup> position. De nouveau le brigadier et ses commandants de régiment vont reconnaître la nouvelle position à occuper ; ils discutent rapidement la distance et la hausse, et ensuite les régiments arrivent dans les nouvelles positions à l'allure la plus rapide, et en échelons, si possible en lignes.

Le but est la troupe ennemie au point d'attaque ; ici il faudra de préférence employer le shrapnel ; ordinairement ces troupes seront couvertes par des abris, il s'agit donc en même temps de détruire ces derniers, résultat qui naturellement ne pourra être atteint que par un tir à obus.

Le rôle de l'artillerie dans la 2<sup>e</sup> zone est sensiblement différent de celui qu'elle a dans la 1<sup>re</sup> zone : il en est même en quelque sorte la contre-partie : Là, occupation des plus belles positions offertes par le champ de bataille, sans avoir à s'inquiéter de l'infanterie qui







clusivement contre l'infanterie. Plus les sections ennemies s'avanceront, plus la ligne des tirailleurs deviendra épaisse, plus les sections en colonnes serrées qui se trouvent en arrière se démasqueront et serreront sur la ligne des tirailleurs, plus le feu de notre artillerie devra devenir intense. Déjà pendant que l'infanterie ennemie traversera la 2<sup>e</sup> zone, le feu de l'artillerie devra augmenter d'intensité. Nos troupes ont en effet le plus grand intérêt à écraser l'infanterie ennemie pendant qu'elle traverse la 2<sup>e</sup> zone, car, une fois entrée dans la 3<sup>e</sup> zone, celle-ci quitte le rôle passif qu'elle a été forcée de jouer jusque là vu la distance, et elle jette dans la balance du combat toute la puissance de son feu. Si elle réussit à entrer dans la 3<sup>e</sup> zone sans être ébranlée, l'issue de la bataille dépendra du combat de l'infanterie dans lequel les facteurs moraux qui de tous temps ont donné à l'attaque une si grande supériorité sur la défense, pèseront de tout leur poids. Le projectile que nous aurons à employer contre l'infanterie pendant qu'elle traverse les 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> zones, sera exclusivement le shrapnel ; pour repousser le dernier choc, nous pourrons aussi utiliser la boîte à mitraille.

Si l'attaque réussit et si nos troupes doivent évacuer leur position, notre artillerie placée au centre se retirera sans cesser son feu, avec les prolonges déployées, à une allure lente et en demeurant à la même hauteur que l'infanterie, et elle repoussera les troupes ennemies qui serreront de trop près. Les batteries ou les régiments placés sur les ailes se retireront au contraire à une allure rapide, pour prendre en arrière des positions d'où ils pourront protéger la retraite de la division battue, mettre une limite à la poursuite de l'ennemi ou même, dans certain cas, former le centre d'une nouvelle résistance.

Tels sont, sous une forme plus ou moins concrète, les principes les plus importants qui régissent l'emploi de l'artillerie de campagne actuelle. Plusieurs de ces principes sont discutables, d'autres ne paraissent justes, comme règles générales, que dans une mesure restreinte. Mais il en est un qui est incontestable, c'est qu'il n'y a qu'une seule tactique, savoir celle des armes combinées. Maintenant plus que jamais, l'officier d'artillerie ne doit pas se contenter de connaître son arme seule, il doit se familiariser aussi avec l'emploi tactique de l'infanterie puisqu'il est appelé à la soutenir et à la protéger<sup>1</sup>. Sur le champ de bataille, l'infanterie et l'artillerie doivent se compléter mutuellement en se prêtant un fidèle concours ; or la nécessité du moment ne doit pas les unir seulement pour un instant,

<sup>1</sup> Dans ce but, il est vivement à désirer que les différentes armes aient plus souvent l'occasion de manœuvrer ensemble en dehors des rassemblements de division qui ne reviennent que de loin en loin. Beaucoup d'officiers d'artillerie n'ont jamais eu l'occasion de participer à des manœuvres avec l'infanterie ; nous connaissons plusieurs chefs de batterie qui sont dans ce cas, et qui, par conséquent, en cas d'action sérieuse, seraient fort embarrassés de remplir convenablement leur rôle. Il semble qu'il y aurait un moyen bien simple de parer à cet inconvénient, qui consisterait à avoir plus souvent des cours de répétition simultanés d'infanterie et d'artillerie, sur la même place d'armes, comme cela a eu lieu entr'autres à Bière l'automne dernier, ou à avoir des manœuvres combinées à la fin des écoles de recrues. (Note du trad.)

et nous ne pouvons faire d'autre souhait en terminant que celui de voir se resserrer entre les deux armes les liens de la camaraderie qui ont à leur base l'estime réciproque jointe pour chacune au désir de pouvoir et de vouloir le plus possible dans sa sphère d'activité et dans la limite de ses forces.

---

## NOUVELLES ET CHRONIQUE

**ORIENT.** — Il ressort de comptes-rendus officiels que le nombre des Russes tués ou blessés pendant la guerre qui vient de se terminer, s'élève à 89,304 officiers et soldats.

Le nombre des généraux qui figurent dans ce chiffre est de 21 dont 10 tués et 11 blessés. Un prince de la famille impériale et 34 membres de la noblesse russe sont morts sur les champs de bataille.

Parmi les blessés, 36,824 sont déjà complètement rétablis, et 10,000 autres seront en état de quitter les hôpitaux d'ici à quelques semaines.

121 hommes étaient prisonniers des Turcs au moment où l'armistice a été conclue.

Le nombre des Russes tués ou blessés est très considérable relativement au nombre total des combattants; le sixième des hommes qui ont combattu a été tué ou blessé. Dans les grandes batailles de la guerre franco-allemande, la proportion a été à peu près la même; elle a été d'un sixième dans les batailles de Wœrth et de Spicheren, et d'un huitième dans celle de Thionville et de Mars-la-Tour. A Gravelotte, elle n'a été que d'un onzième et à Wissembourg d'un douzième. Dans quelques-unes des grandes batailles du commencement de ce siècle, les pertes ont été beaucoup plus considérables relativement au nombre des combattants; la proportion a été d'un tiers à Salamanque, à Borodino et à Eylau, d'un quart à Marengo et d'un cinquième à Friedland.

Les comptes-rendus officiels russes montrent aussi que, parmi les blessés admis dans les hôpitaux, un sur onze est mort de ses blessures.

Pendant toute la campagne, deux soldats seulement ont été punis de mort, un pour désertion, l'autre pour vol accompagné de violence. Ce dernier avait, comme on sait, attaqué sur le pont de Simnitsa à Sistova, M. Pognon, correspondant de l'Agence Havas au quartier-général russe.

On a constaté, en outre, que 20,000 récompenses, consistant en décorations, promotions et gratifications, ont été décernées aux troupes, et que le plus grand nombre a été accordé au 8<sup>e</sup> corps qui a défendu longtemps le défilé de Chipka.

---

**A Paris, chez TANERA; à Lausanne, chez B. BENDA, éditeurs**

# GUERRE D'ORIENT

EN 1876-1877

Esquisse des événements militaires  
et politiques

par

**Ferdinand LECOMTE,**

colonel-divisionnaire.

Tome I<sup>er</sup>, in-8° avec 3 cartes, 6 francs.

**Le Tome II<sup>me</sup> paraîtra prochainement.**

---

LAUSANNE. — IMPRIMERIE A. BORGEAUD. — CITÉ-DERRIÈRE, 26.













désigné pour exercer les fonctions d'instructeur ; il est spécialement chargé de l'instruction des officiers et des sapeurs ouvriers d'art.

Un lieutenant ou sous-lieutenant dans chaque bataillon lui est adjoint pour ce service. Ces officiers sont chargés d'instruire leur bataillon et d'exercer les sous-officiers et les sapeurs porteurs d'outils de leur bataillon, de manière à les mettre à même de remplir les fonctions de moniteurs ou de chefs d'ateliers pendant l'instruction des compagnies.

Lors des exercices des compagnies, le capitaine instructeur peut être employé sur les chantiers à titre d'adjoint du lieutenant-colonel, pour s'assurer que les travaux s'exécutent conformément aux prescriptions réglementaires.

#### *Instruction des officiers.*

L'instruction des officiers est à la fois théorique et pratique ; mais c'est surtout sur le côté pratique de l'enseignement qu'il y a lieu de diriger leurs études ; ils doivent connaître toutes les parties du programme annexé à la présente instruction, et être mis en mesure de pouvoir tracer les ouvrages les plus simples et diriger leurs subordonnés dans l'exécution des travaux.

Les leçons sont expliquées, avec tous les développements qu'elles comportent, par le capitaine instructeur aux capitaines, lieutenants et sous-lieutenants.

#### *Instruction des sous-officiers.*

Les officiers adjoints font aux sous-officiers un cours réduit, en rapport avec leurs aptitudes et les besoins de leurs services ; le capitaine instructeur en établit le programme et le soumet à l'approbation du lieutenant-colonel.

Quelques exercices pratiques doivent les mettre à même de pouvoir profiler *grosso modo* les ouvrages tracés par leurs officiers et de répartir le travail entre les ateliers.

#### *Instruction des sapeurs ouvriers d'art et des sapeurs porteurs d'outils.*

Les sapeurs ouvriers d'art et les sapeurs porteurs d'outils des compagnies sont employés aux travaux manuels de profillement et de terrassement.

Ils sont exercés à se servir de leurs outils dans toutes les circonstances prévues, et dressés au rôle de chefs d'ateliers et de moniteurs pour les autres soldats.

Lorsqu'on ne peut leur faire exécuter effectivement les travaux, on se rapproche le plus possible de la pratique en les conduisant au pied de l'obstacle, qu'on leur fait ainsi toucher du doigt, et en leur indiquant la manière de le renverser ou de le disposer avec les outils qu'ils possèdent.

#### *Instruction des compagnies.*

Les compagnies sont exercées aux travaux de campagne en ce qui concerne l'exécution des terrassements.

Cette instruction est menée progressivement. Le soldat apprend d'abord à creuser des trous de tirailleurs, à organiser une haie, à créneler un mur ; puis il est exercé à construire des tranchées-abri et ainsi de suite.

Il est nécessaire que les corps d'infanterie exécutent, toutes les fois que l'occasion s'en présente, des exercices d'attaque et de défense d'ouvrages de campagne, et qu'ils s'habituent à tenir compte des obstacles qui peuvent gêner ou favoriser ces opérations ; à défaut de polygones sur lesquels on puisse exécuter des travaux, on pourra se contenter de les profiler, soit sur les terrains d'exercices ou les champs de tir, soit

sur des propriétés privées après l'enlèvement des moissons, et d'indiquer, par des piquets ou d'autres signes, les défenses accessoires qui pourraient être placées en avant des ouvrages.

L'enseignement des travaux de campagne doit être terminé avant l'époque des grandes manœuvres, afin que les corps de troupe puissent y utiliser, au cours des opérations, l'instruction qu'ils auront acquise.

#### *Matériel et dépenses.*

Les commissions de casernement font, par la voie hiérarchique, des propositions concernant les terrains qu'il conviendrait d'affecter aux exercices de travaux de campagne, en choisissant de préférence, les champs de manœuvres appartenant à l'Etat ou les glacis de la fortification.

Les outils à mettre en œuvre sont les outils portatifs et ceux des voitures régimentaires. On se conforme pour leur emploi, leur entretien et leur renouvellement, aux prescriptions de l'instruction ministérielle du 31 juillet 1876.

Les corps se procurent eux-mêmes le matériel nécessaire, lattes, pointes, piquets, jalons, cordes à tracer, mètres, etc. Il leur est alloué, à cet effet, sur les fonds du budget des écoles, un crédit de 150 francs pour la première année, et de 100 francs pour les années suivantes.

#### *Examen de l'instruction.*

Les généraux inspecteurs examinent les résultats de l'instruction concernant les travaux de campagne. Ils proposent au ministre toutes les modifications qui leur paraissent nécessaires en vue d'améliorer cette instruction, soit au point de vue du mode employé, soit au point de vue du matériel à affecter.

### PROGRAMME DE L'ENSEIGNEMENT.

#### *1<sup>re</sup> Partie.*

#### *Instruction théorique des officiers.*

Chapitre 1<sup>er</sup> (fortification). — Nomenclature sommaire et usage des outils de campagne.

Nomenclature des divers retranchements passagers employés en campagne (coupure, redan, lunette, redoute).

Emploi, avantages et inconvénients des uns et des autres.

Etude du profil des divers retranchements (retranchement ordinaire, retranchements rapides, tranchées-abris, trous de tirailleurs).

Construction des retranchements de campagne. Organisation des ateliers.

Revêtements, abris intérieurs. Défenses accessoires (abatis, réseaux de fils de fer, palissades, obstacles improvisés)

Instruction technique sur la mise à exécution des prescriptions contenues dans le règlement du 12 juin 1875 sur les manœuvres, et dans l'instruction du 4 octobre 1875 sur le service de l'infanterie en campagne, relativement à l'organisation défensive des berges, fossés, clôtures, chaussées, bois, lieux habités.

Destruction des obstacles accumulés par la défense.

Emploi de la poudre ou de la dynamite pour renverser un mur, un arbre, des palissades, une porte.

Chapitre 2<sup>e</sup> (voies de communication). — Passage des cours d'eau, des fossés secs ou à fond marécageux.

Construction des petits ponts, ponceaux et passerelles.

Destruction et réparation des routes et des ponts. Obstruction des gués.

Eléments d'une voie ferrée ; accessoires de la voie. Notions sommaires sur le matériel mobile.

Destruction d'une voie ferrée, des ponts, des tunnels et du matériel. Interruption d'une ligne télégraphique.

**II<sup>e</sup> Partie.**

*Instruction théorique des sous-officiers.*

Cours réduit, d'après un programme établi par le capitaine instructeur.

**III<sup>e</sup> Partie.**

*Instruction pratique.*

Chargement et déchargement des voitures d'outils.

Tracé, piquetage et profillement d'un retranchement ordinaire.

Exécution des retranchements rapides, des tranchées-abris, des trous de tirailleurs, des traverses.

Organisation et placement des ateliers.

Créneler et écréter un mur.

Construire une barricade.

Abattre un arbre avec la hache ou la scie articulée.

Confectionner des abris pour bivouacs, des cuisines de campagne. »

---

**CIRCULAIRES ET PIÈCES OFFICIELLES.**

*Du Chef d'arme de l'artillerie. N° 6. Aarau, le 20 avril 1878. —* J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que quant aux cours de répétition de l'artillerie de cette année les prescriptions suivantes sont à observer.

**I. Personnel.**

Aux cours de répétition sont à commander : tous les officiers des unités tactiques, les sous-officiers des dix et les soldats des huit premières années de service et enfin les sous-officiers et les soldats qui n'ont pas encore suivi les services militaires prescrits par la loi pendant les dix ou huit premières années dans l'élite ; c'est-à-dire, qui n'ont pas déjà suivi cinq ou quatre cours de répétition.

Les recrues de cette année doivent être commandés pour les cours de répétition autant qu'ils auront passé l'école de recrues à l'époque du cours de répétition de leur corps.

Les ordres de marche pour les officiers, sous-officiers et soldats, tant pour les corps cantonaux que fédéraux, sont à expédier par les autorités militaires des cantons sans ordre ultérieur.

**II. Matériel.**

**a) Batterie de campagne.**

Les batteries de campagne à l'exception de la batterie n° 48 (Tessin) sont à pourvoir dans les cantons de leur propre matériel à savoir de 6 pièces ; 6 caissons ; 1 chariot de batterie ; 1 forge de campagne ; 1 fourgon ; 1 caisse pour médecin ; 1 caisse pour vétérinaire ; les équipements pour 20 chevaux de selle et pour 70 chevaux de trait, les ustensiles de cuisine.

La batterie N° 48 (Tessin) recevra le matériel et les équipements des chevaux à la place d'armes fédérale. (Zurich.)

**b) Batteries de montagne.**

Les batteries de montagne sont à pourvoir dans les cantons de tout leur matériel de corps (équipements de chevaux, caisses à munitions, caisses pour médecin, caisses pour vétérinaire, ustensiles de cuisine) à l'exception des pièces et des affûts avec équipements ; les batteries recevront à la place d'armes fédérale les pièces, les affûts et les caisses à munition de nouvelle ordonnance.

**c) Colonnes de parc.**

Les colonnes de parc à l'exception des colonnes de parc N° 5 et 6 (Berne) recevront leur matériel et les équipements des chevaux à la place d'armes fédérale. Les

ustensiles de cuisine doivent être fournis par les cantons. Les colonnes de parc N° 5 et 6 recevront leur matériel à Berne.

d) *Bataillons du train et train de ligne.*

Les bataillons du train de toutes les divisions et le train de ligne des divisions VI et VIII, à l'exception de la 2<sup>me</sup> subdivision du bataillon du train N° VI, recevront leur matériel et les équipements des chevaux à la place d'armes fédérale; les ustensiles de cuisine doivent être fournis par les cantons. Le train de ligne de la II et III division doit être muni du matériel et des équipements des chevaux par les cantons; la 2<sup>me</sup> subdivision du bataillon du train N° VI reçoit le matériel à Zurich.

e) *Compagnies de position.*

Les compagnies de position recevront leur matériel à la place d'armes fédérale; les ustensiles de cuisine doivent être fournis par les cantons.

f) *Compagnies d'artificiers*

La compagnie d'artificiers recevra le matériel nécessaire ainsi que les ustensiles de cuisine à la place d'armes fédérale.

III. *Munition.*

Les batteries de campagne, à l'exception de la batterie N° 48 (Tessin), doivent amener les munitions suivantes des magasins de munition des cantons respectifs.

| MUNITION                             | BATTERIES DE 10 cm. |                | BATTERIES DE 8 cm.      |                                             |            |
|--------------------------------------|---------------------|----------------|-------------------------|---------------------------------------------|------------|
|                                      | N°<br>13 et 14      | N°<br>33 et 34 | N°<br>15, 16, 45-<br>48 | N°<br>17, 18, 31,<br>32, 35, 36,<br>43, 44. | N°<br>7-12 |
| Obus chargés . . .                   | 180                 | 150            | 162                     | 132                                         | 90         |
| Shrapnels . . . .                    | 126                 | 96             | 150                     | 126                                         | 84         |
| Boltes à mitrailles .                | 24                  | 24             | 18                      | 12                                          | 12         |
| Cartouches de gram.<br>840 . . . . . | —                   | —              | 432                     | 360                                         | 252        |
| Cartouches de gram.<br>1060. . . . . | 402                 | 336            | —                       | —                                           | —          |
| Cartouches de gram.<br>250 . . . . . | 30                  | 24             | —                       | —                                           | —          |

En sus: 4 étoupilles pour 3 coups et 6 vis porte-feu (et le même nombre de goupilles de sûreté, s'il y a des fusées à l'ancienne ordonnance) pour 5 obus chargés.

Tous les obus lestés, les cartouches d'exercice et les cartouches pour revolvers seront livrés aux batteries à la place d'armes fédérale.

Toutes les munitions doivent être prises des provisions les plus anciennes et chaque batterie ne doit amener autant que possible que des munitions (fusées) de la même ordonnance et de la même époque de fabrication.

La batterie N° 48 (Tessin), les batteries de montagne, les colonnes de parc, les compagnies de position, la compagnie d'artificiers et les bataillons du train recevront toutes leurs munitions à la place d'armes fédérale.

IV. *Chevaux.*

Les chevaux seront fournis par la Confédération pour tous les cours de répétition de l'artillerie à l'exception de ceux pour le train de ligne de la II et de la III<sup>me</sup> division qui doivent être fournis par les cantons.

En général les unités tactiques recevront leurs chevaux le jour de l'entrée à la place d'armes fédérale, avec les modifications suivantes :

Les batteries 8 cm. N° 7 et 8 (Vaud) recevront leurs chevaux à Moudon le 31 août au soir en partie de l'école de recrues d'artillerie de campagne N° II (Bière), en partie de fournisseurs. Ils rendront les chevaux à la fin du cours de répétition en partie à l'école de recrues du train d'armée à Bière, en partie aux fournisseurs.





Des rapports qui nous ont été faits par MM. les divisionnaires, et les chefs d'armes, il résulte qu'on ne paraît pas encore avoir fait les expériences nécessaires pour que l'on puisse rendre aujourd'hui des prescriptions définitives sur l'organisation de ces travaux.

En conséquence, nous nous voyons dans la nécessité de confirmer jusqu'à nouvel ordre les dispositions rendues le 2 février 1876, au sujet des travaux particuliers des officiers et de prescrire entre autres ce qui suit :

1. Les travaux particuliers des officiers seront ordonnés encore une fois selon les directions générales mentionnées ci-dessus et contenues dans notre circulaire du 2 février 1876. A cette occasion, on évitera d'obliger les officiers à assister à des excursions militaires.

2. On n'astreindra à des travaux particuliers que les officiers qui, dans la même année, ne seront appelés ni à un cours de répétition, ni à une école de recrues ou à une école centrale.

3. Le commandant de la division appelée l'année suivante au rassemblement de troupes combinera les tâches avec ces manœuvres et dans ce but il procédera si possible à des reconnaissances volontaires.

4. A la fin de l'année, les divisionnaires, les chefs d'armes et de divisions feront au Département un rapport sur l'exécution de la présente circulaire.

---

13/25 mai, n° 60/20. — Après avoir examiné les réponses faites par MM. les colonels-divisionnaires à notre circulaire du 4 février 1878 concernant les inspections d'armes, nous avons cru devoir prendre les dispositions générales ci-après à cet égard :

I. *Appel séparé de l'élite et de la landwehr.* — L'élite et la landwehr seront, dans la règle, appelées séparément, savoir la première avant midi et la dernière à midi ou après midi. S'il s'agit de petits détachements, les deux classes d'âge pourront exceptionnellement être réunies en même temps.

II. *Aides des contrôleurs d'armes.* — Le contrôle sera effectué par le contrôleur d'armes lui-même. Dans l'intérêt d'un contrôle uniforme et en évitation de frais, on renoncera en principe à adjoindre des aides aux contrôleurs. Dans les cas extraordinaires, le Département décidera.

III. *Emploi d'armuriers.* — Les armuriers de bataillon assisteront aux inspections d'armes avec les hommes de leur bataillon. Les armuriers sont tenus de concourir à l'inspection dans la mesure qui sera fixée par le contrôleur d'armes et de pourvoir immédiatement sur place aux petites réparations (§ 7, chiffre 3 de l'instruction du 2 juillet 1875). Si l'on prévoyait qu'aucun armurier ne se présentera avec un détachement et si le contrôleur d'armes estimait toutefois que la présence d'un armurier est absolument nécessaire, il pourra proposer à l'autorité militaire cantonale d'en appeler un à l'inspection.

Il ne sera pas nommé d'armurier en permanence. Les travaux qui peuvent être exécutés sur place sont, dans la règle, de nature secondaire. Les réparations qui se présentent le plus fréquemment ne peuvent être faites que dans des ateliers bien outillés et exigent constamment beaucoup de temps.

La *perception des frais de réparation*, mis à la charge du porteur de l'arme est du ressort du chef de section et non du contrôleur d'armes ou de l'armurier, (§ 16 de l'instruction du 2 juillet 1875).

IV. *Nombre d'hommes à appeler.* — Le nombre des fusils qu'un contrôleur d'armes peut inspecter en un jour a été fixé par les contrôleurs d'armes à 150-250. En conséquence, et dans l'intérêt d'un contrôle approfondi, nous croyons devoir fixer à 170 et au plus à 180 le nombre d'hommes à appeler en un jour.

V. *Locaux.* — Les armes ne pourront être inspectées dans les chambres d'auberges que là où on ne pourrait pas obtenir d'autres locaux appropriés. En revanche, on ne pourra consommer ni vivres, ni boissons dans les locaux où le contrôle a lieu avant que celui-ci soit terminé.

VI. *Dispositions disciplinaires.* — Le commandant d'arrondissement est chargé de l'appel et de la répartition de la troupe, de fixer le tour de rôle des communes et de pourvoir au maintien de la discipline (§ 7, chiffre 1 de l'instruction du 2 juillet 1875).

Les officiers qui sont en possession d'une arme d'ordonnance appartenant à l'Etat, doivent également se présenter aux inspections d'armes (§ 3 des prescriptions du 27



**VI. Quartier-maitres de bataillons d'infanterie.**

**I<sup>e</sup> division. Bataillon de fusiliers n<sup>o</sup> 3:** Lieutenant Monachon, François, à Cossonay, en remplacement du lieutenant Bourgoz, à Berthoud, appelé aux fonctions de 3<sup>e</sup> adjudant du commissaire de la I<sup>re</sup> division.

„ „ „ „ n<sup>o</sup> 6: Lieutenant Jeanmonod, Henri, à Lausanne, auparavant à disposition, en remplacement du lieutenant Amiguet, à Lausanne, mis à disposition.

**II<sup>e</sup> division. Bataillon de carabiniers n<sup>o</sup> 2:** Lieutenant Girard, Eugène, à Genève, auparavant à disposition.

„ „ „ „ fusiliers n<sup>o</sup> 19: Lieutenant Piccard, Edmond, à la Chaux-de-Fonds, auparavant à disposition.

„ „ „ „ n<sup>o</sup> 21: Capitaine Bouchat, Jean, à Saignelégier.

**III<sup>e</sup> division. Bataillon de carabiniers n<sup>o</sup> 3:** Lieutenant Rieder, Fritz, à Interlaken, auparavant quartier-maitre de l'ambulance n<sup>o</sup> 12.

„ „ „ „ fusiliers n<sup>o</sup> 25: Lieutenant Aebi, Frédéric, à Madretsch, auparavant quartier-maitre du bataillon de fusiliers n<sup>o</sup> 88, en remplacement du 1<sup>er</sup> lieutenant Jenny, à Morat, appelé aux fonctions de chef de la section de subsistance dans la compagnie d'administration n<sup>o</sup> 2.

„ „ „ „ n<sup>o</sup> 27: 1<sup>er</sup> lieutenant Krebs, Paul, à Berne, en remplacement du lieutenant Lindt, Rudolf, à Berne, appelé aux fonctions de 3<sup>e</sup> adjudant du commissaire de la III<sup>e</sup> division.

„ „ „ „ n<sup>o</sup> 29: Lieutenant Bächler, Carl, à Berne, en remplacement du 1<sup>er</sup> lieutenant Weibel, Frédéric, à Aarberg, appelé aux fonctions de 2<sup>e</sup> adjudant du commissaire de la III<sup>e</sup> division.

**V<sup>e</sup> division. Bataillon de carabiniers n<sup>o</sup> 5:** 1<sup>er</sup> lieutenant Bielhi, Hans, à Olten, en remplacement du lieutenant Lochmann, Auguste, à Zollikon, transféré au bataillon de fusiliers n<sup>o</sup> 71.

„ „ „ „ fusiliers n<sup>o</sup> 56: Lieutenant Leutwyler, Jacob, à Menziken.

„ „ „ „ n<sup>o</sup> 58: 1<sup>er</sup> lieutenant Fahrländer, Arthur, à Laufenbourg, en remplacement du 1<sup>er</sup> lieutenant Städeli, à Lucerne, mis à disposition.

**VI<sup>e</sup> division. Bataillon de carabiniers n<sup>o</sup> 6:** Lieutenant Burkhardt, Charles, à Zurich.

„ „ „ „ fusiliers n<sup>o</sup> 61: Lieutenant Erzinger, Robert, à Schafhouse, auparavant quartier-maitre du bataillon de fusiliers n<sup>o</sup> 62.

„ „ „ „ n<sup>o</sup> 62: Lieutenant Töndury, Jean-Baptiste, à Zurich.

„ „ „ „ n<sup>o</sup> 63: Lieutenant Ochsner, Conrad, à Winterthur.

„ „ „ „ n<sup>o</sup> 71: Lieutenant Lochmann, Auguste, à Zollikon, auparavant quartier-maitre du bataillon de carabiniers n<sup>o</sup> 5.

**VII<sup>e</sup> division. Bataillon de fusiliers n<sup>o</sup> 73:** Lieutenant Bach, Conrad, à St-Gall.

„ „ „ „ n<sup>o</sup> 75: Lieutenant Conradi, Max, à Neukirch.

„ „ „ „ n<sup>o</sup> 77: Lieutenant Zellweger, Ernst, à Gais,

- auparavant officier de la compagnie d'administration n° 7.
- VII<sup>e</sup> division. Bataillon de fusiliers n° 79: Lieutenant Stähelin, Wilhelm, à Wattwyl.
- „ „ „ „ n° 81: Lieutenant Studle, Jean, à Flawyl.
- VIII<sup>e</sup> division. Bataillon de carabiniers n° 8: Lieutenant Deflorin, Michæl, à Coire, auparavant quartier-maître du bataillon de fusiliers n° 93.
- „ „ „ „ fusiliers n° 88: Lieutenant Burcher, Joseph, à Brieg, en remplacement du lieutenant Æbi, Frédéric, à Madretsch, transféré au bataillon de fusiliers n° 23.
- VIII<sup>e</sup> division. Bataillon de fusiliers n° 93: Lieutenant Salvioni, Attilio, à Bellinzona, auparavant officier de la compagnie d'administration n° 8, en remplacement du lieutenant Deflorin, Michel, à Coire. transféré au bataillon de carabiniers n° 8.
- „ „ „ „ „ n° 96: Lieutenant Ruttishauser, Antonio, à Lugano, auparavant officier de la compagnie d'administration n° 8.

*VII. Quartier-mâtres de bataillons du génie.*

- Bataillon du génie n° 3: 1<sup>er</sup> lieutenant Liechti, Frédéric, à Berne.
- „ „ „ „ n° 6: Lieutenant Ringk, Emile, à Schaffhouse.

*VIII. Quartier-mâtres des lazarets de campagne.*

- Lazareth de campagne n° 3: 1<sup>er</sup> lieutenant Siegfried, Benoni, à Zofingue, auparavant quartier-maître de l'ambulance n° 22, en remplacement du capitaine Meyer, Rudolf, mis à disposition.
- „ „ „ „ n° 8: 1<sup>er</sup> lieutenant Bolliger, Jean, à Bâle, auparavant quartier-maître de l'ambulance n° 36.

*IX. Quartier-mâtres d'ambulance.*

- Ambulance n° 1: Lieutenant Vuy, Alphonse, à Genève, auparavant officier de la compagnie d'administration n° 1.
- „ n° 2: Lieutenant Saugy, Samuel, à Genève.
- „ n° 6: Lieutenant Huguenin, Arnold, à Chaux-de-Fonds.
- „ n° 8: Lieutenant Meyer, Maurice, à Delémont.
- „ n° 11: Lieutenant Messerli, Frédéric, à Berne.
- „ n° 12: Lieutenant Lerch, Gottfried, à Herzogenbuchsee, en remplacement du lieutenant Rieder, à Interlaken, transféré comme quartier-maître au bataillon de carabiniers n° 3.
- „ n° 13: Lieutenant Simon, Jacob, à Berthoud.
- „ n° 16: Lieutenant Muff, François-Joseph, à Hohenrain.
- „ n° 18: Lieutenant Jans, Charles, à Neuchâtel.
- „ n° 19: Lieutenant Schmidt, Emile, à Zoug.
- „ n° 21: Lieutenant Stampfli, Jacob, à Yverdon.
- „ n° 22: Lieutenant Balmer, Wilhelm, à Liestal, en remplacement du 1<sup>er</sup> lieutenant Siegfried, Benoni, à Zofingue, appelé aux fonctions de quartier-maître du lazaret de campagne n° 3.
- „ n° 24: Lieutenant Oswald, Pierre, à Bâle,
- „ n° 25: Lieutenant Marti, Aloïs, à Reinach, auparavant officier de la compagnie d'administration n° 3 en remplacement du 1<sup>er</sup> lieutenant Zinggeler, Albert, à Wädenschweil, transféré à l'ambulance n° 30.
- „ n° 27: Lieutenant Kradolfer, Rudolf, à Berne.
- „ n° 28: Lieutenant Kunz, Charles, à Winterthour.
- „ n° 30: 1<sup>er</sup> lieutenant Zinggler, Albert, à Wädenschweil, auparavant quartier-maître de l'ambulance n° 23.
- „ n° 36: Lieutenant Luchsinger, Rudolf, à Glaris, en remplacement du 1<sup>er</sup> lieutenant Bolliger, Jean, à Bâle, appelé aux fonctions de quartier-maître du lazaret de campagne n° 8.

**X. Officiers de compagnies d'administration.**

- Compagnie d'administration n° 1 :** Lieutenant Isoz, François, à Lausanne, à la section de subsistance.
- „ „ n° 2 : 1<sup>er</sup> lieutenant Jenny, Jean, à Morat, auparavant quartier-maître du bataillon de fusiliers n° 25. — Chef de la section de subsistance.
- „ „ n° 3 : Lieutenant Ludi, Gottfried, à Thoun, à la section de subsistance.
- „ „ n° 3 : Lieutenant Tomi, Ulrich, à Berne, auparavant officier de la section de subsistance de cette compagnie aux fonctions de chef de la section de magasin.
- „ „ n° 4 : 1<sup>er</sup> lieutenant Weber, Xavier, à Munster, à la section de subsistance.
- „ „ n° 4 : Lieutenant Huber, Henri, à Zurich, à la section de magasin.
- „ „ n° 5 : 1<sup>er</sup> lieutenant Dietschi, Charles, à Lenzbourg, à la section de subsistance.
- „ „ n° 5 : Lieutenant Rohr, Edouard, à Staufén, de la section de subsistance à la section de magasin.
- „ „ n° 6 : 1<sup>er</sup> lieutenant Bauert, Albert, à Aussersihl, officier de la section de magasin, aux fonctions de chef de cette section.
- „ „ n° 6 : Lieutenant Notzli, Gustave, à Unterstrass, quartier-maître de cette compagnie.
- „ „ n° 6 : 1<sup>er</sup> lieutenant Scherrer, Albert, à Neuenkirch, à la section de subsistance.
- „ „ n° 6 : 1<sup>er</sup> lieutenant Steinegger, Albert, à Zofingue, à la section de subsistance.
- „ „ n° 6 : Lieutenant Diener, Oscar, à Winterthour, à la section de magasin.
- „ „ n° 8 : lieutenant Braunschweiler, Bernhard, à Buhler, à la section de magasin.

**XI. Officiers mis à disposition (d'après l'art. 58 de l'organisation militaire).**

Major Veuve, Jules-Henri, à Winterthour.

Capitaine Meyer, Rudolf, à Lenzbourg, auparavant quartier-maître du lazaret de campagne n° 5.

1<sup>er</sup> lieutenant David, Paul, à Aarau, auparavant quartier-maître du bataillon du génie n° 5.

„ Städli, Edouard, à Lucerne, auparavant quartier-maître du bataillon de fusilliers n° 58.

Lieutenants : Amiguet, Justin, à Lausanne, auparavant quartier-maître du bataillon de fusiliers n° 6. — Zust, Jean, à Heiden, auparavant quartier-maître du bataillon de fusiliers n° 77. — Burnier, Jules, à Bière, — Jacques, Emile, à Echallens. — Mottier, François, à Lausanne. — Giroud, Jules, à Morges. — Henry, Oscar, à Lausanne. — Jullien, Alexandre, à Genève. — Binder, Edouard, à Genève. — Lugon, Victor, à Martigny. — Ducrey, Alexis, à Martigny. — Rochat, Lucien, à Lausanne.

## NOUVELLES ET CHRONIQUE

Le bureau fédéral de statistique vient de faire paraître une carte fort intéressante sur laquelle se trouve représenté, en couleurs, le degré d'instruction des différents cantons, d'après les données recueillies lors des examens de recrues. Les cantons où l'instruction est avancée sont indiqués par une teinte claire qui se fonce peu à peu pour ceux qui sont arriérés. Chaque canton ou demi-canton y figure, en outre, avec son numéro d'ordre. Les teintes les plus claires se trouvent dans le sud-ouest et nord-est de la Suisse. C'est ainsi que Genève, avec une teinte très-claire, se trouve marqué au 2<sup>e</sup> rang, Vaud 5<sup>e</sup>, Thurgovie 3<sup>e</sup>, Schaffhouse 6<sup>e</sup>, Zurich 4<sup>e</sup>. Zoug 8<sup>e</sup>, et Saint-Gall 9<sup>e</sup>, Appenzell (Rh.-Ext.) 12<sup>e</sup>, est un peu plus foncé, tandis que les Rhodes-Intérieures (23<sup>e</sup>), sont marquées d'une teinte sombre, avec les Rhodes-Intérieures





forces militaires considérables : elle avait entre le Prouth et le Dnièstre, sous les ordres du grand-duc Nicolas, une armée d'opération de 110,000 hommes ; derrière le Dnièstre, une armée de réserve de 100,000 hommes, et sur le littoral de Kerson et derrière le Dnièpre, plus de 90,000 hommes destinés à remplacer, en cas de guerre, les pertes que subiraient ses deux armées.

Comme nous venons de le dire, les Turcs n'ayant pas d'armée en campagne, toutes leurs forces étant réparties dans les forteresses de la Bulgarie, de la Mer-Noire à Widdin, c'est-à-dire sur une zone de plus de 600 kilomètres de longueur et de 100 de largeur, les Russes pouvaient en toute sécurité entrer en Moldavie, occupée par leurs alliés les Roumains, passer le Danube, prendre l'offensive à travers le Balkan, par la direction qui semblait le mieux leur convenir, sans crainte d'être prévenus dans leurs opérations.

Pour envahir la Bulgarie, les Russes avaient d'abord à rapprocher leurs trois armées de la rive gauche du Danube, c'est-à-dire à porter celle du Prouth sur la rive gauche du fleuve, à hauteur de Galatz, à faire avancer celle du Dnièstre sur le Prouth et celle du Dnièpre sur le Dnièster. Dans ces emplacements, les chemins de fer pouvaient efficacement contribuer au ravitaillement des trois armées et par suite celles-ci pouvaient promptement se concentrer.

Pour les Russes, Andrinople étant le premier objectif ; pour traverser le Balkan et atteindre cette ville, ils avaient à choisir entre trois *plans*, c'est-à-dire entre trois lignes d'opérations.

1<sup>o</sup> En passant le Danube entre Galatz et Braïla et en se rendant par Rassova et Pravadi droit sur Andrinople (voir le plan) ;

2<sup>o</sup> En se dirigeant vers l'amont du Danube, pour le passer près de Sistova, et se porter ensuite par le col de Schipka sur Andrinople ;

3<sup>o</sup> En partant du même point et en passant le fleuve à Nicopoli, pour se rendre ensuite par la route de Sophia à Andrinople.

Le choix entre ces trois lignes constitue ce qu'on appelle le plan d'opération ; parce que l'entrée en campagne exerce une action presque décisive sur les événements ultérieurs de la guerre. C'est de ce choix que dépend en grande partie le succès ou l'insuccès d'une guerre.

Si les Russes avaient adopté le premier plan, en se rendant de Galatz par Rassova et Pravadi droit sur Andrinople, leur ligne d'invasion n'aurait eu que vingt-quatre marches de profondeur, et par le chemin de fer Kichenef-Galatz d'abord et le Danube ensuite, ils auraient pu ravitailler leurs armées jusqu'à Rassova, à l'aide de la vapeur.

Il est vrai qu'en suivant cette direction ils auraient eu sur leur droite les forteresses du Danube et du Balkan, et sur leur gauche la mer et la place de Varna. Mais en laissant leur armée de réserve dans ce qu'on appelle le quadrilatère, c'est-à-dire dans l'espace compris entre le mur de Trajan, Silistrie, Varna et Choumla, cette armée, dis-je, aurait pu assurer les communications avec la base de celle en marche au-delà du Balkan.

Si les pachas s'avisèrent d'improviser une armée avec les garni-



sons des places de la Bulgarie, pour attaquer celle des Russes restée dans le quadrilatère, celle-ci aurait pu appeler à elle, avec la vitesse de la vapeur, les troupes restées dans la Bessarabie, et ces forces réunies auraient eu d'autant plus de chances de battre l'armée improvisée, que les événements ont démontré que les troupes turques réunies en grande masse ne peuvent ni tenir la campagne, ni se présenter dans un ordre de combat, plus ou moins convenable, sur le champ de bataille. Il est vrai qu'elles se battent bien dans des retranchements ou derrière des murailles, et qu'elles font des sorties de ces postes et attaquent avec impétuosité, surtout quand elles espèrent pouvoir surprendre leur ennemi.

Quoi qu'il en soit des troupes turques, les Russes en suivant le premier plan seraient arrivés en quelques semaines devant Andrinople, alors que son enceinte n'aurait été ni relevée, ni armée pour résister à une attaque sérieuse et inattendue.

Les Russes avaient d'autant plus de motifs de se hâter d'arriver devant Andrinople que la campagne de 1829 leur avait démontré que la prise de cette ancienne capitale des Besses avait amené le désarroi dans l'empire des Osmanlis, et que, comme alors, la panique ne manquerait pas d'amener de nouveau la Porte à solliciter la paix à tout prix. — Les événements sont venus confirmer cette opinion.

On objectera que ce plan pouvait offrir de graves dangers. Mais trouve-t-on un plan qui n'en recèle pas ? Celui qui en présente le moins est le meilleur, et nous verrons par la suite que celui-ci en offrait infiniment moins que les deux autres.

Sans doute, si l'armée d'opération s'était aventurée au-delà du Balkan sans avoir ses communications assurées avec sa base, elle se serait fourvoyée ; mais en laissant les deux armées de réserve dans le quadrilatère, celle en marche au-delà du Balkan n'aurait pas eu à redouter d'être prise à dos par une armée formée avec les garnisons des forteresses de la Bulgarie.

Quant aux places fortes elles-mêmes, puisque les réserves russes neutralisaient leurs garnisons, et que l'armée d'opération, dans sa marche offensive, les évitait, elles seraient restées sans effet pour arrêter l'invasion.

En ce qui concerne la prépondérance maritime que les Turcs avaient dans la Mer-Noire et sur le Danube, les guerres antérieures, comme les événements de la présente guerre, ont démontré que la marine en général est si peu utile, que les réserves russes, restées dans le quadrilatère, n'auraient eu rien à craindre de sa coopération. Il en eût été de même des navires cuirassés, à l'aide desquels Hobart pacha devait empêcher les Russes d'établir des ponts sur le Danube et de leur en interdire le passage.

Ces formidables citadelles flottantes, comme on les appelle, loin de pouvoir interdire le passage du fleuve, ont éprouvé désastre sur désastre, et on a pu s'assurer une fois de plus, que, sur les fleuves comme en pleine mer, elles n'ont joué qu'un rôle ridicule.

En adoptant le second plan d'invasion, en partant de Galatz vers l'amont du Danube, pour passer le fleuve à Sistova et marcher par

le col de Schipka sur Andrinople, on allongeait la ligne d'opération de douze marches, et on se privait bénévolement de la vapeur pour alimenter les armées.

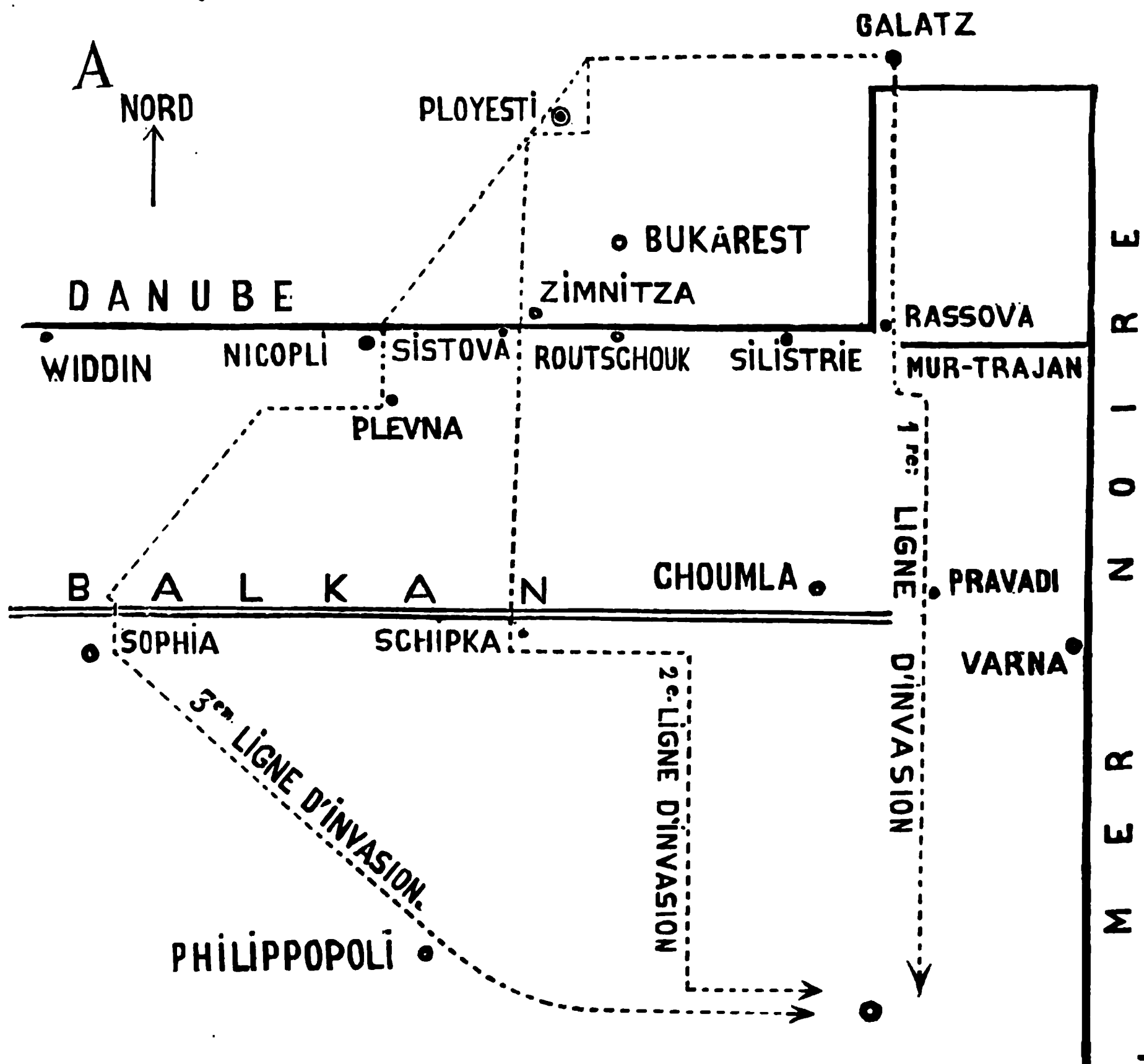
En opérant par cette direction, avant de franchir le Balkan, on aurait dû également laisser les réserves russes dans l'espace limité par le Danube au nord, le Balkan au sud, la Jantra à l'est et le Vid à l'ouest, et, en outre, on aurait dû garder une plus grande partie du cours du fleuve qu'avec le premier plan.

Ainsi donc, la première ligne d'opérations offrait plus d'avantages et moins d'inconvénients que la seconde ; et celle-ci, en ralentissant l'invasion, retardait l'action militaire et par suite éloignait la solution politique que les Russes avaient le plus grand intérêt d'atteindre au plus vite.

En adoptant le troisième plan d'invasion, en menant l'armée de Galatz par Nicopoli et Sophia sur Andrinople, on y rencontrait toutes les difficultés signalées dans le second plan, et la ligne d'opérations, en s'allongeant encore d'une douzaine de marches, augmentait aussi les difficultés dans les mêmes proportions.

Plan d'orientation indiquant les grandes lignes stratégiques de la guerre de 1877-1878.

Transylvanie.



LÉGENDE

———— A l'est de ce trait, la mer Noire.

———— Le trait fort le Danube.

===== Le double trait, le Balkan.

➡ Les trois lignes d'opérations partant de Galatz vers Andrinople: la 1<sup>re</sup> par Pravadi a 24 marches ; la 2<sup>e</sup> par Sistova et Schipka a 36 marches; la 3<sup>e</sup> par Nicopoli et Sophia a 48 marches.

De ce que nous venons de voir, il résulte donc que la première ligne d'invasion par Galatz-Pravadi sur Andrinople était la meilleure, et que la troisième, par Galatz, Nicopoli et Sophia sur Andrinople, était la plus défectueuse. La seconde ligne, sans être la pire des trois, les événements l'ont prouvé, laissait également beaucoup à désirer.

Maintenant que nous sommes orientés sur la contrée qui va servir de théâtre de guerre, et que nous avons une assez juste idée des avantages et des inconvénients que présentent les différentes lignes d'opérations, examinons les directions que les armées russes ont suivies pour arriver à Andrinople, et nous apprécierons facilement si leur plan d'entrée en campagne a été bien ou mal conçu.

PREMIÈRE CAMPAGNE DANS LA VALLÉE DU DANUBE

*(De mai à décembre 1878.)*

Nous avons vu qu'à l'ouverture des hostilités les Turcs avaient 200,000 hommes répartis dans les places de la Bulgarie, et que les Russes en avaient 300,000 échelonnés derrière le Prouth, le Dnièster et le Dnièpre.

Dans le courant de mai, les Russes ont porté le gros de leurs forces de la Bessarabie dans la Moldavie, sur la rive gauche du Danube, au nord de Galatz. En juin, ils ont passé le fleuve sur deux points et avec deux armées : celle de gauche a passé à Braïla, celle de droite à Zimnitza, près de Sistova. En prenant l'offensive, en partant de ces deux points, elles ont laissé entre elles un intervalle de 100 lieues. — Il ne faut être ni un Frédéric, ni un Napoléon, ni un Jomini pour apprécier cette entrée en campagne !

D'abord leur gauche, en opérant de Galatz-Braïla à travers la Dobrudscha, a dû laisser des troupes dans les places du littoral et dans celles des deux rives du Danube, jusqu'en amont d'Hirsova ; or cette aile en arrivant à hauteur du mur de Trajan, par suite des nombreux détachements laissés en arrière, s'est trouvée trop réduite pour continuer sa marche en avant et s'est vue obligée de s'arrêter derrière ce vieux retranchement.

Première conséquence fâcheuse, résultant d'une double ligne d'opérations, partant des deux extrémités d'une base de 100 lieues d'étendue.

Puis leur droite, en se portant de Zimnitza par Tirnova et le col de Schipka, sur le versant méridional du Balkan, a dû faire front de deux côtés à la fois : à droite, pour faire face à Osman pacha, retranché dans le camp de Plevna ; à gauche, le long de la Jantra,



quer Osman dans son camp et battre Suleiman sur le Lom, ont dû s'arrêter avec le gros de leur armée entre l'Osma et la Jantra.

Ce temps d'arrêt de la droite des Russes devant Plevna oblige le corps de Radetzky, dont l'avant-garde, sous Gourko, descendait déjà le versant méridional du Balkan, de suspendre d'abord sa marche offensive et de se replier ensuite sur le col de Schipka, où il a soutenu les attaques des Turcs pendant des mois.

Les Russes, décidés à pousser l'invasion avec vigueur, après avoir laissé à Osman le loisir de rendre son camp quasi invulnérable, dirigent une suite d'assauts contre cette position : les 20 et 30 juillet, ils se ruent violemment sur ce camp et y pénètrent ; mais arrivés devant la seconde ligne, ils sont arrêtés et ensuite repoussés avec de grandes pertes. Le 30 août, après un combat acharné et sanglant, ils parviennent à enlever une redoute aux Turcs, que ceux-ci reprennent le lendemain. Le 3 septembre, le général Skobelev prend Lovatz, qui fait partie du camp de Plevna, et, le 11, les Russes et les Roumains chassent les Turcs de la redoute de Grivitza, située au nord de Plevna. Le même jour, Skobélev enlève au sud du camp trois forts, que les Turcs reprennent le lendemain. Les 17 et 18, ces derniers cherchent à reprendre Grivitza, mais ils sont repoussés avec pertes. Le 22, une division turque, qui escortait un convoi, perce la ligne de cavalerie russe et entre dans Plevna. Quelques jours plus tard, le général Krylof, qui commande cette cavalerie, est remplacé par Gourko, qui, plus heureux que celui qu'il vient de remplacer, parvient à cerner Osman pacha dans son camp.

C'est vers cette même date que le général Tottleben arrive devant Plevna. Il ouvre devant ce camp un siège pied à pied qui ne devait pas aboutir bien que cependant une formidable artillerie bombardât déjà cette position depuis le 7 septembre.

Vers le milieu d'octobre deux divisions de la garde étant arrivées sur le Vid, Gourko bloque hermétiquement Plevna, et vers la fin du mois, sur la route de Sophia, il enlève une série de postes ennemis dans lesquels il fait un grand nombre de prisonniers.

Dès lors Osman devait comprendre qu'il ne lui restait plus d'autre alternative que de déposer les armes ou de se faire jour à travers les lignes ennemies. Les Russes, de leur côté, devaient être convaincus aussi que le blocus allait avoir promptement raison de Plevna ; néanmoins ils continuent activement le bombardement et l'attaque pied à pied, et le 13 novembre Skobelew fait encore de grands sacrifices pour enlever d'assaut le Mont-Vert, qui, quelques jours plus tard, devait tomber par capitulation avec l'ensemble de la position.

En effet, à partir du 15 novembre, Osman ne pouvait plus compter que sur un acte de vigueur de sa part pour sauver son armée ; mais comptant toujours sur l'arrivée d'un secours du dehors qui ne pouvait lui être porté, il resta dans sa position jusqu'à ce que l'ennemi eut pris toutes ses dispositions pour l'empêcher d'en sortir. Toutefois, réduit à la dernière extrémité, le 10 décembre de grand matin, il fait des démonstrations sur tout le front des Russes et dirige sa principale attaque contre les grenadiers campés sur la rive gauche du



En effet, voici comment à propos des campagnes de 1809 à 1810, le général prussien Valentini définit la tactique des pachas d'alors :

« Les Turcs, dit-il, suivent dans leurs opérations un système très circonspect. Ils choisissent d'abord sur la route par laquelle ils veulent s'avancer, une position avantageuse et s'y retranchent; puis ils attirent à eux des renforts et attendent qu'on les attaque. Ne les attaque-t-on pas, ils avancent de nouveau jusqu'à une seconde position avantageuse qu'ils ne manquent jamais de fortifier, ne dussent-ils y rester qu'une nuit. Ils passent des journées entières, des semaines même à délibérer avant de faire une nouvelle marche en avant. Mais si on leur en laisse le temps, il arrivent si près et se placent de telle façon qu'ils deviennent incommodes et qu'on se voit obligé à la fin de les attaquer dans leurs retranchements. »

C'est ce système de guerre ancien qu'on a mis en pratique à Plevna, et dont on a grandement surfait le mérite.

On le voit, Osman pacha, dont toute l'Europe a exalté les hautes capacités militaires, n'a fait qu'imiter ses devanciers, et en se renfermant dans une position dépourvue de ressources de toute nature, sans importance politique, où du jour au lendemain il pouvait être bloqué et où, tôt ou tard, il devait selon toutes les probabilités être investi et perdre son armée, serait coupable s'il avait eu sous ses ordres des troupes européennes.

On peut l'excuser d'avoir pris ce parti parce qu'il avait la conviction qu'avec ses troupes il ne pouvait pas tenir en rase campagne devant ses adversaires, et que se retirer sans engager la lutte eût été taxé de trahison ou de lâcheté. En se conformant aux préceptes de guerre usités parmi ses nationaux, on n'avait pas de reproches à lui faire; s'il a perdu son armée, il n'a pas moins acquis le titre de victorieux.

Quoi qu'on en dise, et malgré tous les éloges qu'on a prodigués à Osman, la défense de Plevna a néanmoins sur plusieurs points des rapports avec celle de Metz : dans les deux places, le résultat final a été le même : les deux maréchaux ont été obligés de se constituer prisonniers avec leurs armées.

Si Osman s'est défendu plus longtemps que Bazaine, c'est parce que Plevna est resté ouvert et a pu communiquer librement pendant des mois avec le dehors; tandis que Metz a été immédiatement investi.

Tous les deux, Osman comme Bazaine, s'ils s'y étaient pris à temps, auraient pu sortir de leur position respective et sauver leurs armées. Jusqu'à l'arrivée de Gourko, Osman aurait pu ramener en toute sécurité ses 40,000 Turcs à Sophia; tout comme vers la fin d'août, alors que l'armée du prince de Saxe avait quitté le corps de siège de Metz, Bazaine, avec ses 195,000<sup>1</sup> soldats d'élite, aurait pu rompre le mince cordon de troupes qui l'enveloppait, battre l'armée d'investissement et regagner ensuite le centre de la France.

Si nous examinons maintenant les dispositions tactiques prises par les Russes autour de Plevna, nous trouvons d'abord que, dans

<sup>1</sup> Une des situations du général Cossignières accuse ce chiffre.





passive, que leurs armées devaient nécessairement succomber devant les opérations vigoureusement offensives des armées de leurs adversaires.

(A suivre).

## LES ÉCONOMIES SUR L'ARMÉE.

Notre numéro du 1<sup>er</sup> février mentionnait les propositions de la commission du Conseil des États, relatives au rétablissement de l'équilibre financier. A la suite des débats auxquels ces propositions ont donné lieu, l'Assemblée fédérale, dans sa session de février dernier, a adopté une loi suspendant l'exécution de diverses dispositions de la Loi sur l'organisation militaire. Cette loi a été publiée le 2 mars, et le délai d'opposition expirait le 31 mai. Elle entre en vigueur le 15 juin. Voici quelles sont les modifications introduites dans la loi :

1<sup>o</sup> Il ne sera pas confectionné de voitures d'ordonnance pour le transport des approvisionnements et des bagages.

2<sup>o</sup> L'application des dispositions de l'article 147 et du 2<sup>e</sup> alinéa de l'art. 149, relatives au remplacement des effets d'habillement et d'équipement et à une indemnité aux officiers après un certain nombre de jours de service effectif, est suspendue.

3<sup>o</sup> La durée des écoles des recrues d'infanterie est réduite de 45 à 43 jours ; les jours ouvrables, il ne sera accordé que des congés isolés, et cela seulement dans des cas urgents ; les inspections se borneront au strict nécessaire.

4<sup>o</sup> Pour les cours de répétition de cavalerie, les cadres n'entreront pas au service avant la troupe ; en revanche des cours de cadres de quatre jours seront organisés avant le commencement des écoles de recrues.

5<sup>o</sup> La solde réglementaire prévue pour les troupes fédérales ne sera payée que pendant le service actif, lors d'occupations dans l'intérieur et pour porter secours dans le pays. •

Pour le service d'instruction, la solde est modifiée comme suit :

Colonel, solde unique au lieu des trois catégories fixées par la loi organique, soit :

|                                 |     |    |            |    |
|---------------------------------|-----|----|------------|----|
| Colonel-divisionnaire . . . . . | fr. | 17 | au lieu de | 30 |
| Colonel-brigadier . . . . .     | »   | 17 | »          | 25 |
| Colonel . . . . .               | »   | 17 | »          | 20 |
| Auditeur en chef . . . . .      | »   | 16 | »          | 20 |
| Lieutenant-colonel . . . . .    | »   | 13 | »          | 15 |
| Id. grand-juge . . . . .        | »   | 12 | »          | 15 |
| Major . . . . .                 | »   | 11 | »          | 12 |
| Major grand-juge. . . . .       | »   | 10 | »          | 12 |
| Capitaine monté . . . . .       | »   | 9  | »          | 10 |
| Capitaine non-monté . . . . .   | »   | 8  | »          | 10 |

1 Cette égalisation de la solde entre tous les colonels n'est au reste que la sanction de mesures administratives antérieures du même genre et tendant en outre à supprimer toute distinction de rang et de compétence entre les colonels. Quant à la question de savoir jusqu'à quel point cela s'harmonise avec le texte de la loi, avec les principes fondamentaux de la hiérarchie et de la discipline et avec les données du simple bon sens, ce n'est pas aux militaires à s'en occuper du moment que l'autorité supérieure fédérale trouve que tout va bien sur ce pied-là. A elle la responsabilité comme à l'armée l'obéissance. (Réd.)

|                                                |       |            |    |
|------------------------------------------------|-------|------------|----|
| Premier lieutenant monté . . . . .             | fr. 7 | au lieu de | 8  |
| Premier lieutenant non-monté . . . . .         | » 6   | »          | 8  |
| Lieutenant monté . . . . .                     | » 6   | »          | 8  |
| Lieutenant non-monté . . . . .                 | » 5   | »          | 7  |
| Aumônier . . . . .                             | » 8   | »          | 10 |
| Secrétaire d'état-major (adjud. sous-officier) | » 4   | »          | 6  |

La solde des sous-officiers et des soldats reste la même, savoir :

Adjudant sous-officier, 3 fr.

Sergent-major, 2 fr. 50 c.

Fourrier, sergent monté, fr. 2.

Sergent non-monté, caporal monté, 1 fr. 50 c.

Appointé monté, 1 fr. 20 c.

Caporal non-monté, infirmier, soldat du train, guide, dragon, fr. 1.

Appointé, non-monté, 90 cent.

Brancardier et soldat non-monté, 80 cent.

Recrues, 50 cent.

Toutefois, en ce qui concerne le n° 5, la réduction de solde pour le service d'instruction ne s'appliquera pas aux officiers qui seront entrés au service avant le 15 juin et leur solde sera payée sur l'ancien pied jusqu'à la fin du cours.

## NOUVELLES ET CHRONIQUE

A l'occasion de la démarche faite par la section d'Argovie de la Société fédérale des officiers auprès du comité central en faveur de l'acquisition de matériel de pionniers pour les troupes d'infanterie, l'autorité militaire fédérale s'est occupée de cette question et s'est prononcée pour l'introduction dans notre armée de la pelle dite « pelle Linnemann. »

Cette pelle, dont le manche a une longueur de 33 cm., se porte sur le sac avec une courroie et un fourreau de cuir ; elle est tranchante d'un côté et peut servir à fendre du bois. On compte qu'il est nécessaire d'en avoir 10 par sections, soit 160 pour un bataillon ou 2,080 par division. Le prix de l'instrument avec fourreau et courroie de charge est de 6 fr. 20.

Le Département militaire a fait l'acquisition de 1,000 de ces pelles, qui seront employées dans le rassemblement de division de cette année. On espère pouvoir en acquérir un nombre suffisant pour que, l'année prochaine, toute l'infanterie de la 1<sup>re</sup> division puisse en être munie pour le rassemblement de 1879. En procédant ainsi par acquisitions successives, on compte en fournir peu à peu toute l'armée sans trop charger le budget.

Les officiers chargés de diriger le recrutement dans les 8 arrondissements fédéraux ont été désignés. Ce sont, pour la 1<sup>re</sup> division : M. le colonel de Cocatrix, à St-Maurice, ayant comme remplaçant M. le lieutenant-col. Gaulis, à Lausanne.

Pour la 2<sup>me</sup> division : M. le major Techtermann, à Fribourg ; remplaçant, M. le lieutenant-col. Sacc, à Colombier.

Le Conseil fédéral demande aux Chambres des crédits au chiffre de 1,694,311 francs, dont 25,000 pour habillement, 1,000,000 pour armement et équipement, 200,000 pour indemnités d'équipement aux officiers et 467,000 pour acquisition de matériel de guerre. Plusieurs journaux ont donné à ces crédits le nom de supplémentaires, c'est une erreur, chaque année le Département militaire fait cette demande qui appartient au budget de l'année qui suit, afin de pouvoir, le crédit voté, adjudger les fournitures aux soumissionnaires.

Les armes à longue portée nécessitent l'agrandissement continu des places d'armes. C'est du moins le cas pour la place de Thoune, pour laquelle les 420,000 francs votés en 1875 ne suffisent pas. Afin d'éviter un procès avec un propriétaire qui appuyait sa réclamation d'une quarantaine de projectiles tombés sur sa pro-

priété, le Conseil fédéral a décidé de demander un crédit de 80,045 fr. pour en faire l'acquisition.

On craint du reste que la Confédération ne soit obligée d'acquérir d'autres terrains encore, et cela malgré les nombreux contrats de servitude passés avec les particuliers.

Le Conseil fédéral a promu MM. les capitaines adjudants de carabiniers Thélin, à La Sarraz, et Vouga, à Cortaillod, au grade de major et au commandement de leurs bataillons, N<sup>os</sup> 1 et 2, en remplacement de MM. David et Vuillo, promus lieutenants-colonels.

BERNE. — Le 6 juin est mort, dans cette ville, M. l'ancien colonel Liebi, de Thoune, qui a été, de 1864 à 1868, commissaire fédéral en chef des guerres. Il avait abandonné ses importantes fonctions à M. le colonel Denzler et s'était dès lors retiré dans la vie privée.

VAUD. — MM. Pingoud, capitaine-adjudant de bataillon et Guisan, Julien, capitaine-adjudant de régiment, ont été promus major et commandant des bataillons N<sup>os</sup> 7 et 8, en remplacement de MM. Dupraz, commandant, passé à la landwehr, et Carrard, major, passé à la retraite.

MM. les commandants Brecht et Massy, commandants des bataillons d'élite N<sup>os</sup> 5 et 1, passent à la landwehr comme commandants des bataillons L, N<sup>os</sup> 4 et 3. M. le commandant et conseiller d'Etat Viquerat, chef du Département militaire et commandant du 4<sup>e</sup> bataillon L., reste attaché comme surnuméraire à ce bataillon.

FRANCE. — Le maréchal Baraguey-d'Illiers vient de mourir à Amélie-les-Bains, dans sa 83<sup>e</sup> année. Avec lui disparaît le dernier des maréchaux de France ayant servi sous Napoléon 1<sup>er</sup> et un des plus brillants et illustres représentants de ces officiers de l'Empire et de la Restauration que les militaires de la génération qui s'en va considéraient comme des types accomplis du serviteur dévoué à son drapeau et rigide observateur de la discipline.

Ses débuts dans la carrière ne faisaient pas présager un avenir aussi brillant. Né en 1795, il était nommé sous-lieutenant de chasseurs à cheval en 1812, au moment où l'étoile du grand empereur commençait à pâlir. L'année suivante, à la sanglante et désastreuse bataille de Leipzig, il avait le poignet gauche emporté par un boulet.

Promptement remis de ses blessures, il était capitaine en 1814, et se ralliait aussitôt à Louis XVIII, qui le fit entrer dans sa garde et le nomma chef de bataillon à vingt-trois ans. Colonel en 1830, pendant l'expédition d'Alger, il devint successivement commandant en second et commandant de l'école de Saint-Cyr. Il y fut redouté pour son inflexible sévérité ; ses *charges* dans les salles d'étude étaient restées légendaires ; des révoltes eurent lieu parmi les élèves, ce qui décida le roi à le remplacer, en 1840, par l'excellent général Caminade.

Lieutenant-général en 1843, Baraguey fut un instant commandant de la province de Constantine. Rentré en France en 1844, il devint député à l'Assemblée constituante en 1848, après avoir rempli pendant quatre années, avec une grande distinction, les fonctions d'inspecteur général d'infanterie, arme qu'il avait adoptée après la perte de son poignet. Ce qui ne l'empêchait pas d'être un cavalier superbe et d'avoir partout et toujours grand air, dans toute l'acception du mot.

L'invasion des *Africains*, qui suivit la révolution de février, eut le don de l'agacer singulièrement ; aussi ne put-il se décider à servir sous les ordres des généraux Cavaignac et Lamoricière. En 1851, il remplaçait, à la tête de l'armée de Paris, le général Changarnier, et se montra dans ce commandement ce qu'il était, c'est-à-dire, ferme, intelligent et affable. Ce fut à cette époque qu'il perdit, comme par enchantement, la réputation de dureté que lui avaient faite ses anciens élèves de Saint-Cyr.

Il mena rondement l'expédition de Bomarsund qui lui valut le bâton de maréchal, digne couronnement d'une carrière laborieuse pendant laquelle Baraguey-d'Illiers avait souvent payé de sa personne avec un courage et un entrain parfois un peu téméraires, mais exempts de cette ostentation que les officiers de l'intérieur, les *roumis*, reprochaient parfois aux *Africains*.

A la nouvelle de la guerre d'Italie, le maréchal, qui commandait alors la région de Tours, quitta son lit où le retenaient de violentes douleurs, se fit entourer de ban-

delettes par son médecin et personne, en le voyant passer au galop, au milieu de ses troupes, calme, souriant, toujours affable, ne se serait douté qu'il avait dû faire appel à toute son énergie pour enfourcher son cheval. A Mélégnano et à Solferino il s'exposa comme un simple soldat ; sa nature ardente ne supportait pas les lenteurs des mouvements tournants auxquels il préférait les attaques de front.

Son grand âge ne lui permettait plus de prendre une part active à la campagne de 1870 ; mais les militaires n'oublieront jamais avec quelle fermeté patriotique, quelle abnégation et quel dévouement aux intérêts de l'armée, le vieux maréchal présida le conseil d'enquête auquel incombait la pénible mission d'apprécier la conduite des officiers qui avaient perdu les places dont ils avaient le commandement. Les avis de ce conseil ont été publiés au *Journal officiel*, à l'exception d'un seul ; leur rédaction claire, nette, sans circonlocutions, allant droit au fait, décernant beaucoup de blâmes et peu d'éloges avec une impartialité à laquelle tous ont rendu hommage, fait grand honneur à son président, qui y a développé avec sagacité les règles auxquelles doivent se conformer les commandants d'une place assiégée et les principes dont ils ne sauraient s'écarter sans manquer à leur devoir.

La dernière pensée de ce digne soldat a été pour ses compagnons d'armes, pour ces dignes serviteurs qui ont contribué à lui faire obtenir la plus haute dignité de l'armée. Il laisse par testament 20,000 francs aux sous-officiers et a institué son aide-de-camp, le lieutenant-colonel Hepp, pour exécuter de ses dernières volontés.  
(*L'Armée française.*)

— M. le général *Chareton* a succombé à la maladie de cœur dont il souffrait depuis quelque temps.

Jean-Joseph Veye, dit Chareton, était né à Montélimar, le 8 juillet 1813.

Entré à l'école polytechnique en 1832, il en sortit comme sous-lieutenant du génie en 1834.

Il fut successivement promu aux divers grades de la hiérarchie militaire et de la Légion d'honneur, aux dates suivantes :

Lieutenant, 1<sup>er</sup> octobre 1836 ;

Capitaine, 23 janvier 1840 ;

Chevalier de la Légion d'honneur, 25 décembre 1846 ;

Chef de bataillon, 20 décembre 1853 ;

Officier de la Légion d'honneur, 16 juin 1855 ;

Lieutenant-colonel, 8 octobre 1856 ;

Colonel, 10 août 1856 ;

Commandeur de la Légion d'honneur, 6 mars 1867 ;

Général de brigade, 27 octobre 1870 ;

Général de division, 3 mai 1875 ;

Comme capitaine, il resta pendant plusieurs années en Algérie.

Il fut désigné, en qualité de chef de bataillon, pour faire partie de l'armée de siège de Sébastopol ; il y fut blessé deux fois et il se fit remarquer par son calme, son intrépidité et son talent.

Lorsqu'éclata la guerre avec l'Allemagne, il fut nommé chef du génie du V<sup>e</sup> corps d'armée, avec lequel il fut fait prisonnier à la bataille de Sedan.

Pendant sa captivité en Allemagne, il prépara un livre sur la réorganisation de l'armée, qu'il fit paraître à son retour en France et dans lequel, à côté d'excellentes propositions, se trouvent des idées de particularisme inhérentes aux officiers de son arme.

Il se présenta aux élections législatives de février 1871 et fut envoyé à l'Assemblée nationale comme député par le département de la Drôme.

Son intelligence supérieure et les études consciencieuses qu'il avait faites récemment sur nos forces nationales le désignèrent au choix de ses collègues, lors de la formation de la commission des quarante-cinq à laquelle fut confié le soin de préparer les bases de nos nouvelles institutions militaires. Bientôt même, il succéda au regretté marquis de Chasseloup-Laubat en qualité de rapporteur de cette commission.

Le général Chareton a donc eu une influence prépondérante sur la réorganisation de l'armée. Si nous locons volontiers son action sur la loi du recrutement et sur celle de l'organisation des commandements de corps d'armée, nous sommes obligés de reconnaître que son rôle a laissé à désirer relativement à la loi des cadres. C'est à lui que nous devons en grande partie cette loi qui soulève aujourd'hui des critiques si nombreuses et si justes.

Comme membre, puis comme président du comité des fortifications, le général Chareton a également contribué au développement excessif qu'a pris le système des camps retranchés, des places fortes et des forts d'arrêt. L'expérience nous dira s'il a fait là une bonne œuvre ou s'il a commis une erreur.

Ce que l'on peut dire de lui en tout cas, c'est que, s'il s'est trompé dans la loi des cadres ou dans l'organisation de notre réseau de forteresses, il a toujours été néanmoins guidé par le plus ardent patriotisme. A cet égard, il peut être cité comme modèle à tous les officiers.

Il laisse en mourant la réputation d'un brave soldat, d'un homme de bien et d'une intelligence supérieure. Il jouissait de l'affection de tous ceux qui avaient eu l'honneur de l'approcher. Aussi ils étaient nombreux ceux qui, lundi, assistaient à ses obsèques pour lui donner une dernière marque de sympathie et de respect.

Le général Chareton était sénateur inamovible et sa présence eût encore été bien nécessaire à la Chambre haute lorsque serait venue devant elle la discussion des lois sur l'avancement et sur l'administration de l'armée. (*Idem.*)

**ANGLETERRE.** — L'armée anglaise se divise en armée permanente et en troupes de réserve, et présente un effectif de 557,711 hommes.

*L'armée permanente* se compose de 223,872 hommes de différentes armes, cavalerie, artillerie, génie, infanterie, corps coloniaux, services administratifs.

**Cavalerie.** — Elle est formée de trois régiments de la garde et de vingt-huit régiments de la ligne; soit 17,247 hommes.

**Artillerie.** — Cette arme se compose de trois brigades à cheval, d'une école d'équitation, de six brigades d'artillerie de campagne, six brigades d'artillerie de garnison, d'un état-major de district de remonte, soit : 35,375 hommes.

**Génie.** — Quarante compagnies et trois compagnies de train, soit : 5,711 hommes forment l'effectif de ce corps.

**Infanterie.** — Il faut compter pour l'infanterie sept bataillons de garde à pied et cent quarante et un bataillons de ligne, soit : 128,757 hommes.

**Corps coloniaux.** — Ils sont composés des deux régiments des Antilles, de l'artillerie de Malte et des lascars de Hong-Kong, soit : 3,481 hommes.

**Services administratifs.** — Ces services comprennent les hommes attachés à l'administration, à l'état-major général, les payeurs, les aumôniers, les chirurgiens, le contrôle, le service du train, des hôpitaux et établissements divers, soit : 6,801 hommes.

A cet effectif, il faut ajouter la réserve de l'armée permanente et les officiers en demi-solde, soit : 37,500 hommes.

**Répartition territoriale.** — Cette armée permanente est répartie dans la Grande-Bretagne, dans les Colonies et dans les Indes, et sur ces 223,872 hommes, 146,135 sont effectifs à la Grande-Bretagne, 25,085 aux Colonies et 62,652 aux Indes.

**Colonies.** — Le contingent consacré aux Colonies se subdivise ainsi : Gibraltar, 5,026 h. ; Malte, 5,165 h. ; Bermudes, 2,083 h. ; Halifax, 1,856 h. ; Antilles, 2,414 h. ; Cap Natal et Transvaal, 3,400 h. ; Sainte-Hélène, 216 h. ; Maurice, 595 h. ; Chine, 1,244 h. ; Ceylan, 1,208 h. ; Singapore, 1,065 h. ; Sierra-Léone, 436 h. ; Côte-d'Or et Lagos, 205 h. ; Australie, 2,000 h. ; Fidji, 98 h.

**Troupes de réserves.** — Elles se montent au chiffre de 323,839 hommes et se décomposent ainsi : cavalerie 14,830 h., milice : 134,500 h. ; dont 17,190 h. d'artillerie, 1,060 h. de génie, 113.011 d'infanterie. Volontaires : 174,509 h. : dont 32,393 pour l'artillerie, 550 pour la cavalerie, et 6,850 pour le génie ; infanterie 132,070 h. ; et l'état-major permanent, 1,740 hommes.

Ainsi l'armée permanente et les troupes de réserve présentent un effectif de 567,711 hommes. A cet effectif, il faut ajouter en Irlande un corps de police organisé militairement fort de 13,000 hommes ; une milice dans les îles normandes qui compte 1,100 hommes ; une armée indigène aux Indes de 140.000 hommes commandés par des officiers anglais, et une police militaire de 190,000 hommes également commandée par des Anglais ; une milice et des corps de volontaires dans les colonies, soit 334.100 hommes ; ces 334,100 hommes joints aux 557,711 hommes font une armée de 891,811 hommes.

**La flotte.** — La flotte anglaise se compose de soixante navires blindés, environ trois cents navires à vapeur et cent vingt-cinq navires à voiles, soit cinq cent quarante-cinq navires. Sur ce nombre, il y en a toujours deux cent vingt-cinq en activité.

**Navires de service.** — Sur les 225 navires de service, 60 sont toujours prêts à









corps avec le percuteur, le tampon porte-feu suspendu dans son godet vient frapper sur le rugueux avec l'amorce ; le jet de flamme s'échappe par les événements et s'engage dans la gorge circulaire jusqu'à sa rencontre avec la chambre à amorce du cercle fusant auquel il communique le feu ; celui-ci brûle sur un développement correspondant à la durée donnée, c'est-à-dire jusqu'à ce que la tranche en combustion soit arrivée à l'orifice du canal de communication qui sert à transmettre le feu à la chambre à poudre et à la charge explosive. Si la durée est trop longue, le système percutant enflamme directement la charge au point de chute.

Ce système présente les avantages suivants : l'assemblage du boulon des régulateurs et du plateau peut supporter les chocs les plus violents sans qu'aucune de ses parties subisse des déformations ; l'ensemble est constitué par un petit nombre de pièces simples, solides, d'une fabrication aisée et peu coûteuse et qui permet d'employer pour les diverses pièces les métaux et alliages les mieux appropriés.

Chaque pièce peut être très facilement révisée et ajustée à tout instant. Pour plus de sécurité dans les transports et l'emmagasinage des projectiles, il suffit d'enlever et de paqueter séparément le boulon porteur des amorces de fulminate. L'ajustage, le montage et le démontage de l'ensemble sont simples et rapides.

Le mode de suspension du tampon porte-feu et de la masselotte à l'aide du godet en acier à bras de ressort procure toute la sécurité désirable pour le transport et le maniement des projectiles, tout en laissant à la fusée une sensibilité encore suffisante pour les tirs plongeants avec charge réduite. Les ressorts amortissent les chocs et les cahots ; leur résistance est déterminée de façon que la fusée ne s'arme pas lorsqu'on laisse tomber le projectile sur le culot et sur le pavé d'une hauteur d'au moins 4,5<sup>m</sup>. La force nécessaire pour vaincre la résistance des ressorts est de 45 kilogrammes.

Le maniement est des plus simples pour graduer la fusée : il suffit de desserrer le boulon et de tourner le régulateur de façon que la subdivision ordonnée arrive en regard du repère pratiqué sur le bord du plateau, puis de resserrer le boulon. Pour cette opération, il convient de se servir d'une clef. Pour les fusées à étages, si la durée du premier régulateur suffit, on amène sa division au-dessus de l'amorce du second régulateur ; celui-ci est alors tourné de façon que son amorce arrive en regard du repère indiquant la position de l'orifice du canal de communication ; si la durée doit être plus grande, on amène la dernière subdivision du premier régulateur sur l'amorce du second, puis on tourne l'ensemble jusqu'à ce que cette amorce avec son repère arrive à hauteur de la subdivision ordonnée, qui se trouve sur le rebord du plateau.

Du reste, l'échelle des durées, au lieu de comporter des cinquièmes de seconde, correspondant à 3 millièmes de la hausse, peut aussi être graduée en distances pour les canons dont la hausse n'est pas divisée en millièmes de la ligne de mire.

L'emploi des fusées à double effet pour les shrapnels permet d'utiliser toute l'efficacité de ce projectile pour le combat rapproché. Son action en profondeur est bien supérieure à celle des obus à



Les 15 premiers intervalles correspondent aux expositions de l'Angleterre, des Etats-Unis, de la Suède et de la Norwège.

Une grande avenue, qui va de la porte Rapp à la porte Desaix, sépare cette dernière section de celle de l'Italie.

Après cette avenue, 11 intervalles forment le centre de la galerie, et comprennent l'Italie, le Japon, la Chine, l'Espagne et l'Autriche-Hongrie. Puis vient une seconde avenue après laquelle est une série de 15 intervalles, terminant la galerie et composée des sections de Russie, Suisse, Belgique, Grèce, Danemark, Amérique centrale et méridionale, gouvernements asiatiques, petites principautés, Portugal et Pays-Bas.

En se reportant aux positions des deux avenues transversales et des fermes, il sera très facile de retrouver les objets dont l'emplacement est désigné sur le plan joint à la description de la *Revue d'artillerie*.

Ils sont presque toujours disposés dans la galerie des machines et dans la travée n° 3.

L'exposition militaire proprement dite est des plus restreintes. Peu de matériel et des machines spéciales en petit nombre.

Il n'entre pas dans le cadre de la *Revue d'artillerie* de décrire tout ce qui intéresse l'armée en général. Les instruments de précision, les appareils de géographie et de topographie, cartes et plans-relief, les appareils médicaux, etc., offrent, à coup sûr, un grand intérêt, ils sont nombreux, mais, comme ils n'ont pas directement trait au service de l'artillerie, on se bornera simplement à mentionner les classes qui les renferment.

Ces classes sont :

*Classes 7 et 8.* — Enseignement secondaire et enseignement supérieur.

*Classe 14.* — Médecine, hygiène et assistance publique.

*Classe 15.* — Instruments de précision.

*Classe 16.* — Cartes et appareils de géographie et de cosmographie.

*Classe 38.* — Habillement.

*Classe 41.* — Objets de voyage et de campement.

*Classe 47.* — Produits chimiques.

*Classe 49.* — Cuirs et peaux.

*Classe 62.* — Carrosserie et charronnage.

*Classe 63.* — Bourrellerie et sellerie.

*Classe 65* <sup>(1)</sup>. — Télégraphie.

*Classe 67* <sup>(2)</sup>. — Matériel de la navigation et du sauvetage.

Les classes offrant un intérêt plus spécial à l'artillerie, sont les suivantes :

*Classe 40.* — Armes portatives.

*Classe 43.* — Produits de l'exploitation de la métallurgie.

*Classe 50.* — Matériel et procédés de la métallurgie.

<sup>(1)</sup> Annexe de l'avenue la Bourdonnaye, près du bâtiment de l'administration (porte Rapp).

<sup>(2)</sup> Berge de la Seine, rive gauche.



Derrière la travée n° 4, sous l'auvent qui entoure le palais, Brown et Comp., cuirasses et boulets d'acier.

Cammel, plaques en acier.

Enfin, dans les travées n°s 1, 2 et 3, à l'extrémité de l'exposition anglaise, on trouve un certain nombre d'armes de guerre en usage chez les peuples sauvages des colonies anglaises.

#### *États-Unis d'Amérique.*

Dans la travée n° 3, contre le mur de la galerie des machines, on a placé des mitrailleuses Gatling de différents modèles, un petit canon, système Gardner, de la maison Pratt et Whitney ;

Dans la classe 40 (travées 2 et 3), des armes à feu de Lowel, Remington, Sharp, Tatham et autres ;

Derrière cette classe, les fusils de United States Regulation fire arms Company, ainsi que les cartouches de l'Union metallic cartridge Company ;

Enfin, dans la travée 3, le petit modèle d'une tour portative pour signaux, inventée par Davis et permettant d'établir un poste d'observation à 35 mètres au-dessus du sol.

#### *Norvège.*

Cette puissance expose le fusil de marine Krag-Peterson, et un fusil, en expériences, du système Jarmann.

#### *Suède.*

Dans la galerie des machines sont placés des projectiles massifs et des obus, entiers et fendus, de Ekman et de Maré à Finspong ;

Des torpilles en tôle d'acier Bessemer de Gundberg ;

Des modèles de matériel de ponts militaires de Norrman,

Et une mitrailleuse du système de Palmcrantz.

Dans la travée n° 1, des armes à feu de la Compagnie de Husqvarna, à Jöcköping, et des armes blanches de Norrströin et Sven-gren.

#### *Italie.*

L'exposition militaire, sauf quelques fusils dans la travée n° 3, se trouve dans la galerie des machines. On rencontre d'abord des spécimens d'habillement, d'équipement et de harnachement, un petit affût avec avant-train, l'affût automatique Albini, avec une pièce se chargeant par la culasse, et un beau plan-relief du champ de tir de la Spezia, indiquant les dispositifs adoptés pour les expériences du canon de 100 tonnes ; ce plan est accompagné de nombreuses photographies. A côté de ce relief est une mitrailleuse sur affût à chandelier.

#### *Japon et Chine.*

Armes blanches.

#### *Espagne.*

L'exposition du ministère de la guerre est assez complète ; elle occupe la travée n° 3 et comprend une belle collection des costumes militaires du pays, les produits de la fabrique d'armes d'Oviedo, un canon en bronze comprimé de 9<sup>c</sup>, et des projectiles de la fonderie de Séville, des armes de Tolède, un canon de 15<sup>c</sup> de siège, se char-



Après avoir terminé l'examen de la section des Pays-Bas, on atteindra la section française en parcourant la galerie du travail, à l'extrémité de laquelle est assemblée la carte de l'état-major français au  $\frac{1}{100000}$ .

*France.*

Un plan joint à l'article de la *Revue d'artillerie* et que nous ne pouvons malheureusement pas reproduire, donne les noms des classes dans lesquelles on peut trouver quelques sujets d'étude.

On citera seulement, dans cette nomenclature, les objets sur lesquels il convient d'appeler principalement l'attention.

Le visiteur, allant de la galerie du travail à la galerie d'honneur, trouvera presque tous ces objets dans la galerie des machines.

Galerie des machines, classe 50 : petits modèles de four Martin-Siemens, convertisseur Pernot et convertisseur Ponsard pour la fabrication de l'acier, Leclerc, petit modèle de fonderie pour projectiles. — Voruz (Nantes), machines pour le moulage des obus de divers calibres. — Enfer, soufflets et forges portatives de campagne. — Ruggieri, artifices. — Davey, Bickford et Comp., fusées de sûreté pour mines, modèle de cartouches pour mines. — Société générale pour la fabrication de la dynamite; cartouches, plans et vues de travaux.

Classe 55 : Colas, embattage mécanique des roues de voitures. — Varrall, Elwell et Middleton, machines-outils diverses. — OEschger et Mesdach, machine à sertir les ceintures en cuivre sur les projectiles.

Classe 43 : tout ce qui, dans cette classe, peut intéresser l'artillerie se trouve réuni, soit dans la salle n° 1 de la travée n° 3, près de la galerie d'honneur, soit dans une annexe située à l'autre extrémité du Champ-de-Mars, en face l'Ecole militaire.

Salle n° 1 : Société anonyme des aciéries et forges de Firminy, tubes à canons, frettes tourillons. — Société anonyme des forges de Franche-Comté, projectiles. — Jacob, Holzer et Comp., aciers en barres, canons. — Compagnie des fonderies, forges et aciéries de Saint-Etienne, tôles, blindages, canons, tubes à canons. — Société des hauts-fourneaux, fonderies et ateliers de construction de Marquise, fontes brutes et moulées. — Société anonyme des hauts-fourneaux de Maubeuge, fontes et fers marchands,

Annexe de la classe 43 : Marrel frères, plaques de blindage.

Classe 68, travée n° 2 : Mathieu-Castay, modèles de fusils de guerre. — Le Mat, carabines-revolvers et revolvers à mitraille. — Hotchkiss, canon de campagne avec affût, quatre canons-revolvers, mitrailleuse sur affût. — Biny, modèle d'affût à éclipse. — Gastine-Renette, arme de guerre se chargeant par la culasse; tube à tir. — Perreaux, modèle de canon théorique à longue portée. — Gronnier, machine à tarauder les obus; obus à couronne de balles; couronnes de refroidissement pour protéger les ceintures pendant la coulée des obus.

Classe 40, travée n° 2 : Gevelot, cartouches et amorces. — Goupillot, douilles et amorces. — Marion, fusil à tir rapide. — Gastine-Renette, fusils, carabines, pistolets.





A plusieurs reprises les journaux anglais et français nous ont annoncé que votre santé a beaucoup souffert du climat de la Bulgarie et des fatigues que vous avez dû vous imposer. J'espère qu'il y a beaucoup d'exagération dans ces renseignements, et que vous pourrez continuer à rendre à votre pays et à l'art de l'ingénieur les signalés services qui ont placé si haut votre nom et votre réputation.

Soyez certain que vos amis et admirateurs les ingénieurs belges suivent vos travaux avec le plus vif intérêt et désirent autant que vos compatriotes les voir couronner d'un plein succès.

Je ne vous parlerai pas de mon pays ni de mes travaux, jugeant votre temps trop précieux pour vous occuper de si peu, et espérant qu'après la guerre vous viendrez vous reposer quelque temps sur les bords du Rhin ou de la Meuse.

Recevez en attendant, mon cher général, l'assurance de mes sentiments de haute estime et de sincère attachement.

*Le lieutenant-général, inspecteur général du génie,*  
(Signé) A. BRIALMONT.

Le généralissime russe a répondu comme suit :

Brestovec, 6 (18) janvier 1878.

Mon cher général,

J'ai été très touché de votre aimable lettre du 21 décembre et viens vous remercier sincèrement de vos félicitations ainsi que de celles des officiers du génie belges à l'occasion de la prise de Plewna.

Je vous envoie ci-joint la traduction de mon rapport à Mgr. le grand-duc Nicolas, commandant en chef de l'armée, quelques plans normaux de nos fortifications et de celles de l'ennemi, un plan général de la situation de Plewna, avec le camp retranché des Turcs et les positions fortifiées de notre ligne d'investissement. Comme c'est le seul plan que je possède pour le moment et dont je me suis servi pendant le blocus, je vous prie de me le renvoyer à Saint-Petersbourg, après en avoir pris connaissance.

Vous n'ignorez pas que nos troupes se sont, dès le début, approchées de Plewna en même temps que les Turcs le 8 (20) juillet, mais qu'elles ont été repoussées par des forces supérieures ; qu'après cela nos adversaires ont commencé à fortifier les positions autour de Plewna en les renforçant constamment avec la plus grande activité et énergie pendant plusieurs mois. Enfin, que de notre part on a voulu prendre Plewna coûte que coûte, de vive force, mais que les attaques du 18 (30) juillet et du 30 août (11 septembre), ont été victorieusement repoussées par l'ennemi et nous ont valu une perte de 30,000 hommes<sup>1</sup>.

Les positions turques étaient très fortes et bien soutenues par de nombreuses réserves placées au centre de la ligne de défense. — Le feu de l'infanterie projetait une grêle de balles à une distance de plus de deux kilomètres. Les efforts les plus héroïques de nos troupes restaient sans résultat, et des divisions de plus de 40,000 hommes se trouvaient réduites à un effectif de 4 à 5,000. Cela tenait à ce que les Turcs ne se donnent pas la peine de viser, mais cachés dans leurs tranchées, ils chargent sans s'arrêter. Chaque Turc a 100 cartouches sur lui, et à côté, une caisse de 500 cartouches. Seuls, quelques tirailleurs habiles pointent sur les officiers.

Les tranchées étaient établies à plusieurs étages, les redoutes avaient sur les points les plus importants trois lignes de feu :

<sup>1</sup> Le chiffre de 30,000 hommes comprend aussi les pertes du 8 (20) juillet.



profonds à mesure qu'ils se rapprochaient de la ligne d'investissement, interceptaient les communications entre nos positions.

3° Les fortifications présentaient plusieurs rangées de lignes défensives pratiquement appropriées au terrain.

4° Les réserves pouvaient être placées hors de la portée de notre artillerie.

5° Le feu foudroyant et ravageant de l'infanterie turque, qui n'avait jamais été produit jusqu'ici par aucune armée européenne.

Après avoir fait avec la cavalerie des reconnaissances sur la rive gauche du Vid, vers Télisch et Gorni-Doubniak, j'ai donné l'ordre au général Gourko d'occuper la chaussée de Sophia, et aux Roumains de passer la rivière en avant de Plewna pour couper les communications de l'ennemi avec Rachowa.

Le 12 (24) octobre, le général Gourko traversa le Vid et attaqua Télisch et Gorni-Doubniak avec deux divisions et une brigade de tirailleurs de la garde.

En même temps, sur la rive droite du Vid, toutes nos batteries ouvrirent le feu et l'entretenaient pendant toute la journée contre le camp retranché de Plewna. — Trois divisions, la 3<sup>e</sup> de la garde et les 2<sup>e</sup> et 16<sup>e</sup> de la ligne, concentrées près de la chaussée de Loftcha simulèrent une attaque des positions turques, pour empêcher Osman-pacha de soutenir les garnisons isolées de Télisch et Gorni-Doubniak par les réserves de Plewna.

Les villages de Télisch et Gorni-Doubniak étaient fortifiés par des redoutes et des tranchées armées de quelques pièces d'artillerie.

Le bombardement commença à neuf heures du matin; l'infanterie se lança sur Gorni-Doubniak de trois côtés, les assauts furent renouvelés plusieurs fois; à huit heures du soir seulement, on réussit à s'emparer des redoutes et du village; la garnison de 4,000 hommes se rendit aux vainqueurs.

Télisch résista le premier jour; la garnison de 3,000 hommes capitula le 16 (28), après un bombardement de quelques heures.

La résistance opiniâtre de Gorni-Doubniak est très remarquable; toute la garnison en était exposée au feu de 80 pièces de canon, qui entouraient le village. La garde attaqua avec un élan, une impétuosité admirables; elle perdit 4,000 hommes; presque chaque défenseur avait donc mis hors de combat un des nombreux assaillants.

Depuis le 12 (24), l'investissement était devenu complet. Les Roumains avaient occupé sans résistance les villages de Gorni et Dolni-Nétropole, situés sur la route de Rachowa. La cavalerie s'était emparée de tous les passages sur la rivière Isker. Toutes les communications de l'ennemi avec le dehors et surtout avec Sophia et Rachowa avaient été interrompues.

Jusqu'au 12 (24) octobre, les Turcs recevaient constamment des secours, des approvisionnements de guerre et des vivres, et évacuaient à Sophia leurs malades et leurs blessés. A partir de ce jour la chute de Plewna dépendait de la quantité d'approvisionnements qui s'y trouvaient. Restait à prendre toutes les mesures possibles pour empêcher Osman de percer notre ligne d'investissement, car il ne s'agissait pas seulement de s'emparer de Plewna, mais de faire prisonniers Osman-pacha et son armée de 50,000 hommes, composée de nizams, c'est-à-dire de troupes d'élite qui pouvaient servir de cadre pour la formation d'une nouvelle armée.

Cependant, la ligne d'investissement avait une étendue de 70 kilomètres. Dès lors il était très urgent d'avoir des réserves mobiles, prêtes à se déplacer, et de bonnes routes pour pouvoir concentrer en peu de temps des forces suffisantes sur les points menacés.



opiniâtre de leurs places fortes et de leurs camps retranchés, occupant les points stratégiques, résistance qui n'a jamais suffisamment été prévue à l'avance.

En 1828-1829, Varna, Silistrie et le camp retranché de Choumla ont arrêté tous les efforts de notre brave armée pendant plus d'une année. Après la prise de Varna, de Silistrie et l'isolement de Choumla et la première bataille gagnée à Kouleftcha en rase campagne, la panique s'était emparée des Turcs ; ils ne se défendirent plus ; le général Diebitch, notwithstanding les forces supérieures de l'ennemi, passa les Balkans et occupa Andrinople, sans rencontrer de résistance sérieuse. Il fit cela rien qu'avec 16,000 hommes, seuls restes de quatre corps d'armée, décimés par l'épidémie, abstraction faite des troupes laissées sur nos communications.

Mon rapport officiel au grand-duc Nicolas vous apprendra les détails de la prise de Plewna le 28 novembre (9 décembre).

Quatre jours après la chute de cette place, les troupes de l'armée d'investissement, parfaitement conservées et au grand complet, quittèrent Plewna pour soutenir les opérations du général Gourko sur la route de Sophia et celles du général Radetzky vers Schipka et Kasanlyk.

Vous aurez appris par les journaux que l'armée de Suleiman a été dispersée et presque anéantie dans les environs de Philipopol, 32,000 hommes de l'armée turque de Schipka faits prisonniers et Andrinople occupé par nos troupes le 8 (20) janvier.

Après la capitulation du 28 novembre (9 décembre), l'armée d'Osman, jetant ses fusils, est venue se ranger sous la garde de nos troupes en groupes silencieux et pleins de dignité. On reconnaissait avec peine dans ces hommes les mêmes soldats qui naguère encore nous opposaient une résistance si opiniâtre. Calmes et résignés, ils semblaient reconnaissants pour la moindre attention dont ils étaient l'objet de notre part. Les officiers turcs étaient unanimes à assurer que l'armée de Plewna était une troupe d'élite et que, du moment où elle avait été obligée à mettre bas les armes, les autres armées du sultan seraient incapables de prolonger la résistance.

Arrivé sur les lieux, j'ai trouvé Osman pacha légèrement blessé à la jambe assis dans sa voiture et ayant son médecin en face de lui. Il répondit à mon compliment qu'il avait fait son possible pour remplir son devoir, mais que tous les jours n'étaient pas des jours heureux. Il ajouta que c'était pour lui une consolation d'avoir été au moins blessé lui-même.

Osman est un homme d'environ quarante-cinq ans, d'une taille moyenne, au regard intelligent, voire même sympathique. Son attitude a été pleine de calme et de dignité, tout en ne cessant d'être courtoise.

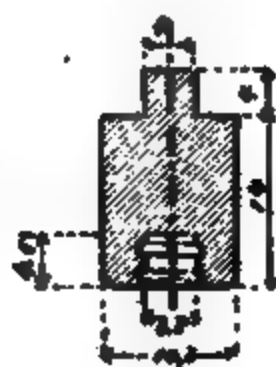
J'eus l'occasion depuis de m'entretenir avec lui plus à mon aise. Je lui demandai s'il avait su au commencement d'octobre que nous avions reçu des renforts, menaçant ses communications, avant même que nous eussions passé le Vid. — Il me répondit affirmativement. — Je lui fis observer alors que je m'attendais à le voir utiliser ce moment pour quitter Plewna et se retirer avec son armée, par la chaussée de Sophia, dans la direction des passages des Balkans. Il aurait pu ainsi, non-seulement sauver son armée, mais arrêter une nouvelle fois la marche de la nôtre sur des positions qui ne l'auraient certes pas cédé en force à celles de Plewna.

Osman répliqua qu'à cette époque il avait encore des vivres en abondance, qu'une retraite prématurée eût été contraire à son honneur militaire et que, d'ailleurs, elle l'aurait fait condamner à Constantinople. De plus, il s'attendait sans faute à un assaut décisif de notre part, qu'il ap-



*Fus*

*Tampon porte-amorce.*







*Annexé au N° 12 de la Re*

*F*

*Vis porte-feu.*

*13.5*



Annexé au N° 12 de la Revue

*Fus.*

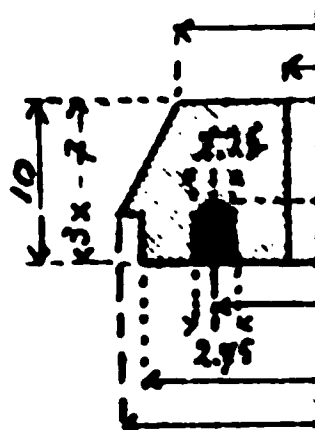
*Fusée*



*Rubin et Fornerod.*

Annexé au N° 12 de

Régulate













velis dans la neige et l'infanterie descendit dans un ravin au bord d'une forêt, et ce fut en vain qu'elle s'efforça d'entretenir les feux de bivouac, le chasse-neige les éteignit et elle dut passer cette nuit affreuse, par un froid de 15 degrés, sans pouvoir se réchauffer.

• Le 29, les chasse-neige continuant, les hommes gelaient par centaine sans abandonner leur poste jusqu'au moment où ils reçurent l'ordre de le quitter. Les troupes du bivouac allèrent à la rencontre de celles rappelées, et pour ne pas se perdre on dut planter des pèles et des fusils en guise de poteaux indicateurs.

• La colonne se concentra le 30 à Etropol; 13 officiers et 810 soldats durent sortir des rangs, ayant des membres gelés; 53 soldats étaient morts de froid; malgré les malheurs de cette colonne, les troupes supportèrent la furie des éléments sans perdre pendant un seul instant le sentiment du devoir sacré pour tout soldat. Le 31, la colonne traversa les Balkans en passant par le défilé de Zlatitza, et deux jours après, le 2 janvier, son passage était terminé.

• C'est ainsi que s'est effectué ce passage extraordinairement difficile des Balkans, lutte de géant contre la nature et de laquelle le soldat russe est sorti complètement victorieux. •

Quoi qu'il en soit des souffrances que les troupes russes ont éprouvées dans ce passage des montagnes, maîtres des cols de Schipka, de Troyan, de Zlatitza et de la route de Sophia, les colonnes russes se précipèrent du haut des Balkans, par des vallées tortueuses vers la plaine d'Andrinople.

Gourko, avec les troupes qui ont passé par Troyan et Sophia, descend la vallée de la Maritza à la poursuite de Suleiman-pacha, le rejoint en deçà de Philippopolis, l'attaque le 17, coupe son armée en deux tronçons, lui enlève 110 canons, le met en déroute, et le 18 il entre dans cette ville.

Entre temps, Radetzky est descendu de Schipka par la vallée de la Tondja. Skobélef, qui commande son avant-garde, refoule devant lui tous ceux qui font mine de lui résister, accélère sa marche, et, le 20, il fait son entrée dans Andrinople, que les Turcs ont évacué conventionnellement, afin de laisser le champ libre aux négociateurs des deux partis qui devaient s'y réunir pour signer les préliminaires de paix.

Pendant que les troupes russes avaient forcé Plevna à se rendre et qu'elles s'étaient précipitées à travers les montagnes dans la plaine d'Andrinople, les Monténégrins avaient marché de succès en succès; leur dernière victoire, la prise d'Antivari, où ils sont entrés le 10 janvier, était défendue par une garnison turque et protégée par une escadre de navires cuirassés.

La prise de cette place a d'autant plus affecté les Turcs qu'ils ont pu constater combien la protection de la marine cuirassée est peu efficace pour soutenir ou couvrir une ville maritime attaquée du côté de la terre.

Les Serbes décidés, comme les Monténégrins, à secouer le joug du Sultan, n'avaient attendu que la chute de Plevna pour déclarer la guerre à la Porte. Dans les premiers jours de janvier, leur armée

s'était portée vers la frontière ; un faible corps, de concert avec des troupes roumaines, était allé mettre le blocus devant Widdin, tandis que le gros de leur armée marchait sur Nisch. Le 10 janvier, les Serbes arrivèrent devant cette place ; le 11, ils l'attaquèrent et elle se rendit sans opposer une sérieuse résistance.

Les défaites successives que les armées turques avaient éprouvées pendant la première quinzaine de janvier avait notablement altéré le moral des pachas et amené le désarroi dans la population comme dans l'armée turque. Néanmoins le divan, se berçant de l'espoir d'une intervention de la part de l'Angleterre, recule de jour en jour la conclusion d'un armistice.

Ce n'est que le 31 janvier, alors que les armées russes se trouvent à une marche de Stamboul, *et en mesure d'intercepter le canal des Dardanelles*, c'est-à-dire quand l'intervention immédiate par les armes de la Grande-Bretagne n'est plus guère possible, que la Porte se décide à signer les préliminaires de paix.

A l'heure où nous écrivons ce récit, les préliminaires ne sont pas encore officiellement publiés ; toutefois nous savons que, conformément aux conventions signées à Andrinople, la ligne de défense établie à hauteur de Tchekmedje, située à 30 kilomètres à l'ouest de Constantinople, a été remise aux Russes, et que l'espace compris entre cette ligne et le mur d'enceinte de la ville constitue une zone neutre pour les deux belligérants<sup>1</sup>.

Les troupes russes se trouvent ainsi à une petite journée de Stamboul, et quoique l'escadre anglaise soit entrée dans la mer de Marmara, les Russes n'ont pas pris possession de cette capitale. Cependant ils ont occupé Samidié, situé dans la zone neutre ; mais dès que les vaisseaux anglais se sont éloignés de Constantinople, pour prendre le mouillage d'Ismid, les Russes ont quitté Samidié, et sont rentrés dans les limites prescrites par la convention<sup>2</sup>.

Il est donc probable que l'éloignement de l'escadre anglaise est le résultat d'une transaction, par laquelle les Russes de leur côté s'engagent à ne pas entrer à Constantinople.

Cette transaction, si elle existe, est de bon augure ; elle témoigne en faveur d'une entente entre les puissances intéressées dans la solution de la question d'Orient.

Du reste, les quelques navires anglais qui sont entrés dans la mer de Marmara ne sauraient avoir d'autre but que celui que la reine de la Grande-Bretagne leur a assigné : la protection de leurs nationaux.

En effet, dans une guerre continentale, une expédition maritime sans troupes de débarquement ne saurait y prendre une part active,

<sup>1</sup> On trouve la description de la ligne de Tchekmedje, et des commentaires sur la valeur défensive qu'elle pourrait acquérir, dans une brochure que nous avons publiée lors de la guerre de Crimée, en 1854, et qui a pour titre : *Revue des événements militaires*. Il paraît que cette ligne, loin d'avoir la valeur défensive inexpugnable qu'on aurait pu lui donner, est si mal construite, qu'elle n'aurait pu résister à une attaque sérieuse. D'après le dire des journaux, l'entrepreneur chargé d'exécuter ces travaux de défense était un ânier.

<sup>2</sup> Cette première convention n'a pas été maintenue ; depuis les Russes occupent San-Stefano, situé dans la zone d'abord déclarée neutre.

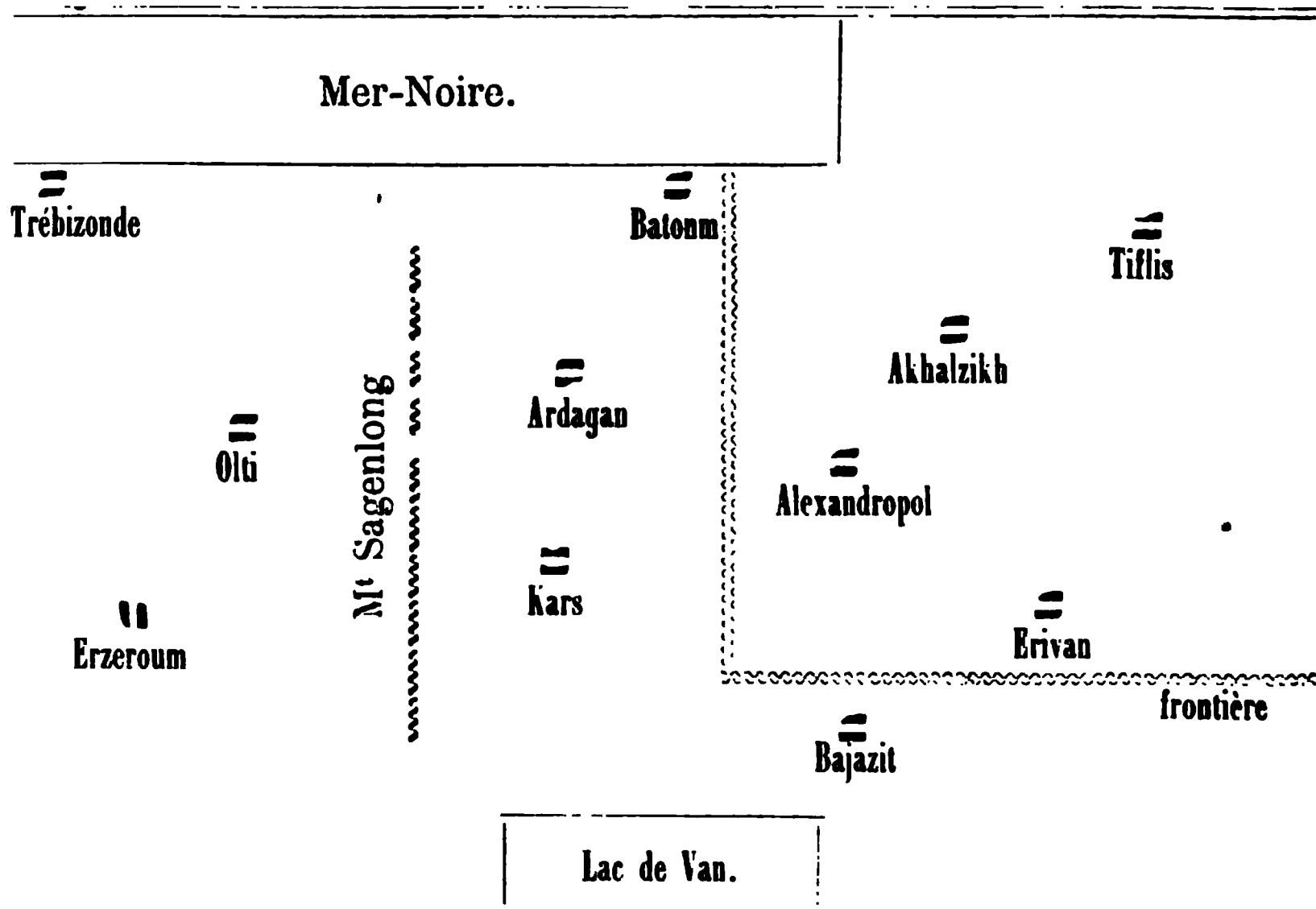
et les navires anglais ne peuvent pas avoir pour mission de brûler des villes turques et encore moins de combattre des flottes russes, cette puissance n'ayant pas de navire de guerre dans ces parages.

Nous observerons même que, dans la situation où se trouve l'escadre anglaise par rapport à l'emplacement des troupes russes, il serait imprudent de la part de l'Angleterre de provoquer la Russie : celle-ci, en moins de deux fois vingt-quatre heures, pourrait occuper à la fois Constantinople et Galipoli, ou un autre point du canal des Dardanelles ; fermer ce canal et tenir les vaisseaux anglais bloqués dans la mer de Marmara.

Il n'y a pas à en douter, si le foreign-office prévoyait un conflit, il rappellerait immédiatement son escadre de la mer de Marmara dans le mouillage de Besika. Donc, tant que les navires anglais resteront dans les eaux de Constantinople, c'est signe que la guerre entre la Russie et la Grande-Bretagne n'est pas imminente.

### Campagne en Asie.

#### CROQUIS DU THÉÂTRE DE LA GUERRE EN ASIE



#### LÉGENDE :

Du lac de Van à la mer Noire 100 lieues ; de Tiflis à Erzeroum 100 lieues. La ligne pointillée partant de Batoum, indique la frontière qui sépare le Caucase de l'Arménie. Les montagnes de Saganlong représentées par une ligne brisée, se trouvent à 20 lieues à l'ouest de Kars, et s'étendent du nord au sud, de la mer Noire vers le lac de Van. C'est une barrière qui sépare Kars d'Erzeroum. Au début de la guerre Mouktar Pacha occupait les passages de ces montagnes avec le gros de ses forces.

En 1829, Paskievitch, après avoir pris Kars, assez mal fortifié alors, a forcé les défilés de Saganlong, et a ensuite marché sur Erzeroum qui s'est rendu sans opposer de résistance.



Les Russes ayant laissé le gros de leurs forces pour investir Kars et disséminé le restant de leur armée sur un immense front, les corps qui étaient courus vers Erzeroum, se sentant trop faibles pour attaquer Mouktar dans sa position, dans les premiers jours de juillet, se décident à retourner sur leurs pas et à repasser le Sagan-long. Mouktar les poursuit et le 9, il sont obligés de lever le siège de Kars.

Loris-Mélikoff se retire avec le centre sur Alexandropol, et Tergoukassof ramène la gauche vers Erivan.

En Asie comme en Europe, le plan d'entrée en campagne des Russes, nous l'avons déjà dit, laissait beaucoup à désirer; il paraît du reste que pour l'adoption de ce plan il y avait eu deux tendances très marquées: les uns voulaient avant tout investir Kars, ouvrir le siège et le prendre; les autres, Loris-Mélikoff, entre autres, dit-on, voulaient d'abord courir sus à Mouktar, défaire son armée et ensuite prendre Kars.

Cette dernière tendance était la bonne; en la suivant on se serait conformé au vrai principe de la stratégie, mise en pratique par Moltke, avant d'investir Paris, en 1870. — Ce principe consiste: « à aller d'abord à la recherche de l'armée en campagne, à manœuvrer de manière à la couper de sa base, à la détruire, et à enlever ensuite la position par un blocus, par un siège en règle ou par une attaque brusque, selon les occurrences. »

Si les Russes s'étaient conformés à ce précepte, il est peu probable qu'après trois mois de lutttes sanglantes, ils se fussent trouvés au point où ils en étaient à l'ouverture des hostilités.

Quoiqu'il en soit, on était alors vers la mi-juillet; pour les Russes la campagne était à recommencer, et pour reprendre l'offensive ils devaient attendre des renforts qui ne pouvaient leur arriver que lentement.

Entre temps, Tergoukassof, qui avait laissé des troupes dans la citadelle de Baiazit bloquée par une division d'Ismail et des nuées de Kurdes, se décide à les délivrer. Le 10 juillet le général ayant reçu un renfort qui porte son corps à 16 bataillons, 7 régiments de cavalerie et 30 canons, fait un retour offensif et le 13 de grand matin il arrive devant Baiazit. Une brigade d'Ismail en position au nord de la place veut d'abord barrer le passage à Tergoukassof, mais bientôt se sentant trop faible pour arrêter les Russes, elle se replie sur une autre brigade qui venait à son secours. Ces deux troupes sont à peine réunies que les Russes les assaillent et leur enlèvent un millier de prisonniers et trois canons. Tergoukassof dégage alors la garnison de la citadelle, et bien qu'il emmène un grand nombre de malades, Ismail le laisse rentrer paisiblement dans sa position sans l'inquiéter dans sa marche en retraite.

Pendant que Mouktar avait refoulé les Russes au-delà de la frontière de l'Arménie, les Turcs avaient débarqué des troupes à Soukhom-Kalé, dans le but d'insurger le Caucase sur le derrière de l'armée russe. Cette expédition, qui au premier abord semblait avoir des chances de succès, ne tarda pas d'échouer. Vers la fin d'août les troupes turques étant rappelées ramenèrent avec elles trois mille émi-

grants dont on n'a pu tirer aucun parti, et qu'on a même été obligé de rapatrier en grande partie.

Vers cette même date la vallée du Terek et le Daghestan s'étaient en partie soulevés; mais ce n'était que des soulèvements partiels qui ont été promptement réprimés, et qui n'ont eu d'autres conséquences que de retarder de quelques jours l'arrivée des secours à l'armée du grand duc Michel.

Depuis la fin de juillet jusqu'au commencement d'octobre les Turcs et les Russes se sont tenus sur la défensive, en s'observant réciproquement. Pendant ce laps de temps les troupes des deux partis se sont livrés de rudes et de sanglants combats, mais sans résultats.

Au nord sur le littoral de la mer Noire, les Russes ne se sont maintenus autour de Batoum qu'en luttant constamment avec l'ennemi; au centre pour conserver Ardahan, il ont eu à repousser plusieurs attaques, et leur armée campée à l'est d'Alexandropol, a pu s'y maintenir sans peine non loin des collines sur lesquelles dans la poursuite Moukhtar avait arrêté son armée; au sud entre Baiazit et Erivan, Tergoukassof et Ismaïl se sont livrés des combats acharnés, pour rentrer ensuite chacun dans sa position respective.

A la suite de cette longue période de luttes aussi sanglantes que stériles, dans les premiers jours d'octobre, les Russes ayant reçu les derniers renforts, leur centre sous les ordres du grand duc Michel, prend l'offensive, attaque les avant-postes des Turcs. Ceux-ci étant trop faibles pour soutenir des attaques sérieuses, Moukhtar les retire sur le gros de ses forces, campées à 20 kilomètres à l'est de Kars, sur trois collines couvertes de retranchements, mais trop éloignées les unes des autres pour offrir une bonne position défensive.

Après ce premier succès les Russes s'arrêtent pendant quelques jours, et ce n'est qu'après avoir bien reconnu l'emplacement de l'ennemi qu'ils l'attaquent dans sa position.

Le 14, le général Lazaref tourne le mont Orloch, la colline la plus avancée et la plus accessible, l'escalade en la prenant à revers, en chasse les défenseurs et aborde ensuite le mont Avliar, le centre de la position turque.

Le lendemain, 15, le général Heymann attaque de front ce centre que les Turcs avaient solidement fortifié, dans la prévision d'assurer leur ligne de retraite sur Kars. Les défenseurs du mont Avliar, assaillis de front par Heymann et menacés sur leurs derrières depuis la veille par Lazaref, perdent confiance, lâchent pied, se sauvent avec Moukhtar dans Kars en abandonnant aux coups de l'ennemi trois de leurs divisions campées à leur droite sur le mont Aladja.

Les Russes débarrassés de la gauche et du centre de l'armée de Moukhtar, enveloppent les trois divisions restées sur le mont Aladja, et celles-ci, après avoir repoussé plusieurs attaques, éprouvées de grandes pertes en morts et blessés, sont obligées de déposer les armes et de se constituer prisonnières.

Dans cette journée l'armée de Moukhtar est entièrement défaite : sept pachas, une vingtaine de mille hommes, 30 canons, ses munitions et son matériel de guerre sont tombés au pouvoir des Russes.







des masques en terre, derrière lesquels il se propose de réunir ses colonnes d'attaque et d'où celles-ci partiraient pour livrer des assauts.

Ces travaux étant terminés vers la mi-novembre, dans la journée du 17, les colonnes d'assaut sont désignées, et dans la soirée chacune d'elles va prendre l'emplacement qui lui est assigné. Leurs instructions portent que pendant la nuit elles feront des démonstrations sur tout le périmètre du camp, sauf contre les forts du Kara-Dagh, qu'on ne doit assaillir qu'alors que les démonstrations auront attiré l'attention des défenseurs sur les autres points.

Ces démonstrations, conduites avec beaucoup d'ordre et d'entrain, ne s'en tiennent pas seulement à des menaces, elles attaquent sérieusement et parviennent à enlever plusieurs redoutes au sud de Kars, qui distraient ainsi l'attention des Turcs du Kara-Dagh, la clef de la position, pour l'attirer presque exclusivement vers les ouvrages qu'on venait de leur enlever.

Loris-Mélikof, qui se trouvait avec les troupes chargées d'enlever les forts du Kara-Dagh, jugeant alors le moment venu de les attaquer, ordonne que les troupes s'ébranlent : le jour commençait à poindre, les colonnes sortent de leurs abris, gravissent l'escarpement du Kara-Dagh, se lancent à travers la plaine qui les sépare des forts, arrivent en quelques minutes sur la contrescarpe, sautent dans les fossés dépourvus d'eau, abattent les palissades à coups de hache, escaladent l'escarpe, arrivées sur la berge, font une décharge générale et sans recharger leurs armes, sautent sur les parapets, envahissent le terre-plein et assaillent à la baïonnette tous ceux qui font mine de leur opposer de la résistance. En un instant les Turcs sont refoulés hors des forts du Kara-Dagh et, le 18, entre 7 et 8 heures du matin, le drapeau russe flotte sur tous les ouvrages de la montagne qui domine la ville.

La garnison, forte de 20,000 à 25,000 hommes, ébranlée par la lutte et par la perte de Kara-Dagh, abandonne la place et le camp retranché et cherche son salut dans la fuite ; mais la cavalerie russe, qui occupe la ligne de retraite des Turcs vers Erzeroum, barre le passage aux fuyards, et 7 pachas, 800 officiers, et 17,000 hommes sont obligés de déposer les armes. Les Russes trouvent en outre dans Kars plus de 300 bouches à feu et un matériel considérable. Cette brillante journée leur a coûté 74 officiers, dont un général, et 2260 hommes tués et blessés.

C'est la troisième fois dans ce siècle que Kars est tombé au pouvoir des Russes ; Paskievitch a pris cette place en 1829, et Muravief, après l'avoir bloquée pendant plusieurs mois, y est entré par capitulation en 1855.

La nouvelle de la prise de Kars, qui a en quelque sorte marqué le terme des opérations militaires en Arménie, a produit une vive impression en Europe. En Angleterre, les journaux s'accordèrent à proclamer que cette nouvelle victoire des armées russes devait être considérée comme un coup funeste porté à la sécurité de leur empire des Indes ; et à cette occasion les plus ardents de la presse

exprimèrent l'idée que l'occupation de cette importante forteresse par les troupes moscovites devait infailliblement mettre plus que ~~l'importance~~ du jour la question de voir jusqu'où cette occupa-  
ts de la Grande-Bretagne.

es d'Etat de l'Angleterre sont loin  
même, il y a une grande diver-  
lu cabinet, le ministre des affaires  
nies, se sont retirés, et les libéraux  
ience que l'occupation de Kars par  
ire des Indes anglaises.

est exprimé M. Forster : « Je suis  
colonies et à préserver notre empire  
e royaume. Il y a eu beaucoup de  
aps au sujet des responsabilités de  
os colonies. J'accepte ces responsa-  
sition, je combattrai pour la route  
Suez, mais non pas, ainsi qu'on l'a  
nt par dessus les montagnes de l'Ar-  
lus grave que celui de plonger son  
e faut la faire que pour les intérêts  
plir un devoir. »

, sir Harcourt et d'autres hommes  
M. Forster sur le même sujet.

le Crimée, Cobden disait dans une  
et publiée récemment par le *Daily-*  
un pays pourrait gagner de rapides  
Constantinople. Son importance dans  
t fort exagérée. Elle est située dans  
e la route des grands empires com-  
en que ce fut un emplacement très  
monde, il y a 1500 ans, alors que le

monde civilisé était dans les pays méditerranéens, elle doit à jamais  
jouer un rôle insignifiant en comparaison de Londres, Liverpool,  
New-York, Marseille et une dizaine d'autres villes que je pourrais  
citer. Si nous laissons les demi-barbares des rives du Danube et des  
côtes de la mer Noire livrer leurs propres batailles, peu d'effet sera  
produit sur le monde civilisé ; mais si un coup de canon hostile est  
échangé entre de grandes puissances chrétiennes, la lutte prendra  
des proportions très différentes, toute l'Europe sera en commotion  
et cela sera entrepris dans le but sans espoir et ingrat de conserver  
les Turcs en Europe, tandis qu'il n'y a probablement pas un homme  
d'Etat parmi nous qui croie consciencieusement qu'en l'an de  
grâce 1900 il restera un seul Turc en Europe, si ce n'est quelques  
résidents temporaires dans un Etat chrétien. »

Du reste, la forteresse de Kars, nous l'avons déjà dit, est loin d'a-  
voir l'importance politique ou stratégique qu'on veut bien lui attri-  
buer ; si elle jouit encore d'un certain prestige, c'est parce que dans  
l'antiquité, ce nid d'aigle a souvent résisté à des attaques furibondes  
de peuplades à demi-sauvages. Kars est même sans importance au  
point de vue du commerce, C'est Erzeroum qui est le lieu de tran-



moment du licenciement, — la question des économies sur l'armée, concluant à demander l'appel pour les cours de répétition de toutes les classes de sous-officiers. — Il est ensuite donné lecture d'un mémoire, de M. le 1<sup>er</sup> lieut. Pelissier, sur les modifications à apporter au service de sûreté. Nous reviendrons sur ce sujet.

La séance se termine par la désignation de la localité où se tiendra la prochaine réunion, et la nomination du nouveau comité.

C'est Louèche qui est choisi, et le nouveau Comité se compose de :

MM. Allet, Maurice, commandant, à Louèche, *président*.

Zenruffinen, Léon cap.-adj. à Louèche, *vice-président*.

de Werra, Raphaël, lieutenant, à Louèche, *caissier*.

Bayard, cap.-méd., à Louèche, *assistant*.

Willa, Guillaume, lieutenant, à Louèche, *assistant*.

Pendant l'assemblée, dès 10 heures du matin, ouverture du tir pour MM. les officiers; des cibles spéciales, à 300 mètres leur sont réservées au stand, avec prix d'honneur offerts par les dames de St-Maurice.

A midi, banquet officiel où sont réunis, en outre des officiers, des représentants de l'autorité civile, ecclésiastique et militaire cantonale, les toasts les plus chaleureux y sont prononcés et ne prennent fin que pour la reprise du tir qui se continue jusqu'à 6 heures. — Dans l'après-midi, une série de voitures et d'omnibus transportent aux bains de Lavey les officiers dont le tir est terminé, et où les attend, sous les ombrages, la plus charmante collation.

Le soir, rentrée à St-Maurice pour la distribution des prix, puis la journée se termine par un bal officiel organisé par les officiers de la localité.

Par les premiers trains du lendemain, chacun quittait à regret St-Maurice, en emportant de cette réunion les meilleurs souvenirs.

---

## NOUVELLES ET CHRONIQUE

**BELGIQUE.** — La lettre du général Brialmont au général Tottleben félicitant ce dernier de la prise de Plevna, lettre que nous avons publiée dans notre dernier N<sup>o</sup>, ne paraît pas avoir l'assentiment de toute la presse belge. *Le courrier de Bruxelles*, par exemple, fait à ce sujet les réflexions ci-après :

• Nous n'ajouterons pas de longues réflexions à la lettre que l'on vient de lire.

• Nous nous croyons cependant autorisés à demander de quel droit M. le général Brialmont écrit à un général russe, au nom de tout un corps d'officiers belges, une lettre qui nous paraît compromettante pour la neutralité de la Belgique.

• L'Angleterre est certes l'une des puissances, pour ne pas dire la puissance qui, dans toutes les circonstances, et en 1870 en particulier, nous a témoigné le plus de sympathies. Nos rois et nos compatriotes ont toujours reçu de la nation anglaise le plus affectueux accueil; et si, ce qu'à Dieu ne plaise, notre indépendance se trouvait un jour menacée, c'est le peuple anglais encore — la chose ne saurait être mise en doute — qui le premier volerait à notre secours. Or, lorsqu'on voit l'attitude du vainqueur des Turcs en présence du veto britannique on comprend quel puissant intérêt nous avons à ne pas déplaire à la Reine des mers, qui tient en ses mains vigoureuses le *trident de Neptune*.

• Une appréciation publique, comme celle qui figure dans la lettre au général Tottleben, serait déjà une grande maladresse, alors qu'elle émanerait simplement de M. Brialmont, lieutenant-général belge; mais lorsque c'est au nom du corps du génie belge, au nom des ingénieurs militaires belges que cette opinion est émise, nous sommes d'avis qu'il y avait là un danger auquel il était du devoir du gouvernement de parer sans retard. »

**BERNE.** — M. de Renthe-Fink, capitaine du 4<sup>e</sup> régiment de gardes à pied, a été nommé par son gouvernement attaché militaire de la légation allemande à Berne, où il remplacera le capitaine de Wänker, décédé récemment.

THOÛNE. — Il y a quelques jours, la « Küherhüte » de l'Allmend, à Thoune, a brûlé jusqu'à sa base. Ce chalet qui appartenait à la Confédération était occupé par le bétail qui pâit sur l'Allmend. Il s'y trouvait aussi de grandes provisions de fourrage.

On a pu sauver le bétail, sauf deux veaux qui ont péri dans les flammes.

A 9 <sup>1</sup>/<sub>2</sub> heures, la garde de la caserne a signalé le feu, et à 11 heures, tout était fini.

Le chalet était assuré.

*Tir fédéral.* — Le comité d'organisation de Bâle annonce au comité central qu'il accepte la fête pour 1879 et qu'il s'est constitué comme suit : MM. le colonel et conseiller d'Etat Falkner, président ; le colonel et conseiller national Emile Frei, vice-président ; le chancelier Dr F. Göttisheim, premier secrétaire ; E. Raillard, président de la Société des sous-officiers, second secrétaire.

Comité des finances : MM. Emile Paravicini, président ; Charles Von-der-Mühl, vice-président.

Comité de construction : MM. Vicarino, ingénieur, président ; Gustave Kelterborn architecte, vice-président.

Comité de tir ; MM. Hermann, président ; H. Ludin, vice-président.

Comité des vivres et liquides : MM. le conseiller d'Etat Lr G. Bischoff, président ; R. Preiswerk.

Comité de réception : M. Klein, conseiller national, président.

Comité de police : M. le colonel S. Bachofen, président.

Comité des logements : M. le lieutenant-colonel Trueb, président.

Les travaux du comité commenceront incessamment.

---

A Paris, chez TANERA ; à Lausanne, chez B. BENDA, éditeurs

## GUERRE D'ORIENT

EN 1876-1877

Esquisse des événements militaires  
et politiques

par

**Ferdinand LECOMTE,**

colonel-divisionnaire.

Tome I<sup>er</sup>, in-8° avec 3 cartes, 6 francs.

**Le Tome II<sup>me</sup> paraîtra prochainement.**

---

VIENT DE PARAÎTRE :

## ANNUAIRE MILITAIRE SUISSE

Deuxième année.

Traduit de l'allemand par le capitaine A. Salquin,  
secrétaire au Département militaire suisse.

*Prix : élégamment relié, fr. 2.*

En vente chez tous les libraires et chez l'éditeur

**K. J. Wyss à Berne.**

---

LAUSANNE. — IMPRIMERIE ADRIEN BORGEAUD, CITÉ-DERRIÈRE, 26.



Si les Turcs se présentent seuls devant les Russes, c'est qu'une influence occulte les y pousse ; si la guerre a lieu et si l'Europe laisse les deux belligérants se débrouiller, elle ne sera du moins ni de longue durée, ni bien sérieuse, car les armées turques sont, sous tous les rapports, trop faibles pour tenir tête aux Russes : leur administration, leur organisation et leur tactique ne permettent pas qu'ils entreprennent des opérations stratégiques sur une vaste échelle ; ils ne se battent que sur place, dans des positions retranchées, et cette défense passive échouera infailliblement devant les opérations actives des Russes.

Et enfin, pour terminer, nous avons ajouté : Si les Russes sont commandés par un général vigoureux, il prendra immédiatement l'offensive, passera le Danube, franchira le Balkan, et pendant qu'avec son armée d'opération il marchera sur Andrinople, son armée de réserve observera les forteresses du Danube et du Balkan. Si l'armée turque s'avise d'accepter la bataille en deça des montagnes, elle sera culbutée dans les défilés ou bien refoulée dans une place forte, où elle éprouvera le sort que celle de Bazaine a subi à Metz.

Si les armées russes en entrant en campagne, au lieu de suivre deux directions divergentes, avaient opéré, comme nous avons tout lieu de le supposer, par une seule zone, de Galatz par Sistova et Pravadi sur Andrinople, elles auraient eu à observer Silistrie, Choumla et Varna, mais dans ce cas les réserves russes, au lieu de se trouver éparpillées sur plusieurs fronts, sur plus de 100 lieues, se seraient trouvées réunies dans le quadrilatère, parfaitement en mesure d'assurer les communications de leur armée opérant dans le Balkan, et celle-ci, en continuant sa marche sur Andrinople, y serait entrée dans le courant du mois d'août 1877, au lieu d'y arriver seulement le 20 janvier 1878.

Le passage du Balkan au plus fort de l'hiver, à travers les glaces et les neiges, par les Russes, battant et dispersant les Turcs partout où ils les ont rencontrés, prouve bien, comme nous venons de le dire, qu'en campagne ceux-ci ne peuvent pas tenir devant les Russes, et démontre en outre que si le plan d'entrée en campagne de ces derniers avait été bien conçu, leur armée d'opération dans sa marche offensive n'aurait pas éprouvé de temps d'arrêt, et alors nos prévisions se seraient complètement réalisées, c'est-à-dire « que la guerre n'aurait été ni sérieuse, ni de longue durée. »

Il ressort des comptes-rendus officiels que le nombre des Russes tués ou blessés pendant la guerre qui vient de se terminer s'élève à 89,304 officiers et soldats ; parmi ce nombre se trouvent 21 généraux, dont 10 tués et 11 blessés. Un prince de la famille impériale et 34 membres de la haute noblesse russe sont morts sur le champ de bataille. 121 Russes seulement étaient prisonniers des Turcs. Les pertes de ceux-ci sont inconnues ; leur organisation ne permet pas de les constater très approximativement.



A propos du passage du Balkan, faisons ici une remarque sur la conduite de la guerre dans les montagnes :

Les Russes, en débouchant des gorges du Balkan par trois directions éloignées l'une de l'autre, par Schipka, Troyan et Sophia, pour se réunir vers Andrinople, ont obtenu un succès complet ; tandis qu'en 1797, les Autrichiens, en débouchant de la même manière des montagnes du Tyrol, pour se réunir dans la direction de Vérone, ont éprouvé un désastre à Rivoli.

De ce que deux opérations effectuées dans les mêmes conditions aboutissent à des résultats diamétralement opposés, s'en suit-il que, comme le soutiennent des esprits faux, *à la guerre, le succès est généralement le fait du hasard* ? Evidemment non.

A la guerre comme à tous les jeux la partie se joue à deux, et on peut considérer comme un axiome que la veine heureuse se range généralement du côté du bon joueur ou du moins mauvais joueur des deux.

Dès lors il n'y a rien d'étonnant qu'une opération offensive mal conçue réussisse contre une défense très mal disposée. C'est ce qui est arrivé dans le passage du Balkan ; là la défense étant encore plus mal conçue que l'attaque, c'est celle-ci qui a réussi.

Dans les montagnes du Tyrol, la défense a été bien conçue et l'attaque a été mal dirigée ; là il y avait donc deux raisons pour que l'attaque échouât, et elle a échoué.

Quand nous disons que dans le Balkan l'offensive a été mal conçue, nous faisons allusion à la conception stratégique de ce passage, qu'on ne doit pas confondre avec les dispositions tactiques, qui ont été très bien et très vigoureusement conduites. Nous l'avons déjà dit, les généraux qui ont dirigé ces dispositions et les troupes qui les ont exécutées ont fait preuve d'un courage et d'une abnégation sans bornes, et méritent les plus grands éloges.

Quoi qu'il en soit, dans la défense du Balkan, Andrinople aurait pu rendre le service que Vérone a rendu dans les montagnes du Tyrol ; et Vérone comme pivot de manœuvres a servi : En 1796 et en 1797, au général Bonaparte, pour battre les Autrichiens à Arcole et à Rivoli ; en 1848, à Radetzky, d'abord pour arrêter les révolutionnaires italiens et ensuite pour anéantir l'armée du roi Charles-Albert ; en 1859, à l'armée de l'empereur François-Joseph, pour arrêter les armées victorieuses de Napoléon III et de Victor-Emmanuel ; en 1866, à l'archiduc Albert, pour battre l'armée italienne, numériquement double de la sienne.

Cette comparaison démontre une fois de plus que ce n'était ni dans la vallée du Danube, ni dans les cols du Balkan, ni sur son versant septentrional que les Turcs devaient combattre les Russes, mais, comme nous l'avons dit avant la guerre, sur le versant méridional de cette chaîne, aux débouchés des montagnes, dans la plaine d'Andrinople, avec cette ville pour pivot de manœuvres.

Depuis que nous avons écrit les quelques pages ci-dessus, la publication du traité de San-Stefano a fait surgir un différend entre la Russie et l'Angleterre, différend qui pourrait amener une guerre entre ces deux puissances.

Que par ce traité les intérêts de la Grande-Bretagne soient ou ne soient pas compromis, les ministres de la reine ont fait fausse route. Ils ne pouvaient pas ignorer qu'une guerre entre la Russie et la Turquie devait infailliblement aboutir à un désastre pour cette dernière et que le traité de paix qui en découlerait serait évidemment plus onéreux pour l'empire du Padichah que les conditions que le congrès de Constantinople voulait lui imposer.

Or, si le ministère tory avait intérêt à protéger la Turquie, pourquoi n'a-t-il pas évité cette guerre ? Il le pouvait : Pendant le congrès de Constantinople, au lieu de soutenir la Porte, il n'avait qu'à l'abandonner. Elle aurait cédé aux injonctions des grandes puissances ; on aurait ainsi évité la guerre, et les *tendances* russes, que l'Angleterre redoute tant, eussent été éludées.

Si, comme d'anciens ministres et des hommes d'Etat éminents de la Grande-Bretagne le prétendent, leurs intérêts ne sont pas compromis, si ce n'est qu'une question d'amour-propre national, excité par la presse européenne, qui ne cesse de répéter sur tous les tons que l'Angleterre a perdu toute sa renommée, tout son prestige, elle aurait tort d'avoir recours à la guerre pour rétablir cette renommée, qui n'est nullement altérée par ce qui vient de se passer en Orient.

La presse, qui s'évertue ainsi à provoquer une guerre sans issue entre la Russie et la Grande-Bretagne, n'ignore cependant pas que cette dernière ne peut s'engager sur le continent qu'avec le concours d'un ou de plusieurs alliés ; mais aussi qu'on ne perde pas de vue que la marine de l'Angleterre pourrait écraser celles de tous les autres Etats de l'Europe, que c'est cette suprématie sur les mers, qui fait sa *force*, qu'on qualifie de *prestige*, et que cette force ou ce prestige, comme on veut l'appeler, est aujourd'hui ce qu'il était au commencement de ce siècle, alors que dans le congrès de Châtillon, en 1814, les conseils de lord Castlereagh étaient très écoutés et prévalaient dans toutes les solutions politiques, bien que cependant l'Angleterre n'eut pas un soldat dans la grande armée des souverains alliés.

Depuis lors l'Angleterre, ayant fait du principe de non-intervention sa règle de conduite, s'était presque complètement désintéressée des grandes questions internationales. Les torys, croyant sans doute que cette politique d'isolement pourrait diminuer la renommée de la puissance de leur pays, or, pour maintenir son prestige, à tort ou à raison, ils se sont crus obligés de faire des préparatifs de guerre, afin de prouver au monde que la Grande-Bretagne n'est pas déchue de sa grandeur passée.

Il est donc probable que le ministère Beaconsfield s'en tiendra à de simples menaces : d'abord, par la raison que la Russie semble disposée à vouloir éviter la guerre et à faire de larges concessions ; ensuite, parce que dans une guerre entre ces deux puissances on ne découvre pas de point où l'une pourrait porter un coup bien sensible à l'autre ; et, enfin, parce qu'un Etat constitutionnel ne s'engage que difficilement dans une guerre quand ses intérêts ne sont ni directement compromis, ni même menacés.

Toutefois, si ce différend faisait surgir un conflit entre l'Angleterre et la Russie, où et comment les forces militaires de ces deux

puissances pourraient-elles se rencontrer ? La Grande-Bretagne n'a pas à craindre un débarquement sur ses côtes de la part de la Russie, et celle-ci n'a guère à redouter les attaques des navires anglais dans la mer Noire ou dans la Baltique. Les expéditions des escadres combinées des flottes anglaises et françaises, en 1854 et 1855, ont démontré que la marine seule ne peut rien entreprendre de sérieux contre les grands ports militaires de ces deux mers, que la marine ne peut obtenir de résultats qu'à l'aide d'une armée de débarquement. Or, il serait fort difficile, dangereux même pour les armées de terre de la Grande-Bretagne, d'aller combattre celle des Russes en Crimée, sur les côtes de la mer Noire ou sur celles de la Baltique. Les forces de terre de ces deux puissances sont trop disproportionnées et les expéditions maritimes sur une aussi vaste échelle offrent de trop grandes difficultés et présentent de trop graves dangers pour admettre que l'Angleterre seule entreprendra des opérations de cette nature contre la Russie.

On croit que l'Angleterre pourrait tirer des Indes une armée indigène, et que, la débarquant dans le golfe Persique elle pourrait, en remontant les vallées de l'Euphrate ou du Tigre, gagner promptement le théâtre de la guerre en Arménie. Admettons qu'il soit possible de recruter et de débarquer une armée d'Indiens à l'embouchure de l'Euphrate, mais, arrivée là, il faudrait encore la conduire sur le théâtre de la guerre. Or, les 400 lieues qu'elle aurait à parcourir pour atteindre les sources de ce fleuve, qui descendent de l'Arménie, la réduiraient absolument à rien. Ce projet est d'une application impossible, c'est une utopie,

Pour le moment on s'occupe beaucoup des troupes indiennes que les ministres de la reine se proposent d'amener en Europe. On dit que sous peu les navires anglais débarqueront 7000 cipayes à Malte.

Pour deux raisons, il n'est pas à présumer qu'on veuille se servir de ces troupes sur les champs de bataille de l'Europe : d'abord par la raison que les Indiens ne sont pas organisés pour effectuer des marches et ensuite se présenter dans un ordre convenable devant des soldats européens : et puis parce que, s'ils se battaient bien et s'ils rentraient victorieux dans leur pays, ce serait un fâcheux précédent, dangereux pour l'Angleterre.

Ce petit paquet d'Indiens doit avoir une autre destination que celle de combattre en Europe ; il est probable qu'il sera débarqué en route, avant d'avoir atteint Malte.

La Grande-Bretagne pourrait envoyer une armée d'Anglais au secours de la Turquie ; mais, si on se rappelle ce qui s'est passé en Crimée en 1854 et 1855, le succès d'une telle expédition n'inspirera qu'une médiocre confiance. D'abord, dès que les Anglais feraient mine d'embarquer une armée, il est probable que les Russes entreraient à Constantinople et occuperaient le long du Bosphore et des Dardanelles des points d'où ils pourraient interdire le passage de ces détroits aux navires anglais et turcs.

Dans cette éventualité, pour peu que les Russes aient dans la mer Noire quelques paquebots armés en guerre, comme la *Vesta*<sup>1</sup>, con-

<sup>1</sup> La *Vesta* était un paquebot armé en guerre, son commandant, le capitaine Bara-

duits par des Baranof, à leur tour ils pourraient acquérir la suprématie dans cette mer, ce qui serait très utile pour eux et fort gênant pour leurs adversaires. L'action de la marine de ceux-ci serait alors quasi neutralisée, tandis que les Russes pourraient tirer un bon parti de la leur.

Nous l'avons déjà dit, l'entrée de l'escadre d'Hornby dans la mer de Marmara est une faute stratégique. Si elle était restée dans l'Archipel, il est probable que l'armée russe aurait évacué, sinon en totalité, du moins en partie, l'isthme de Constantinople.

Or, en cas de conflit, l'escadre d'Hornby serait tout aussi à portée du théâtre de la guerre à Besika que mouillée dans la mer de Marmara et à l'entrée des Dardanelles. Elle ne serait pas exposée à être bloquée entre les deux détroits.

Il est même probable que si elle était restée à Besika, les Russes auraient déjà rapatrié une partie de leurs troupes, et qu'alors ils ne se seraient plus trouvés en forces autour de Stamboul, pour occuper cette capitale, fermer les détroits et conserver une armée mobile assez forte pour agir en campagne.

On craint que l'Angleterre avec ses finances inépuisables n'amène la Russie vers une banqueroute par une paix armée *très prolongée*. Il est vrai qu'une menace de guerre est plus nuisible au commerce et à l'industrie que ne l'est la guerre même. Or la guerre ou une menace de guerre est infiniment plus à redouter pour les ouvriers d'un pays essentiellement industriel que pour la population d'un pays presque exclusivement agricole. Une paix armée prolongée serait donc tout aussi calamiteuse pour la Grande-Bretagne que pour l'empire des Tzars. Il est donc à présumer que si l'Angleterre ne trouve pas d'autre allié que la Turquie, sa menace de guerre ne tardera pas à céder le pas à une intervention diplomatique, afin d'adoucir les conditions que le traité de San-Stefano voudrait imposer à la Sublime-Porte.

Si l'Autriche-Hongrie se liguait avec l'Angleterre et la Turquie contre la Russie, la situation militaire de cette dernière en Bulgarie deviendrait très précaire. Une menace de guerre de la part de l'Autriche-Hongrie, une concentration de troupes dans la Transylvanie, suffiraient pour inquiéter fortement les diplomates et les militaires russes.

Une telle mesure serait une seconde édition du rôle que l'Autriche a rempli en 1854, lors de la levée du siège de Silistrie et pendant la guerre de Crimée.

La Russie ne doit donc jamais perdre de vue que pour elle il est dangereux de laisser ses armées franchir le Danube, si elle n'est pas

noir, apercevant un bâtiment au sud, courut à sa rencontre. C'était un cuirassé turc. Au lieu de virer de bord et de s'échapper, il engage le combat. Le cuirassé avait une formidable artillerie. La *Vesta* fut fort maltraitée, elle allait peut-être succomber lorsqu'un coup heureux fit pencher la victoire de son côté ! un obus tomba à travers le pont du cuirassé, une épaisse colonne de fumée ou de vapeur s'éleva de son bord. C'était un commencement d'incendie ou une avarie dans la chaudière qui obligea le cuirassé de quitter le combat. Ce paquebot légèrement armé a eu raison du cuirassé qui portait des pièces de 29 centimètres.

tout à fait sûre de l'Autriche-Hongrie ; et, en outre, elle ne doit pas oublier qu'aussi longtemps que ces armées se trouveront à droite de ce fleuve, l'Autriche-Hongrie, étant maîtresse de la situation militaire, le cabinet de Saint-Petersbourg doit agir avec la plus grande circonspection, afin de ne pas froisser celui de Vienne.

Quant à l'entente entre ces deux cabinets sur la solution de la question d'Orient, si elle a pu différer sur quelques points, leur différend, paraît-il, n'a jamais été assez sérieux pour amener une rupture entre la Russie et l'Autriche-Hongrie, et les bons offices de l'Allemagne ont grande chance d'aplanir le désaccord que le traité de San-Stefano a soulevé entre la Russie et la Grande-Bretagne.

## APPENDICE

La campagne en Bulgarie, en ce qui concerne l'effet produit par les différentes armes à feu, ramène à la vérité les idées erronées qui se sont fait jour sur ce sujet lors de la guerre de 1870—1871.

Bien qu'à la suite de la guerre franco-allemande, les médecins aient constaté dans leurs rapports que les blessures faites par le fusil étaient infiniment plus nombreuses que celles occasionnées par le canon, il a suffi que les vaincus, pour pallier leurs revers, eussent attribué les succès des vainqueurs à la supériorité de leur artillerie pour faire écrire à toute la presse européenne et faire dire à l'immense majorité des militaires « qu'à l'avenir le canon primerait le fusil sur le champ de bataille, comme dans l'attaque et la défense des places, que désormais le succès appartiendrait à celui des belligérants qui saurait amener le plus grand nombre de bouches à feu sur le terrain du combat. »

Or, ce qui vient de se passer en Bulgarie, dans la vallée du Danube, dans les cols du Balkan et autour de Plevna, est la négation de tout ce qui a été écrit et dit sur l'effet produit par les armes à feu pendant la guerre franco-allemande.

L'analyse des actions de guerre dans la Bulgarie démontre que le fusil a acquis sur le canon un ascendant plus grand que celui dont il jouissait déjà avant la transformation de ces deux armes. A en juger par l'effet produit dans la dernière guerre, on est porté à croire que la nouvelle artillerie, avec sa trajectoire élevée et son petit espace dangereux, est moins efficace que l'ancienne. Voici du reste ce qui le prouve : Pendant plus de sept mois, les batteries russes de la rive gauche du Danube ont, sans discontinuer, bombardé Routschouk. D'après les prévisions des officiers des armes savantes, cette place aurait dû être écrasée sous le poids du fer de l'ennemi, tandis qu'il paraît qu'elle n'a que très peu souffert. Dans tous les cas les batteries russes n'en n'ont pas eu raison, puisqu'elle a tenu jusqu'après la signature des préliminaires de paix, ce qui tend à prouver que le bombardement à grande distance, avec la nouvelle artillerie, n'est pas plus efficace qu'avec l'ancienne.





« Le 9 novembre, la division Skobélew était sous les armes pour  
• attaquer la hauteur en avant de la droite de la redoute n° 13.  
• Profitant de l'expérience du 11 septembre, ses batteries de cam-  
• pagne devaient essayer cette fois de prendre en enfilade les fossés  
• de la redoute, car, disait-il, c'est des fossés où chaque Turc est  
• abrité dans un trou séparé, qu'il s'est creusé dans la contre-es-  
• carpe, avec son sac de cartouches à côté de lui, que le feu prin-  
• cipal arrive. »

» Skobélew déclarait de la manière la plus formelle que, le 11  
• septembre, il a essayé de faire la même manœuvre ; que, sui-  
• vant l'exemple des Allemands, il ordonna à 3 batteries, ou 24  
• pièces, de se porter à 600 mètres des ouvrages pour seconder les  
• attaques de l'infanterie. Le ravin de Tutchenitza, à sa droite, en-  
• trava ce mouvement, mais il fut partiellement exécuté. En une  
• minute, dit-il, des 24 canons il n'y en eut plus que 8 qui ne  
• fussent pas réduits au silence ; les batteries n'étaient plus qu'une  
• masse confuse d'hommes et de chevaux tués, et les canons durent  
• être retirés par l'infanterie avec des cordes de prolonges.

• Ceci, ajouta-t-il, est une ère nouvelle dans l'art de la guerre,  
• et nous faisons des expériences pour le profit d'autrui. La bêche  
• et la carabine à tir rapide ont tout changé. L'artillerie ne compte  
• plus pour rien ; l'assaut par l'infanterie est le seul moyen de  
• succès, quoique ce soit le plus précaire. »

Ce dernier alinéa nous semble renfermer des idées trop exclusives ;  
que le fusil à tir rapide et à grande portée ait limité la tactique de  
l'artillerie, c'est-à-dire que, depuis le perfectionnement des armes à  
feu, le fusil ait notablement réduit l'action du canon sur le terrain  
du combat, cela n'est pas à contester : le fantassin avec son fusil,  
dont le projectile blesse et tue tout comme le boulet de 8 ou de 12,  
se soustrait facilement à l'action du feu de l'artillerie, tandis que les  
8 servants du canon, ses 3 conducteurs, son chef de pièce et ses  
7 chevaux, se couvrent difficilement et offrent au feu de l'infanterie  
une surface telle que désormais il est fort dangereux, sinon impos-  
sible, de maintenir une batterie dans le rayon d'action du feu de  
l'infanterie.

On objectera que le canon ayant une portée plus grande que celle  
du fusil, en mettant en batterie hors du rayon d'action de son feu,  
le canon frappera l'infanterie à une distance d'où le feu de celle-ci  
ne pourra pas atteindre la batterie.

En effet, les projectiles de l'artillerie peuvent atteindre l'infanterie  
à des distances d'où le feu de celle-ci ne saurait atteindre les batte-  
ries. Mais voyons jusqu'à quel point le feu de n'importe quelle  
arme, ouvert en dehors du champ de tir, c'est-à-dire d'un point  
d'où on ne voit pas l'objet à battre, est pratique et utile.

Dans la Belgique, qui passe pour un pays de plaines, on trouve  
rarement un champ de tir de 600 mètres, qui est la portée du fusil.  
Or, une batterie qui ouvrirait son feu en dehors du champ de tir,  
c'est-à-dire à une distance plus éloignée de l'objet à battre que celle  
de la portée du fusil, ne voyant pas ce but, son tir n'aura pas  
de justesse, son feu restera sans efficacité, elle consommera ses mu-

nitions en pure perte, et, comme l'a dit Skobelef, l'artillerie qui agirait ainsi serait plus embarrassante qu'utile.

Nous ne croyons pas, comme le dit Skobelef : « que, dans le combat, l'artillerie ne compte pour rien. » Sur ce point, il pourrait avoir raison si on se battait toujours dans des plaines où il n'y aurait pas d'obstacles à enlever ou à renverser ; mais un champ de bataille étant généralement parsemé de localités, fermes, châteaux, villages, etc., le canon est indispensable pour les battre en brèche ou pour les renverser. « Que l'assaut par l'infanterie soit le seul moyen de succès, » comme dit Skobelef, cette opinion nous semble trop exclusive. Plus haut nous avons émis l'avis qu'à Plewna les Russes ont fait abus de l'assaut. Si, dans le combat, c'est généralement l'action de l'infanterie qui décide le succès, on doit reconnaître que dans les attaques des localités, souvent l'assaut ne peut réussir que lorsqu'il a été préparé par l'artillerie : en 1859, huit régiments d'infanterie battent contre le cimetière de Solferino, le canon renverse le mur qui couvre les défenseurs du cimetière et un seul bataillon enlève ce poste qui avait arrêté deux divisions. En 1870, au début de la campagne, les attaques de l'infanterie dirigées contre le château du Geisberg ont échoué parce qu'elles n'avaient pas été préparées par l'artillerie. Après avoir sacrifié un millier d'hommes devant cette cassine, une batterie entre en action, bat la cassine en brèche, et ses défenseurs sont immédiatement obligés de se rendre.

On le voit, en campagne, pour enlever les localités, comme pour l'attaque et la défense des places, l'artillerie est très utile, même indispensable. Seulement la pratique a démontré que sur le champ de bataille on ne sait pas toujours en faire un judicieux emploi. S'en servir à propos est un grand point : souvent elle se présente trop tardivement sur le lieu de l'action, et il arrive aussi qu'on la retire trop tôt de la ligne de feu.

Quoiqu'il en soit, de ce qui précède il ressort, contrairement aux prévisions de la majorité des militaires, que le perfectionnement des armes à feu a augmenté la suprématie du fusil sur le canon, et a, sur le terrain du combat, notablement augmenté l'action de l'infanterie et restreint celle de l'artillerie.

Au reste, c'est le tir rapide et la grande portée du fusil qui ont forcé les artilleurs à chercher des améliorations dans leur armement. Les ont-ils trouvées ? La pratique a démontré que non. Si à l'aide de la rayure ils ont obtenu une portée plus grande, par contre, cette portée a considérablement diminué l'espace dangereux de leurs projectiles, ce qui constate que le perfectionnement du canon est plus factice que réel.

Si dans la guerre russo-turque l'artillerie n'a pas fait merveille, un autre engin de guerre, le navire cuirassé, dont le prestige, qui en est le seul mérite, avait déjà été fortement ébranlé dans l'Adriatique, en 1859, et dans la Baltique, en 1870, a dévoilé complètement son impuissance en 1877-1878.

Pour cette guerre, la Turquie avait sur la Russie une prépondérance maritime écrasante et les pachas comptaient bien obtenir de



notables avantages par leur grande supériorité en navires cuirassés.

Or, en fait de services à rendre, ces navires n'ont pas pu seulement maintenir un blocus effectif dans la mer Noire. Plus bas nous trouverons l'opinion d'un marin qui étonnera les militaires partisans des coupoles pour la défense des cours d'eau : ils verront qu'Hobart pacha a reconnu lui-même que c'eût été folie d'attaquer des villes fortifiées telles que Sébastopol, Odessa, etc., avec des navires cuirassés. Aussi la marine turque a-t-elle soigneusement évité d'entrer en lice avec les forteresses russes; elle a préféré s'en prendre aux villes ouvertes, qui, du reste, n'ont même guère souffert de ces canonnades tant redoutées. Eupatoria a été bombardé le 11 janvier, Théodosi le 13, Anapa le 14. Ce sont là les exploits de cette marine qui a ruiné les finances de la Turquie. Beau résultat !

Sur le Danube, les opérations que les monitors y ont tentées, loin de réussir, ont toutes échoué, et même plusieurs de ces navires y ont été coulés ou pris par l'ennemi.

Or, se présentera-t-il jamais ailleurs une occasion où les navires cuirassés auront autant de chances pour témoigner de leur puissance ? Si ces citadelles flottantes, avec leur carapace invulnérable, n'ont pas pu empêcher les Russes d'établir des ponts sur le Danube, ni n'ont pas su se jeter à toute vapeur à travers ces ponts pour les rompre, je me demande en quelles circonstances on sera en droit d'attendre des services de la marine cuirassée ?

Voici, du reste, sur ce sujet, comment Hobart pacha s'est exprimé, dans une lettre publiée dans le *Levant Herald*, concernant l'emploi de la marine ottomane dans la mer Noire.

Après avoir énuméré les services que la marine turque a rendus en transportant des troupes d'une côte à l'autre et en contribuant au ravitaillement des armées « voyons, dit Hobart, ce que la flotte n'a pas fait, mais pouvait faire, dans l'opinion de quelques personnes. Quant à nuire à l'ennemi en détruisant des villages et des propriétés le long de la côte, je suis d'opinion que la flotte turque, en agissant ainsi, *eût plutôt gagné de la honte que de l'honneur*. C'eût été pure folie que d'attaquer les villes fortifiées telles qu'Odessa, Sébastopol, etc., avec le peu de navires qui restaient disponibles après la protection efficace donnée à Soulina, Batoum, la Crète et Antivari, et même avec la flotte entière.

« A chacune des places en question il y a des torpilles placées en grand nombre jusqu'à 3 ou 4 milles (7 kilomètres) du rivage, et des canons de 35 tonnes et plus, protégés par des ouvrages de terre à l'épreuve des obus, sont placés dans des batteries dix fois plus nombreuses que celles que la marine turque pourrait transporter pour lutter avec elles. La portée des canons russes des batteries est presque deux fois plus grande que celle des canons de navire, principalement par suite de la hauteur à laquelle ils sont placés et qui leur donne un feu plongeant.

« Une escadre qui les attaquerait pourrait tirer tout le jour sans faire autre chose que quelques dégâts insignifiants à ces travaux de terre imprenables et ce serait là tout le profit, à moins qu'on ne puisse débarquer des troupes pour tirer parti des avantages que le

bombardement pourrait avoir rapportés; la plus grande escadre turque qui a été libre pour bloquer les ports de l'ennemi et bombarder ses fortifications consistait en quatre navires, dont la force en artillerie montait en tout à 20 canons. Je demande à tout homme de la profession ce qu'ils pouvaient faire contre les batteries modernes. La réponse serait « rien » hautement « rien. » Il eût fallu un commandant complètement insensé pour tenter une pareille folie.

• Quel est l'exemple qui a été donné aux officiers navals turcs sous ce rapport dans les temps modernes? J'ai eu l'honneur de servir dans la flotte anglaise de la Baltique pendant la guerre de Crimée, et j'ai vu 30 vaisseaux de ligne anglais et français, portant 2500 canons, ancrer hors de portée de Cronstadt et ne pas oser faire une seule attaque, même contre les plus petites forteresses russes, jusqu'au jour où sont arrivés de petits vaisseaux portant des mortiers expressément envoyés d'Angleterre, et même alors les grands vaisseaux ne sont jamais venus à portée des grandes forteresses, dans ces jours où il n'y avait pas encore de torpilles, et où il n'avait jamais été question de canons de 18 tonnes. Et même, pour prendre la petite forteresse de Bomarsund, 10,000 hommes ont été envoyés d'Europe.

• Ayant suivi un des yachts russes jusqu'à Sébastopol, dans mon vaisseau-amiral, j'ai eu le plaisir d'être quelques minutes sous le feu des nouvelles batteries de terre de cette place, et ce que je puis dire, c'est que je fus satisfait de m'en éloigner, bien que moi et mes hommes ayons supporté le danger avec le plus grand sang-froid. Quel exemple nous a donné encore la flotte française pendant la guerre entre l'Allemagne et la France? Pourquoi croisait-elle à respectable distance des batteries et des torpilles allemandes, et je crois même sans échanger avec elles un seul coup?

Un mot du blocus.

• Nous n'avons jamais eu assez de navires à soustraire aux autres importants devoirs pour admettre que nous ayons gardé un blocus strict.

• Il faut une grande flotte pour défendre un pays dont les côtes comprennent des milliers de milles sur lesquelles malheureusement habite une population portée à la rébellion et ayant besoin d'une surveillance incessante. Occasionnellement, des vaisseaux russes marchant à grande vitesse ou des yachts armés en guerre ont profité d'un beau temps pour s'élancer sur un bâtiment de commerce. C'est là la simple répétition d'une vieille histoire. Des vaisseaux peuvent être préparés à cette intention; leur coque sera parfaitement nette, leurs machines, leurs chaudières en bon état. Leur charbon sera de première qualité. Ce n'est pas un grand espoir que des bâtiments de ce genre puissent faire une course à grande vitesse, alors que nous considérerons qu'ils ont affaire avec des croiseurs qui tiennent la mer peut-être depuis des semaines, dont les tubes ont besoin de nettoyage, dont le charbon est d'une qualité douteuse, dont l'équipage est excédé de fatigue et qui, dans leur meilleur état, n'ont pas la vitesse des yachts rapides de l'empereur de toutes les Russies.

» Lorsqu'on voit l'ennemi, il est presque impossible de le poursuivre, comme nous avons eu occasion de le voir en plus d'une occasion. »

Ainsi, de l'aveu d'Hobart pacha, qui n'est certes pas intéressé à amoindrir le mérite de la marine, il ressort clairement : que les navires cuirassés ne peuvent pas lutter avec les forteresses, que le feu des navires n'offre guère de danger pour les batteries placées derrière des parapets en terre, tandis que le feu de celles-ci offre de grands dangers pour les navires cuirassés ; que, sans troupes de débarquement, les bombardements des navires restent sans résultat utile ; que l'emploi des torpilles empêche les navires d'approcher à portée de canon des forteresses ; que les cuirassés courant moins vite que les vapeurs ordinaires, ceux-ci peuvent à volonté accepter ou refuser le combat ; que déjà pendant la guerre de Crimée, dans la Baltique, 30 vaisseaux de ligne anglais et français, portant 2500 canons, n'ont pas osé approcher des plus petites forteresses ; que Bomarsund a été pris par des troupes de débarquement ; et, enfin, qu'une marine ne peut que se déshonorer en brûlant des villes ouvertes et les propriétés des particuliers.

On le voit, dans les guerres continentales, le rôle de la marine est généralement très limité. Il peut se présenter des cas, comme nous venons de le voir, où elle peut rendre des services pour aider à alimenter des armées ou pour transporter à grande vitesse des masses de troupes d'un point à un autre, mais c'est là à peu près tout ce qu'on est en droit d'exiger d'elle.

Du reste, il y a longtemps que ces idées sur la marine se sont fait jour ; on trouve, dans les 47 volumes du *Journal de l'armée belge*, une multitude d'articles consacrés à ce sujet. Tout ce qu'Hobart pacha relate, concernant ce qui s'est passé dans la Baltique, en 1854-1855, a été prévu par nous et publié dans une brochure, avec carte et plans, deux mois avant l'entrée des escadres combinées dans cette mer. — Cette brochure a pour titre : *Expédition maritime dans la Baltique*, mars 1854.

Mai 1878.

L. VANDEVELDE,

lieut.-colonel belge en retraite.

### CIRCULAIRES ET PIÈCES OFFICIELLES.

L'administration du matériel de guerre a adressé aux armuriers et ateliers autorisés aux réparations d'armes par l'administration militaire fédérale, la circulaire ci-après :

Berne, le 17 juillet 1878.

Le Département militaire fédéral nous charge de vous rendre attentifs aux points suivants :

1<sup>o</sup> Les armuriers et ateliers autorisés à réparer les armes d'ordonnance n'ont pas le droit d'inscrire sur leurs enseignes « Atelier fédéral de réparations. » S'il est d'intérêt général, spécialement pour les militaires détenteurs d'armes, que les armuriers et ateliers qui ont fait preuve de capacités suffisantes en matière de réparations d'armes, soient connus comme tels autant que possible, l'administration militaire fédérale, d'autre part, n'a jamais entendu fonder des ateliers de réparations fédéraux dans le sens propre du mot ; par conséquent elle ne peut admettre que la qualification de fédéral puisse être appliquée à des entreprises privées, cette expression étant du reste employée d'une manière abusive en maintes autres occasions. Par contre il est facultatif aux armuriers et ateliers autorisés de s'appeler de

tel nom qu'ils jugeront convenable, pourvu que le mot « fédéral » n'y paraisse pas par ex. : « Atelier de réparations pour armes d'ordonnance ».

2<sup>o</sup> Lors des inspections d'armes de cette année, des hommes astreints au service se sont présentés sans leur arme, en déclarant que celle-ci était en réparation et ont fourni à ce propos une attestation de l'atelier allégué. Une pareille manière de faire est inadmissible et est désormais sévèrement interdite. Les ateliers sont tenus à procéder sans délai aux réparations qui leurs sont confiées et à délivrer ces armes à leurs détenteurs respectifs pour le jour de l'inspection. Toute infraction à ces deux dispositions entraînera la résiliation du contrat.

*Le chef de la section administrative, STEIGER.*

---

## NOUVELLES ET CHRONIQUE

Pendant l'année 1876, il est parvenu au Conseil fédéral un certain nombre de pétitions provenant d'officiers ou de sociétés d'officiers, demandant :

a) Que la Confédération se charge de procurer, pour le service, des chevaux aux officiers montés qui n'en possèdent pas, contre renonciation des indemnités qui leur reviennent de ce chef ; l'autorité pourrait faire face à ces nouvelles obligations en donnant plus d'extension aux établissements de la régie et aux moyens de contrats de louage

b) Que la Confédération, aussi longtemps qu'il y a nécessité, achète de bons chevaux à l'étranger pour les céder, une fois dressés, aux officiers à des prix équitables. Toutefois, les officiers montés qui sont en situation de le faire, continueront à fournir et à garder leurs propres chevaux contre l'indemnité spéciale.

Statuant dernièrement sur ces demandes, le Conseil fédéral a décidé de ne pas entrer en matière pour le moment. La résolution négative se base sur les considérations suivantes :

D'après l'art. 182 de l'organisation militaire, les officiers fournissent eux-mêmes leurs chevaux moyennant une indemnité spéciale. Or il paraît impossible que la Confédération assume dès maintenant l'obligation de livrer aux officiers, qui n'en possèdent pas, des chevaux pour le besoin de leur service et, à cet effet, de conclure des contrats de louage en leur lieu et place. D'ailleurs en vertu d'une ordonnance du 10 décembre dernier, la régie a reçu l'extension désirée par les pétitionnaires.

---

*Société fédérale des carabiniers.* — Lundi 8 juillet, s'est réuni à Zurich, sous la présidence de M. le landamman Heutschi, de Soleure, le Comité central de la Société fédérale des carabiniers.

Le Comité a pris connaissance de la déclaration des tireurs saint-gallois, qui se retirent de la Société. La cause de cette regrettable détermination est la mise en vigueur du nouveau règlement pour les tirs fédéraux.

Le bureau a été chargé de reprendre encore cette semaine la caisse, les archives et l'inventaire de la Société, et d'envoyer à cet effet une délégation à Lausanne.

Le Comité central a de plus décidé de renoncer à une participation officielle au Tir fédéral allemand qui aura lieu à Düsseldorf, mais en revanche d'envoyer un don d'honneur. Un don semblable est destiné à la fête de tir suisse de New-York.

La question de la révision des statuts a été renvoyée à plus tard.

---

M. le major Alfred Scherz, instructeur d'infanterie de 1<sup>re</sup> classe, a été promu au grade de lieutenant-colonel.

---

Le Conseil fédéral a nommé M. le capitaine H. Jaquiéry, à Cronay, adjudant du 1<sup>er</sup> bataillon de carabiniers.

---

**FRIBOURG.** — *Le Journal de Fribourg* donne les renseignements suivants sur la convention signée entre la direction militaire de Fribourg et le Département militaire fédéral en vue de l'utilisation par ce dernier des bâtiments de la fabrique de wagons et des champs de manœuvre d'Hauterive.

L'ancienne fabrique de wagons serait transformée en caserne, et celle-ci louée à

la Confédération ; à Hauterive serait construit un bâtiment servant de cantine et ayant des écuries, bureau, etc.

La caserne de Péraules et les champs de manœuvres sont destinés à des cours de répétition des troupes d'infanterie de la II<sup>e</sup> division.

La convention sera soumise à la ratification du Grand Conseil dans sa prochaine session extraordinaire, qui aura lieu le 22 courant, et les travaux d'aménagement commenceront aussitôt la ratification intervenue.

---

GENÈVE. — Le Conseil de guerre de la I<sup>re</sup> division s'est réuni la semaine dernière dans le manège de la caserne, à Genève, pour juger une recrue d'infanterie, accusé d'avoir volé 22 fr. à un camarade de chambre.

Le tribunal était présidé par M. le grand juge Bippert.

Le prévenu B., de la commune de Bagné, déclaré coupable à l'unanimité, a été condamné à 10 mois d'emprisonnement et à cinq ans de privation des droits civils.

---

AUTRICHE-HONGRIE. — L'armée d'occupation préparée par le gouvernement de Vienne pour l'occupation de la Bosnie et de l'Herzégovine ne laisse pas de comprendre un effectif respectable. En effet, la *Vedette* annonce que les quatre divisions déjà mobilisées, savoir les 16<sup>e</sup>, 18<sup>e</sup>, 20<sup>e</sup> et 34<sup>e</sup>, vont être renforcées par la 2<sup>e</sup> division de Vienne, feld-maréchal lieutenant Baner ; la 6<sup>e</sup> division de Gratz, feld-maréchal lieutenant Tegetthoff ; la 23<sup>e</sup> division de Laibach, feld-maréchal lieutenant Littrow ; enfin, les Honveds de Croatie. La force de chaque division dépassant 15,000 hommes, on voit que les Autrichiens enverront plus de cent mille hommes dans les provinces protectorées, en y comprenant les Honveds.

Le feld-zeugmeister baron Josef Philippovic (véritable orthographe du nom) a été nommé commandant en chef des troupes d'occupation et vient de quitter Prague, où se trouvait son quartier général de commandant de la Bohême. Le baron descend d'une famille comtale des confins militaires et son père était capitaine dans le régiment frontière, n<sup>o</sup> 1. Il sort de l'arme du génie, après avoir longtemps servi dans l'état-major. Pendant la campagne de Hongrie, en 1848-1849, il remplissait les fonctions d'aide-de-camp auprès du célèbre Jellajick, ban de Croatie. A Solferino, il commandait une brigade du 8<sup>e</sup> corps Benedek ; à Sadowa, il était commandant en second du 2<sup>e</sup> corps Thun-Hohenstein. Plus tard, il remplit successivement les emplois de commandant de division à Vienne et à Innsbruck, de commandant général en Moravie et en Bohême.

A ces renseignements donnés par la *Vedette*, nous ajouterons quelques réflexions tantôt sérieuses, tantôt humoristiques, de la *Wehr-Zeitung* sur la mobilisation. Ce journal se loue du concours que les autorités civiles ont apporté aux opérations, concours dont l'énergie inspirait des doutes d'autant plus justifiés que ces mêmes autorités avaient fait preuve d'une grande mollesse lors des appels pour les manœuvres.

Par exemple, le même journal blâme vivement l'organisation vicieuse du service des transports et cite un escadron d'animaux de bât (*ein tragthier-escadron*) de plus de 300 hommes avec 500 bêtes qui aurait dû avoir réglementairement 6 officiers et il en a à peine la moitié, tandis que les effectifs en hommes et en chevaux sont largement dépassés. Un infortuné lieutenant de la réserve a été chargé de l'organisation d'une section de transport de plus de cent hommes et autant d'animaux. L'officier ne parle que l'Allemand, ses sous-officiers et soldats ne savent guère que le polonais, la plupart venant de Gallicie. Le lieutenant n'a jamais vu bâtter et charger une bête de somme, ses soldats sortent presque tous de l'infanterie, ce qui a lieu d'étonner puisque la cavalerie n'a pas besoin de tous ses réservistes. Dans de pareilles conjectures, l'organisation de la section n'avance guère et se trouve dans les plus mauvaises conditions. Pour comble de malheur, notre lieutenant, en voulant enseigner à son ordonnance la manière de nettoyer un revolver, s'est déchargé son arme dans la main, qui a été traversée de part en part. Cet accident a permis de le remplacer par un officier au courant de son métier ; d'où l'on peut conclure qu'à quelque chose malheur est bon.

Il est de fait, dit notre confrère, que l'on doit s'attendre à de graves mécomptes quand on a la prétention de porter un corps de 1270 soldats du train à 22,500 hommes sur le pied de guerre. Heureusement pour l'Autriche, ajouterons-nous, que l'occupation des provinces protectorées n'offre aucun danger immédiat et que le



ministre de la guerre pourra remédier à l'insuffisance de l'organisation actuelle de l'armée austro-hongroise, Sous ce rapport, la mobilisation partielle, conséquence des décisions du Congrès, sera pour elle une excellente école.

*(L'armée française).*

— Le port autrichien de Fiume possède une importante fabrique de torpilles Whitehead, de création anglaise, sur laquelle on lit dans la *Yachta* les détails suivants :

Il n'y a pas moins de 70 machines à vapeur dans l'usine de Fiume, et cependant cet établissement suffit à peine à toutes les commandes. Dans les deux derniers mois de l'année passée, on s'est exclusivement occupé de la fabrication des torpilles de petites dimensions, pourvues de dix hélices et destinées à l'Angleterre.

D'octobre à décembre 1877, on en a expédié 99 à Malte ; le reste de la commande, consistant en 101 pièces, a été envoyé à la même destination en février dernier. L'Angleterre est, de toutes les puissances maritimes, celle qui possède le plus grand nombre de torpilles Whitehead. Douze cuirassés de la marine britannique sont munis d'appareils perfectionnés pour le lancement de ces engins de guerre. En décembre, la fabrique de Fiume a commencé la confection d'une centaine de torpilles pour le compte du Portugal, de l'Allemagne et de la Russie.

Tous les projectiles Whitehead fabriqués à Fiume sont munis de deux hélices ; ils sont construits de trois grandeurs différentes, 14, 19 et 22 pieds, avec des vitesses de 21, 23 et 26 nœuds à l'heure, qu'ils peuvent conserver jusqu'à 200 et 270 mètres. Ces formidables engins ressemblent extérieurement à un gigantesque cigare d'acier poli, très effilé aux deux bouts. La surface est tout à fait lisse, sans inégalités. On aperçoit à une des extrémités deux hélices placées sur un seul axe, et derrière sont adaptés les gouvernails horizontal et vertical, semblables à des nageoires de poisson.

A l'intérieur, outre la charge de matière explosive, se trouve l'air comprimé qui met en mouvement une série de mécanismes extrêmement ingénieux dont chacun a son rôle spécial. L'un fait avancer la torpille sous l'eau à une profondeur déterminée ; l'autre dans une certaine direction et empêche qu'elle ne s'en écarte ; le troisième agit de telle façon que la torpille ne peut faire explosion qu'après avoir quitté le bâtiment torpilleur et parcouru un espace déterminé ; un quatrième produit l'explosion de la charge à la rencontre d'un corps résistant ; le cinquième arrête la machine quand la torpille a parcouru un certain trajet ; le sixième est destiné à faire remonter la torpille à la surface ou à la faire couler à fond une fois qu'elle est arrêtée ; car, dans le cas où elle n'a pas éclaté, il peut être utile qu'elle ne tombe pas aux mains de l'ennemi.

Les appareils employés pour lancer la torpille Whitehead sont de trois sortes : les appareils au-dessus de l'eau qui ont la forme d'un canon d'où les torpilles sont projetées au moyen de l'air comprimé, et qui portent le nom de canons-torpilles ; les appareils au-dessous de l'eau, consistant en un long tube placé au-dessous de l'eau, d'où la torpille est lancée également par la pression de l'air ; enfin le troisième appareil est une sorte de tube à jour qui sert seulement à supporter et à diriger la torpille au départ, celle-ci se mettant d'elle-même en mouvement. C'est avec ce dernier système, sorti de la fabrique de Fiume, qu'a été lancée la première torpille Whitehead sur la rade de Batoum, en Turquie d'Asie.

---

A Paris, chez TANERA ; à Lausanne, chez B. BENDA, éditeurs

# GUERRE D'ORIENT

EN 1876-1877

par

**Ferdinand LECOMTE,**

colonel-divisionnaire.

Tome I<sup>er</sup>, in-8° avec 3 cartes, 6 francs.

**Le Tome II<sup>me</sup> paraîtra prochainement.**

---

LAUSANNE. — IMPRIMERIE ADRIEN BORGEAUD, CITÉ-DERRIÈRE, 26.

# REVUE DES ARMES SPÉCIALES

Supplément mensuel de la REVUE MILITAIRE SUISSE, n° 14 (1878.)

---

## LES CAMPS RETRANCHÉS EN PRUSSE.

Sous ce titre, la *Rivista militare Italiana* publie quelques pages remarquables d'où nous extrayons les détails suivants qui intéresseront certainement nos lecteurs :

Depuis 1871, l'Allemagne n'a pas entrepris de construire de nouvelles places, mais elle a mis tous ses soins à approprier les forteresses existantes aux principes de l'art militaire moderne.

Les camps retranchés ont, par suite, une étendue correspondante au nombre des troupes qu'ils doivent renfermer d'après le système adopté par les organisateurs de la défense du pays. Il est admis que les forts détachés de première ligne doivent être assez en avant pour empêcher tout bombardement de la ville qu'ils protègent ou de quelque partie de celle-ci. Les limites maxima ou minima de la distance entre l'enceinte du corps de place et l'extrême ligne des forts détachés varient de 4 à 7 kilomètres.

Dans les divers camps retranchés qui garnissent les frontières allemandes et spécialement la frontière occidentale, les intervalles des forts sont de 3 à 4 kilomètres.

Les forts détachés sont considérés comme devant jouer un rôle prépondérant dans les sièges, vu que, en Allemagne, il est admis comme principe que dans la guerre de campagne comme dans la défense des places, la principale résistance doit être faite par la première ligne ; on a, pour cette raison, cherché à doter ces ouvrages de tous les moyens fournis par l'art moderne pour augmenter leur puissance offensive en même temps que leur force de résistance passive.

Cette dernière n'est pas basée uniquement sur le fossé, qui constitue le véritable obstacle, ni sur la force du parapet derrière lequel se tient le défenseur, mais aussi sur une bonne disposition des remparts pour atténuer les effets du feu de l'ennemi sur les hommes, le matériel et les munitions et offrir des abris sûrs pendant toute la durée de la défense.

Voici les détails principaux du système adopté :

Relief, 8 mètres.

Le rempart, divisé en deux plans se raccordant par une rampe douce, a une largeur totale de 13 à 14 mètres.

L'épaisseur du parapet varie de 7 à 8 mètres ; la hauteur de la ligne de feu au-dessus du plan supérieur du rempart est de 2<sup>m</sup>40.

Fossé : profondeur de 6 mètres mesurée de l'arête de la contrescarpe en maçonnerie ; largeur au fond, 12 mètres environ, y compris l'épaisseur du mur d'escarpe détaché et le chemin de ronde derrière ce mur.

L'escarpe est en terre avec talus naturel.

La hauteur du mur détaché placé devant l'escarpe est déterminée par un plan passant sur l'arête du glacis et formant un angle de 15 degrés avec l'horizon.

Dans la plupart des forts, il n'y a pas de chemin couvert. L'arête du glacis a une hauteur variant de 2 à 3 mètres. Il n'existe de galeries de contrescarpe que dans les forts pourvus de contremines ; encore ne sont-elles disposées qu'en face des saillants et des angles de la contrescarpe.

Le fossé est défendu par des caponnières placées sur le front en avant du saillant et adossées, sur les flancs, à l'angle d'épaule. Pour le flanquement du fossé sur le front on emploie des canons lisses de 8 à 9 centimètres, deux pièces par ligne à battre. Les fossés des flancs sont ordinairement battus par de la mousqueterie. — Les mitrailleuses ne sont pas encore et ne seront peut-être jamais adoptées en Allemagne.

On arrive à la caponnière du front par une galerie couverte de terre directement depuis le fossé de gorge. Cette galerie traverse l'intérieur du fort suivant la capitale et passe sous le rempart du front. Des ouvertures pratiquées près de ce dernier et du retranchement de gorge mettent la galerie en communication avec le sol de l'ouvrage. On arrive aux batteries des flancs par des poternes ordinaires.

Le fort contient, outre des traverses casematées sur le terreplein et des magasins à munitions pour la consommation journalière, de nombreux locaux à l'épreuve de la bombe pour les hommes et des magasins pour les munitions du fort et des batteries annexes. On a pris soin de donner au fort les formes les moins apparentes et d'éviter toutes les constructions faciles à apercevoir de loin et qui pourraient offrir à l'ennemi des buts distincts ou des points de repère sur l'emplacement des pièces derrière le parapet. En conséquence, les traverses dépassent la ligne de feu seulement de la quantité nécessaire pour protéger les pièces dont la hauteur de genouillère est tenue aussi forte que possible afin d'éviter les embrasures profondes.

Le nombre et l'écartement des traverses varient suivant la plus ou moins grande probabilité des feux prenant d'enfilade les lignes du fort. Dans la plupart des cas, on établit une traverse par deux pièces.

Les traverses sont casematées et chacune sert d'abri aux servants de deux pièces. Il n'existe pas, sur le rempart, de couvert pour les bouches à feu, les pièces de position devant, si le feu de l'ennemi prend la supériorité sur celui du fort, être transportées dans les batteries annexes.

Pour deux pièces, il y a dans le parapet un dépôt à projectiles.

Les magasins renfermant les munitions pour la consommation journalière sont pratiqués dans la masse couvrante. Ils comprennent :

1<sup>o</sup> Les magasins à poudre.

2<sup>o</sup> Les dépôts pour projectiles pleins.

3<sup>o</sup> Les locaux pour charger les projectiles creux.

4<sup>o</sup> Un petit local pour les artifices de nature explosive.

Les magasins n<sup>os</sup> 1, 2 et 3 se font de deux grandeurs ; les plus petits doivent contenir la munition pour 24 heures de feu pour 5 à 10 pièces ; les plus grands, pour 10 à 14 pièces.

1<sup>o</sup> *Magasins à poudre pour la consommation journalière.* — Les magasins à poudre sont adossés au talus intérieur du terre-plein ; on y pénètre directement par un vestibule. La superficie intérieure de ce vestibule est de 1<sup>m</sup> 40  $\times$  2<sup>m</sup> 50 (direction de la ligne de feu) ; celle des grands magasins est de 2<sup>m</sup> 50  $\times$  3<sup>m</sup> 92 ; celle des petits 2<sup>m</sup> 50  $\times$  2<sup>m</sup> 50. La hauteur sous clef est de 2<sup>m</sup> 82 et celle des piédroits 2<sup>m</sup> 20. Si l'on fait de ces magasins sous les faces de l'ouvrage, le vide intérieur est couvert par une voûte en plein cintre dont la naissance est placée au niveau des fondations ; ils sont alors entourés par un fort mur dans lequel est ménagée une galerie de ventilation. L'entrée est défilée par une traverse servant aussi de parados aux batteries des flancs ; on arrive à celles-ci par une poterne spéciale.

Les magasins pour 10 à 14 bouches à feu ont leur grand-axe parallèle à la ligne de feu ; l'entrée est placée dans un mur de soutènement. Les magasins à poudre construits sous le terre-plein communiquent directement avec une traverse casematée.



2<sup>o</sup> *Dépôts pour projectiles creux chargés.* — Ces locaux sont destinés à recevoir les projectiles creux de toute espèce, les boîtes à mitraille ainsi qu'un second approvisionnement de mitraille pour les pièces destinées à combattre une attaque de vive force ; de plus, il y a une provision de grenades à main, de projectiles éclairants et d'artifices divers.

Les petits dépôts pour projectiles creux chargés ont 3<sup>m</sup> 75 de longueur sur 2<sup>m</sup> 80 de large ; les grands ont 4<sup>m</sup> 50 sur 3<sup>m</sup> 75. La hauteur sous clef est de 2<sup>m</sup> 50 et de 1<sup>m</sup> 57 aux naissances ; ils sont construits tout près des locaux où se fait le chargement des projectiles creux et communiquent avec le rempart par un escalier débouchant dans l'abri d'une traverse casematée.

3<sup>o</sup> *Locaux pour le chargement des projectiles creux.* — Ils doivent être bien éclairés et sont adossés au talus intérieur du terre-plein avec deux fenêtres dans le mur non enterré ; ils ont les mêmes dimensions que les dépôts de projectiles auxquels ils sont contigus ; le mur de séparation a une ouverture large de 0<sup>m</sup> 75 et haute de 0<sup>m</sup> 65 pour le passage des projectiles.

Les projectiles creux chargés sont transportés au niveau des batteries par des élévateurs mécaniques placés dans des puits communiquant avec le rempart. Ces puits partent du vestibule ou de l'intérieur du magasin à projectiles chargés et débouchent dans une traverse casematée. Le puits, long de 1<sup>m</sup> 26 et large de 0<sup>m</sup> 63, est divisé par une cloison de planches en deux canaux égaux et de section presque carrée.

Dans l'axe de chaque canal et au-dessus sont deux poulies sur lesquelles passe une corde ; aux bouts de celle-ci sont deux caisses en tôle dont l'une s'abaisse quand l'autre s'élève et dans lesquelles se placent les projectiles. Le mouvement des caisses est réglé par 8 galets qu'elles portent à l'extérieur et 4 guides verticaux placés dans les canaux.

4<sup>o</sup> *Dépôt pour artifices de guerre.* — Ces locaux sont spécialement destinés à contenir les artifices explosifs, tels que : étoupilles à friction, fusées à temps et à percussion, etc. — On les construit isolés des autres magasins ; on en compte un par fort ; leurs dimensions sont ; 1m.90 sur 1m.25.

*Magasins à poudre blindés.* Dans les ouvrages détachés qui ne peuvent pas facilement recourir aux grands magasins de la place, il existe, outre les dépôts pour la munition de consommation journalière, des magasins à poudre blindés contenant la munition pour 14 jours et de la capacité de 10 à 25 tonnes.

Leur position dépend de la configuration du sol. Ordinairement on le place derrière la gorge du fort dans l'enceinte d'une espèce de dent qui se trouve en avant de la courtine de gorge. Leur construction est très forte. Dans le massif de la muraille est réservée une galerie de ventilation. Extérieurement, la maçonnerie est recouverte d'une épaisse couche de terre.

*Abris pour les hommes et autres locaux.* Dans les forts, il existe des abris pour la garnison entière. Ceux qui sont destinés à la garde des remparts et aux servants des pièces sont placés sous les traverses.

Les abris pour les hommes qui ne sont pas de service soit dans le fort ou dans les batteries annexes, sont placés ordinairement sur le front de gorge. Ils sont à deux étages, s'étendent sur presque toute la longueur de la courtine et forment des chambres assez commodément disposées de façon que leur grand axe soit perpendiculaire à la ligne de feu de la courtine. Les fenêtres regardent du côté du fossé ou de la cour de gorge.

Outre les locaux que nous venons d'énumérer, certains forts détachés sont aussi pourvus de dépôts spéciaux pour le matériel de l'artil-

lerie et du génie, de magasins à approvisionnements, de locaux pour infirmerie, de logements pour officiers, d'écuries, etc.

Tous les forts indistinctement sont pourvus d'eau potable, de cuisines, de cantines et de latrines.

*Batteries annexes.* — Les batteries annexes font partie intégrante du fort et se construisent déjà en temps de paix.

Les abris sous les traverses, les dépôts de projectiles et les magasins à poudre se font généralement en charpente : leur construction se termine lorsqu'on met une place en état de défense.

Les batteries annexes sont placées sur les flancs des forts avec leur fossé en correspondance avec celui de la gorge du fort ; leur ligne de feu fait un angle droit avec la capitale du fort et a, dans chaque batterie, le développement nécessaire pour un armement de 6 pièces.

Leur relief est limité et répond dans une certaine mesure au besoin de soustraire les pièces à l'effet des projectiles ennemis et à la vue de l'assaillant, tout en gardant un tir rasant.

Il y a, pour deux pièces, une traverse recouvrant un dépôt de projectiles creusé dans le parapet et formant abri pour les servants. Chaque batterie a en outre un dépôt spécial pour projectiles chargés et un magasin à poudre. Ce dernier est placé dans l'aile opposée au fort. Ces batteries sont fermées à la gorge par une palissade. Les pièces placées sur les flancs du fort battent efficacement le terrain en avant et défendent l'ouvrage contre une attaque de vive force.

*Batteries intermédiaires.* — Tandis que les forts et les batteries annexes ont pour but spécial de contrebattre les batteries de première position que l'adversaire construit à deux ou trois kilomètres de la ligne des forts, les batteries intermédiaires sont destinées à s'opposer à la construction des batteries de seconde position que l'ennemi cherche à établir à 800 mètres environ de la ligne précitée et à empêcher l'ouverture de la première parallèle.

Les batteries intermédiaires ont le caractère d'ouvrages de campagne et se construisent pendant le siège ; leur nombre varie avec le terrain et la force des combattants. Elles ressemblent aux batteries annexes et sont, dans la règle, armées de 6 pièces. La hauteur de l'épaulement ne dépasse pas 2m.40 dont 1m.40 seulement en dehors du sol, le reste s'obtient en enterrant la batterie. Pour défendre ces batteries, on établit des retranchements rapides pour l'infanterie.

*Batteries de position.* — On appelle ainsi de petits forts fermés à la gorge, qui se construisent déjà en temps de paix pour battre certaines positions que les forts ne commandent qu'incomplètement. Ces ouvrages doivent pouvoir résister à une attaque de vive force ; leurs reimparts diffèrent peu de ceux des forts que nous avons décrits.

*Corps de place.* — Depuis 1815, les ingénieurs allemands ont adopté les idées de Montalembert et de Carnot, c'est-à-dire le système polygonal plus ou moins modifié. Depuis la campagne de 1870-71, aucune enceinte continue nouvelle n'a été construite en Allemagne ; dans les places de Metz, Strasbourg, Mayence et Coblenz on s'est borné à quelques rectifications ou modifications de détail aux enceintes déjà existantes. Les fortifications de Cologne offriront un exemple de la manière dont les ingénieurs prussiens entendent l'organisation du corps de place d'un grand camp retranché.

La nouvelle enceinte de Magdebourg, commencée avant la guerre franco-allemande, présente une grande simplicité de tracé. Les caponnières sont placées aux saillants, de deux en deux, de façon qu'une caponnière puisse battre deux flancs.

Les caponnières organisées pour le flanquement par l'artillerie auront

deux étages de feux ; chaque étage comprend 3 pièces, dont deux battent le fossé proprement dit et une le chemin de ronde. La contrescarpe est en maçonnerie avec des galeries à feux de revers organisées pour la guerre souterraine.

L'escarpe est en terre avec mur détaché en avant.

Le relief du corps de place est modéré ; les remparts sont établis d'après les mêmes règles que ceux des grands forts détachés en ce qui concerne la distribution des traverses, la construction des magasins à poudre pour la consommation journalière, les locaux pour le chargement des projectiles, les dépôts à projectiles et les abris blindés pour la garnison.

---

## **RASSEMBLEMENT DE TROUPES DE 1878.**

Le commissaire des guerres de la II<sup>e</sup> division d'armée, a adressé aux autorités des communes situées dans la zone des manœuvres la circulaire ci-après :

Tit. — Conformément à l'arrêté du Conseil fédéral du 11 décembre 1875, la II<sup>e</sup> division d'armée, forte d'environ 9,500 hommes et 1700 chevaux, fera ses manœuvres du 5 au 20 septembre sous le commandement de M. le colonel-divisionnaire Lecomte, dans la zone Fribourg-Payerne-Morat-Berne et environs, pour les manœuvres de campagne (15-20 septembre), et pour les cours préparatoires, dans les localités fixées par le tableau des écoles militaires de 1878.

Sauf quelques bivouacs, s'il y a lieu, pendant les manœuvres de division, les troupes ainsi que les officiers de compagnie seront logés dans des cantonnements, et ce n'est qu'exceptionnellement qu'ils pourraient être logés chez les particuliers.

Par *cantonnements* on comprend tous les locaux spacieux, tels que salles, magasins, granges, etc., à l'abri du courant d'air et de l'humidité.

Outre les écuries, on pourra se servir pour abriter les chevaux des locaux couverts, à l'abri du courant d'air, dans lesquels on fera l'installation nécessaire pour qu'on puisse les attacher et pour qu'ils soient séparés au moyen d'une barrière (lattes ou planches).

L'espace pour le logement des hommes et des chevaux est calculé à raison de 0,75 m. de large sur 1,80 m. de long pour l'homme, et 1,50 m. de large sur 2,70 de long pour le cheval, les allées non comprises.

Outre les cantonnements et les écuries, ainsi que leur éclairage, vous aurez à fournir les bureaux et les logements des états-majors, les locaux pour corps de garde, salles d'arrêt, salles pour les malades, ateliers pour les ouvriers, cuisines (dans le cas où les troupes n'établiraient pas de cuisines de campagne), places de parc et de tir, latrines, ainsi que la paille pour les cantonnements et la litière pour les chevaux.

Les frais éventuels nécessités par l'établissement de porte-manteaux, râteliers d'armes, séparation entre les chevaux, construction des latrines seront à la charge de l'administration fédérale ; toutefois on devra veiller à la plus stricte économie.

La subsistance tant pour les hommes que pour les chevaux sera fournie par les magasins fédéraux.

Si toutefois, pendant les manœuvres de division, vous étiez appelé à fournir la subsistance à certains corps de troupes, vous auriez droit à l'indemnité réglementaire (1 fr. la ration de vivres et 1 fr. 80 c. la ration de fourrage).

La paille et le bois pour les bivouacs sont à la charge de l'administra-

tion ; vous voudrez bien toutefois prendre des dispositions pour que nous puissions nous les procurer à des prix raisonnables, de même que le bois pour les cuisines.

Dans les cantonnements il sera livré :

1<sup>o</sup> 10 kilog. de paille par homme pour les cinq premiers jours ; en cas d'un plus long séjour 2 1/2 kilog. de plus par homme chaque cinq jours.

Dans le cas où un local ne serait utilisé qu'un jour ou deux, on devra se contenter de 6 à 8 kilog. par homme.

2<sup>o</sup> 4 kilog. de paille par cheval et par jour.

La paille fournie par les communes pour les cantonnements des troupes, demeure leur propriété contre une indemnité à fixer pour sa moins value.

La litière est fournie gratuitement par les communes contre l'abandon du fumier.

Les communes veilleront également à ce que l'eau ne fasse pas défaut.

Afin de faciliter la marche du service, je vous transmets ci-dessous l'effectif des hommes et chevaux que vous aurez à recevoir dans votre commune, ainsi que l'indication des prestations que vous aurez à faire.

Je vous prie de bien vouloir faire le nécessaire pour que tous ces locaux soient désignés pour la fin juillet courant, afin que je puisse en prendre le détail au commencement d'août.

J'ose espérer, ainsi que cela a eu lieu dans les rassemblements antérieurs, que les communes rivaliseront de zèle pour recevoir les troupes fédérales de leur mieux possible.

Agrécz, Tit, l'assurance de ma parfaite considération.

Sion, 10 juillet 1878.

*Le Commissaire des guerres de la division,*  
ED. CROPT, lieut.-colonel.

---

## Organisation de l'artillerie anglaise.

(Extrait de la *Revue d'artillerie*.)

L'artillerie anglaise, dont l'ensemble forme un seul corps, le *Régiment royal d'artillerie*, indépendant des autres armes en temps de paix, se compose de :

3 brigades d'artillerie à cheval (A, B, C), qui comprennent chacune 10 batteries actives et 1 batterie de dépôt, numérotées de A à K ;

6 brigades d'artillerie de campagne (4 à 6), qui comprennent chacune 14 batteries actives et 1 batterie de dépôt (A-O), sauf la 3<sup>e</sup> brigade qui a 15 batteries actives ;

5 brigades d'artillerie de place (7-11), qui comprennent chacune 18 batteries actives et 1 batterie de dépôt (1-19), sauf la 8<sup>e</sup> brigade qui a 19 batteries actives ;

1 brigade d'artillerie de côte, qui comprend 10 batteries.

Chaque brigade d'artillerie à cheval envoie 5 batteries actives aux Indes.

Chaque brigade d'artillerie de campagne a 7 batteries et la batterie de dépôt dans la mère patrie ; le reste est aux Indes.

Chaque brigade d'artillerie de place envoie 11 batteries actives aux Indes ou dans les colonies, sauf la 8<sup>e</sup> brigade qui en envoie 12.

La brigade d'artillerie de côte est fractionnée en petits détachements dans les différents forts du littoral de l'Angleterre.

En temps de paix, la seule unité de l'artillerie est la batterie ; le groupement en brigades ne sert que pour l'administration et pour la mobilisation.

Le royaume de la Grande-Bretagne est partagé en 12 districts ; dans chacun d'eux, il y a l'état-major d'une brigade d'artillerie ; dans le district de Woolwich, il y en a trois.

Toutes les batteries, sans distinction de brigade, qui résident sur le territoire d'un district, sont sous les ordres d'un *commandant d'artillerie de district* ; ce dernier est chargé en même temps de l'administration de la brigade d'artillerie dont l'état-major se trouve dans son district et il est le chef supérieur de toutes les batteries de l'armée auxiliaire<sup>1</sup> formées sur son territoire.

Chacun des trois états-majors de Woolwich exerce les pouvoirs d'un commandement de district sur les batteries de sa brigade, placées sur le territoire de Woolwich ; les autres batteries, en résidence à Woolwich, qui appartiennent à des brigades dont l'état-major ne se trouve pas dans le district de Woolwich, dépendent d'un état-major particulier de district.

*Répartition de l'artillerie en Angleterre.* — Par suite, les batteries sont ainsi réparties :

Dans le district du Nord, sous les ordres de l'état-major de la 2<sup>e</sup> brigade : 2 batteries à cheval, 8 batteries de campagne, dont une de dépôt ;

Dans le district de l'Est, sous les ordres de l'état-major de la 6<sup>e</sup> brigade : 3 batteries de campagne, dont une de dépôt, et 2 batteries de place ;

Dans le district de l'Ouest, sous les ordres de l'état-major de la 8<sup>e</sup> brigade : 2 batteries à cheval, 2 batteries de campagne et 7 batteries de place, dont une de dépôt ;

Dans le district du Sud, sous les ordres de l'état-major de la 7<sup>e</sup> brigade : 2 batteries à cheval, 4 batteries de campagne et 12 batteries de place, dont une de dépôt ;

Dans le district du Sud-Est, sous les ordres de l'état-major de la 9<sup>e</sup> brigade : 2 batteries à cheval, 2 batteries de campagne et 4 batteries de place, dont une de dépôt ;

Dans le district de Chatam, sous les ordres de l'état-major de la 11<sup>e</sup> brigade : 1 batterie de campagne et 5 batteries de place ;

Dans le district de Woolwich, sous les ordres des états-majors des brigades A, 4 et 5 et du commandement de district : 3 batteries à cheval, 10 batteries de campagne, 2 batteries de place et 3 batteries de dépôt diverses ;

Dans le district d'Aldershot, sous les ordres de l'état-major de la brigade C : 3 batteries à cheval, dont une de dépôt, et 5 batteries de campagne ;

Dans le *Nordbritish* district, sous les ordres de l'état-major de la 4<sup>e</sup> brigade : 2 batteries de campagne, dont une de dépôt, 1 batterie de place.

Toute l'artillerie de l'Irlande est réunie sous un même commandement supérieur ; elle est répartie en 3 districts :

Dans le district de Dublin, sous les ordres de l'état-major de la brigade B : 2 batteries à cheval, dont une de dépôt, 2 batteries de campagne ;

<sup>1</sup> L'armée anglaise se divise en *armée active* et en *armée auxiliaire* ; l'armée active se compose de l'armée permanente, des troupes indigènes et de la 1<sup>re</sup> classe de la réserve ; l'armée auxiliaire comprend la 2<sup>e</sup> classe de la réserve, la milice et les volontaires.

Dans le district de Curagh, sous les ordres de l'état-major de la 3<sup>e</sup> brigade : 2 batteries à cheval, 2 batteries de campagne, dont une de dépôt ;

Dans le district de Cork, sous les ordres de l'état-major de la 40<sup>e</sup> brigade : 1 batterie à cheval, 4 batteries de campagne et 3 batteries de place.

Il y a en outre une batterie de place dans chacune des îles de Guernesey, Jersey et Alderney.

L'artillerie se recrute sur tout le territoire du royaume et non par brigades ; l'achat et le dressage des chevaux pour l'artillerie sont faits par l'établissement de remonte de Woolwich ; l'équitation et la conduite des voitures sont enseignées pour toute l'artillerie à l'Ecole d'équitation de Woolwich.

D'après le plan de mobilisation, l'armée anglaise doit former 8 corps d'armée avec les troupes de l'armée active et de la milice stationnées à l'intérieur. Chaque corps d'armée comprend :

1 état-major ;

4 brigade de cavalerie à 3 régiments, avec 4 batterie à cheval ;

3 divisions d'infanterie, composées chacune de 3 brigades d'infanterie à 3 bataillons, de 1 bataillon de *rifles*, 1 régiment de cavalerie et de 3 batteries de campagne ;

L'artillerie de corps, composée de 3 batteries à cheval et de 2 de campagne ;

4 compagnie du génie, avec équipage de ponts et parc télégraphique ;

Les divers services accessoires.

*Forces disponibles.* — Les forces anglaises disponibles sont pour l'artillerie : 15 batteries à cheval, comprenant 5 officiers, 44 sous-officiers et trompettes, 147 hommes, 108 chevaux, 6 pièces, 2 caissons de munitions et 4 voitures ;

42<sup>1</sup> batteries de campagne, comprenant 5 officiers, 44 sous-officiers et trompettes, 142 hommes, 84 chevaux, 6 pièces, 6 caissons de munitions et 4 voitures ;

45 batteries de place, comprenant 4 officiers, 8 sous-officiers et 130 hommes, qui doivent servir, non-seulement à former le parc de siège et les colonnes de munitions, mais encore à compléter les batteries de campagne.

Les batteries de dépôt, non-seulement servent de dépôt pour les fractions mobilisées dans les brigades respectives, mais encore peuvent être augmentées et mobilisées à leur tour ; leur effectif est, pour les 5 batteries à cheval, de 5 officiers, 47 sous-officiers, 122 hommes et 66 chevaux ; pour les 6 batteries de campagne, de 5 officiers, 48 sous-officiers, 164 hommes et 72 chevaux ; et pour les 5 batteries de place, de 4 officiers, 17 sous-officiers et 208 hommes.

*Répartition de l'artillerie aux Indes.* — Les 15 batteries à cheval sont à l'effectif de 5 officiers, 157 hommes, 178 chevaux, 66 bœufs, 6 pièces de 9 livres, 18 voitures et une suite de 364 indigènes ; les pièces et les caissons de 1<sup>re</sup> ligne sont attelés à 6 chevaux ; les voitures de 2<sup>e</sup> ligne sont traînées par des bœufs ; il y a 11 batteries au Bengale, 2 à Madras et 2 à Bombay.

Les 43 batteries de campagne sont à l'effectif de 5 officiers, 157 hommes, 110 chevaux, 76 bœufs, 6 pièces de 9 livres, 18 voitures et une suite de 267 indigènes ; il y a 22 batteries au Bengale, 14 à Madras et 10 à Bombay.

: 41, si l'on en déduit une batterie qui doit être envoyée au Cap.



Les 28 batteries de place sont à l'effectif de 5 officiers et 87 hommes ; il y en a 15 au Bengale ; 2 d'entre elles sont des batteries de montagne, attelées avec des mulets et armées de 6 canons rayés de 7 livres se chargeant par la bouche ; 2 autres sont des batteries lourdes transportées par des éléphants et armées de 3 canons de 40 livres Armstrong et de 4 mortiers, 2 de 8 pouces et 2 de 5,5 ;

7 à Madras, dont une batterie de montagne armée de 4 canons de 7 livres transportés par des éléphants et une batterie lourde trainée par des bœufs et armée de 3 canons Armstrong et de 4 mortiers ;

6 à Bombay, dont une batterie lourde, armée de 3 canons Armstrong et de 4 mortiers, trainée par des bœufs.

Il y a en outre l'artillerie indigène, qui se compose de 4 batteries de montagne et 1 batterie de place fournies par le Punjad et de 2 batteries de montagne de Bombay ; l'effectif total est de 519 canonnières et de 28 canons.

---

### BIBLIOGRAPHIE

*Annuaire militaire suisse* 1878. Deuxième année. Traduction du capitaine Salquin, secrétaire du Département militaire suisse. Berne, Wyss, éditeur, 1878. 1 vol. in-18.

Ce petit volume contient une foule de renseignements très utiles, entr'autres des extraits de la Constitution fédérale, la répartition de l'armée suisse et diverses notes militaires, statistiques, historiques.

En 1877, une première édition en avait été publiée et nous en avons fait une appréciation dont la nouvelle édition parle en ces termes dans une note de l'éditeur :

» *La Revue militaire suisse*, n° 15, du 21 août 1877, a eu raison de soumettre à une critique un peu sévère l'Annuaire militaire suisse qui paraissait pour la première fois en 1877.

» Nous reconnaissons avec la *Revue* que cette première édition laissait, en effet, considérablement à désirer, soit au point de vue des lacunes, soit au point de vue de l'impression.

» Mais la *Revue* a bien voulu admettre que cette publication avait l'intention sincère d'être utile aux officiers, sous-officiers et soldats de l'armée et elle a bien voulu aussi ne pas mettre en doute qu'en émondant, complétant et rectifiant convenablement la matière, on pourrait arriver, par une nouvelle édition de cet annuaire, à une publication réellement utile.

» Nous avons suivi ces conseils bienveillants et nous avons fait tout notre possible pour prévenir le retour d'une critique que cette première édition ne pouvait en effet pas manquer de provoquer.

» Mais nous remercions aussi la *Revue* d'avoir bien voulu nous signaler les lacunes que cet annuaire renfermait. Non-seulement elles ont été comblées dans la seconde édition, mais encore celle-ci a été notablement complétée et améliorée et nous espérons qu'après l'avoir parcourue, la *Revue militaire suisse* voudra bien nous juger impartialement et reconnaître que nous avons mis à profit ses utiles observations.

Berne, le 15 avril 1878.

K.-J. Wyss, éditeur.

Aujourd'hui nous ne pouvons que féliciter l'éditeur et l'auteur, M. le capitaine Salquin, des améliorations très réelles qui ont été apportées à l'édition de 1878. Telle qu'elle est, elle peut être d'un grand secours à nos officiers comme aide-mémoire. Quelques améliorations pourraient néanmoins y être apportées encore et nous prendrons la liberté d'en citer quelques-unes ci-après :

1° Ce volume, pour avoir toute son utilité, doit être aussi portatif que possible. Il serait donc avantageux d'en retrancher les pages d'annonces et peut-être aussi quelques chapitres qui ne sont pas d'usage journalier.

2° A la page 19 on fait figurer en tête des alpes secondaires le *Jorat*, ce qui est une classification douteuse. Mieux aurait valu, en tous cas, mettre ce *Jorat* à la fin de l'article.

3° Dans la liste des 33 stations météorologiques, pag 28, celle de Lausanne a été omise.

4° Les notices chronologiques des pages 38-43 pourraient avoir quelques dates plus précises que l'année seulement, surtout dans les années contemporaines.

5° Le chapitre de la Constitution fédérale est trop long; il devrait se borner aux choses militaires.

6° L'effectif d'une division d'armée, pag. 60-61, pourrait être complété par un 13<sup>e</sup> n° pour le parc de dépôt.

7° Le tableau de la répartition de l'armée des pages 66-73 gagnerait à avoir le nom des chefs de corps sous le n°. L'*Annuaire* devant paraître chaque année, il n'y aurait là aucune difficulté.

8° La liste des fonctionnaires militaires et officiers supérieurs, pages 110-115, n'a pas toujours les dénominations exactes; en quoi, il est vrai, l'*annuaire* Wyss a été fourvoyé sans doute par l'*annuaire* officiel lui-même, qui, depuis quelques années, est un cahos inextricable. Il aurait fallu, après les chefs d'armes, indiquer, non sous un titre subséquent, les « chefs de divisions, » mais en sous-titre, les « chefs de divisions *administratives*. » Aux grades d'instructeurs en chef et d'instructeurs d'arrondissement, il eût été bon d'indiquer les officiers qui sont de l'état-major général, puisque ce corps n'est pas porté à ce chapitre. Aux divisions d'armée les titulatures auraient été plus exactes en mettant : « commandant de division : X..., colonel-divisionnaire, etc. » au lieu du gachis : « colonel-divisionnaire » et « colonel » qui se trouve condensé sur la même ligne. Même remarque concernant les colonels-brigadiers. Il faut dire à la vérité qu'ici c'est surtout l'*annuaire* officiel qui est coupable.

9° Quelques pages de formulaires ou blanches pourraient être éliminées sans inconvénient.

Malgré ces observations, ce petit livre est tout-à-fait recommandable et le sera sans doute de plus en plus à chaque nouvelle édition.

---

## SOCIÉTÉ DES OFFICIERS.

### SECTION NEUCHÂTELOISE.

Le Comité central cantonal adresse aux officiers neuchâtelois l'appel suivant :

Chers frères d'armes,

La fête bisannuelle des officiers neuchâtelois a été dévolue cette année à la Chaux-de-Fonds, où elle n'a pas eu lieu depuis 16 ans. Ainsi que cela vous a déjà été annoncé, cette fête a été fixée aux dimanche et lundi 28 et 29 juillet prochain.

En vous communiquant aujourd'hui le programme de la fête, nous tenons à vous faire remarquer le but de ces réunions d'officiers, dans lesquelles le travail est joint à l'agrément.

Quoi de plus utile, en effet, que d'entendre le rapport du jury et les critiques qu'il renferme, sur les travaux de concours soumis à son examen.



On y trouve, outre un stimulant au travail, un grand enseignement pour la défense de notre patrie et de notre canton en particulier, les suppositions du concours ayant toujours comme objectif soit la défense d'un de nos défilés, soit la combinaison et la défense d'une ligne de retraite en cas de revers.

On discute ensuite les idées émises, on apprécie les critiques. et tout cela développe les connaissances militaires de ceux qui y prennent part.

Cette année surtout, la fête aura un attrait particulier, en raison du rassemblement de troupes du mois de septembre auquel toutes les troupes neuchâteloises de l'élite prendront part.

Tous les officiers tiendront à profiter de cette occasion, les aînés pour se revoir, les jeunes pour faire connaissance, tous pour causer de leurs compagnies et prendre peut-être quelques mesures d'organisation.

C'est donc avec la certitude que vous répondrez nombreux à notre appel que nous disons : *Au revoir, à dimanche !*

Vive la Confédération suisse !

Vive la République neuchâteloise !

Vive l'armée fédérale !

Au nom du Comité central :

*Le Président, Ch. DUBOIS, capitaine-adjutant.*

*Le Secrétaire, Louis BOURQUIN, lieutenant.*

*Le Caissier, J. THORENS, 1<sup>er</sup> lieutenant.*

**NB.** — Il ne sera pas adressé d'invitations personnelles, la présente en tenant lieu.

Les sections sont invitées à nous adresser jusqu'à vendredi 26 courant, au plus tard, le nombre approximatif de leurs membres qui participeront à la fête.

### PROGRAMME DE LA FÊTE.

*Dimanche 28 juillet.*

9 heures du matin. — Réunion du Comité central, invités, officiers de la Chaux-de-Fonds et musique des Armes-Réunies devant l'Hôtel-de-Ville.

9 <sup>1</sup>/<sub>4</sub> heures. — Départ pour la gare.

9 h. 33 — 9 h. 39. — Arrivées des Sections Locle, Neuchâtel, Val-de-Ruz, Vignoble et Val-de-Travers.

Collation à la gare.

11 heures. — Entrée en ville et assemblée générale au Collège industriel, salle de la Commission d'éducation. Après la séance, visite aux musées.

3 heures après-midi. Départ pour Bel-Air et banquet.

*Lundi 29 juillet.*

7 <sup>1</sup>/<sub>2</sub> heures du matin. — Réunion à Bel-Air. Organisation de trois colonnes.

Colonne n° 1. Reconnaissance, Valanvron, Pélard, roche Guillaume.

Colonne n° 2. — Route du Doubs.

Colonne n° 3. — Joux-Derrières et chez Cattin.

11 heures. — Rapport à la Maison Monsieur.

Midi. — Banquet.

3 heures après-midi. — Retour ; les trois colonnes réunies par la route du Doubs.

Rendez-vous à la gare de Chaux-de-Fonds et clôture de la fête.

*Marques distinctives des Comités.*

Comité central : Rosace rouge, blanche et verte.

Comité des finances : Rosace jaune.

Comité des logements : Rosace bleue.

Jury : Rosace blanche.

*Tenue de service, en casquette.*

## NOUVELLES ET CHRONIQUE

FRANCE. — *Programme pour l'admission à l'Ecole militaire supérieure en 1878.*

En vue du concours qui doit s'ouvrir cette année pour l'admission à l'Ecole militaire supérieure, le ministre de la guerre prévient les officiers désirant s'y préparer que ce concours comprendra :

1<sup>o</sup> Des épreuves écrites déterminant l'admissibilité ; 2<sup>o</sup> Des épreuves orales ; 3<sup>o</sup> Une épreuve d'équitation.

### *Epreuves écrites.*

Les épreuves écrites, au nombre de quatre, auront lieu aux chefs-lieux de corps d'armée ; elles porteront sur les matières ci-après :

5 heures — 1<sup>er</sup> jour. — 1<sup>o</sup> Rapport sur une question militaire traitée d'après la carte et se rattachant à une des opérations les plus simples mentionnées dans l'Instruction sur les manœuvres de brigade avec cadres du 26 février 1877.

3 heures — 2<sup>e</sup> jour. — 2<sup>o</sup> Analyse ou étude sommaire d'une question d'organisation, d'administration, de législation ou d'histoire militaire, dans les limites du programme de l'examen oral correspondant.

2 heures — 2<sup>e</sup> jour. — 3<sup>o</sup> Traduction en allemand d'un morceau de prose française. (Avec dictionnaire).

4 heures — 3<sup>e</sup> jour. — 4<sup>o</sup> Croquis topographique à l'échelle de 1,40000 d'après la carte.

Les sujets de ces quatre épreuves seront expédiés du ministère aux commandants des corps d'armée sous des enveloppes cachetées destinées à être ouvertes en présence des candidats.

Les travaux seront corrigés à Paris par la commission supérieure, sans que les noms de leurs auteurs soient connus des correcteurs.

Pour être admissible aux épreuves orales, un candidat devra avoir obtenu la moyenne générale 8 pour les épreuves écrites.

### *Epreuves orales.*

Les candidats reconnus admissibles subiront à Paris, devant la commission, quatre examens oraux portant sur les matières ci-après :

1<sup>er</sup> examen. — Organisation et histoire militaire. Tactique d'infanterie.

2<sup>e</sup> examen. — Tactique de cavalerie. Législation. Administration.

3<sup>e</sup> examen. — Artillerie. Fortification.

4<sup>e</sup> examen. — Géographie. Topographie. Allemand.

Ils seront autorisés à présenter à la commission les travaux militaires qu'ils auraient antérieurement exécutés.

### *Epreuves d'équitation.*

Cette épreuve aura également lieu à Paris, devant la commission.

### PROGRAMME DES EXAMENS ORAUX

#### *Organisation et histoire militaires,*

1<sup>o</sup> Traits principaux de l'organisation des armées françaises pendant les guerres de 1792 à 1815.

Principe divisionnaire. Son origine. Constitution de la division, unité complète en toutes armes.

Nécessité de composer des unités plus considérables.

Réunion accidentelle de plusieurs divisions sous un seul commandement. Armée du Rhin, de 1800.

Composition des corps d'armée à l'origine. Camp de Boulogne.

Organisation des corps d'armée permanents.

Composition de l'armée allemande dans la guerre de 1870-1871.

Organisation du corps d'armée en France.

2<sup>o</sup> Campagnes de 1792, 1796, 1798, 1800, 1805, 1806, 1807, 1809, 1812, 1813, 1814, 1815.

Campagne de 1854-1855 en Crimée.

Campagne de 1859 en Italie.

Campagne de 1866 en Italie et en Bohême.

Campagne de 1870-1871.

*Tactique d'infanterie.*

Tactique de l'infanterie française dans les guerres de la Révolution.

Tirailleurs en grandes bandes.

Retour progressif aux formations régulières.

Tactique des guerres du premier Empire.

Observations du maréchal Bugeand, relatives à la manière de combattre de l'infanterie dans les guerres de 1805 à 1815.

Principes posés par lui. Rejet des colonnes profondes.

Formations habituelles dans la campagne de 1859, en Italie.

Tactique actuelle de l'infanterie.

Considérations développées dans le rapport au ministre qui précède le règlement du 12 juin 1875.

Règlement du 12 juin 1875 sur les manœuvres de l'infanterie (1).

Manuel du tir de l'infanterie.

Instruction sur le service de l'infanterie en campagne (4 octobre 1876).

Instruction sur les manœuvres de brigade avec cadres (26 février 1877).

*Tactique de cavalerie.*

Rapport présenté au ministre de la guerre par la commission chargée de réviser l'ordonnance du 6 décembre 1829 et le règlement provisoire du 10 août 1871.

Règlement du 17 juillet 1876 sur les exercices de la cavalerie (2).

Instruction sur le service de la cavalerie en campagne (17 février 1873).

Instruction sur le service de la cavalerie éclairant une armée (27 juin 1876).

Instruction sur les manœuvres de brigades avec cadres (24 juin 1877).

Emploi de la cavalerie dans les campagnes de 1805, 1806, 1807, 1808, 1812, 1866, 1870 et pendant la guerre de la sécession.

**AVIATION**

*1<sup>re</sup> Partie technique.*

*Notions générales de balistique.* — Loi du mouvement et trajectoire des projectiles dans le vide.

Lois de la résistance de l'air.

Lois du mouvement et trajectoire dans l'air.

1<sup>o</sup> Des projectiles sphériques ;

2<sup>o</sup> Des projectiles oblongs.

Comparaison des trajectoires dans le vide et des trajectoires dans l'air.

Rayures des armes à feu.

Etablissement des tables de tir ; détermination des hausses.

Etude de l'explosion d'une charge :

1<sup>o</sup> Dans un projectile creux ;

2<sup>o</sup> Dans un canon.

Propriété des charges vives, des charges lentes et progressives.

Application au chargement des projectiles creux et des armes.

*Corps explosifs.* — Fabrication de la poudre de guerre. Epreuves de réception. Conservation. Transport.

Dynamite. Son emploi.

*Armes à feu portatives.* — Historique des transformations des armes à feu portatives.

Études des fusils modèles 1866 et 1874 ; dalle et cartouche.

Descriptions des fusils en usage dans les armées étrangères : Allemagne, Russie, Hollande, Suisse et Italie, Autriche, Suède et Norvège, Belgique, Sardaigne et Angleterre.

Description du revolver modèle 1873.

*Armes blanches.* — Divers modèles d'armes blanches en service dans l'armée française.

*Bouches à feu.* — Généralités sur les bouches à feu.

(1) Chaque candidat, quelle que soit son arme, aura à répondre à une question sur le règlement du 12 juin 1875 sur les manœuvres de l'infanterie.

(2) Chaque candidat, quelle que soit son arme, aura à répondre à une question sur le règlement du 17 juillet 1876 sur les exercices de la cavalerie.

Etudes des bouches à feu actuellement en service dans l'armée française : pour la guerre de campagne, de montagne, de siège ; pour la défense des places et des côtes.

*Projectiles.* — Projectiles en usage dans l'armée française : pour la guerre de campagne, pour la guerre de siège, pour la défense des places et côtes.

Effets des projectiles contre les divers obstacles.

Munitions des bouches à feu.

Artifices de guerre. Fusées percutantes et fusées fusantes. Fusées de guerre. Artifices incendiaires.

*Affûts.* — Généralités sur les affûts.

Etude des affûts en service dans l'armée française : affûts de campagne, de siège, de place, de côtes.

*Voitures d'artillerie.* — Généralités sur les voitures d'artillerie.

Voitures de campagne. Transport des munitions : aménagement des coffres pour munitions d'artillerie et pour munitions d'infanterie.

Voitures en usage dans les parcs de siège et dans les places.

*Equipages de ponts de bateaux de l'armée française.* — Généralités sur les ponts à supports flottants.

Matériel des équipages de ponts.

Etablissements des ponts de bateaux.

Ponts sur bateaux du commerce et sur flotteurs quelconques improvisés.

Mesures à prendre pour la conservation des ponts.

Destruction des ponts de l'ennemi.

*Construction des batteries.* — Construction des batteries de siège et de place.

Epaulements de campagne.

## 2<sup>e</sup> Partie tactique.

Notions sommaires sur le service des bouches à feu de campagne. (Règlement du 19 février 1873.)

Notions sommaires sur le service des bouches à feu de siège et de place. (Règlement du 17 avril 1869.)

De la batterie, unité tactique de l'artillerie de campagne. (Règlement du 12 juin 1863 sur les manœuvres de batteries attelées, modifié par la décision ministérielle du 22 avril 1873 (1).)

## Fortification.

1<sup>o</sup> *Fortification passagères.* — Discussion du profil d'un retranchement.

Etudes des formes d'ouvrages les plus généralement employés :

1<sup>o</sup> Ouvrages ouverts à la gorge ;

2<sup>o</sup> Ouvrages fermés.

Organisation intérieure des ouvrages. Traverses contre le tir plongeant de l'artillerie, Magasins et abris. Réduits : réduits en terre, réduits en palanque, blockhaus.

Objets des défenses accessoires : principales de ces défenses.

Défilement des ouvrages.

Construction d'un ouvrage sur le terrain, son défilement, son profillement. Disposition des ateliers. Mode d'exécution du travail. Revêtement des talus.

Lignes continues ; leur tracé, leurs avantages et leurs inconvénients. Réduits en arrière des lignes continues. Lignes à intervalles ; leur tracé.

Fortification improvisée ou de combat. Divers profils d'ouvrages improvisés. Retranchements expéditifs, tranchées-abris.

Têtes de pont ; leur tracé. Réduit de la tête de pont.

Emploi des eaux pour la défense.

Mise en état de défense des lieux habités. Organisation défensive d'une forêt, d'un bouquet de bois, d'un mur de clôture, d'une maison isolée, d'une ferme, d'un château, d'un village.

Attaque et défense des retranchements.

2<sup>o</sup> *Fortification permanente* — Objet de la fortification permanente, et conditions qu'elle doit remplir.

---

(1) Chaque candidat, quelle que soit son arme, aura à répondre à une question sur le règlement du 12 juin 1863 sur les manœuvres de batteries attelées, modifié par décision ministérielle du 22 avril 1873.

Description raisonnée de l'ancien profil.

Etude du tracé bastionné. Tracé de l'enceinte. Des dehors. Des retranchements intérieurs. Des ouvrages avancés. Des ouvrages détachés.

Tracés de Vauban et de Cormontaigne.

Des abris voûtés : casemates, magasins de batterie, abris sous les parapets.

Des communications.

Défenses accessoires des places. Parti qu'on peut tirer de la présence des eaux pour augmenter la résistance des places fortes. Inondations. Manœuvres d'eau dans les fossés.

De l'emploi des mines comme moyen défensif.

### *Question de législation militaire.*

Loi de recrutement, du 27 juillet 1872.

Loi d'organisation générale de l'armée, du 24 juillet 1873.

Loi du 13 mars 1875 relative à la constitution des cadres et des effectifs.

Loi du 3 juillet 1877 sur les réquisitions militaires et décret du 2 août 1877 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la dite loi.

Loi sur l'avancement.

Loi sur l'état des officiers.

### *Administration militaire.*

*Administration et comptabilité des corps de troupes.* — Organisation des conseils d'administration dans les corps de troupes. Agents des conseils : leur responsabilité.

Immatriculation des hommes et des chevaux. Registres matricules.

Recettes et dépenses faites par les corps de troupes. Fonds du conseil. Fonds du trésorier. Registre de la comptabilité en deniers ; comptes à produire.

De l'habillement dans les corps de troupes. Effets de 1<sup>re</sup> et de 2<sup>e</sup> catégorie ; grand et petit équipement. Distributions, réparations, reintégrations. Registres de la comptabilité de l'habillement ; comptes à produire.

De l'armement dans les corps de troupes. Distributions. Réparations et entretien. Effets de campement.

Administration des compagnies, escadrons et batteries.

Livret matricule et livret individuel. Registres de comptabilité trimestrielle. Paiement de la solde ; feuille de prêt, Perception des prestations en nature, vivres, fourrages, chauffage.

Des ordinaires. Recettes et dépenses de l'ordinaire. Du livret d'ordinaire. Commission des ordinaires ; ses opérations.

*Service de la solde.* — Positions ouvrant des droits divers à la solde. Accessoires de la solde ; hautes-payes, indemnités.

Des masses. Masse individuelle ; ses recettes et ses dépenses, feuille de décompte. Masse générale d'entretien. Masse d'entretien du harnachement et ferrage. Masse d'entretien des équipages régimentaires.

Constataction des droits à la solde. Contrôles ; revues d'effectif.

Règlement des comptes du service de la solde. Feuilles de journées. Revues générales de liquidation.

*Service des subsistances militaires.* — Composition de la ration journalière du soldat. Des distributions ; bons de distribution ; contestations en cas de distribution.

Des vivres remboursables.

*Service du logement.* — Casernement ; locaux, mobilier.

Dégradations au casernement.

Lits militaires. Distributions, reintégrations, dégradations.

Blanchissage du linge de la troupe.

Du logement chez l'habitant, en marche.

*Service hospitalier.* — Infirmiers, régimentaires ; leur fonctionnement.

Personnel du service des hopitaux.

Opérations auxquelles donnent lieu l'entrée d'un homme à l'hôpital et sa sortie de l'hôpital.

*Service de marche.* — Frais de route des militaires isolés.  
*Feuilles de route.* Mandats d'indemnité.  
*Service des convois.*

### *Géographie.*

1<sup>o</sup> *France.* Géographie physique. Limites. Orographie. Hydrographie. Description des côtes.

Voies de communication. Route des Vosges, du Jura, des Alpes et des Pyrénées. Rivières navigables. Canaux. Principaux chemins de fer.

Statistique militaire : régions de corps d'armée ; principaux établissements militaires, écoles, camps d'instruction, arsenaux, fonderies, manufactures d'armes, poudreries, dépôts de remonte, magasins généraux, etc.

Description générale des colonies françaises, et plus particulièrement de l'Algérie.

2<sup>o</sup> *Europe.* Géographie générale de l'Allemagne, de la Russie (frontière occidentale), de l'Autriche-Hongrie, de l'Italie, de la Hollande, de la Belgique, de la Suisse, de la Turquie, de l'Espagne (bassin de l'Ebre).

### *Topographie.*

Lecture des cartes. Echelles. Signes conventionnels. Représentation des formes du terrain par la méthode des courbes horizontales et par celles des lignes de plus grande pente.

Emploi de la carte.

Levés réguliers. Planimétrie, instruments en usage.

Levés réguliers. Nivellement, instruments en usage.

Levés irréguliers. Levés expédiés. Levés à vue. Itinéraires. Instruments à employer pour la planimétrie et le nivellement.

Reconnaisances.

### *Allemand.*

Les candidats auront à traduire, à la lecture, de l'allemand en français, à traduire, au tableau, du français en allemand. Ils devront pouvoir lire correctement l'allemand et échanger avec le professeur quelques phrases simples de conversation.

Il leur sera tenu compte dans la note d'aptitude générale des autres langues étrangères qu'ils posséderont.

Les officiers candidats devront réunir les conditions d'âge, de grade et d'ancienneté de grade spécifiées dans l'article 2, dans les 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> paragraphes de l'article 3 et dans l'article 4 du décret du 18 février 1876, portant institution de cours militaires spéciaux, articles et paragraphes ainsi conçus :

« Art. 2. — Seront admis, par voie de concours à suivre cet enseignement, des lieutenants et capitaines de toutes armes, dans les proportions qui seront déterminées par le ministre de la guerre.

» Art. 3. — Les conditions d'admission sont les suivantes :

» 1<sup>o</sup> Pour les lieutenants : avoir au 31 décembre de l'année du concours, moins de vingt-huit ans d'âge et au moins quatre ans de grade d'officier, dont deux dans les troupes ;

» 2<sup>o</sup> Pour les capitaines, avoir moins de trente-deux ans d'âge à la même date.

» Art. 4. — Des lieutenants et capitaines de l'armée de mer, désignés par le ministre de la marine, pourront être admis à ces cours dans les mêmes conditions que les officiers de l'armée de terre, et après avoir justifié de leur capacité en prenant part aux épreuves. »

Les conditions dans lesquelles les demandes des officiers candidats devront être produites, examinées, puis transmises au ministre de la guerre, ainsi que la date fixée pour l'ouverture du concours, seront notifiées ultérieurement.



4° Le 14 septembre toutes les troupes entrent en ligne, conformément aux ordres de marche de la Division, lesquels préciseront les cantonnements du 14 au soir et les dispositions pour le 15 au matin.

5° Le dimanche 15 septembre, jour du Jeûne fédéral, la division sera concentrée près Grolley pour les services divins et pour l'inspection.

L'inspection aura lieu après le service divin. Elle sera faite par M. le conseiller fédéral Scherer, chef du Département militaire suisse, ancien commandant de division, désigné par le Haut Conseil fédéral.

L'inspection se terminera par le défilé avec départ immédiat pour les cantonnements de combat.

6° Du 16 au 20 septembre inclusivement, manœuvres de division dans la zone Fribourg-Morat-Berne, limitée au nord par l'Aar, avec le concours de troupes de la III<sup>e</sup> division.

7° Les 20 et 21 septembre, aussitôt après les manœuvres, inspection, par corps, de l'armement et de l'équipement.

8° Le licencement des troupes s'effectuera le 20 septembre au soir et le 21 septembre, suivant des ordres ultérieurs.

Les états-majors seront licenciés comme suit :

Etat-major de division, le 23 septembre.

Etats-majors de brigades, de régiments et autres, le 21 septembre.

## II. *Effectifs.*

Les effectifs des corps de troupes et des états-majors en hommes, chevaux et voitures de guerre seront les effectifs réglementaires, sauf les dispenses ou réductions spécialement autorisées ou ordonnées par le Département militaire fédéral.

Chaque chef de corps joindra à son état d'entrée au service une copie des ordres de dispense ou de réduction concernant son corps, ainsi qu'un tableau comparatif de l'effectif réel, de l'effectif réglementaire et de l'effectif réduit, comprenant le personnel, les chevaux et les voitures.

Il est d'ores et déjà fixé que les corps de troupes ne prendront leurs chars d'approvisionnement que pour l'entrée en ligne le 14 septembre. Ces chars devront être numérotés et pourvus d'une bâche.

Pour ce qui concerne l'ordre de bataille et l'état normal de la II<sup>e</sup> division, voir la répartition de l'armée en 1878, brochure imprimée et distribuée par les soins de l'autorité militaire supérieure. Un tableau de l'effectif du Rassemblement sera dressé par le commissariat des guerres comme annexe à un ordre de division ultérieur sur les subsistances.

## III. *Tenue.*

La tenue sera la tenue réglementaire au complet, y compris deux paires de bonnes chaussures et tous les effets du havre-sac ou porte-manteau.

L'ordre-journalier indiquera les différentes tenues prescrites ou autorisées pendant et entre les heures de service.



Pour le jour de l'inspection (15 septembre) et pour les manœuvres de campagne des 16-21 septembre toutes les troupes porteront le brassard fédéral.

#### IV. *Solde et indemnités.*

La solde sera payée tous les 5 jours, soit les 5, 10, 15, 20 ou 21 septembre.

Une retenue de 15 centimes par homme et par jour aura lieu comme première mise individuelle à l'ordinaire ; les comptes de l'ordinaire seront balancés au 10, au 15 et au 20/21 septembre.

Les officiers montés recevront, à teneur de l'article 2 de l'arrêté fédéral du 23 février 1876 et d'une circulaire du chef d'arme d'infanterie du 15 juillet 1878, l'indemnité de cheval pour chacun des chevaux autorisés par la loi et réellement fournis.

#### V. *Subsistances.*

Un ordre de division ultérieur, sur les bases des propositions du commissariat central, avec tableau de l'effectif réduit, sera émis à ce sujet.

Il est d'ores et déjà fixé que pendant les cours préparatoires la troupe d'infanterie, outre la ration ordinaire, cuira le chocolat pour le déjeuner, et que les officiers auront au moins un repas par jour en commun, au quartier ou à proximité.

Pendant les manœuvres de campagne, les officiers toucheront les rations en nature et feront l'ordinaire. La troupe aura chaque matin une ration de fromage, en remplacement du chocolat.

#### VI. *Manœuvres de campagne.*

L'idée générale qui servira de base à ces manœuvres est la suivante pour les premiers jours :

La II<sup>e</sup> division est censée l'avant-garde d'une armée dite du sud en marche offensive contre Berne par les cantons de Vaud et de Fribourg.

La II<sup>e</sup> division se met en marche le 16 au matin, dès la ligne Fribourg-Avenches, en une colonne principale ou en plusieurs colonnes à portée les unes des autres, suivant itinéraires à dresser ultérieurement.

Un « ennemi » représenté par des troupes de la III<sup>e</sup> division et par des détachements de la II<sup>e</sup> division, établies sur la ligne Bümplitz-Könitz, s'oppose à cette marche offensive.

L'idée spéciale et les dispositions pour le 16 septembre seront données le 15, et ordinairement chaque soir pour le jour suivant.

Les modifications à l'idée générale seront indiquées en temps opportun.

#### VII. *Prescriptions générales pour les manœuvres.*

1<sup>o</sup> Les hostilités commenceront chaque matin à 8 heures. Cela n'empêche pas qu'avant et après la manœuvre, le service de sûreté et d'éclaireurs devra être fait par les troupes désignées pour cela. Les travaux du génie pourront être exécutés avant et après la manœuvre.

2<sup>o</sup> La fin de l'exercice sera fixée chaque jour par le colonel divisionnaire commandant le rassemblement. Elle s'effectuera sur ordre spécial ou au signal « II<sup>e</sup> division d'armée, ralliement ! »

On occupe alors les positions d'avant-postes. Les autres troupes se réunissent et marchent vers les places de cantonnements et les bivouacs désignés comme tels par la division.

Si les manœuvres continuent le jour suivant, les troupes se rendent à temps dans leurs positions de réunion fixées.

3<sup>o</sup> Au signal : « II<sup>e</sup> division, halte ! » tous les combattants aux prises cesseront tout mouvement.

Le signal sera répété par les trompettes et tambours des corps. Toutes les troupes cesseront le feu, feront halte à l'endroit où elles se trouveront et resteront au repos. La cavalerie et l'artillerie mettront pied à terre. L'infanterie, si elle est en rangs serrés, formera les faisceaux.

Au signal : « II<sup>e</sup> division d'armée, officiers, au rapport ! » les juges de camp, les officiers de l'état-major de division, les chefs de service, les commandants de brigade, de régiment et de bataillon avec leurs adjudants, se rendent auprès du commandant de division.

Le colonel divisionnaire ou le juge de camp délégué par lui fait la critique et décide quels mouvements sont encore à exécuter pour passer du combat au repos, conformément aux règles de la guerre et sans trop fatiguer les troupes. Il fixe aussi bien dans la retraite que dans la poursuite le repos pour les deux parties et désigne également les positions respectives des adversaires et l'éloignement des avant-postes.

Le signal « II<sup>e</sup> division d'armée, à l'attaque ! » désigne la reprise des hostilités, et l'exercice de campagne continue jusqu'à nouvel ordre ou signal de ralliement ou de halte.

Les dispositions correspondantes concernant les troupes qui représentent « l'ennemi » sont réservées.

### VIII. *Juges de camp.*

Il est porté à la connaissance des officiers et des troupes de la II<sup>e</sup> division que le Département militaire fédéral a désigné comme juges de camp :

MM. de Sinner, colonel à l'état-major général, à Berne, président.

Pfyffer, col. divis., command. la VIII<sup>e</sup> div., à Lucerne.

Bleuler, colonel d'artillerie, à Zurich.

Suppléant : M. Vögeli, col. divis., command. la VII<sup>e</sup> division, à Zurich.

Les attributions et les fonctions des juges de camp, en ce qui concerne leurs rapports avec les troupes et les états-majors du rassemblement, seront déterminées par un ordre de division ultérieur.

Lausanne, le 22 juillet 1878.

*Le divisionnaire : LECOMTE.*

---

### **Ordre de division n° 3.**

Plan d'instruction pour les cours préparatoires de l'infanterie de la II<sup>e</sup> division.

#### *Durée.*

Etat-major de division, 1-14 septembre, 14 jours.

Etats-majors de brigades, 2-14, septembre, 13 jours.

Etats-majors de régiments, 3-14 septembre, 12 jours.

Il y aura huit heures de travaux au minimum par jour, dont à déduire 4 heures le dimanche 8 septembre.

Organisation des bureaux et du service; réception et remise des rapports et états d'entrée; formation des listes de jurés et des tribunaux militaires; surveillance et inspection des corps subordonnés; commandement des corps de troupes combinés à teneur du plan ci-dessous; reconnaissance du terrain des manœuvres pour autant que les exigences du service le permettront.

#### *Entrée au service.*

Pour les préparatifs nécessaires à la réception des bataillons et pour le commencement immédiat des exercices, les divers états-majors se rencontreront aux places suivantes :

Etats-majors de brigade n° 3, à Grolley, le 3 septembre.

» » » n° 4, à Morat, le 3 septembre.

Etats-majors de régiment n° 5 à Fribourg, le 4 septembre.

» » » n° 6 à Payerne, le 4 septembre.

» » » n° 7 à Neuchâtel, le 4 septembre.

» » » n° 8 à Morat, le 4 septembre.

MM. les commandants de brigade et de régiment pourront ensuite établir leur quartier-général à leur gré dans la limite des cantonnements du corps sous leurs ordres. Dans la règle, tout changement devra être annoncé à l'état-major de division au moins 12 heures à l'avance.

Cadres et troupes des bataillons, conformément aux indications du Tableau des Ecoles, complétées, pour les dislocations de détail, par les instructions des commandants de régiment.

Les bataillons se trouveront le 5 septembre sur leurs places d'armes respectives, complètement équipés, avec les voitures de guerre réglementaires (sauf les chars d'approvisionnement qui n'entreront en ligne que le 14).

Organisation du bataillon. Inspection détaillée de l'état du personnel et du matériel. Lecture des articles de guerre et des ordres de division n°s 1, 2 et 3. Distribution des ordres. Organisation du service intérieur et de la garde. Prise de possession des casernes et locaux de cantonnement. Confection des états et tableaux d'entrée, des rapports et listes prescrits par les règlements et par les ordres. Rapport au commandant du régiment.

#### *Ordre journalier.*

Diane à 5 1/2 heures du matin. Retraite à 9 heures du soir.

Emploi de la journée : au moins 8 heures de travaux par jour.

Matin : 6  $\frac{1}{4}$  à 7 h. Théorie sur les exercices qui suivront.

7-7  $\frac{3}{4}$  Déjeuner.

7  $\frac{3}{4}$  Appel et sortie pour les travaux.

11 heures. Rentrée ; soupe ; garde-montante ; rapport.

12  $\frac{1}{4}$  Dîner des officiers.

Soir : 2  $\frac{1}{2}$  heures. Appel et sortie pour les travaux.

De 5  $\frac{1}{2}$  à 6 heures. Rentrée aux cantonnements. Nettoyage ; service intérieur ; rapport et critique.

7 heures. Soupe.

MM. les commandants de régiment et de brigade pourront apporter à l'ordre journalier les changements que des circonstances imprévues ou particulières rendraient nécessaires. Toutefois le minimum des heures de travaux, et les heures de la diane et de la retraite, ne pourront être changés que sur autorisation spéciale du commandant de la division.

Pour les exercices de campagne pendant les cours préparatoires, on ne fera ordinairement qu'une sortie avec 6 à 7 heures de travaux consécutifs et un repos sur place. On pourra, en ce cas, changer l'heure et le mode des repas. Par exemple, le matin, au lieu de chocolat, on donnera une ration de fromage et la soupe, cuite avec la moitié de la ration de viande. Les hommes emporteront cette demi-ration de viande cuite et leur pain pour les manger au repos, et en rentrant ils auront la soupe cuite avec l'autre moitié de la viande. C'est ainsi que toutes les troupes seront nourries pendant les manœuvres de division.

### *Instruction.*

Pour les exercices par bataillon, du 5 au 11 septembre, l'instruction se donnera d'après la répartition journalière ci-après, basée, sauf les réductions nécessaires, sur le plan général d'instruction pour les cours de répétition des bataillons des autres divisions, et approuvée par le Département militaire fédéral.

Tir à balles ; 30 cartouches par hommes. Le tir commencera dès le 5 septembre au matin. Les compagnies s'y rendront à tour de rôle et devront terminer leurs exercices en un jour.

Les 30 cartouches seront utilisées comme suit, tout en laissant aux commandants la latitude de modifier ces indications suivant le temps réellement disponible et les autres circonstances imprévues.

|                 |            |                                   |               |                      |
|-----------------|------------|-----------------------------------|---------------|----------------------|
| 1 <sup>er</sup> | exercice : | 225 mètres, cible                 | I, debout,    | 5 cartouches.        |
| 2 <sup>e</sup>  | »          | 225 »                             | I, à genoux,  | 5 »                  |
| 3 <sup>e</sup>  | »          | 300 »                             | I, couché,    | 5 »                  |
| 4 <sup>e</sup>  | »          | 300 »                             | IV, à genoux, |                      |
|                 |            |                                   | salve.        | 5 »                  |
| 5 <sup>e</sup>  | »          | Feux de tirailleurs, avec feux de |               |                      |
|                 |            | salve et de vitesse (méthode de   |               |                      |
|                 |            | combat de la compagnie)           |               | 10 »                 |
|                 |            |                                   |               | <hr/> 30 cartouches. |

Les compagnies au tir feront la cuisine sur place.

Pendant ces exercices les hommes qui ne tirent pas seront occupés à l'école du soldat, aux exercices de position de tir, à la connaissance de l'arme.

Un instructeur sera attaché spécialement aux exercices de tir. Il lui sera donné des instructions par M. l'instructeur d'arrondissement pour tous les arrangements techniques et pour toutes les mesures d'ordre et de précautions nécessaires. Il veillera particulièrement à la bonne exécution des feux de salves par sections, lesquels pourront être combinés avec les feux de tirailleurs par l'entrée en ligne des soutiens et même des réserves pour les salves à donner. Si des cibles IV ne sont pas disponibles, on pourra les remplacer par des cibles I jointes deux à deux et par sections. Dans ce dernier cas, la distance sera réduite à 225 mètres.

### RÉPARTITION JOURNALIÈRE

#### *Instruction.*

|                                                                                                                | J<br>eudi<br>5<br>septemb. | V<br>endredi<br>6 | S<br>amedi<br>7 | D<br>imanche<br>8 | L<br>undi<br>9 | M<br>ardi<br>10 | M<br>ercredi<br>11 | T<br>OTAL |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------|-------------------|-----------------|-------------------|----------------|-----------------|--------------------|-----------|
| 1. Service intérieur, connaissance du livret de service, ordre dans les cantonnem <sup>ts</sup>                | 1                          | 1                 | 1               | 1                 | —              | —               | —                  | 4         |
| 2. Connaissance de l'arme; entretien; théorie du tir; moyen de remédier aux divers accidents . . . . .         | 2                          | 1                 | —               | 1                 | —              | —               | —                  | 4         |
| 3. Ecole du soldat, 1 <sup>re</sup> et 2 <sup>me</sup> partie . . . . .                                        | 2                          | 2                 | 1               | —                 | 1              | 1               | 1                  | 8         |
| 4. Ecole de compagnie et de tirailleurs, y compris la méthode de combat de la compagnie . . . . .              | 2                          | 2                 | 2               | —                 | 2              | 1               | —                  | 9         |
| 5. Ecole de bataillon (les formes) . . . . .                                                                   | —                          | —                 | —               | 1                 | —              | 2               | 2                  | 5         |
| 6. Méthode de combat du bataillon . . . . .                                                                    | —                          | —                 | —               | —                 | —              | —               | 4                  | 4         |
| 7. Service de sûreté; devoirs des patrouilles, sentinelles, etc., dans le service en marche et en position . . | 1                          | 2                 | 3               | —                 | 4              | 4               | —                  | 14        |
| 8. Etablissement d'un bivouac et des cuisines de campagne                                                      | —                          | —                 | —               | —                 | 1              | —               | —                  | 1         |
| 9. Travaux de propreté . . .                                                                                   | 1/2                        | 1/2               | 1/2             | 1                 | 1/2            | 1/2             | 1/2                | 4         |
| 10. Tir: une compagnie par jour, les 5, 6, 7, 9 septemb.                                                       | —                          | —                 | —               | —                 | —              | —               | —                  | —         |
| 11. Hygiène . . . . .                                                                                          | —                          | —                 | —               | 1/2               | —              | —               | —                  | 1/2       |
| 12. Inspection du bataillon .                                                                                  | —                          | —                 | —               | 3                 | —              | —               | —                  | 3         |
| Nombre d'heures                                                                                                | 8 1/2                      | 8 1/2             | 7 1/2           | 7 1/2             | 8 1/2          | 8 1/2           | 7 1/2              | 56 1/2    |

*Remarque.* — On passera rapidement sur les exercices préliminaires de tir.

Le dimanche 8 septembre, on instruira les 1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> section de l'école de bataillon. Le mardi 10, on continuera l'enseignement des autres sections, de manière à pouvoir affecter la journée du mercredi 11 à une répétition des sections 6 et 7 et à la méthode de combat.

On joindra aux exercices élémentaires, dès le début, le service de campagne et surtout de sûreté, ainsi que des manœuvres sur le terrain d'après une supposition simple et en divisant le bataillon en deux corps opposés.

Les 10 et 11 septembre, des inspections minutieuses des cartouchières et des havresacs auront lieu, afin de s'assurer que toutes les cartouches à balle ont été consommées ou retirées. Après cela seulement il sera distribué, dès le 11, à chaque homme portant fusil, 10 cartouches d'exercice, pour servir aux exercices des 12 et 13 septembre.

Les pionniers d'infanterie seront réunis par régiment sous le commandement de l'officier de pionniers et pourvus de chariots de pionniers du parc de division. Des instructions spéciales seront données à cet égard par l'ingénieur de division, après entente avec les chefs de corps respectifs.

Les *exercices de régiment* auront lieu les 12 et 13 septembre sur les places choisies par MM. les colonels-brigadiers conformément aux indications du Tableau des Ecoles; ils consisteront dans une étude rapide (deux heures au plus) des formations de marche, de rassemblement et de combat, puis passage de l'une à l'autre de ces différentes formations, tout en répétant les écoles de bataillon et de compagnie. Aussitôt que possible, en tout cas dès le premier jour, les exercices seront combinés avec le service de campagne et de sûreté et avec des marches, d'après des suppositions simples. Pour les exercices du 12 septembre, les régiments se diviseront chacun en deux corps opposés, manœuvrant l'un contre l'autre, d'après une supposition donnée par le commandant de brigade. Dix cartouches d'exercice pour les deux jours. Le 7<sup>e</sup> régiment combinera ses exercices du 13 septembre avec une marche de concentration préparatoire dès Neuchâtel à Constantine et environs, où il cantonnera le 13 au soir.

Les *exercices de brigade* auront lieu le 14 septembre et seront effectués sur les mêmes dispositions que ceux de régiment. Ils auront lieu près Groley pour la 3<sup>e</sup> brigade et près Morat pour la 4<sup>e</sup>, avec cantonnements de concentration le 14 au soir, en vue de l'inspection du 15 près Groley. Les exercices devront donc être combinés avec des marches sur les nouveaux cantonnements qui seront pris par quelques corps, suivant des ordres spéciaux ultérieurs.

On emploiera 5 cartouches d'exercice par homme, sur 10 qui pourront être touchées le matin du 14, suivant les ordres de MM. les commandants de brigade.

Des ordres spéciaux seront donnés au 2<sup>e</sup> bataillon de carabiniers de la part de l'état-major de division pour l'emploi des journées des 12-14 septembre par un surplus de service de campagne, d'école de tirailleurs et de marche militaire de Bulle à Grolley en deux journées, avec service de sûreté et inspection pendant la marche.

Pendant toutes les marches, les voitures de guerre suivront leurs corps.

Tous les exercices de marche et de combat devront être calculés de manière à ce que les hommes s'habituent graduellement à la fatigue et à ce qu'ils arrivent ainsi à supporter sans préjudice les 6 à 8 heures de travaux journaliers des manœuvres de division.

Fonctionneront comme juges de camp pour les exercices de régiment et de brigade : M. le colonel de Salis, instructeur d'arrondissement, pour la 3<sup>e</sup> brigade et le 2<sup>e</sup> bataillon de carabiniers ; et M. le major Kern, instructeur de 1<sup>re</sup> classe, pour la 4<sup>e</sup> brigade.

#### *Munitions.*

Les 30 cartouches à balle pour tir à la cible seront touchées, dès le 5 septembre au matin, sur les places d'armes indiquées au Tableau des Ecoles ou par les commandants de régiment. MM. les chefs de bataillon, et instructeurs de tir attachés à chaque bataillon, veilleront, chacun en ce qui le concerne, à ce que cette distribution ne subisse aucun retard. A cet effet, ils prendront d'avance les informations nécessaires et en feront rapport au divisionnaire (les chefs de bataillon par la voie du service) pour le 2 septembre à Fribourg.

Le nombre des cartouches d'exercice qui sera touché pendant les cours préparatoires est fixé à 20, dont 15 seront employées comme il est dit ci-dessus et le reste gardé pour les manœuvres de division.

La distribution des 20 cartouches aux hommes aura lieu en deux fois, par moitié ; la première moitié sera distribuée le 11 ou le 12 au matin, après l'inspection susmentionnée ; la seconde moitié suivra dans les demi-caissons jusqu'à l'ordre de distribution par le commandant de brigade pour les exercices du 14 septembre.

La 2<sup>e</sup> brigade d'artillerie est chargée d'établir un dépôt central de cartouches d'exercice à Fribourg, et un secondaire à Colombier pour le 7<sup>e</sup> régiment. Ces dépôts devront fournir les cartouches d'exercice aux corps, à raison de 120 par homme d'infanterie portant fusil.



Le dépôt central fournira en outre 50 cartouches par carabine de dragons; 40 cartouches par sapeur, pontonnier et pionnier du génie et par canonnier du parc; 10 cartouches de revolver par sous-officier de guides et dragons; 60 gargousses par pièce de campagne.

Les dépôts auront une réserve suffisante (jusqu'au 20 %) pour les distributions imprévues et supplémentaires.

### *Tenue.*

Dès la sortie du matin jusqu'à la clôture des travaux de la journée, tenue de service.

Les officiers, qu'ils soient de service ou pas, porteront le sabre jusqu'à la retraite.

### *Rapports.*

Outre les états et les rapports réglementaires, compris dans l'organisation du service, les rapports suivants seront fournis après chaque exercice de marche et de combat :

1<sup>o</sup> Une brève relation par les commandants des divers corps ou détachements, portant indication de l'idée générale et spéciale, des ordres reçus et des rapports parvenus ; relation à transmettre par la voie du service avec les observations des supérieurs des divers grades.

2<sup>o</sup> Une critique par le juge de camp, à transmettre directement au divisionnaire.

### *Situation des instructeurs pendant les exercices.*

Les instructeurs d'infanterie de la II<sup>e</sup> division seront répartis aux bataillons par M. le colonel instructeur d'arrondissement. Ils s'occuperont spécialement du tir et pourront aussi conseiller et aider le commandant quand il requerra leur office. Tout en veillant à l'instruction, ils s'abstiendront de toute intervention qui pourrait paralyser l'initiative et la responsabilité des chefs des corps et des subdivisions.

A moins d'ordres spéciaux, leur service au rassemblement se terminera avec les cours préparatoires des bataillons. Leur rapport écrit sur les observations faites sera remis à l'instructeur d'arrondissement.

Lausanne, 25 juillet 1878.

*Le Divisionnaire :*

LECOMTE.

---

### Note sur les voitures de guerre et les chevaux de trait qui prendront part au rassemblement.

Outre les voitures de guerre réglementaires des corps qu'ils prendront avec eux dès leur entrée aux cours préparatoires, sauf les chars d'approvisionnement qui n'entreront en ligne que le 14 septembre, et sauf quelques dispenses de voitures spécialement autorisées, les divers parcs seront réduits aux voitures de guerre suivantes :



*Génie.* — Matériel nécessaire aux sapeurs et pionniers :

|                                                        |            |
|--------------------------------------------------------|------------|
| 2 chariots de sapeurs avec . . . . .                   | 8 chevaux. |
| 4 chars de télégraphe dont 1 de station avec . . . . . | 14 »       |
| 1 char à bagages avec . . . . .                        | 2 »        |
| 2 chars à approvisionnement avec . . . . .             | 4 »        |
| Réserve . . . . .                                      | 2 »        |

---

9 voitures avec . . . . . 30 chev. de trait.

*NB.* Les pionniers d'infanterie seront pourvus de 4 chariots de pionniers faisant partie du parc de la division et qui seront attelés par les chevaux des colonnes de parc.

Les pontonniers ne devant participer aux manœuvres de division que par une excursion de 2 à 3 jours d'Aarberg vers Laupen, avec construction d'un pont sur la Sarine, entre Laupen et Guminen, l'organisation des attelages du train des pontons et des voitures de guerre de la compagnie de pontonniers est du ressort du chef de l'arme du génie.

*Troupes sanitaires.* — Les voitures du lazaret, réduit de 5 à 3 ambulances, compteront :

|                                            |             |
|--------------------------------------------|-------------|
| 3 fourgons avec . . . . .                  | 12 chevaux. |
| 3 chars à blessés avec . . . . .           | 6 »         |
| 3 chars à approvisionnement avec . . . . . | 6 »         |
| 3 chars à bagages avec . . . . .           | 6 »         |

---

12 voitures. . . . . 30 chevaux.

*Compagnie d'administration.*

|                                             |             |
|---------------------------------------------|-------------|
| 4 voitures réglementaires avec . . . . .    | 10 chevaux. |
| 46 chars à approvisionnement avec . . . . . | 92 »        |

---

50 voitures. . . . . 102 chevaux.

Les réductions porteraient, en cas de nécessité, sur les chars à approvisionnement.

*Parc de division.* — Réduit de 73 voitures et 230 chevaux à 35 voitures et 108 chevaux qui seront :

|                            |         |             |
|----------------------------|---------|-------------|
| Demi-caissons d'infanterie | 13 avec | 26 chevaux. |
| Fourgon                    | 1 »     | 4 »         |
| Chars à aprovisionnement   | 2 »     | 4 »         |
| Forge de campagne          | 1 »     | 4 »         |
| Canons de rechange         | 2 »     | 8 »         |
| Caissons d'artillerie      | 8 »     | 32 »        |
| Chariots de parc           | 2 »     | 8 »         |
| » à outils de pionniers    | 1 »     | 4 »         |
| » d'artificiers            | — »     | — »         |
| » de pionniers             | 4 »     | 16 »        |
| Demi-caisson de cavalerie  | 1 »     | 2 »         |

---

Total 35 voit. 108 chevaux.

Total général (non compris les voitures des corps de troupes) 106 voitures avec 270 chevaux de trait.

### Réunion de la société des officiers neuchâtelois à la Chaux-de-Fonds.

Les 28 et 29 juillet a eu lieu à la Chaux-de-Fonds la réunion bisannuelle de la société cantonale des officiers neuchâtelois. Environ 75 officiers, parmi lesquels 4 ou 5 du vallon de St-Imier, avaient répondu à l'appel du Comité cantonal.

Après une collation à la gare, le dimanche matin, les officiers se sont rendus en cortège au Collège Industriel, où la salle de la commission d'éducation avait été gracieusement mise à leur disposition. La séance s'est ouverte après 11 heures par la lecture des procès-verbaux et des rapports de 3 des sections qui composent la société cantonale, soit des sections de Neuchâtel, Locle et Chaux-de-Fonds. Les sections du Val-de-Ruz, district de Boudry et du Val-de-Travers n'existent que de nom ; la dispersion des divers éléments qui les composent est sans doute la cause principale de leur inactivité. M. le lieut.-colonel Sacc, de Colombier, annonce cependant à l'assemblée qu'il espère que la section du district de Boudry se reconstituera sous peu, maintenant qu'elle a reçu de nouveaux renforts en jeunes officiers, et il pense que dans quatre ans, elle sera à même de recevoir la réunion cantonale.

En attendant, Neuchâtel est désigné comme siège du comité pendant les années 1879 et 1880 et le lieu de la fête en 1880.

Le rapport de la section de Neuchâtel prouve qu'elle a bien travaillé. Outre de nombreuses séances employées à diverses études et particulièrement au jeu de la guerre, cette section a fait plusieurs reconnaissances et en hiver un cours d'équitation au moyen de chevaux de la régie et du manège. Ce cours a été très fréquenté. Au reste, cette section, qui possède plusieurs officiers supérieurs et un bon noyau de membres, est celle qui se trouve la mieux placée pour avoir tous les éléments indispensables à une marche pleine d'activité et de travail.

La section du Locle, quoique moins favorisée, a eu cependant une vie active, comprenant des réunions en hiver et quelques reconnaissances. Le rapport indique avec plaisir le fait que deux ou trois jeunes officiers de cette section n'ont pas craint de devenir eux-mêmes conférenciers pour suppléer aux officiers du dehors que l'état précaire de la caisse empêchait de faire appeler.

La section de Chaux-de-Fonds a bien travaillé en 1877, mais elle n'a pu avoir, par suite de circonstances exceptionnelles, que quelques séances en 1878, consacrées au jeu de la guerre que la section de Neuchâtel lui avait prêté. Cette section se propose de continuer cette étude en 1879.

Le comité ne peut qu'encourager toutes les sections à rivaliser de zèle pour le travail et espère que le rassemblement de troupes du mois de septembre donnera un regain d'activité à ceux qu'a laissés jusqu'à présent indifférents notre nouvelle organisation militaire.

Le rapport du jury sur les deux seuls travaux présentés au concours mentionne la pénurie regrettable de concurrents, alors que beaucoup de jeunes officiers eussent pu travailler. Il félicite les deux auteurs de n'avoir pas craint d'affronter la critique et loue leur zèle.<sup>1</sup> Ce rapport, quoique constatant la supériorité marquée d'un des travaux sur l'autre, accorde cependant un prix à chacun d'eux, le premier, au travail ayant pour devise « *Pro patria* » de M. Louis-Henri Courvoisier de Chaux-de-Fonds 1<sup>er</sup> lieut. au bataillon d'infanterie n° 19 ; le second au travail « *Casus*

<sup>1</sup> Le sujet du travail était la défense avec 1 bataillon d'infanterie et 1 batterie, contre un ennemi venant de France, des gorges du Seyon à Valangin et Tenin.



Les localités les plus importantes après la capitale, Nicosie, sont Famagusta, sur la côte orientale, avec un excellent port dont on peut faire une place de guerre importante; Larnaca, dont la rade, assez fréquentée, se trouve sur la côte méridionale, Kérinia et Limasso, ports fortifiés.

On sait que, conquise par Richard Cœur-de-Lion en 1191, l'île de Chypre fut donnée par lui d'abord aux Templiers, puis à Guy de Lusignan, roi de Jérusalem, dont les descendants régnèrent jusqu'en 1485, époque à laquelle l'île passa aux mains des Vénitiens, par suite de l'abdication de Catherine Cornaro. Sélim II la leur enleva en 1591; mais les princes de la maison de Savoie, qui se prétendaient héritiers des Lusignan, n'en ont pas moins porté longtemps le titre, qu'on retrouvait sur les monnaies, de rois de Chypre et de Jérusalem. Victor-Emmanuel, devenu roi d'Italie, a renoncé à ce titre, désormais illusoire.

Quelques réserves que l'on puisse faire au point de vue de la politique générale, l'occupation anglaise sera un immense bienfait pour cette contrée dont elle changera certainement la face.

Si la possession de ce poste avancé peut faciliter à l'Angleterre la défense de l'Anatolie, elle lui donne action directe sur la Syrie, par où passe une des routes projetées de l'Europe aux Indes.

Le nouveau gouverneur de Chypre, sir Garnet Wolseley, âgé de 45 ans et Irlandais, est parti le 13 la voie de Douvres à Calais, avec un état-major de dix officiers, se rendant directement à Brindisi. Il compte arriver à Chypre le 21 ou le 22 juillet.

Entré dans l'armée en 1852; il a été nommé lieutenant-colonel en 1859; il a pris part aux expéditions de Birma, de Crimée, au siège de Lucknow, à la campagne de Chine et aux combats contre les Aschantis. Il a été ensuite promu au grade de major-général, et le Parlement lui a décerné les remerciements du pays et une dotation de 25,000 livres sterling.

Sir Garnet Wolseley est citoyen honoraire de Londres. Il a été, pendant quelque temps, gouverneur de la colonie de Port-Natal.

On lui doit un ouvrage très répandu dans les cercles militaires, le *Manuel du soldat pour le service de campagne*.

## NOUVELLES ET CHRONIQUE

FRANCE. — L'annuaire militaire pour l'année 1878, lequel vient de paraître, fait ressortir les progrès réalisés dans l'organisation des cadres de l'armée française.

La France compte en ce moment dans le *cadre d'activité* :

3 maréchaux. 10 généraux de division ayant commandé en chef. 102 généraux de division. 204 généraux de brigade. 433 officiers d'état-major. 11752 officiers d'infanterie. 3298 officiers de cavalerie. 2676 officiers d'artillerie. 822 officiers du génie. 1147 médecins. 159 pharmaciens. 419 vétérinaires. 4529 officiers d'administration, et divers. En tout 25754 officiers.

Le *cadre de réserve* se compose de 80 généraux de division. 188 généraux de brigade. 6841 officiers des diverses armes, soit ensemble 7109 officiers.

L'armée territoriale comprend :

10580 officiers répartis entre les différents corps.

L'armée française a ainsi un cadre d'officiers comprenant :

|                        |                  |
|------------------------|------------------|
| Armée active . . . .   | 25754 officiers. |
| Réserve. . . . .       | 7109 ,           |
| Armée territoriale . . | 10580 ,          |

Total 43443 officiers

non compris 777 officiers, des bataillons, des douanes et des compagnies de chasseurs-forestiers.

ALLEMAGNE. — Les douze compagnies de pionniers des 11<sup>e</sup>, 12<sup>e</sup>, 13<sup>e</sup>, 14<sup>e</sup> et 15<sup>e</sup> corps d'armée, réunies à Mayence par ordre du cabinet en date du 15 avril dernier,

ont commencé cette semaine les exercices de pontonniers pour lesquels on les a spécialement placées sous le commandement du général major de la Chevalerie, chef de la 3<sup>e</sup> inspection du génie. Pour commencer, les pionniers-pontonniers ont jeté deux ponts sur le bras droit du Rhin entre Castel et Biebrich : Chaque pont avait environ 180 mètres de longueur avec des travées de 4 mètres 50 comptés de milieu à milieu des pontons.

Le temps étant très favorable et la vitesse du fleuve réduite à 1 mètre 30 par seconde, l'opération s'est accomplie sans difficulté. En ce moment, les troupes sont exercées à des manœuvres de nuit sur des parties du Rhin resserrées par des îles, mais la semaine prochaine commenceront les grandes manœuvres de pont sur le grand Rhin. Les premières auront lieu avec le matériel de campagne qui devra suffire à jeter un pont de 670 mètres de longueur à l'aval de Walluf. L'opération du 26 juillet sera particulièrement intéressante. Ce jour-là, on remplacera le matériel de campagne par un matériel plus résistant mis en réserve dans la forteresse. Le pont sera jeté tout à fait à l'aval de Mayence et les pontons seront placés au moyen de bateaux à vapeur.

On sait que le Conseil fédéral a désigné MM. Hotz, capitaine de pontonniers, et Pfund, lieutenant-instructeur du génie, pour assister à ces exercices.

**Russie.** — Voici d'après l'*Invalide russe*, les consommations de munitions qui ont été faites par l'armée russe dans la Guerre d'Orient

L'artillerie a brûlé 204,923 charges et l'infanterie 10,057,764 cartouches.

Les 204,923 charges de l'artillerie se répartissent de la façon suivante :

*Artillerie de campagne.*

(Pièces de 10,67.)

|                                  |           |                  |
|----------------------------------|-----------|------------------|
| 77,727 obus ordinaires . . . . . | 122,21    | par pièce.       |
| 24,301 obus à balles . . . . .   | 38,25     | id.              |
| 417 boîtes à mitraille . . . . . | 0,4       | id.              |
| <hr/> 102,445 coups . . . . .    | <hr/> 161 | <hr/> par pièce. |

(Pièces de 8,64.)

|                                  |             |                  |
|----------------------------------|-------------|------------------|
| 36,798 obus ordinaires . . . . . | 58,46       | par pièce.       |
| 18,104 obus à balles . . . . .   | 28,72       | id.              |
| 614 boîtes à mitraille . . . . . | 0,97        | id.              |
| <hr/> 55,516 coups . . . . .     | <hr/> 88,15 | <hr/> par pièce. |

(Pièces de montagne.)

|                                 |             |                  |
|---------------------------------|-------------|------------------|
| 354 obus ordinaires. . . . .    | 25,29       | par pièce        |
| 624 obus à balles . . . . .     | 48,81       | id.              |
| 60 boîtes à mitraille . . . . . | 4,29        | id.              |
| <hr/> 1,098 coups . . . . .     | <hr/> 78,39 | <hr/> par pièce. |

*Artillerie de siège.*

(Pièces de 10,67.)

|                                 |             |                  |
|---------------------------------|-------------|------------------|
| 900 obus ordinaires . . . . .   | 56,25       | par pièce.       |
| 104 boîtes à mitraille. . . . . | 6,5         | ,                |
| <hr/> 1,004 coups . . . . .     | <hr/> 62,75 | <hr/> par pièce. |

(Pièces de 15.)

|                                    |              |                  |
|------------------------------------|--------------|------------------|
| 19,600 obus ordinaires . . . . .   | 272,80       | par pièce.       |
| 3,670 boîtes à mitraille . . . . . | 60,16        | id.              |
| <hr/> 23,270 coups . . . . .       | <hr/> 332,42 | <hr/> par pièce. |

(Pièces de 15 léger.)

3,433 obus ordinaires. . . . . 180 par pièce.

(Pièce de 20.)

62 obus ordinaires. . . . . 7,74 par pièce.

(Mortiers de 15.)

15,989 bombes. . . . . 571,03 par pièce.

(Mortiers de 20.)

2,106 bombes. . . . . 210,6 par pièce.

*Armes à feu portatives.*

Les 10,057,764 cartouches consommées se répartissent ainsi qu'il suit :

|                                     |           |   |       |           |
|-------------------------------------|-----------|---|-------|-----------|
| Fusils Berdan. . . . .              | 3,025,364 | — | 45,75 | par arme. |
| Fusils de cavalerie . . . . .       | 1,251,764 | — | 33,72 | id.       |
| Fusils Krinck transformés . . . . . | 5,692,120 | — | 26,22 | id.       |
| Revolvers . . . . .                 | 88,516    | — | 5,42  | id.       |

Total. . 10,057,764

D'après les proportions du nombre de coups par pièce et par arme, nous voyons qu'il y aurait donc eu dans l'armée russe pour cette campagne :

|                                             |   |                                 |
|---------------------------------------------|---|---------------------------------|
| 636 pièces de 10,67 . . . . .               | } | 1288 pièces de campagne.        |
| 628 pièces de 8,64 . . . . .                |   |                                 |
| 14 pièces de montagne. . . . .              |   |                                 |
| 16 pièces de 10,67 . . . . .                | } | 151 pièces de siège.            |
| 70 pièces de 15 . . . . .                   |   |                                 |
| 19 pièces de 15 léger . . . . .             |   |                                 |
| 8 pièces de 20 . . . . .                    |   |                                 |
| 28 mortiers de 15 . . . . .                 |   |                                 |
| 10 mortiers de 20 . . . . .                 | } | 335,000 armes à feu portatives. |
| 65,000 fusils Berdan . . . . .              |   |                                 |
| 37,000 fusils de cavalerie . . . . .        |   |                                 |
| 217,000 fusils Krinck transformés . . . . . |   |                                 |
| 16,000 revolvers . . . . .                  |   |                                 |

---

***Vient de paraître :***

A Paris, chez TANERA ; à Lausanne, chez B. BENDA, éditeurs

**GUERRE D'ORIENT**

EN 1876-1877

Esquisse des événements militaires  
et politiques

par

**Ferdinand LECOMTE,**

colonel-divisionnaire suisse.

Tome II<sup>me</sup>, 1<sup>re</sup> partie, in-8° avec 3 cartes, dont un plan détaillé des positions de Plevna. Prix : **3 francs.**

---

***VIENT DE PARAÎTRE :***

**ANNUAIRE MILITAIRE SUISSE**

Deuxième année.

Traduit de l'allemand par le capitaine A. Salquin,  
secrétaire au Département militaire suisse.

*Prix : élégamment relié, fr. 2.*

En vente chez tous les libraires et chez l'éditeur

**K. J. Wyss à Berne.**



aux hôpitaux sanitaires, désignés ci-dessous, tous les malades qu'elles ne pourront garder.

Le médecin de division désignera au chef du lazaret, après avoir pris les ordres du divisionnaire, les lieux de cantonnement ou d'établissement de chaque ambulance du lazaret.

4. Le matériel, réduit selon décision du Département militaire fédéral du 11-13 juillet écoulé, comprend en tout cas le fourgon avec équipement complet (sauf une partie des médicaments) la voiture pour les blessés et un char à approvisionnements. On ne mettra pas sur pied le pharmacien de lazaret; les ambulances auront leur personnel au complet, en officiers, sous-officiers et troupe, en tant qu'il existe et qu'il est astreint aux cours de répétition.

5. En fait d'hôpitaux stationnaires on disposera d'une soixantaine de lits pour soldats et d'une quinzaine pour officiers :

A Fribourg, Hôpital des Bourgeois.

A Morat, Hospice Bon-Vouloir.

Si un hôpital militaire spécial devenait nécessaire, on pourrait réserver à cet usage un des bâtiments d'école de Fribourg.

Pendant les cours préparatoires le 2<sup>e</sup> bataillon de carabiniers et les bataillons de fusiliers nos 16-24 pourront évacuer directement leurs malades aux hôpitaux civils de Bulle, Payerne, Neuchâtel et Morat.

Le service des hôpitaux stationnaires reste sous la direction du médecin en chef, à teneur de l'art. 6 du règlement sur le service sanitaire.

6. Les corps de troupes et les officiers de toutes armes devront seconder de leur mieux le service sanitaire quand ils en seront requis, tout en s'abstenant d'intervenir dans les détails techniques et dans les attributions spéciales qui ne concernent que le corps sanitaire. Pour assurer la transmission régulière des ordres, deux guides seront attachés au médecin de division, conformément au règlement sur le service sanitaire, § 35, II, et un planton monté au chef du lazaret.

7. Les soins hygiéniques, à prendre pendant le service, feront l'objet d'instructions spéciales du médecin de division, lieutenant-colonel Virchaux, qui donne d'ors et déjà les recommandations ci-après :

Les médecins sont tenus d'examiner, lors de l'entrée au service, si le soldat est bien chaussé; dans le cas contraire en aviser le commandant, qui réclamera au canton que cela concerne la chaussure réglementaire.

Les hommes qui ont des chemises de flanelle les conserveront pour les jours de campement ou de bivouac. En tout cas ils ne les mettront que la nuit ou à la rentrée dans les cantonnements.

Les hommes qui transpirent facilement des pieds, doivent porter des bas de laine; ils sont meilleurs que le fil et le coton et blessent moins les pieds. Le médecin distribuera à tout homme qui en fera la demande, le mélange de poudre pour les pieds, prévu par l'ordonnance du médecin en chef.





quartiers-mâîtres respectifs ; les commandants désigneront les lieux et heures auxquels elle devra avoir lieu.

Les quartiers-mâîtres feront en sorte que l'état sommaire de l'effectif parvienne sans faute, le 5 septembre au matin, au Commissaire des guerres de la division. (Exception est faite des troupes de cavalerie et du train qui entrent plus tard). Il sera accompagné du tableau d'effectifs prescrit par l'ordre général et dont les formulaires seront transmis en temps opportun aux quartiers-mâîtres.

### B. *Estimation des chevaux.*

L'estimation des chevaux, comme aussi leur dépréciation, aura lieu conformément aux §§ 61-66 du règlement d'administration.

Elle se fera par les membres de la commission de taxe, nommés par le vétérinaire en chef, et sera dirigée par le vétérinaire de division. Dans les localités où il n'y a pas de commission de taxe, le vétérinaire de division nommera d'autres experts.

Lors de la dépréciation, les officiers d'administration devront remplir à l'avance les formulaires, en y mentionnant tous les défauts indiqués dans le procès-verbal d'estimation, ainsi que le signalement et la taxe, ceci afin que la dépréciation puisse se faire dans le plus bref délai.

### C. *Logements.*

Les troupes et les chevaux sont logés :

- a) Dans les cantonnements ;
- b) Dans les bivouacs ou camps ;
- c) Chez les habitants.

Par *cantonnements*, on comprend tous les locaux spacieux, tels que salles, magasins, granges, églises, etc., à l'abri du courant d'air et de l'humidité.

La troupe et les officiers de compagnie devront y être cantonnés, et ce n'est qu'exceptionnellement qu'ils pourraient être logés chez les bourgeois.

Sauf autorisation spéciale du divisionnaire et du commissariat central, aucune indemnité ne sera accordée aux bourgeois pour logement des troupes et des officiers pendant les cours préparatoires.

Les communes ont à fournir gratuitement :

1. Les logements pour les officiers.
2. Les bureaux, les locaux pour les cuisines, salles de garde, salles d'arrêts, salles pour les malades ainsi que pour les ouvriers.
3. Les locaux nécessaires au cantonnement, ainsi que les écuries.
4. Les places de parc.
5. Les places d'exercice pour les cours préparatoires, y compris les cours de régiments.
6. L'éclairage de tous les locaux.



La ration journalière de la troupe, tant lors des cours préparatoires que lors des grandes manœuvres, consiste en :

750 grammes de pain.

312  $\frac{1}{2}$  » de viande.

Il sera en outre accordé une bonification de 10 centimes par homme et par jour, pour supplément de sel et légume et bois de cuisine.

La ration de fourrage est de :

5 kilos d'avoine.

6 » de foin.

4 » de paille.

Dans les cours préparatoires, le pain, la viande et le foin sont livrés sur la place d'armes par des fournisseurs dont le nom sera indiqué ultérieurement. Les quartiers-maitres prendront leurs dispositions pour que les troupes sachent où elles peuvent se procurer le chocolat, le sel, les légumes et le bois pour la cuisine. Comme il est à peu près impossible d'établir des prescriptions uniformes pour le jour d'entrée aux cours préparatoires, en ce qui concerne la subsistance, les commandants des corps prendront les dispositions qu'ils jugeront convenables.

S'il n'est point fait d'ordinaire, il sera bonifié 1 fr. par ration de vivres.

Pendant les manœuvres de la division d'armée, la fourniture de la subsistance se fera par un mode mixte, c'est-à-dire que la compagnie de l'administration se chargera, sinon complètement, au moins en partie, de l'abattage du bétail et de la boulangerie.

L'avoine sera livrée par le magasin fédéral, et le foin par des fournisseurs.

Les bons de viande, pain, avoine et foin, seront faits en faveur du magasin fédéral.

Les troupes ayant touché leurs rations dans leurs quartiers respectifs pour le jour de leur entrée en ligne, soit le 14, le premier jour des livraisons pour la division concentrée sera le 15.

Des ordres spéciaux détermineront l'heure des repas, les places et heures des distributions ordinaires ainsi que les distributions extraordinaires pendant les manœuvres de division (une ration de fromage chaque matin et  $\frac{1}{2}$  litre de vin tous les deux jours).

Toutes les livraisons seront faites contre des bons réglementaires.

### F. *Transport*

Conformément à la loi sur l'organisation militaire, il est accordé à chaque unité tactique des chars d'approvisionnement, qui doivent transporter les vivres sur les places de distribution désignées, ainsi que dans les cantonnements et les bivouacs (sauf ce qui est prescrit par l'ordre de division n° 3).

On veillera à ce que les approvisionnements soient rendus en temps utile et en quantité suffisante, sur les places de distribution, afin d'éviter tout retard et des plaintes à cet égard.



Après la clôture du Rassemblement, les soldes de caisse seront adressés immédiatement au commissaire des guerres de la division.

La comptabilité sera remise par les quartiers-maitres de bataillon aux quartiers-maitres de régiments, par les quartiers-maitres d'ambulance au quartier-maitre du Lazaret, qui l'adresseront à leur tour au commissaire de la Division avant le 5 octobre.

Il ne sera tenu qu'une seule comptabilité pour les cours préparatoires et le temps de manœuvres concentrées; on ne remettra donc au commissaire des guerres de la division qu'un seul état nominatif, établi à l'entrée au service et sur lequel seront portées toutes les mutations.

Dans le cas où la troupe n'entrerait au service qu'après les cadres, elle devra être portée en augmentation sur les rapports.

En ce qui concerne l'indication du lieu de domicile sur les états nominatifs, il devra coïncider avec celui qui est inscrit sur le livret de service.

Les hommes et détachements isolés qui sont de service dans les états-majors ou dans d'autres corps tels que : ordonnances, gardes de parc et d'état-major, conducteurs de convois, ou appelés à renforcer la Compagnie d'administration, etc., ne doivent pas être portés en diminution dans leur corps, ni en augmentation dans ceux auxquels ils ont été adjoints; il faut les considérer comme *détachés*.

Cette observation s'applique également au bataillon du train, ainsi qu'aux hommes et aux chevaux qui seraient détachés du parc de division pour conduire les chariots de guerre d'autres corps.

Pour l'établissement de la comptabilité, il est alloué :

a) Aux quartiers-maitres de bataillon, du régiment de cavalerie, du bataillon du génie, de la compagnie d'administration et de la colonne de parc, trois jours de solde et de subsistance;

b) Au quartier-maitre de la brigade d'artillerie, cinq jours;

c) Aux quartiers-maitres de régiments d'infanterie, du lazaret de campagne, des ambulances, et aux officiers comptables des états-majors auxquels il n'a pas été adjoint d'officier d'administration, deux jours à chacun.

Cette indemnité se porte à la fin du contrôle de solde.

#### L. *Dispositions générales.*

Les officiers comptables auront soin de veiller à ce que les bous de chaque corps, de chaque subdivision de l'état-major, etc., soient établis séparément.

Ils sont responsables de ce qui aurait été touché en trop.

Dans les cas douteux et dans ceux qui ne seraient pas prévus par les présentes prescriptions, on devra s'adresser au commissaire des guerres de division.

Lausanne, août 1878.

*Le divisionnaire.*



charge des corps de troupes et spécialement des officiers responsables, ou indemnisés par la caisse fédérale. A cet effet un commissaire de campagne et un adjoint nommés par le Département milit. féd. et secondés de commissaires civils désignés par les cantons intéressés, fonctionneront comme taxateurs et arbitres pour tous les différends. Ils estimeront la quotité des dommages et prononceront sur les indemnités à allouer. Ils relèveront du commissaire des guerres de la division, qui leur donnera les instructions nécessaires pour leurs tractations et leur comptabilité, et qui fera publier dans les feuilles officielles des cantons un avis aux habitants sur le mode et le délai des réclamations.

2. La destruction des ponts sera indiquée au moyen de lattes placées dessus, en travers, avec une inscription, le tout gardé par un planton neutre.

3. Les voies ferrées ne pourront être traversées qu'aux passages permis au public, ou spécialement autorisés par le personnel des chemins de fer. Les infractions aux avertissements et aux ordres des préposés à la police des voies ferrées seront sévèrement punies.

4. Les manœuvres de nuit, sauf le service d'éclaireurs et de sûreté par les patrouilles, ne pourront avoir lieu que sur l'autorisation du divisionnaire.

5. Dans les combats à feu les adversaires garderont une distance d'au moins 100 pas. Si cette distance n'est plus observée, les chefs devront commander « Halte ! cessez le feu ! »

Dans les charges à la bayonnette on s'arrêtera à 50 pas de distance ; alors les chefs commandent : « Halte ! » et le juge de camp intervient, s'il y a lieu, pour donner sa décision.

La cavalerie arrêtera ses charges à 200 pas de l'adversaire qu'elle attaque.

Il est interdit de tirer dans le voisinage des villages, des fermes, des granges, etc. La défense sera marquée par le feu des tirailleurs sur la lisière des maisons éloignées ou par l'attaque de la réserve.

Les détachements qui, dans un cas réel de guerre, auraient pris possession de bâtiments considérés comme réduits (églises, châteaux, tours, cimetières, etc.), seront rangés calmement par leurs chefs, dans ou près de ces locaux, après permission des propriétaires ou préposés compétents, et l'on donnera une explication à la troupe sur ce qu'elle aurait à faire en réalité.

6. On ne fera pas de prisonniers. Si des détachements entiers de troupes sont en danger d'être faits prisonniers, le juge de camp décidera du moment où ils seront considérés comme incapables de résister plus longtemps.

7. Les ambulances et les colonnes d'approvisionnement ne doivent pas être attaquées.

8. Pourront circuler librement partout : l'Inspecteur fédéral et son escorte, le commandant de la II<sup>e</sup> division et son escorte, le commandant de la V<sup>e</sup> brigade et son escorte (escortes avec guidon blanc) ; les juges de camp, les officiers étrangers accrédités, les commissaires taxateurs, le chef de la poste de campagne.





feu à projectiles une telle manière d'agir aurait pour résultat leur anéantissement complet ou leur dispersion.

Il est de la compétence des chefs d'empêcher de telles impossibilités, de juger eux-mêmes de la situation du combat et de prendre ensuite des dispositions éventuelles.

Mais les chefs ne voyant avant tout que leur propre situation et non celle de l'adversaire, il en résultera souvent une divergence de jugement. Aucun des combattants ne voudra céder; chacun, dans un cas sérieux, prétendra être vainqueur. Ces deux prétentions auront leur fondement surtout dans le fait que l'on n'aura pas tenu compte de l'effet du feu ennemi.

L'effet des armes manquant, le juge de camp peut seul décider de l'ensemble, après avoir considéré impartialement le pour et le contre.

Il faudra veiller à ce que les situations non naturelles, que l'on ne peut jamais éviter complètement dans les exercices de paix, ne durent cependant pas trop longtemps.

6. Le résultat est souvent difficile à déterminer, surtout si les forces et la position de l'ennemi sont, comme dans nos exercices, marquées seulement par de faibles subdivisions.

Les juges de camp auront spécialement à tenir compte, lors de leurs décisions, de l'effet du feu de l'artillerie, car souvent les troupes remarquent si peu celui-ci qu'il leur est impossible de savoir quel est le but de l'artillerie. Pour indiquer ce but, les batteries pourront marquer leur ligne de tir par deux guidons rouges, l'un en arrière, l'autre en avant du front dans la direction du but.

Le juge de camp doit examiner si l'artillerie elle-même a été tenue en échec par l'artillerie de l'adversaire, si l'artillerie peut diriger son feu concentré sur l'ennemi ou si elle doit se défendre de différents côtés. De plus, si l'infanterie passe dans le feu d'artillerie en formation régulière de manière à diminuer ses pertes.

7. Les juges de camp devront s'assurer que les différentes actions auront été préparées avec autant de soin par les chefs que le temps et les circonstances le permettent.

Contre une position il n'y a qu'une attaque bien préparée qui ait chance de succès; et de même ce n'est que dans une position bien préparée que la défense pourra tenir contre des forces supérieures.

8. Ce que l'on appelle les combats locaux de l'infanterie rendront nécessaire une décision du juge de camp, à savoir :

a) Le combat autour des villages et des fermes, qui en réalité dure des heures, ne peut, en exercices de paix, qu'être esquissé par ses préparatifs et doit être abrégé.

Si l'attaque a été bien préparée par l'artillerie, si l'infanterie suffisamment forte s'est avancée à une courte distance en profitant judicieusement du terrain et en tirillant, si elle est sur le point de prendre d'assaut le village ou d'y pénétrer de différents côtés, alors le moment est venu pour le juge de camp de comman-



toute l'énergie possible ; puis ensuite les différents moments de l'engagement seront marqués par des pauses dans lesquelles on aura de nouveau des troupes sous la main et auxquelles on donnera de nouveaux ordres.

C'est du devoir des juges de camp de seconder les efforts des chefs supérieurs dans cette occasion, afin de rendre possible et de conserver le sérieux voulu dans ce travail qui peut facilement dégénérer en futilités.

10. Lorsque la troupe devra se former en colonne pour épargner les récoltes et les cultures précieuses, ou pour passer des terrains difficiles qui, comme les voies ferrées, par exemple, ne doivent être franchis qu'à des endroits désignés, les juges de camp devront admettre que la marche dans un cas sérieux a été exécutée suivant les règles de la tactique.

Ils interviendront si l'adversaire veut exploiter à son profit des formations non régulières ou le temps perdu à les exécuter.

11. Lorsque des ponts auront été marqués comme ayant été détruits, le juge de camp devra juger si le temps et les circonstances auraient réellement permis la destruction. Le juge de camp donnera à l'adversaire le temps nécessaire à la reconstruction du pont ; après cette pause seulement le pont pourra être traversé.

12. Le juge de camp qui a pris une décision en fait part à l'officier ou aux officiers des subdivisions respectives, ainsi qu'à leur supérieur immédiat.

Dans la plupart des cas il importera de débrouiller les troupes mélangées les unes dans les autres et de rétablir l'ordre.

Le juge de camp ordonne à une partie ou aux deux de se retirer. Il fixe la distance et le moment où l'on pourra recommencer l'action. Il veille à l'exécution de l'ordre.

Aussitôt la situation de l'ennemi fixée et un nouveau point de départ gagné, les chefs de troupes rentrent dans leur entière liberté et agissent suivant leur propre jugement.

Une subdivision de troupe qui se trouve dans une situation de combat tout-à-fait défavorable peut être déclarée par le juge de camp incapable de combattre pendant un certain temps ou même pour tout le jour de manœuvre. Dans ce dernier cas, cette subdivision doit se rendre vers la réserve et peut être ramenée au combat par le divisionnaire comme nouveau renfort.

Mais de telles mesures ne doivent être prises par le juge de camp que lorsqu'il y est forcé. Les décisions importantes du juge de camp qui influent sur la conduite de l'ensemble doivent être aussitôt portées, sur l'ordre du juge de camp, à la connaissance du commandant de la subdivision que cela concerne, car la prise de dispositions subséquentes dépend de l'arrivée de la décision.

Le divisionnaire a connaissance des changements survenus dans la situation du combat par le rapport de l'officier supérieur commandant sur les lieux, avec l'indication des mesures qui ont été prises par lui à titre de compensation.



Corps du Nord ou « ennemi » : le long de la rive droite de la Sarine et de la Singine, dès Gumminen à Thörishaus; un bataillon, un escadron, une section d'artillerie (représentés par guidons *ad-hoc*), sur chacun des quatre points : Gumminen, Laupen, Neuneck, Thörishaus; soutiens et réserves en dispositions défensives s'appuyant sur la ligne Bümplitz-Könitz.

II<sup>e</sup> division : le long de la rive gauche de la Singine et de la Sarine dès le pont de Thörishaus à Gumminen, les soutiens et les colonnes en marche pour franchir la ligne de défense « ennemie » le 17 au matin sur un ou plusieurs points, qui seront indiqués dans les ordres du 16 septembre au soir.

Tous les ponts dès Thörishaus à Gumminen, inclusivement, sont censés impraticables.

Lausanne, août 1878.

*Le Divisionnaire :*  
LECOMTE.

---

#### CHARS DE RÉQUISITION. <sup>1</sup>

Pour le rassemblement de troupes de la II<sup>e</sup> division qui aura lieu cette année, les cantons intéressés auront à fournir les chars à bagages et approvisionnements prévus par les tableaux II, III et IV de l'organisation militaire, à savoir :

Pour chaque bataillon d'infanterie 1 char à bagages et 2 à approvisionnements ;

Chaque escadron 2 chars à approvisionnements ;

Chaque batterie de campagne 2 chars à approvisionnements.

Les chars pour le bataillon de carabiniers seront fournis par le canton du Valais.

A cet effet, on prendra de solides chars à échelles pourvus de bons freins ; largeur de la jante des roues 7,5 centimètres (2 <sup>1</sup>/<sub>2</sub>"), poids : de 750 à 900 kilogrammes (15 à 18 quintaux). Ils devront en outre être pourvus d'un siège pour le conducteur sur le devant, de planches sur les côtés et au fonds ainsi que d'une bâche.

Pour ne pas donner lieu à des confusions, on les marquera d'une façon distincte du n<sup>o</sup> de l'unité de troupes.

Nous vous prions de fournir les voitures ci-dessus mentionnées aux troupes de votre canton qui prendront part au rassemblement de division et de les mettre à leur disposition pour le 14 septembre sur les places respectives désignées pour les cours préparatoires.

---

#### NOUVELLES ET CHRONIQUE

ZURICH. — Le colonel Rüstow, qui vient de se suicider, était né en 1821, dans la province de Brandebourg. Il entra en 1838 au service militaire, et fut nommé en 1840 lieutenant du corps d'ingénieurs. En 1848, il publia une brochure militaire au sujet de laquelle il fut traduit devant un conseil de guerre ; il crut alors prudent de prendre le chemin de la Suisse. Il entra dans l'armée fédérale où il fut nommé instructeur. En 1860, il prit part à l'expédition de Garibaldi et se distingua en maintes circonstances. Le colonel Rüstow était un écrivain militaire distingué.

On cite parmi ses œuvres les plus importantes : *La guerre de 1805* ; *La guerre contre la Russie* ; *La guerre d'Italie de 1859* ; *La guerre de 1866* ; *La guerre de 1870-1871* ; *L'Histoire de l'infanterie*. La première livraison de son dernier ouvrage : *L'Histoire de la guerre russo-turque*, vient de paraître. (National suisse.)

---

<sup>1</sup> Circulaire du commissariat des guerres central aux autorités militaires des cantons de Berne, Fribourg, Vaud, Valais, Neuchâtel et Genève, du 9 août 1878.









Le *petit état-major* comprend :

1° Le sergent-major, secrétaire du capitaine, chargé de tout le service des rapports ; il établit, d'après les rapports des pelotons, les rapports généraux et doit être à même à chaque instant de renseigner le capitaine sur l'état de la compagnie en hommes, matériel et munitions. En qualité d'adjudant du chef de compagnie, il aura dans ses attributions toute la police et le service intérieur et servira d'intermédiaire entre la troupe et le capitaine.

2° Le fourrier chargé de la comptabilité, des achats, paiements de toute nature ; il s'occupe, sous la surveillance du capitaine et du sergent-major, de l'entretien et du logement de la troupe et des chevaux.

3° Le chef d'ordinaire (appointé) est nommé pour toute la durée du service : il est placé sous la surveillance du fourrier.

4° Un ou deux sergents, relevant directement du capitaine, sont chargés de la surveillance : l'un du matériel, l'autre des munitions. Ceci n'aura guère lieu que lorsque la compagnie sera isolée. Quand la division est réunie et a des dépôts communs, chaque compagnie détache des sergents qui sont alors attachés à l'état-major de la division.

5° Un infirmier et deux brancardiers sous la surveillance du médecin.

6° Les ouvriers sont répartis : un serrurier dans le 1<sup>er</sup> et le 3<sup>e</sup> peloton ; un charron dans le 2<sup>e</sup> peloton.

7° Les trompettes, un par peloton ; la basse comme surnuméraire.

Il y a enfin le 4<sup>e</sup> officier de la compagnie qui est à la disposition du capitaine. Le plus souvent, cet officier sera détaché auprès d'autres troupes pour diriger des travaux. S'il reste à la compagnie, il sera chef de bureau et s'occupera de rapports, de services, etc.

Telle est, en peu de mots, l'organisation d'une compagnie de position en rapport avec les exigences et les idées actuelles ; il y aurait lieu cependant de la compléter en conservant dans les compagnies d'élite un quatrième peloton dit « peloton de landwehr » formé des hommes sortant de l'élite et qu'on a l'habitude de répartir dans diverses unités de landwehr où ils sont alors difficiles à retrouver. Dans l'intérêt de l'arme, au point de vue du recrutement et de la bonne composition des unités tactiques, il serait à désirer que les compagnies de position devinssent des troupes fédérales.

#### *Numérotation des compagnies de position.*

*Elite* : 1. Zurich.

2. Berne.

3. Fribourg.

4. Bâle-Ville.

5. Appenzell.

6. St-Gall.

7. Argovie.

8-9. Vaud.

10. Genève.

Au point de vue de la répartition en divisions :

**Compagnies 8-9-10. 1<sup>re</sup> Division.**

|   |       |                  |   |
|---|-------|------------------|---|
| , | 2-3   | II <sup>e</sup>  | , |
| , | 4-7   | III <sup>e</sup> | , |
| , | 1-5-6 | IV <sup>e</sup>  | , |

Comme on le voit, la numérotation se fait suivant l'ordre des cantons.

*Landwehr :* 1-2. Zurich.  
 3-4-5. Berne.  
 6. Fribourg.  
 7. Bâle-Ville.  
 8. Appenzell.  
 9. St-Gall.  
 10-11. Argovie.  
 12. Tessin.  
 13-14. Vaud.  
 15. Genève.

Ces 15 compagnies de landwehr ont été réparties en cinq divisions, mais, plutôt au point de vue administratif; voici cette répartition :

**Compagnies 13-14-15. 1<sup>re</sup> division de landwehr.**

|   |          |                  |   |
|---|----------|------------------|---|
| , | 3-4-5-6. | II <sup>e</sup>  | , |
| , | 7-10-11. | III <sup>e</sup> | , |
| , | 1-2.     | IV <sup>e</sup>  | , |
| , | 8-9.     | V <sup>e</sup>   | , |

Ces compagnies auront de 175 à 180 hommes; elles comprennent, outre les hommes sortant des compagnies de position d'élite, les canonniers sortant des batteries de campagne d'élite.

La répartition des artilleurs de position d'élite dans les compagnies de landwehr se fait de la manière suivante :

La comp. n<sup>o</sup> 1 d'élite est versée dans la comp. n<sup>o</sup> 1 de landwehr.

|   |    |   |   |    |   |
|---|----|---|---|----|---|
| , | 2  | , | , | 3  | , |
| , | 3  | , | , | 6  | , |
| , | 4  | , | , | 7  | , |
| , | 5  | , | , | 8  | , |
| , | 6  | , | , | 9  | , |
| , | 7  | , | , | 10 | , |
| , | 8  | , | , | 13 | , |
| , | 9  | , | , | 14 | , |
| , | 10 | , | , | 15 | , |

(A suivre.)

**L'avancement des officiers dans les armées étrangères. <sup>1</sup>**

**I. PRUSSE**

*Recrutement des officiers.*

Nul ne peut arriver au grade d'officier dans l'armée prussienne, s'il n'a, au préalable, servi six mois au moins dans le grade de *portépée fähnrich* (sauf une exception qui sera signalée plus loin). Ce grade étant

<sup>1</sup> Extrait du *Bulletin de la Réunion des officiers*.















### III. ITALIE

#### *Recrutement des officiers.*

En Italie, comme en France, le premier grade d'officier, aux termes de la loi du 13 novembre 1853, se recrute : d'une part, parmi les élèves des écoles militaires ; d'autre part, parmi les sous-officiers.

L'Académie royale militaire (à Turin) est destinée à former des officiers pour l'artillerie et le génie ; l'Ecole militaire d'infanterie et de cavalerie (à Modène) forme les officiers de ces deux armes. Un collège militaire préparatoire (à Naples) reçoit les jeunes gens qui veulent se préparer à l'une ou à l'autre des écoles militaires.

Dans chacune de ces deux écoles, les jeunes gens sont admis directement et au concours. Les études sont réparties en trois années ; à la fin de la troisième année, les élèves sont nommés sous-lieutenants dans l'artillerie et le génie pour l'Académie, dans l'infanterie ou la cavalerie pour l'Ecole militaire.

Quant aux sous-officiers, il a été institué, en 1869, auprès de l'Ecole d'infanterie et de cavalerie de Modène, et comme annexe à cette école, une *école spéciale de sous-officiers* reconnus susceptibles d'aspirer au grade d'officier. Cette école a donc le même but que notre école du camp d'Avord et ne doit pas être confondue avec les écoles de sous-officiers existantes en Prusse, lesquelles sont destinées à recruter les *sous-officiers* et non les officiers.

Les sous-officiers élèves de Modène sont admis au concours ; ils suivent les cours de l'école spéciale pendant deux années, mais pour chacune d'elles le cours n'est que de sept mois, les sous-officiers rentrant à leur corps dans l'intervalle des deux cours. Les professeurs sont ceux de l'école militaire d'infanterie et de cavalerie, mais les matières professées ne sont pas identiques. Le classement de sortie des sous-officiers reconnus aptes sert de base pour la nomination au grade de sous-lieutenant, qu'ils viennent attendre à leur corps.

Il devait être créé deux écoles spéciales analogues pour les sous-officiers de l'artillerie et du génie ; mais jusqu'à présent elles n'ont pas encore été ouvertes.

Pour être nommé sous-lieutenant, il faut avoir dix-huit ans d'âge et avoir servi *deux ans* comme sous-officier, si le candidat n'est pas sorti de l'une des deux écoles militaires. Un tiers des places vacantes, en temps de paix comme en temps de guerre, est dévolu aux sous-officiers de l'armée, et les deux tiers aux écoles. Mais quand il y a des officiers en expectative (non activité) immédiatement réadmissibles, ce n'est que le troisième tiers qui se trouve partagé en trois tours (le premier aux sous-officiers, les deux autres aux écoles), les deux autres tiers revenant aux officiers en expectative.

Les nominations sont faites par décret royal.

#### *Avancement aux différents grades d'officier.*

Le temps exigé dans chaque grade pour passer au grade supérieur est identique à celui qui est imposé par notre législation française, soit en temps de paix, soit en temps de guerre.

Depuis la loi du 5 avril 1855, l'avancement aux grades d'officiers subalternes ou supérieurs roule sur chaque *arme* en temps de paix comme en temps de guerre. Les nominations d'officiers généraux se font sur toute l'armée.

La part dévolue à l'ancienneté et au choix dans les nominations aux divers grades est la suivante :



dix-sept à vingt et un ans ; 2° parmi les sous-officiers proposés pour l'avancement.

A la suite du concours ouvert aux jeunes gens du premier groupe, les candidats sont nommés sous-lieutenants au fur et à mesure des vacances. Mais ils ne sont pas de suite affectés à un régiment ; ils rejoignent l'école militaire de Sandhurst pour y suivre, pendant un an, un cours d'études militaires en qualité d'élèves. Ce cours terminé, ils sont attachés au régiment où il y a des vacances de leur grade.

Les candidats qui, faute de vacances, ne peuvent pas être immédiatement promus sous-lieutenants, rejoignent l'école militaire de Sandhurst en qualité d'élève et peuvent être nommés pendant la durée des cours.

Quant aux sous-officiers qui aspirent au grade de sous-lieutenant, ils doivent être pourvus d'un certificat d'études de première classe, et d'un autre certificat délivré par une commission militaire, après un examen professionnel.

La loi ne précise pas la part qui revient à l'un et à l'autre des deux groupes dans le recrutement du grade de sous-lieutenant.

Il est à remarquer d'ailleurs qu'en Angleterre, les services pour l'avancement et la retraite comptent de la *date de la commission de lieutenant*. C'est pour ce motif que l'on anticipe, dans certains cas, cette nomination de six mois (pour quelques-uns même de deux ans), suivant la conduite ou le mérite de l'officier. (A suivre.)

---

## Société des officiers de la Confédération suisse

### SECTION VAUDOISE

Conformément à l'article 4 du règlement, le Comité a fixé au dimanche 25 août prochain l'assemblée générale annuelle de la section vaudoise. Elle se réunira à Aigle, dans la salle du Collège, à 9 heures du matin.

L'assemblée générale sera précédée d'une reconnaissance des passages de montagne qui mettent en communication la vallée de la Sarine et les Ormonts avec le littoral du lac Léman et la vallée du Rhône inférieur. Cette reconnaissance aura lieu le samedi 24 août.

Voici comment elle a été organisée :

Les colonnes chargées chacune de l'étude d'un passage, sont au nombre de six. Elles se sont réparties ces études comme suit :

*Première colonne.* — Sous-section de Moudon. — Président : M. le major *Jordan*.

a) De Bulle, par Semsales, à Châtel-St-Denis, puis, par Blonay, à Clarens.

b) De Bulle, par Albeuve, à Châtel-St-Denis et Vevey.

Rendez-vous à Bulle le vendredi soir. Organisation des deux groupes chargés de la reconnaissance des deux passages. Coucher à Bulle et Albeuve. Le trajet de Bulle à Albeuve peut être fait en voiture. Le 24, dîner à Châtel-St-Denis.

*Deuxième colonne.* — Sous-section de Sainte-Croix. — Président : M. le 1<sup>er</sup> lieutenant Ernest *Paillard*.

De Montbovon à Montreux, par Allière et le col de Jaman.

Les officiers de cette colonne se réuniront le vendredi soir à Bulle d'où ils pourront se faire transporter en voiture à Montbovon. Dîner le 24 aux Avants.

Dès les Avants, la colonne se scindera en deux groupes : l'un descendra par Sonzier et Chernex, le second par le Pont-de-Pierre et Glion, sur Montreux.



ponts, voies de communication parallèles ou transversales, nature du terrain parcouru, lieux habités, ressources, écuries, logements, emplacement de halte et de bivouac. Principales positions, défilés, cours d'eau, points où les routes peuvent être détruites facilement. Temps nécessaire aux différentes armes et unités d'infanterie pour parcourir la route reconnue.

Les rapports seront rédigés suivant le formulaire ci-joint.

Le comité recommande aux officiers l'emploi des cartes suivantes :

1° Feuille XVII de la carte Dufour à  $\frac{1}{100000}$

2° Feuille III de la carte réduite à  $\frac{1}{250000}$

3° Pour la colonne N° 1, carte des Alpes fribourgeoises publiée par le Club alpin.

4° Pour la colonne N° 6, carte du massif du Muveran, publiée par la même société.

Tenue pour la reconnaissance : casquette et vareuse.

*Assemblée générale à Aigle, le dimanche 25 août.*

A 9 heures précises du matin : Assemblée générale de la section au collège d'Aigle.

ORDRE DU JOUR : 1° Inscription des nouveaux membres.

2° Rapport du Comité sur l'activité de la section.

3° Rapport du Jury sur les travaux de concours.

4° Lecture des rapports sur la reconnaissance de la veille.

5° Propositions individuelles.

A 12  $\frac{1}{2}$  heures : dîner à l'hôtel des Bains.

La tenue pour l'assemblée générale d'Aigle est la tenue de service avec casquette.

---

*VIENT DE PARAÎTRE :*

# **ANNUAIRE MILITAIRE SUISSE**

Deuxième année.

Traduit de l'allemand par le capitaine A. Salquin,

secrétaire au Département militaire suisse.

*Prix : élégamment relié, fr. 2.*

En vente chez tous les libraires et chez l'éditeur

**K. J. Wyss à Berne.**

---

*Vient de paraître :*

A Paris, chez TANERA ; à Lausanne, chez B. BENDA, éditeurs

## **GUERRE D'ORIENT**

EN 1876-1877

par

**Ferdinand LECOMTE,**

colonel-divisionnaire suisse.

Tome II<sup>me</sup>, 1<sup>re</sup> partie, in-8° avec 3 cartes, dont un plan détaillé des positions de Plevna. Prix : **3 francs.**

---

LAUSANNE. — IMPRIMERIE ADRIEN BORGEAUD, CITÉ-DERRIÈRE, 26.



écho, je vous souhaite à tous la bienvenue sous le drapeau fédéral.

Fribourg, septembre 1878.

*Le Divisionnaire.*

---

**Ordre de division n° 7.**

Prescriptions diverses. Supplément à l'ordre général, soit n° 2.

*A. Rapports.*

1. Les rapports réglementaires s'établissent d'après les rubriques: Hommes et chevaux; matériel et munitions; solde et subsistances. On les distingue en rapports effectifs, qui sont la base de l'administration, et en rapports sommaires, qui se rattachent à l'emploi des troupes sur le terrain.

2. *L'état d'entrée au service* est la base des rapports effectifs. Il doit comprendre l'entrée au service :

Des hommes (état nominatif);

Des chevaux (contrôle complet et procès-verbal de taxe, selon les prescriptions de l'ordre de division n° 5);

Du matériel, avec déclaration de livraison signée par l'arsenal et par le représentant du corps. (Huit tableaux imprimés avec une annexe aux Tableaux V et VI, contenant l'indication détaillée du matériel et de l'équipement des divers corps, ont été adressés, à cet effet, aux directions d'arsenaux d'une part et d'autre part aux chefs de corps);

Des munitions, avec reçu signé de la partie livrante et du représentant du corps. (Un tableau imprimé contenant les dispositions et instructions au sujet des munitions a aussi été adressé aux directions d'arsenaux ou de dépôts et aux chefs de corps).

L'état d'entrée au service sera dressé à double, pour chaque corps de troupe, par l'officier ou le sous-officier que cela concerne. Un double reste au corps, l'autre double va à la Division et au Département militaire fédéral par la voie du service. Il est rappelé que l'état d'entrée doit être accompagné d'un état ou Tableau comparatif de l'effectif normal, de l'effectif au 1<sup>er</sup> janvier 1878, de l'effectif réduit pour le rassemblement, prescrit par l'ordre général, avec indication des ordres de réductions ou de dispenses. A cet effet, le présent ordre n° 7 sera envoyé aux corps avec un formulaire spécial (T) du Tableau comparatif en blanc et avec un Tableau comparatif contenant, à titre de renseignements :

L'effectif normal en hommes, chevaux et voitures.

L'effectif au 1<sup>er</sup> janvier en hommes.

L'effectif du Rassemblement en voitures, ces derniers chiffres, donnés seulement en partie et sous réserve de modifications encore possibles, devant être rectifiés ou justifiés par ceux de l'état d'entrée.

Sur les états d'entrée et Tableaux comparatifs des divers corps,





brigade d'infanterie, de la brigade d'artillerie (parc de division), du régiment de dragons, du bataillon de carabiniers et du bataillon du train.

8. Pendant les manœuvres de division, assisteront au rapport, outre les officiers susmentionnés, un représentant de chaque corps détaché (avant-garde, arrière-garde, etc.).

Autant que possible les brigades d'infanterie et d'artillerie et le régiment de dragons seront représentés par leur chef ou par un premier adjudant.

9. Par exception aux dispositions ci-dessus, les rapports des 1, 2, 3, 4 et 5 septembre auront lieu à une heure après-midi, au domicile du divisionnaire (Hôtel de Fribourg) à Fribourg. Y assisteront :

Le 1<sup>er</sup> septembre : tous les officiers et sous-officiers de l'état-major de division, présentés par le chef d'état-major, M. le lieutenant colonel de Crousaz.

Le 2 septembre : l'état-major de division, plus les officiers et sous-officiers des états-majors des brigades d'infanterie, présentés par M. le colonel-brigadier Bonnard, commandant de la 3<sup>e</sup> brigade.

Le 3 septembre : l'état-major de division, les états-majors des brigades d'infanterie, plus les officiers et sous-officiers des états-majors des régiments d'infanterie, présentés par M. le colonel-brigadier Bonnard.

Les 4 et 5 septembre : l'état-major de division et les états-majors des corps entrés au service à Fribourg, présentés par M. le major Techtermann, commandant du parc de division.

10. Pour le rapport au divisionnaire : tenue de service et képi.

### *B. Bagage d'officiers.*

11. Pour l'entrée en ligne, MM. les officiers réduiront leur bagage au strict nécessaire.

Les malles d'officiers ne doivent pas dépasser, comme dimension, 70-35-35 centimètres, ou 60-40-40 centimètres.

Les officiers supérieurs ont droit à une dimension plus forte d'un quart à un tiers.

12. Chaque malle doit être pourvue d'une adresse solide et bien lisible, contenant le nom et le grade du propriétaire avec l'indication du corps.

13. MM. les officiers doivent s'arranger de manière à avoir, dans leur sac, sacoches ou porte-manteau, du linge de rechange pour deux ou trois jours, au cas où ils se trouveraient séparés des chars à bagages de leur corps par le mauvais état des chemins ou par d'autres circonstances imprévues.

### *C. Domestiques militaires et ordonnances d'officiers.*

14. La répartition des domestiques militaires, soit ordonnances, aux officiers se réglera comme suit :

Pour deux lieutenants ou premiers lieutenants et pour un ca-



terweller, à Genève, comme officier d'ordonnance à l'état-major de la division.

4. Jusqu'à ce que la présence du grand-juge soit nécessaire, les fonctions de cet office seront remplies intérimairement par M. le capitaine-auditeur Rambert, qui restera à l'état-major de la division.

5. M. le capitaine Favey, officier d'état-major de la III<sup>e</sup> brigade, dispensé, est remplacé par M. le capitaine Ed. de Wattenwyl.

Lausanne, août 1878.

*Le Divisionnaire :*

LECOMTE.

## Plan d'instruction du cours préparatoire de la 2<sup>e</sup> compagnie d'administration<sup>1</sup>.

### I. *But du cours préparatoire.*

Le cours préparatoire de la compagnie d'administration a pour but d'exercer les connaissances militaires de la troupe, lui rappeler les choses qu'elle a apprises et qu'elle aurait oubliées et la préparer spécialement au service qui lui incombera pendant les manœuvres du rassemblement de la II<sup>e</sup> division.

La compagnie doit en outre être mise en rapport intime avec la 2<sup>e</sup> section du bataillon du train qui lui est attachée. Elles se rendront compte ainsi de la tâche qui incombe à chacune d'elles et des devoirs qu'elles ont à remplir vis-à-vis l'une de l'autre.

### II. *Instruction.*

L'instruction qui doit être donnée pendant le cours préparatoire se divise en deux parties, savoir :

A. Instruction militaire ;

B. Instruction spéciale des troupes d'administration.

La première partie comprend :

1<sup>o</sup> École du soldat, 1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> section, maniement du sabre ;

2<sup>o</sup> Service de garde, service de place et de police ;

3<sup>o</sup> Service intérieur, 1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> section, jusqu'au § 172 ;

4<sup>o</sup> Organisation militaire, répétition sur la répartition de l'armée, la durée du service, les différentes espèces d'armes, les unités tactiques, etc.

5<sup>o</sup> Connaissance de l'arme, démontage et remontage du Wetterli, connaissance des différentes parties du fusil.

L'instruction spéciale des troupes d'administration comprend les branches suivantes :

1<sup>o</sup> Connaissance des ustensiles et des chars à ustensiles ; nomenclature, déballage et emballage de ces derniers.

2<sup>o</sup> Exercice de profil pour l'établissement de baraques ;

3<sup>o</sup> Théorie sur la construction des baraques et des fours ainsi que connaissance des matériaux de construction ;

<sup>1</sup> Du 4 au 14 septembre, à Fribourg.



pétition de grands corps de troupes, le service de campagne devait être pratiqué comme il a été enseigné et appliqué cette année dans les écoles centrales III (écoles de majors) et cela avec l'assentiment de l'autorité supérieure compétente, sur la base du projet existant, ou si dans toutes les parties de l'ancien règlement doit être maintenu.

Cette question est résolue en ce sens, qu'il faut distinguer entre la *méthode* et la *forme*. En ce qui concerne la méthode de donner les ordres et celle de l'exécution entière du service de campagne, spécialement quant au service d'avant-postes et de sûreté en marche, le nouveau projet doit faire règle et on doit laisser toute latitude aux officiers qui ont pris part à l'école centrale III d'appliquer cette méthode dans la pratique. Toutefois quant à la forme, l'ancien règlement doit d'autant plus continuer de servir de guide, que les officiers subalternes ne connaissent généralement pas les formes du projet ainsi que la nomenclature de ces formes, qui, du reste, ne peuvent pas être considérées comme étant adoptées. On doit par exemple maintenir la formation des petits postes à 3 hommes tandis que le projet les prévoit à 2 hommes seulement ; on peut aussi former des grand'gardes plus fortes tandis que le projet préfère davantage les petites grand'gardes ; la division des troupes du service de sûreté en marche doit continuer d'être faite d'après l'ancien règlement, mais l'emploi de ces troupes doit être réglé suivant les principes du projet.

Je vous prie de pourvoir pour autant que vous le pourrez, à ce qu'il soit procédé selon ces principes dans les prochains exercices et de mentionner en temps et lieu dans votre rapport sur les exercices les expériences que vous serez dans le cas de faire à cette occasion.

*L'Instructeur en chef de l'infanterie.*

#### INSTRUCTIONS CONCERNANT LE SERVICE VÉTÉRINAIRE <sup>1</sup>

Pendant les manœuvres de la II<sup>e</sup> division d'armée, le service vétérinaire aura pour base, en dehors des instructions réglementaires générales, l'instruction spéciale suivante :

##### I. *Estimations.*

Pour les estimations et les dépréciations, les §§ 61-66 du règlement de l'intendance militaire fédérale du 14 août 1845 restent en vigueur avec les modifications et éclaircissements suivants :

Les estimations et dépréciations sont dirigées sous l'autorité du vétérinaire en chef par le vétérinaire de la II<sup>e</sup> division, major Potterat.

Les experts sont ceux qui ont été désignés par le vétérinaire en chef comme membre des commissions de taxe pour 1878. Si le besoin le demande, le vétérinaire de division nomme d'autres experts dans les localités où il ne se trouve pas de commission de taxe. L'original de tous les états, procès-verbaux et notes de frais des experts doivent être transmis au vétérinaire de division qui les arrangera et les enverra au vétérinaire en chef immédiatement après la fin du service.

##### A. *Taxe d'entrée.*

1. Le maximum de taxe a été fixé, d'après l'arrêté fédéral du 7 juillet 1866, à 1000 fr. pour les chevaux du train et à 1500 fr. pour un cheval de selle et d'officier.

Dans les taxes, les experts doivent observer soigneusement si un cheval possède une entaille au bord externe de l'oreille gauche. Nous mar-

<sup>1</sup> Circulaire adressée par le vétérinaire en chef aux officiers vétérinaires de la II<sup>e</sup> division d'armée.

quons de cette manière les chevaux militaires rebutés, lesquels, ainsi désignés, ne doivent sous aucun prétexte être admis à une estimation pour le service militaire.

3. Les tares et défauts doivent être notés soigneusement et, si possible, entièrement lors de l'estimation. Pour chaque corps il sera fait un état particulier.

4. Les chevaux de cavalerie fournis par la Confédération étant régis par l'organisation militaire de 1874, ne seront ni estimés ni dépréciés. Les instructions du règlement d'administration énoncé ci-avant ne s'appliquent qu'aux chevaux qui ont été présentés par les hommes faisant le service antérieurement à 1875. Les chevaux des escadrons de dragons et compagnies de guides devront tous être inspectés par le vétérinaire de division ou son adjudant. La taxe sera faite au lieu de réunion ; l'inspection des chevaux se fera au lieu de réunion et en cas d'empêchement sur la place d'armes.

Avec l'inspection on fera la révision de la taxe des chevaux remontés avant 1875. Les observations concernant cette révision s'inscrivent sur le procès-verbal d'estimation avec de l'encre rouge.

Lors de l'estimation, les experts apporteront beaucoup d'attention aux indices des maladies contagieuses, surtout de la morve ; en cas de nécessité les chevaux suspects seront mis à l'écart et il en sera fait un rapport spécial au vétérinaire en chef. Pour les chevaux de cavalerie fournis par la Confédération, *il sera fait un rapport à part* pour chaque escadron et compagnie de guides, et dans ce rapport les tares et défauts qui, après comparaison avec le livret de service, auront été reconnus comme ayant pris naissance en dehors du service, doivent être spécifiés. A la fin du cours, les tares et défauts nouveaux, contractés au service, doivent être notés sur le même état avec de l'encre rouge ; en même temps le numéro et l'année de chaque cheval sera indiqué exactement et séparément.

Le vétérinaire de division doit veiller à ce qu'il soit pris une copie exacte de cet état pour les chevaux fournis par la Confédération dans le livret de service du cavalier avec cette remarque que, pour les tares et défauts ayant pris naissance pendant ou en dehors du service, il sera mis avant l'annotation : « Entré au service le . . . . ; Sorti du service le . . . . » Ces annotations seront signées par l'officier d'administration, par le chef de l'escadron ou de la compagnie de guides, ou par le vétérinaire expert.

Ces états doivent être expédiés au vétérinaire en chef qui les transmettra, après examen, au chef de l'arme de la cavalerie pour compléter le matricule du contrôle des chevaux.

5. L'estimation des chevaux d'artillerie devra être conforme au règlement concernant le louage des chevaux d'artillerie du 12-15 février 1877. Les prescriptions de celui-ci restent en vigueur dans tout leur contenu.

6. Les taxes des chevaux des états-majors et de l'infanterie doivent se faire de manière à ce que les officiers appelés à un lieu de réunion présentent, si possible, tous les chevaux de service en même temps. Ces taxes doivent être révisées par le vétérinaire de division s'il n'a pas lui-même, ou un autre vétérinaire de division, assisté à l'estimation.

#### B. Dépréciation.

1. A la dépréciation tous les chevaux doivent être examinés. Dans le procès-verbal de dépréciation, le résultat de l'examen de chaque cheval doit être noté ; s'il est rendu en santé, cela doit être noté positivement dans le procès-verbal.

2. Dans le procès-verbal de dépréciation tous les défauts et tares dé-

signés dans le procès-verbal d'estimation doivent être indiqués, ainsi que le signalement et le prix de taxe. Les commissaires des guerres cantonaux, respectivement officiers d'administration, auront à remplir à l'avance les formulaires de dépréciation, à côté des états d'estimation, afin que pendant la dépréciation le résultat de l'examen puisse être indiqué tout de suite pour chaque cheval.

3. Les dépréciations seront faites, autant que possible, d'une manière définitive, les cas pour lesquels il sera accordé droit à des réclamations ultérieures, doivent être expressément inscrits dans le procès-verbal de dépréciation.

4. En ce qui concerne les dépréciations, le vétérinaire de division ou son adjudant doivent, autant que les circonstances le permettent, s'en occuper personnellement, surtout là où lors de l'estimation il a été commis des erreurs qui ont été reconnues et où des cas importants viennent à être traités.

5. Les chevaux remontés avant 1875 seront dépréciés au lieu du licenciement, dans les cantons, par les commissaires de taxe locales, dans la forme usitée jusqu'à maintenant.

6. Les chevaux de la Confédération seront inspectés par le vétérinaire de division au moment du licenciement, sur la place d'arme, si le vétérinaire de division ne pouvait pas le faire, son remplaçant se chargera de cette tâche. Les chevaux qui ont un traitement médical à subir seront envoyés sans exception à l'infirmerie vétérinaire.

## II. *Service militaire.*

Le service vétérinaire sera dirigé par le vétérinaire de division sous l'autorité du vétérinaire en chef; il se fera conformément au règlement vétérinaire du 16 juillet 1846.

Le vétérinaire de division inspectera à temps l'armement personnel des vétérinaires, en même temps que les caisses vétérinaires et apportera les changements nécessaires.

Les vétérinaires des colonnes de parc et du bataillon du train qui ne sont pas en possession de caisses vétérinaires, devront recevoir le nécessaire, les médicaments, des pharmacies publiques, ou en cas de besoin, des médecins de la contrée. Si l'usage d'instruments, contenus dans les caisses vétérinaires devenait nécessaire, les vétérinaires des colonnes de parc et du bataillon du train s'adresseront au vétérinaire le plus rapproché d'une batterie ou d'un escadron de dragons. Le vétérinaire de division veillera à ce que les chevaux des corps qui n'ont pas de vétérinaire, soient également traités par un vétérinaire militaire.

## III. *Infirmerie vétérinaire.*

Il sera établi une infirmerie vétérinaire à Fribourg. On y conduira les chevaux qui sont impropres au service pour longtemps, mais cependant transportables. Pour chaque cheval amené à l'établissement de cure il devra être délivré une carte d'entrée réglementaire (vide formulaire F, page 83 du règlement vétérinaire).

## IV. *Hygiène.*

Les vétérinaires doivent porter leur attention sur les livraisons des fourrages, avoine, foin, paille, etc., s'ils sont mauvais, en faire un rapport immédiat auprès de leurs supérieurs pour remédier à cet inconvénient et en faire mention dans leurs rapports de semaine. L'usage du foin de cette année, ayant fermenté, est permis.





autant qu'on ne serait pas en service de campagne la troupe en marche devrait successivement porter l'arme.

Le Règlement est muet sur la conduite à tenir par une troupe en marche qui rencontre une troupe au repos. — Cette prescription du « garde à vous » doit elle s'appliquer aux troupes qui sont au service d'instruction surtout lorsque ces troupes sont assez nombreuses et d'armes différentes ? Le salut doit-il être répété chaque fois que les officiers se rencontrent dans le courant de la journée ? — L'ordre du jour d'entrée au service ne devrait-il pas fixer une règle qui mit chacun à l'aise pour tout ce qui concerne les honneurs ; on éviterait ainsi des indécisions regrettables. Détails, dira-t-on, qui doivent être laissés à la perspicacité de l'officier ; je l'admets, quoique dans certains cas cette absence de réglementation ait des suites quelque peu désagréables pour les officiers dont la perspicacité n'est pas assez grande.

En un mot toute cette partie aurait besoin d'un remaniement avec des règles plus complètes et plus précises.

Le capitaine qui remplace le commandant de bataillon devrait toujours être monté ; avec la division en colonnes de compagnie et le disséminement de la troupe, il est impossible que la marche du bataillon puisse avoir lieu avec quelque ensemble si l'officier qui le commande ne peut pas être en communication rapide avec ses chefs de compagnie. — Et ceux-ci doivent de même facilement reconnaître leur chef immédiat pour avoir recours à lui au besoin. On devrait donc désigner officiellement à l'avance les remplaçants des commandants, leur faciliter des cours d'équitation ou les appeler à une école spéciale. Puis, une ou deux fois pendant les cours de répétition, ils s'exerceraient au commandement du bataillon et remplaceraient leur chef immédiat pour les rapports, etc.

L'arme suspendue est sans contredit le moyen le plus facile et le moins fatigant de porter le fusil ; c'est le mode qui est employé chaque fois que la troupe a une marche un peu forte ou des manœuvres à exécuter. On devrait donc changer le règlement et ordonner qu'au commandement de « En avant » la troupe suspende l'arme sur l'épaule droite. — Le port d'armes ne s'exécuterait plus qu'au commandement et on pourrait le réserver exclusivement pour les inspections, les rencontres de troupes ou d'officiers, etc.

Depuis le nouveau règlement, les fonctions du sergent-major ont beaucoup diminué d'importance ; autrefois, son autorité s'exerçait non-seulement pendant le service intérieur, mais aussi à la manœuvre, puisqu'il était chef de la 4<sup>e</sup> section. — Maintenant il est placé en serre-file et son rôle est bien effacé. N'y aurait-il pas avantage de relever son autorité en lui donnant le commandement de la compagnie toutes les fois qu'elle est sans armes, sous la surveillance générale de l'officier de jour.

La tenue de la troupe devrait être aussi peu modifiée que possible et seulement lorsque les circonstances l'exigent impérieusement ; à l'entrée au service cette tenue serait fixée et on devrait tenir fermement la main à ce que tous les officiers et sous-officiers,



A midi, l'ordre du jour épuisé, l'assistance se transporta dans une autre salle du bâtiment du Collège où l'attendait une collation, offerte par la municipalité d'Aigle. Un verre d'excellent vin blanc et un petit pain frais furent dégustés là de bon appétit. Les remerciements qui, après le dîner ont été adressés à la municipalité, lui auront montré que ses aimables procédés ont été appréciés de ses hôtes comme ils méritaient de l'être.

A 1 heure, MM. les officiers prenaient place autour des tables hospitalières de l'Hôtel des Bains, au nombre d'une centaine. Comme on le voit, un grand nombre d'officiers qui n'avaient pas participé à la course de la veille, avaient cependant tenu à assister à l'assemblée générale d'Aigle.

Le repas fut excellent, le dessert joyeux et plein d'entrain. M. le colonel de Guimps porte le toast à la patrie, après quoi M. le colonel de Loës entonne d'une voix entraînant le beau chant : « Séjour de mes aïeux, ô Suisse bien aimée ! » Toast et chant furent applaudis avec des élans d'enthousiasme, de même que la voix éloquente de M. le colonel-divisionnaire Cérésolo parlant de la Suisse et de sa petite armée et montrant à ses auditeurs le drapeau fédéral comme un signe de ralliement, un symbole d'honneur et de patriotisme pour tout soldat suisse.

D'autres discours furent prononcés, d'autres chants retentirent. Mentionnons le toast de M. le lieutenant-colonel Couteau à la santé du commandant de la 1<sup>re</sup> division ; celui de M. le lieutenant-colonel Gaulis aux officiers du Valais et de Genève, représentés au dîner par MM. les colonels de Cocatrix, Couteau, Ed. Pictet et M. le major Rigaud. M. de Cocatrix porta à son tour la santé du gouvernement vaudois et de son Département militaire, ce qui amena M. le conseiller d'Etat Viquerat, qui honorait le dîner de sa présence, à boire à la bonne marche de la Section vaudoise de la Société des officiers.

On a pensé aux absents. A la suite d'un discours de M. le lieutenant-colonel Pictet, qui avait rendu hommage aux efforts faits par M. le colonel Dumur chef de l'arme du génie, pour arriver à organiser une compagnie de pontonniers de la 1<sup>re</sup> division, il fut décidé de transmettre, par dépêche, les salutations des officiers vaudois aux chefs d'armes, ainsi qu'à M. le colonel Stocker, instructeur en chef de l'infanterie, qui avait annoncé vouloir assister à la course de la veille, mais en avait été empêché.

A quatre heures et demie, on se levait de table et on se dirigeait vers la gare. Tous ceux qui ont assisté à cette utile et agréable réunion de la Section vaudoise de la Société des officiers en garderont sans doute le meilleur souvenir. (*Gazette.*)

---

### ***Vient de paraître :***

**A Paris, chez TANERA ; à Lausanne, chez B. BENDA, éditeurs**

## **GUERRE D'ORIENT**

**EN 1876-1877**

**Esquisse des événements militaires  
et politiques**

**par**

**Ferdinand LECOMTE,**

*colonel-divisionnaire suisse.*

**Tome II<sup>me</sup>, 1<sup>re</sup> partie, in-8° avec 3 cartes, dont un plan détaillé des positions de Plevna. Prix : 3 francs.**

---

**LAUSANNE. — IMPRIMERIE AD. BORGEAUD, CITÉ-DERRIÈRE, 26.**











































































































































































































































































































































































